

سكدا من لامل



Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14342 - 6 F

JEUDI 7 MARS 1991

BOURSE ★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'extension des troubles à une douzaine de villes

Washington doute des chances de succès du soulèvement en Irak

Rébellions

POUR l'Irak, vaincu et meurtri, l'après-guerre s'est donc ouverte dans la violence et la confusion. La révolte a surgi des deux régions d'où on pouvait attendre, le Sud à majorité chiite et le Nord à majorité kurde. Pour mater cette double rébellion qui menace l'unité nationale, M. Saddam Hussein semble pouvoir encore compter sur le « noyau dur » de ses forces armées, la fameuse « garde républicaine », rentrée affaiblie du Koweït mais restée fidèle au parti Baas et à son chef. Selon les dernières informations recueillies à Washington - où l'on ne croit pas aux chances de succès de l'insurrection - les troupes « loyales » auraient repris l'initiative sur le terrain.

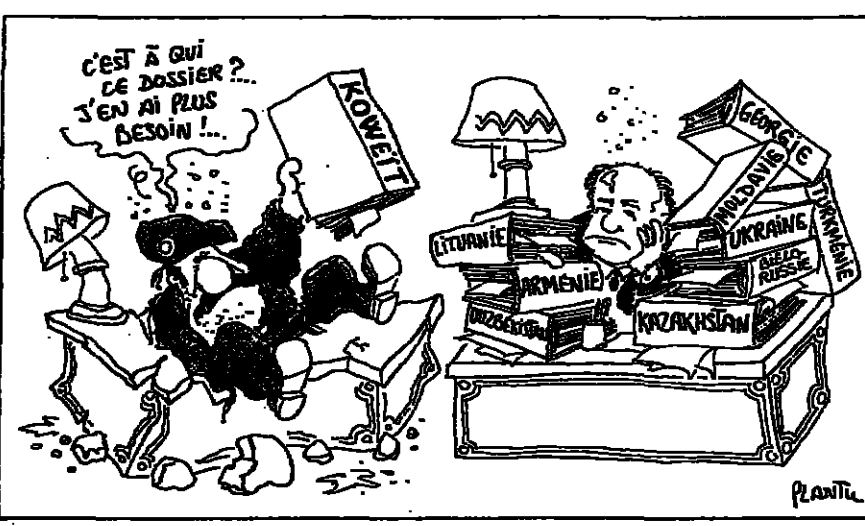
Sur dix irakiens, plus de cinq sont de confession chiite, les musulmans sunnites étant tout juste aussi nombreux que les Kurdes (quatre millions pour l'une et l'autre de ces minorités). La loyauté des chiites envers Bagdad avait résisté aux terribles épreuves subies pendant les huit années de guerre contre l'Iran, notamment à Bassorah, devenue « ville martyre ». Faisant passer leur nationalisme avant leurs sympathies religieuses, ceux-ci firent la sourde oreille aux appels enflammés venus de Téhéran, où l'on comptait bien, en cette époque de révolution triomphante, faire de ces vétérans, frères d'Islam, les premiers propagandistes de la contagion khomeïniste.

CETTE fois, le ressentiment de la communauté chiite, attisé par l'humiliation de la défaite, lui a fait oublier ses dernières prudenances. Encouragés de moins en moins discrètement par les milieux irakiens, une partie de la population du Sud a choisi de défier Bagdad. L'attitude de Téhéran a évolué au fil des derniers jours. Les dirigeants de la République islamique ont d'abord affiché une feinte indifférence envers les graves troubles qui agitaient le Sud irakien, comme s'ils voulaient surtout, eux les dénonciateurs sourcilieux de toute interférence étrangère, ôter prise à tout reproche d'ingérence dans les affaires de leur voisin en difficulté. Mais, la « vraie nature » du khomeïnisme finissant par resurgir, l'appui irakien aux insurgés du Sud s'est fait de plus en plus voyant. Quel que soit leur épilogue, on aurait tort de trop schématiser les affrontements en cours. Socialement hétérogène, la communauté chiite d'Irak n'est pas - loin de là - unanimement favorable à l'avènement d'un pouvoir islamique à Bagdad.

PAR leur fanatisme et leur trop grand alignement sur l'Iran, les dignitaires religieux irakiens en exil à Téhéran, emmenés par l'ayatollah Hakim - se sont aliénés une partie de la bourgeoisie et des intellectuels chiites restés au pays. Le conglomerat des mouvements d'opposition irakiens en exil ailleurs qu'en Iran n'entend pas non plus agir au bénéfice des moines.

Quant aux rebelles kurdes, conscients qu'aucun pays de la région, ni aucune autre minorité d'Irak n'est prêt à leur concéder un Etat, ils s'emploient à renforcer leurs positions sur le terrain afin de revendiquer, le moment venu, une plus grande autonomie. Assistants en spectateurs à ces révoltes qui affaiblissent un peu plus M. Saddam Hussein, les Etats-Unis auraient tout à craindre de leur succès, car c'est tout l'équilibre régional de l'après-guerre qui en serait bouleversé au profit de l'Iran, déjà grand vainqueur d'un conflit qui n'était pas le sien.

La situation demeurerait très confuse, mercredi 6 mars, en Irak. Les troubles se sont étendus à une douzaine de villes du sud du pays, mais les forces gouvernementales semblent commencer à réduire le mouvement insurrectionnel, a affirmé, mardi, un porte-parole du Pentagone. Les Américains, qui disposent de moyens d'observation détaillée de la région, se montrent sceptiques sur les chances de succès du soulèvement animé par des religieux chiites, liés à l'Iran. Le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, un chiite, est arrivé mardi à Téhéran, porteur d'un message au président Rafsanjani.



Le conseil de la Fédération, qui regroupe autour du président Gorbatchev les dirigeants des républiques soviétiques, s'est réuni mercredi 6 mars à Moscou pour examiner le nouveau projet de traité de l'Union. Signé par huit républiques, dont la Russie et l'Ukraine, ce texte propose en quelque sorte une Union « à géométrie variable », dans laquelle certaines républiques pourraient obtenir des compétences particulières, sous réserve de l'acceptation des autres participants, ou quitter l'Union dans les conditions fixées par ses membres.

Lire page 10
l'article de SOPHIE SHIHAB

Impasses arabes

Image de l'Islam altérée, désarroi des populations : l'après-guerre dément les prédictions du dictateur irakien

par Gilles Kepel

La cohésion et l'influence internationale du monde arabe vont se ressentir des conséquences de la guerre du Golfe à l'inverse exact des prédictions naïves et triomphalistes de Saddam Hussein. L'infrastructure de l'Irak est détruite, le Koweït a été dévasté, et l'Arabie saoudite, qui disposait d'une manne de pétrodollars, doit aujourd'hui emprunter sur le marché des capitaux.

Les fautes politiques du dictateur de Bagdad ont permis aux armées de la coalition de s'installer au Moyen-Orient - transplantées, pour partie, de l'ancien « théâtre » centre-européen où elles faisaient face à celle du défunt pacte de Varsovie. Ces soldats victorieux détiennent désormais des atouts majeurs dans la nouvelle donne régionale qui devrait voir le jour à l'issue des combats, et cela pèse sur l'autonomie de décision des pays arabes de la région.

L'unité arabe, symbolisée peu ou prou par la Ligue du même nom, déjà fort mal en point avant la guerre, est moribonde. L'Egypte comme la Syrie, traditionnellement réticentes envers un Irak trop puissant, ont été parmi les belligérants les plus actifs contre ce dernier. Quant au Maghreb, il est en passe de constituer un pôle autonome, à la recherche d'une difficile communauté de destin qui le sépare du Proche-Orient et en fait le flanc sud de l'Europe, dans une interdépendance inégalitaire contre quoi les manifestations pro-irakiennes d'Alger, Tunis ou Rabat ont tenu lieu de protestation, en parlant le langage du désarroi.

Symboles de l'arabisme, les Palestiniens ont vu leur position internationale se dégrader de nouveau, et l'OLP, alignée sur Bagdad, sort diminuée politiquement de la guerre - annulant les bénéfices considérables et la légitimité qu'elle avait retirés aux long des trois années d'intifada et à la suite du

conseil national palestinien d'Alger. Enfin, l'image de l'Islam est profondément altérée : en dehors du monde musulman, cette religion est plus que jamais associée, dans les représentations collectives, au djihad que Saddam Hussein et ses émissaires lancent à l'assaut des Constantinople d'aujourd'hui. Parmi les musulmans eux-mêmes, l'unicité du message divin, son propos, le mode de mobilisation des fidèles, sont brouillés. Plusieurs Etats arabes refusent de laisser leurs ressortissants partir au pèlerinage en juin, taxant les Saoudiens d'impitoyables pour avoir appelé des « infidèles » à la ressource - ces mêmes Saoudiens qui étaient le pilier de l'intransigeantisme islamique et les principaux banquiers de la réislamisation.

L'échec du djihad de circonstance brandi par Saddam Hussein se retourne, comme cela est advenu tant de fois dans l'histoire des sociétés musulmanes, en son envers, la *fitna*, la grande discorde au sein de l'*oumma*, de la communauté des croyants. Hanifite des outâmes - les docteurs de la loi - la *fitna* est le mal suprême dans le langage politique de l'Islam : en dressant les musulmans les uns contre les autres, en divisant leurs rangs, elle amoindrit, affaiblit, le *dâr el islam*, au sein duquel campent les armées victorieuses des « infidèles ». Dans cette vision des choses, le président irakien, dont l'intérêt tardif pour la religion n'a pas uniment consacré les mosquées, demeure l'un des auteurs de *fitna* les plus considérables de cette fin de siècle, tandis qu'il était (et restera ?) adulé par d'autres Arabes comme le héros des « humiliés et offensés » du nouvel ordre mondial.

Lire la suite page 2

► Gilles Kepel est chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris.

Lire également

- La situation au Koweït par JEAN GUEYRAS
- Réparations : les précédents par YVES MAMOU
- Vers une force arabe de maintien de la paix? par JAN KRAUZE
- Le scepticisme de Washington
- L'Italie réexamine sa politique de défense
- La fin du synode épiscopal sur le Proche-Orient par PATRICE CLAUDE

pages 3 à 6

Un nouveau projet de traité en URSS

Moscou offre aux républiques une union plus souple

Un entretien avec M. Rocard

Le premier ministre veut faire passer dans la société française le « nouvel élan » souhaité par le chef de l'Etat

« Comment avez-vous vécu, pendant la guerre du Golfe, le fait de lire dans la presse, d'entendre à la radio et à la télévision, que vous, le premier ministre, aviez disparu ? »

— Avec flegme. Il n'y avait plus d'espace dans la presse que pour le Golfe, et c'était bien normal. Outre ce que quelques-uns d'entre nous avons fait quotidiennement aux côtés du président de la République sur le Golfe, le gouvernement a beaucoup travaillé pendant cette période.

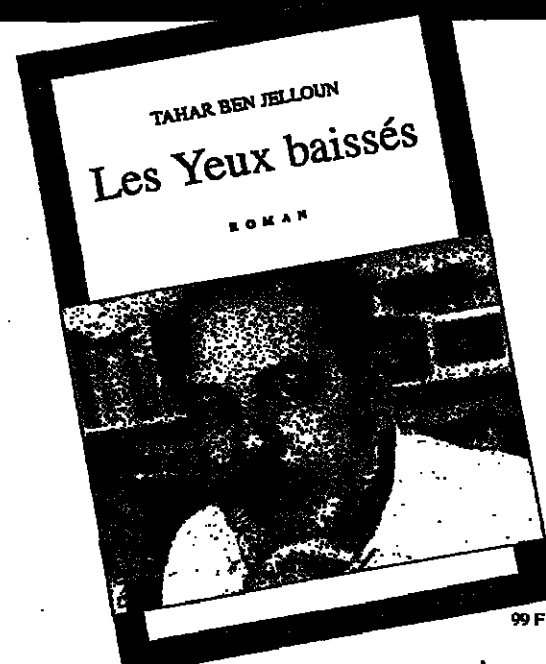
— Qu'avez-vous donc fait ?

— Il fallait d'abord traiter les effets de la guerre du Golfe sur le plan intérieur. Nous avions deux devoirs : d'une part la sécurité des Français, d'autre part l'adaptation économique. Si nous n'avons pas connu d'attentat à ce jour, ce n'est pas simplement dû au hasard, mais beaucoup à Vigipirate. En outre, les relations entre habitants des diverses communautés de l'Hexagone ont été l'objet d'une attention soutenue de la part de tous les responsables jusqu'au plus haut niveau. Nous avons multiplié les contacts

et entretenu le dialogue. Il nous a fallu également prendre un certain nombre de décisions touchant au pilotage de l'économie française : des mesures budgétaires dès l'automne, qui se prolongent aujourd'hui - et je ne tiens pas pour rien que la tenue du franc ait été bonne - et des mesures pour l'emploi dont la première a été le passage de 300 000 à 400 000 du nombre de contrats emploi-solidarité.

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS ANDRÉANI
MICHEL NOBLECOURT
et ALAIN VERNHOLES
Lire la suite page 30

BEN JELLOUN



Un roman plein de force et de maturité, avec quelle inquiétude qui voile le regard sans laquelle il ne saurait y avoir de chef-d'œuvre. J.-M.-G. Le Clézio / Le Monde

Editions du Seuil

Crise à New-Delhi

Le gouvernement a démissionné page 42

EDUCATION

Les risques calculés du plan social étudiant

■ Annoncé depuis des mois, un nouveau système de prêts aux étudiants devrait voir le jour à la rentrée 1991. Les principaux arbitrages viennent d'être rendus par le premier ministre. ■ Les carrières universitaires au fil des régions. page 14

Immobilier sans frontières

■ Londres, première étape de la tournée des capitales. ■ Un « homme de l'année » au MIPIM. ■ Le casse-tête européen. ■ Stratégies à la carte. ■ Manhattan Blues. ■ La fièvre de Lisbonne. Lire notre supplément pages 33 à 35

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

■ Des « sidis » aux « Maghrébins ». ■ « Jardins d'enfants adaptés », à Boulogne. page 32

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 42

M0147 - 0307 0 - 6,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 70 p ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 300 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 SF ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Le français, langue des non-alignés

par Michel Guillou

Ni la francophonie ni la France n'ont réussi à faire entendre clairement leur différence dans le conflit et la guerre du Golfe. La francophonie a mal du Liban, a mal des territoires occupés. La francophonie a mal du Koweït ravagé, de l'Irak déshérité.

Si le Front islamique de salut (FIS) exige le remplacement du français par l'arabe, si la loi sur la généralisation de la langue arabe votée en Algérie en décembre dernier ne vise pas les établissements d'enseignement supérieur où les cours sont dispensés en anglais, ce n'est pas le fait du hasard, c'est que l'intégrisme musulman fait bon ménage avec l'anglais.

Ce sont des financements américains qui au Liban et en Syrie s'évertuent à éliminer la langue française de l'enseignement.

La francophonie a vocation à la laïcité. Le français ouvre sur un humanisme critique qui dérange.

Ce non-alignement franco-phonie, il faut le faire entendre, au niveau qu'il convient et sans aucune concession, ou alors l'anglais, réputé neutre, chassera le français, la fascination devant la puissance technologique sera créditée à l'Amérique, le Japon étant absent, comme en définitive l'Europe. Il sera alors tellement plus facile pour l'intégrisme de traiter avec l'Amérique dans un rapport de forces quantifiable et exempt de tout risque subversif dans les esprits.

Ne pas montrer cette capacité de faire signe dans le monde qui est la caractéristique majeure de la « différence française »

francophone » serait une erreur politique et culturelle dont les conséquences peuvent aller jusqu'à la perte de la francophonie arabe et maghrébine. Mais il est temps encore de faire entendre notre voix.

Cela d'autant plus que le prochain sommet de la francophonie aura lieu en France cette année. Nouveau rendez-vous, rendez-vous essentiel. On peut se demander combien de temps la francophonie des sommets pourrait survivre à un report de ce sommet ou à son échec. Mais, pour réussir, il faudra mettre en conformité nos actes et nos déclarations, pour frapper à nouveau et dans le bon sens l'imaginaire et le cœur des parlants français.

A ce moment de l'Histoire où se remodèle la carte du monde, où se cherchent et se construisent les choix et les voies de l'avenir, la francophonie ne peut rester longtemps encore sans se faire entendre. Bien au contraire, la France, entraînant avec elle la vaste et riche constellation des États francophones, doit renouer avec la grande tradition qui est la sienne, et qu'a illustrée avec le succès que l'on sait le général de Gaulle : celle du non-alignement.

L'urgence est là : pour la francophonie, c'est une impérieuse nécessité : la dernière chance peut-être. Il faudra aussi, et c'est un autre enjeu, rendre crédible la multilatéral francophone, ce qui suppose des budgets et un institutionnel profondément transformés. 1991 sera l'année du vrai départ du dessin francophone ou le début irréversible de son agonie et de sa fin.

► Michel Guillou est recteur de l'université des sciences d'expression française.

Impasses arabes

Suite de la première page

Pour essayer d'interpréter la signification de la guerre du Golfe dans le monde arabe d'aujourd'hui et envisager quelles peuvent en être les conséquences, il faut d'abord la situer dans l'impasse politique à laquelle sont arrivées les sociétés arabes, plus d'un quart de siècle après l'indépendance de leurs États. La guerre a surtout été le révélateur par excellence d'une crise radicale de société - et les incantations de Saddam Hussein ont créé l'illusion que l'issue à cette crise pouvait résider dans l'aventure guerrière, la violence réelle ou symbolique contre un Occident aussi ostensiblement hanté et vilipendé qu'intensément convoité et secrètement admiré.

Cette crise de société se noue au moment où arrive à l'âge adulte la première génération qui n'a jamais connu la domination coloniale. Fille de l'explosion démographique et de l'exode rural, elle a eu aussi massivement accès à l'éducation - et cela pour la première fois. Elle se trouve aujourd'hui globalement excitée du bien-être du partage des responsabilités, et même, bien souvent, de la dignité humaine, par les nomenclatures, les oligarchies ou les familles qui ont accaparé le pouvoir depuis les indépendances. L'explosion de haine dans la rue contre les « émirs faibles » et les symboles de la morgue et de l'égoïsme des Arabes riches de la péninsule, en a été un signe sans équivoque.

Cette jeune génération, dans des pays où la majorité de la population a aujourd'hui moins de vingt-cinq ans, nourrit des « aspirations démocratiques » au sens large, dans la mesure où elle souhaite avoir la part qui lui revient dans la gestion des affaires publiques, mais se sent dépossédée. Or ces aspirations ne peuvent se concrétiser comme telles, faute d'une « culture démocratique » vécue, qui repose sur la représentation légale et libre des citoyens, assure la rotation des élites sur la base de la compétence et du savoir, et permet aux dirigeants de quitter le pouvoir sans être nécessairement assassinés ou renversés par un coup d'État.

Démocratie introuvable

Ce paradoxe de la démocratie introuvable dans le monde arabe n'a nulle part été mieux illustré que dans l'Algérie de 1990 : lors des premières élections libres organisées en vingt-huit ans (!) d'indépendance, les Algériens ont massivement voté pour le Front islamique du salut, dont les dirigeants voulaient aux gémonies cette même démocratie - déviation coupable par rapport à la souveraineté d'Allah qu'ils appellent de leurs vœux.

Pour comprendre comment l'aspiration démocratique se retourne en son contraire, et débouche sur l'expression récurrente de la violence, il faut revenir sur la genèse du système politique arabe d'aujourd'hui. De manière schématisée, l'équilibre des pouvoirs dans le monde musulman s'est établi entre un souverain, généralement devenu tel par un coup de force, et le corps des clercs religieux, ou oulémas. Celui-ci s'assurait que l'exercice du gouvernement ne contreviendrait pas trop aux injonctions contenues dans les textes sacrés, notamment dans le domaine de la justice sociale. Les oulémas occupaient ainsi une position centrale : ils pouvaient moriger le prince - voire menacer de déclencher le djihad contre lui - et, en contrepartie, prêcher la paix civile à leurs ouailles. Dans les faits, ils ont en fait peu recours au djihad, de peur que celui-ci se retourne en fléau, en une édition qui ruine l'unité des croyants : mais le djihad était une épée de Damocès, en quelque sorte, qui limitait l'arbitraire du prince. Les oulémas, pour avoir l'oreille du souverain comme celle des fidèles, disposaient d'une autonomie, notamment financière, que leur assurait la gérance d'un patrimoine foncier considérable, inaliénable car « propriété de Dieu », constitué par les biens de mainmorte (en arabe *habous* ou *waqf*), fruit des donations des croyants accumulées au long des siècles.

La domination coloniale a supprimé ou amoindri le pouvoir du prince musulman, mais elle a d'ordinaire cherché le compromis avec les oulémas, confirmés dans leurs prérogatives et leurs biens, dans la mesure où ils étaient parmi les garants principaux de l'ordre et de la stabilité.

Dès les indépendances, en revanche, la plupart des jeunes

Etats du monde arabe n'ont eu de cesse qu'ils suppriment toute autonomie des oulémas, montrés du doigt comme rétrogrades. Leurs biens fonciers, généralement mal gérés, ont été nationalisés, et les institutions qui reproduisaient leur corporatisme - comme l'université Al Azhar au Caire ou la Zeitouna en Tunisie, par exemple - transformées en instruments de légitimation religieuse du pouvoir d'un Nasser ou d'un Bourguiba.

Rupture des équilibres

L'équilibre politique traditionnel des sociétés musulmanes était ainsi rompu, mais rien de concret n'est venu s'y substituer pour limiter l'arbitraire du pouvoir, la dictature du parti unique allié à l'armée, qu'il s'agisse du FLN algérien, des Baas syrien ou irakien, du Néo-Destour tunisien, etc. Plus grave, ces dictatures « modernes » se sont parées des idéaux de la démocratie ou du socialisme, dont elles ont habillé leurs exactions, suscitant, chez ceux-là mêmes qu'elles oppriment, des sentiments pour le moins ambivalents envers cette « démocratie » de pure rhétorique. Pour asseoir leur emprise populaire, ces régimes ont souvent cultivé un chauvinisme arabe à connotations xénophobes, dont l'idéologie baassiste constitue la théorisation la plus poussée et dont le FLN algérien a fait l'un de ses ressorts dans son acharnement à proscrire la langue française.

Les aspirations démocratiques de ces masses jeunes, urbaines, éduquées, ont été bloquées par les nomenclatures et les prédateurs qui ont accaparé le pouvoir et la richesse depuis les indépendances, et s'efforcent aujourd'hui de les transmettre à leur seule progéniture - éduquée en Europe, aux États-Unis ou dans les institutions d'enseignement occidentales sur place, alors que la masse n'a droit qu'à l'enseignement monolingue qui la met en position défavorable sur le marché du travail, ce qui alimente encore la frustration.

Au long des quinze dernières années, cette frustration démocratique de la jeunesse s'est principalement exprimée à travers le seul canal qui lui était ouvert : les mouvements de réislamisation. Face à l'arbitraire des gouvernants, qui faisaient écho à celui des sultans ou des émirs d'autan, ces mouvements ont cherché à remplir la fonction laissée vacante par les oulémas, mais ont fonctionné à l'envers. S'exprimant « au nom de Dieu », interprétant à leur guise les textes sacrés que leurs militants lisaient tout seuls (puisque ils étaient alphabétisés), ils dénonçaient d'un même souffle « l'impureté » du pouvoir et l'injustice sociale dont souffrait une jeunesse interdite d'avenir - sans lésiner sur des appels au djihad qui aboutirent, par exemple, à l'assassinat de Sadate en octobre 1981.

Mais cet islamisme putschiste, qui multipliait les erreurs stratégiques, en fit long sur l'ampleur du désarroi et l'absence de perspectives tangibles de changement social et politique. La première naît de la frustration politique de la jeunesse. Acculée à l'impasse, elle a trouvé un dérivatif temporaire dans le soutien à un homme fort (*za'im*) d'autant plus admiré qu'il symbolisait, par sa razzia sur les richesses pétrolières des émirs, la volonté de la masse des jeunes d'expropriar ceux qui ont accaparé le pouvoir et l'argent depuis trois décennies. Le caractère quasiment aveugle de ce soutien, jusque et y compris lorsque Saddam Hussein multipliait les erreurs stratégiques, en fit long sur l'ampleur du désarroi et l'absence de perspectives tangibles de changement social et politique.

résistance islamique (Hamas) dans les territoires occupés.

Pourtant, la contre-société à référence islamique exclusive qu'ils ont structurée, à Bab-el-Qued comme à Gaza, est aujourd'hui confrontée à une impasse, car son expansion repose la question de l'accès au système politique, toujours bloqué par les groupes au pouvoir. En Algérie, par exemple, avec les élections locales de juin 1990, le FLN a recouru à une manœuvre dilatoire, espérant piéger le FIS dans la gestion des municipalités qui sont le lien par excellence où se concentrent les problèmes sociaux insolubles, comme le logement. En revanche, l'échec des élections législatives est régulièrement repoussé, et le pouvoir distribue quelques consolations symboliques aux jeunes militants de la réislamisation, qui ont « bénéficié » de la suppression de l'enseignement en français, en faisant voter par son Parlement une loi généralisant l'usage de l'arabe.

Or le monde arabe, le Maghreb en particulier, ne forme pas un univers clos, imperméable aux flux qui lui viennent du Nord. Contrairement à ce que fut longtemps la situation dans les pays de l'Est, « préservés » de la contamination capitaliste. La Méditerranée n'est pas le rideau de fer, les personnes, les marchandises, les idées et les images circulent d'une rive à l'autre.

L'événement, chaque soir à Alger, y compris chez ceux que la politique éducative du FLN a voulu couper de l'accès à la langue française - et, par-delà, à toute culture « non arabe » au sens le plus chauvin - c'est le journal de 20 heures à Paris, reçu grâce aux antennes « paraboliques » contre lesquelles s'égosillent les leaders du FIS et les caciques, glabres ou barbus, du FLN.

C'est dire que, à côté du recours à un mode d'expression des aspirations démocratiques qui s'est inscrit comme il a pu dans le système politique hérité du passé musulman - d'opposer à l'arbitraire du pouvoir en exaltant le pôle islamique et son propos de justice sociale, - il y a cet intérêt, souvent cet appétit, pour ce que l'Europe si proche présente comme modèle culturel, comme accès à un bien-être convoité et interdit.

La fascination pour Saddam, qui s'est donnée libre cours au Maghreb tant qu'a duré la guerre, avait deux causes plus profondes et complexes que ce qu'on y a vu d'ordinaire. Par-delà l'idolâtrie du Scud, le culte de la virilité du chef arabe qui, enfin, frappait Tel-Aviv et humiliait l'État hébreu « arrogant » (*mustakbir*), par-delà la dénonciation de l'Occident « hypocrite » (*munafiq*) qui a volé au secours du Koweït mais n'a jamais contraint Israël à se retirer des territoires occupés en 1967, il y avait deux revendications fondamentales.

La première naît de la frustration politique de la jeunesse. Acculée à l'impasse, elle a trouvé un dérivatif temporaire dans le soutien à un homme fort (*za'im*) d'autant plus admiré qu'il symbolisait, par sa razzia sur les richesses pétrolières des émirs, la volonté de la masse des jeunes d'expropriar ceux qui ont accaparé le pouvoir et l'argent depuis trois décennies. Le caractère quasiment aveugle de ce soutien, jusque et y compris lorsque Saddam Hussein multipliait les erreurs stratégiques, en fit long sur l'ampleur du désarroi et l'absence de perspectives tangibles de changement social et politique.

Les contradictions des religieux

Il n'est pas impossible que ce désarroi affecte aussi les mouvements islamistes, sanctionnant leur incapacité à s'emparer effectivement du pouvoir, et à incarner concrètement l'alternance et le changement. Le FIS algérien, dans une moindre mesure, le mouvement An Nahda tunisien ont, contraints et forcés, emboîté le pas à leur base militante pour soutenir le dictateur irakien, un homme qui avait liquidé physiquement son opposition religieuse, et qui représentait le « gouvernement impie » par excellence, contre lequel ils ont construit tout leur argumentaire politique.

Il y a là une contradiction profonde, que la surenchère à la haine anti-occidentale ne devrait pas masquer trop longtemps. De plus, ils se sont aliénés le considérable appui financier qu'ils recevaient de la péninsule arabique : nul doute que les princes saoudiens ou koweïtis demanderont désormais aux mouvements de réislamisation qui sollicitent leurs largesses quelle a été leur attitude pendant la guerre. Rien ne permet de penser que la défaite du « martyr » Saddam favorisera l'essor islamiste, si la coalition victorieuse sait faire les ouvertures nécessaires.

La seconde revendication que les manifestations de rue au

Maghreb ont mise à nu concerne le rapport avec l'Europe. Contrairement à ce que diverses réactions à chaud ont pu laisser croire, l'enthousiasme pro-irakien ne signifiait pas la rupture définitive des rapports entre les deux rives de la Méditerranée, l'affrontement inévitable de deux « cultures » irréconciliablement closes sur elles-mêmes. Bien plutôt, il exprimait la prise de conscience dramatique d'une indélébile communauté de destin entre le Maghreb et l'Europe - dont les flux migratoires, la transmission des images, la circulation des marchandises, constituent le vécu quotidien.

Le jeune Algérien diplômé et chômeur qui manifeste au cri de « Mitterrand assassin » n'en tient pas moins sa chance quelques jours plus tard pour obtenir un visa et émigrer vers la France ou un autre pays européen. Cette contradiction n'est qu'apparente : le projet migratoire est une aventure hasardeuse qui mène d'une frustration insupportable aujourd'hui à une réussite aléatoire, demain, mais qui risque fort de s'achever par une situation d'exclusion au fond des banlieues. Chacun le sait, et l'affirmation d'une altérité, arabe, islamique ou autre, sur le mode du défi, a d'abord fonction de rite propitiatoire au moment de s'engager dans le maélström d'une modernité occidentaliste qui contraindrait à quitter les repères de sa culture d'origine, et où les faibles appréhendent d'être broyés.

La guerre du Golfe, en permettant à cet ensemble de frustrations de s'exprimer à leur paroxysme, a eu une fonction, peut-être salutaire, de catharsis, à la manière dont la tragédie grecque, en exacerçant les passions, en les montrant, permettait de les identifier et de les exorciser. Pour peu qu'on sache interpréter les signes qu'elle a suscités, elle permet de discerner assez précisément les problèmes majeurs du monde arabe d'aujourd'hui et de situer les difficultés des relations entre celui-ci et l'Occident - plus radicalement, pour ce qui nous concerne, entre le Maghreb et l'Europe.

En fin de l'autocensure

Il n'est plus possible aujourd'hui de se dissimuler l'impasse politique et la situation de désarroi, d'explosion sociale, qui gangrènent la jeunesse de ces pays. Les États européens, et la France tout particulièrement, ont dénigré longtemps une solidarité sans faille à des régimes hostiles aux aspirations démocratiques de la masse de la jeunesse, afin de préserver une stabilité institutionnelle à très court terme. Les effets pervers de cette politique apparaissent aujourd'hui clairement, car, comme la crise de ces derniers mois vient de le manifester, l'explosion est aux portes de l'Europe, et la concerne donc directement. Les gouvernements maghrébins, qui évoquent avec insistance, depuis le cessez-le-feu, la perspective d'une banque européenne pour le Maghreb sur le modèle de celle qui a été créée pour les pays de l'Est, doivent comprendre que celle-ci a eu pour préalable l'institution de la démocratie au-delà de l'ancien rideau de fer.

Pour l'Europe, l'ère de l'autocensure est désormais dépassée : la tension franco-marocaine de ces derniers mois, si elle a suscité de la part des dirigeants, n'est pas sans rapports avec l'indice d'autocensure révélé par la libération de la famille Oufkir. Il est clair que cela ne résout pas l'ensemble de la question démocratique, mais c'est là le minimum qu'il faut entreprendre - sans à estimer que les principes de droit ne peuvent franchir la Méditerranée. Quant aux mouvements de réislamisation dont les militants seraient tentés par une nouvelle vague de djihad contre les Constantinople de cette fin de siècle, il ne faut leur laisser aucune illusion sur la détermination à les réduire avec la même vigueur dont la coalition a usé face à Saddam Hussein.

Mais ces hypothèses qui pèsent sur le Maghreb et ses relations avec l'Europe ne pourront être levées si des progrès substantiels ne sont pas faits vers le règlement des trois principaux problèmes structurels du Proche-Orient : l'autodétermination des Palestiniens, le rétablissement du Liban dans sa souveraineté, et une redistribution de la rente pétrolière qui favorise de manière plus équitable le développement de la région. De la capacité de la coalition à amener à des positions acceptables Israël, la Syrie et les pétromonarchies dépendra demain largement la capacité des Arabes à sortir de l'impasse. Paradoxalement, l'espoir, aux lendemains de la guerre, a moins que jamais l'apparence d'une chimère.

GILLES KEPEL

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
820 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Méry-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Giscard
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN 0959-5037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE- LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

LE CONFLIT DU GOLFE

Les troubles en Irak

L'armée aurait commencé à réduire le soulèvement

Les forces régulières irakiennes commenceraient à réprimer certains des soulèvements signalés du sud au nord de l'Irak, y compris au Kurdistan, a annoncé mardi 5 mars le gouvernement américain. « Il semble que les « méchants » sont en train de gagner », a commenté un haut responsable du département d'Etat en faisant référence aux troupes fidèles au président Saddam Hussein. La SAIRI, qui regroupe à Téhéran l'ensemble de l'opposition islamique irakienne, affirme cependant que les mouvements chiites demeurent sur l'offensive et contrôlent totalement une demi-douzaine de villes du Sud.

Pour contenir l'insurrection chiite dans le Sud, le président Saddam Hussein semble avoir lancé dans la bataille en dehors de la garde républicaine, les milices populaires, des unités de la police et des éléments de l'armée régulière demeurés fidèles au régime. Selon le *Financial Times*, le chef de l'Etat irakien aurait chargé son

cousin, M. Ali Hassan El Majid, de restaurer l'ordre. Ce dernier qui théoriquement occupe le poste de ministre du gouvernement local, avait été, pour un certain temps, nommé gouverneur de Koweït après l'invasion du 2 août. Il est connu pour être l'artisan de la politique de la terre brûlée au Kurdistan irakien.

Selon des réfugiés venant des villes du Sud, les troupes loyales au président Saddam Hussein ont commencé à reprendre le contrôle de ces villes où de violents combats se poursuivent entre rebelles et forces gouvernementales. Ils affirment que les révolutionnaires islamiques qui, il y a deux jours, assuraient avoir pris le contrôle de bâtiments officiels à Bassorah, seconde ville d'Irak, sont soumis au feu de la garde républicaine et commencent à manquer de munitions. Les troupes loyales auraient en outre encerclé la ville de Zoubeir, à environ 10 kilomètres au sud de Bassorah.

Visite à Téhéran

Le chef de la SAIRI, l'homme d'islam Mohamed Bakr El Hakim, demeure cependant optimiste et affirme que les chiites contrôlent

les cités de Bassorah, d'Amara, de Samawa, de Nassiriya, de Diwaniyah et de Kut, ainsi que les villes saintes de Nadjaf et de Kerbala. L'optimisme du chef chiite est alimenté par l'appui que lui apportent les organes de presse de Téhéran, malgré la politique de « neutralité » affichée par les responsables iraniens. Le *Tehran Times*, quotidien proche du gouvernement iranien, a appelé mercredi le président irakien à « se démettre pour le bien du peuple et pour éviter plus de sang versé ». Le journal en langue anglaise ajoute : « L'armée irakienne ne devrait pas pointer ses armes contre le peuple mais accueillir favorablement sa volonté. Elle devrait proclamer sa neutralité et accepter ce que le peuple d'Irak décide dans des élections démocratiques libres ». Le *Tehran Times* poursuit : « Le mouvement qui a commencé dans les villes du Sud a maintenant atteint le centre de l'Irak où les villes saintes de Nadjaf et Kerbala seraient sous contrôle des insurgés. Même si ces informations n'ont pas pu être confirmées de source indépendante, il est certain que l'Irak va connaître de nouveaux développements dans les prochains jours ».

L'homme d'islam Al Hakim abonde dans le même sens et s'est

déclaré dans un entretien publié mardi par le journal *El País*, favorable à la tenue d'élections libres en Irak après le renversement du président Saddam Hussein. Il précise cependant que le peuple irakien est musulman et que « le futur gouvernement de Bagdad sera également musulman », ce que certains des composantes de la SAIRI, tel que le Daawa et la plupart des groupements de l'opposition des dix-sept bases à Damas, excluent catégoriquement. Selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, cinq agglomérations dans le nord de l'Irak sont tombées mardi aux mains des combattants kurdes irakiens.

« Le Kurdistan est avec vous »

Il s'agirait de Ranya, Tchouar-Kornah et Sir-Kibkan, situées à l'est de Soulaymaniyah, ainsi que de Khabat et Ask-Kalak, près d'Erbil.

La radio de l'opposition kurde,

qui relève de l'UPK, assure par ailleurs l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak de l'appui des Kurdes : « Réjouissez-vous, Irakiens de toutes les villes et des villages du sud. Le Kurdistan est avec vous, jusqu'à la victoire finale sur le dictateur et son régime criminel. Le jour de la victoire est proche ». Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Belogonov, est arrivé mercredi à Téhéran pour s'entretenir avec les responsables iraniens de la situation dans le Golfe et en particulier de la révolte chiite dans le sud. Son arrivée coïncide avec la visite surprise à Téhéran M. Saadoun Hammadi, proche collaborateur de M. Saddam Hussein, mais chiite, porteur d'une lettre du président irakien au président iranien Hachémi Rafсандjani.

La visite de M. Hammadi pourrait être liée à la situation dans le sud de l'Irak et à l'appui accordé par les médias officiels iraniens au mouvement insurrectionnel chiite. — (AFP, Reuters)



Les Kurdes se sont toujours opposés au régime baasiste

Au nombre d'environ quatre millions, les Kurdes irakiens ont longtemps constitué la seule force d'opposition armée au régime de Bagdad.

Alors qu'ils bénéficient, sur le plan culturel, d'avantages que leurs frères d'Irak et de Turquie n'ont jamais obtenus, les Kurdes d'Irak se sont toujours opposés au régime baasiste ; les armes à la main, ils n'ont guère cessé de le combattre durant les vingt dernières années, bien que le principal mouvement de rébellion lancé en 1961 par le légendaire et charismatique général Moustapha Barzani se soit éteint en 1975, après un accord entre Bagdad et Téhéran mettant fin à l'aide iranienne à la résistance kurde.

Il existe actuellement six organisations de pechmergas (combattants) qui se sont regroupées depuis mai 1988 au sein d'un Front national du Kurdistan irakien. Il s'agit d'abord du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, le fils du général Moustapha Barzani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), créée en 1975 par Jalal Talabani à la suite de la défaite des troupes du général Barzani ; du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak (PSK), appuyé par la Syrie) ; du Parti populaire démocratique du Kurdistan (PPDK), qui lutte pour l'autodétermination de la nation kurde ; du Parti socialiste kurde (PASOK) et de la section kurde du Parti communiste irakien.

Durant la guerre irano-irakienne, l'UPK avait conclu une alliance militaire avec les pasdaran iraniens et avait remporté d'importantes succès sur le terrain, interrompus en mars 1988 par le drame de Halabja, au Kurdistan irakien, où pour la première fois le régime de Bagdad avait utilisé l'arme chimique contre ses propres ressortissants, faisant plus de cinq mille morts. Depuis cette tragédie qui avait coïncidé avec le reflux de l'armée iranienne, les organisations de guérilla kurdes avaient pratiquement arrêté leurs activités et Bagdad avait eu recours à la politique de la terre brûlée, détruisant notamment de nombreuses localités pour priver les combattants kurdes de tout soutien populaire.

Les opérations ont partiellement repris quand, au début de la crise du Golfe, le gouvernement de Bagdad a dû alléger son dispositif militaire dans le Nord pour renforcer ses troupes dans le Sud.



Les vingt-sept journalistes disparus seraient aux mains de la garde républicaine

L'incertitude continue de régner sur le sort des vingt-sept journalistes occidentaux « disparus » depuis dimanche dans le sud de l'Irak (voir notre dernière édition du 6 mars). Parmi eux se trouvent seize Français, dont l'envoyée spéciale du Monde, Françoise Chipaux. Le Comité international de la Croix-Rouge a demandé à ses délégations dans le Golfe de tenter de localiser les quinze journalistes occidentaux dont la disparition lui a été signalée. Le Quai d'Orsay a fait une démarche dans le même sens auprès des autorités irakiennes. Depuis la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Irak, c'est Moscou qui représente les intérêts français à Bagdad. Le gouvernement soviétique est déjà intervenu pour obtenir la libération, il y a quelques jours, des journalistes de la chaîne de télévision américaine CBS, retenus prisonniers par l'armée irakienne depuis le début de la guerre.

A New-York, l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a déclaré que le sort des journalistes pourrait sans doute être connu dans les prochains jours. « La situation est très difficile pour tout le monde, a-t-il dit, mais maintenant qu'une sorte d'autorité militaire a pris le contrôle de Bassorah, j'espère qu'il nous sera possible de localiser tout le monde et d'assurer la sécurité des étrangers dans cette partie du pays ».

Selon plusieurs témoignages, les journalistes seraient aux mains de la garde républicaine irakienne, la force d'élite envoyée par Saddam Hussein dans la région de Bassorah pour tenter d'en reprendre le contrôle. Un cameraman de l'agence de télévision Visnews, citant un commandant de la garde républi-

caine rencontré à un barrage routier, a déclaré qu'une dizaine de journalistes « avaient été capturés » et qu'ils étaient prisonniers de la garde à Bassorah. Selon le correspondant de Radio-France Alain Ménargues, citant également un commandant de la garde républicaine, les journalistes seraient retenus en otage pour servir de monnaie d'échange contre des prisonniers irakiens. Ils seraient

actuellement sains et saufs. Douze des seize journalistes français (les autres sont partis autrement) avaient pris la route dimanche à bord d'un convoi de quinze voitures, qui avait franchi sans encombre la frontière entre le Koweït et l'Irak et passé un poste de contrôle américain. A quelque 40 kilomètres au sud de Bassorah, le convoi a été arrêté par un poste de contrôle de la

garde républicaine. Les occupants des quatre premières voitures ont été arrêtés. Les militaires irakiens ont tiré dans les pneus de la cinquième voiture, qui rebroussa chemin, et à bord de laquelle se trouvait une équipe de la télévision espagnole. Les autres véhicules ont également fait demi-tour. L'association Reporters sans frontières a publié mardi à Paris un communi-

qué dans lequel elle se dit « extrêmement inquiète » du sort des journalistes, car « le climat de tension extrême qui règne dans cette zone du territoire irakien ne permet plus de dire qui contrôle véritablement la situation ». Elle a envoyé un message ambassadeur d'Union soviétique à Paris pour lui demander l'intervention de son pays afin d'obtenir la libération des journalistes. — (Reuters, AP, AFP)

TODOROV



Les camps de la mort ont-ils servi à quelque chose ? Todorov répond à cette question dans un livre essentiel. Celui d'un moraliste.

Pierre Enckell / L'Evénement du jeudi

Collection La couleur des idées dirigée par J.-P. Dupuy, J.-L. Gélis et O. Mongin - 130 F

Editions du Seuil

LE CONFLIT DU GOLFE

Les Etats-Unis face aux troubles en Irak et la situation dans l'émirat libéré

Washington reste sceptique sur les chances de succès de l'opposition au régime de Bagdad

Les Etats-Unis assistent en spectateurs aux efforts désespérés d'une partie de la population irakienne pour renverser le régime de Saddam Hussein, efforts qu'ils estiment à ce stade voués à l'échec.

WASHINGTON
de notre correspondant

La situation en Irak reste confuse, et selon les indications données aussi bien au Pentagone qu'au département d'Etat, les troubles se sont étendus à une douzaine de villes, non seulement dans le sud-est du pays, mais aussi dans les régions kurdes du Nord.

Mais, a expliqué devant la presse le contre-amiral McConnell, un responsable des services de renseignement américain, Saddam Hussein et les forces qu'il contrôle devraient être en mesure de mater cette révolte, et donc de rester au pouvoir, du moins à court terme, même si son sort, à plus longue échéance, est beaucoup plus incertain.

Le contre-amiral McConnell a indiqué que deux brigades, une brigade mécanisée de la garde républicaine et une brigade blindée de l'armée régulière stationnées jusque-là dans le nord du pays faisaient mouvement pour «probablement, protéger Bagdad et aussi continuer vers le sud pour affronter les insurgés».

Le porte-parole du département d'Etat, M. Tutwiler, a abondé dans le même sens : «Le gouvernement a employé la garde républicaine, l'armée régulière, les milices populaires et des unités de la police pour réprimer les troubles et pourrait avoir repris le contrôle de quelques-unes des zones concernées».

Attitude beaucoup plus prudente

En tout état de cause, les Etats-Unis semblent décidés à ne rien faire pour venir au secours des insurgés ni même pour peser d'une manière ou d'une autre sur la situation.

Washington n'a pas l'intention de «se mêler des affaires intérieures de l'Irak», a déclaré mardi le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, et son homologue au département d'Etat a conseillé aux autres pays d'en faire autant : «Les Etats-Unis

considèrent que les autres Etats devraient s'abstenir d'interférer dans les affaires intérieures de l'Irak».

La recommandation semble s'adresser tout particulièrement à l'Iran, mais elle n'en est pas moins paradoxale, si l'on songe que les forces américaines occupent toujours une portion du territoire irakien, que le président Bush a appelé à plusieurs reprises le peuple d'Irak à renverser le régime de Saddam Hussein, et qu'il a admis avoir le sentiment que son travail «n'était pas achevé», dans la mesure où le dictateur était toujours au pouvoir.

Pourtant, depuis que les Irakiens, ou du moins des secteurs de la population irakienne, se sont lancés dans l'entreprise infiniment dangereuse pour eux de combattre le régime, les responsables américains ont adopté une attitude beaucoup plus prudente — comme si leurs priorités avaient changé avec la fin des hostilités.

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney a fait valoir mardi que les Etats-Unis devaient s'attacher à éviter que les troubles s'étendent au Koweït, et que pour le reste ils ne pouvaient pas grand-chose. Et le secrétaire d'Etat James Baker s'est contenté de noter, en termes hautement diplomatiques, qu'il y avait, en Irak, «des différences entre les musulmans chiites et les autres».

Perspectives incertaines

Les Etats-Unis avouent-ils leur impuissance, ou leur énergie s'est-elle épuisée avec la fin de la guerre ? Ou encore craignent-ils, au cas où des chiites pro-irakiens succéderaient à Saddam Hussein, de tomber de Charybde en Scylla ?

Il a en tout cas suffi de quelques jours pour que l'euphorie de la victoire soit tempérée par les réalités de l'immédiat après-guerre. L'Irak est certes en proie aux convulsions, mais sans que cela serve forcément les intérêts des Etats-Unis ou de leurs amis de la région.

Et le Koweït est sans doute libéré, mais la situation sur le terrain laisse beaucoup à désirer et les perspectives politiques sont incertaines, tandis que le gouvernement «légitime» par le peuple, aux Etats-Unis, l'aura qu'il avait acquise pendant la période de l'occupation.

Certes, l'Amérique profonde ne s'intéresse sans doute déjà plus guère à l'Irak ni au Koweït : l'important est que les prisonniers de guerre américains aient été libérés, après avoir été apparemment

beaucoup moins mal traités qu'on ne l'avait cru, et surtout que les troupes reviennent le plus vite possible — sans doute dès les tout prochains jours, pour quelques contingents symboliques.

L'heure est donc toujours aux célébrations, à la glorification de l'Amérique, de ses soldats et de son président : le Congrès devait rendre, mercredi, un hommage exceptionnel à M. Bush, et on prépare les défilés de la victoire. Les démocrates qui s'étaient imprudemment opposés à la guerre pensent leurs plaies.

La presse qui, sensible à l'honneur du public, s'était alignée sur les positions de l'administration, commence à peine à reprendre ses distances. Il n'y a guère pour l'instant que quelques spécialistes du Proche-Orient ou quelques commentateurs marginaux pour regretter à voix haute qu'on n'ait, selon l'expression de l'un d'entre eux, «pas beaucoup songé à la suite».

Mais il suffirait que la situation en Irak continue à dégénérer pour que les rangs des critiques se regarnissent rapidement. Et pour que la victoire perde un peu de son lustre.

JAN KRAUZE

Israël va recevoir une aide militaire américaine supplémentaire de 650 millions de dollars

Israël va recevoir des Etats-Unis une aide militaire supplémentaire de 650 millions de dollars pour son rôle dans la guerre du Golfe, a-t-on appris mardi 5 mars à Washington de sources parlementaires américaines. Israël réclamait une aide supplémentaire de 910 millions de dollars.

Selon la même source, l'administration Bush avait tout d'abord proposé à l'Etat hébreu une aide d'environ 455 millions de dollars, et ce dernier l'avait rejeté la jugeant insuffisante.

Israël n'avait pas participé aux combats mais avait maintenu ses forces en alerte et avait fait l'objet de près d'une quarantaine d'attaques de missiles Scud irakiens.

Le Washington Post avait affirmé mardi que la Maison Blanche était désormais prête à accorder une aide militaire supplémentaire de 800 millions de dollars à Israël, alors qu'elle s'était jusqu'à présent déclarée hostile. L'Etat hébreu est déjà le principal bénéficiaire de l'assistance américaine à l'étranger avec une aide économique et militaire d'environ 3 milliards par an. — (AFP)

Des Palestiniens de Koweït seraient victimes de représailles

La première mesure prise par le prince héritier, Chéikh Saïd, de retour à Koweït, a été d'imposer, mardi 5 mars, un couvre-feu de 22 heures à 4 heures, «pour compléter les mesures concernant la sécurité et la stabilité du pays».

L'armée régulière koweïtienne s'efforce de rétablir son autorité et a demandé à tous les membres de la résistance de rendre leurs armes. Des membres de la résistance font toujours la chasse aux résidents de l'émirat qui ont, selon eux, collaboré avec les occupants irakiens.

Les Palestiniens notamment, dont les dirigeants ont soutenu l'Irak tout au long de la crise du Golfe, craignent des persécutions. Le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a affirmé mardi qu'une trentaine de Palestiniens, vivant au Koweït, ont déjà été tués, victimes de règlements de compte depuis la libération de l'émirat. Il a aussi fait état de l'arrestation de «centaines de Palestiniens», ajoutant que «les agressions se multiplient».

Amnesty International a pour sa part lancé un appel pour que soient protégés non seulement les Palestiniens, mais aussi les Soudanais, les Irakiens et les autres ressortissants étrangers risquant d'être la cible de représailles. «Nous avons reçu des informations selon lesquelles des dizaines de Palestiniens, ainsi que des Soudanais et des Egyptiens, ont été arrêtés ces derniers jours lors de rafles dans les maisons par des groupes de civils koweïtiens armés qui contrôlent certains quartiers de Koweït-Ville», indique Amnesty International qui ajoute que «d'autres ont été enlevés dans les rues».

L'organisation humanitaire craint que tous les démunis ne soient torturés ou exécutés sommairement dans le climat d'instabilité qui prévaut actuellement au Koweït.

Vent de contestation

Sept mois d'occupation irakienne brutale ont débarrassé de leur peur les Koweïtiens, qui demandent que l'émirat de l'après-guerre soit une société ouverte et démocratique. «Nous voulons tous que le Parlement revienne. Nous voulons tous la démocratie», a ainsi lancé un jeune homme fortuné à un ministre koweïtien, au cours d'un dîner organisé en l'honneur de ce dernier, quelques heures après son retour dans l'émirat. Aucune des personnes présentes n'a ménagé le gouvernement, accusé d'inaction et d'incompétence. Elles ont notamment critiqué sa décision d'imposer la loi martiale et son incapacité à défendre le Koweït contre l'Irak. «Que fait le ministre de la défense

en exil ? Il aurait dû démissionner au premier jour de l'invasion, a dit une jeune femme. Notre pays a été occupé en un seul jour. Où sont allés les millions de dollars alloués à la défense ?

A Washington, le président de la Gulf Bank of Kuwait, deuxième banque de l'émirat, a accusé l'émir du Koweït d'avoir dressé une liste noire des membres de l'opposition démocratique et d'avoir fait appel à des mercenaires pour les éliminer (le Monde du 6 mars). «Nous disposons de preuves concluantes établissant que certains membres de la famille Sabah mettent actuellement sur pied des projets d'assassinat même au Koweït», a déclaré M. Abdel Aziz, président de la banque, au cours d'un entretien diffusé par la chaîne de télévision américaine ABC.

Il a ajouté que des membres de la famille régnante «ont constitué dans certaines pays arabes des milices de Koweïtiens et de mercenaires afin d'imposer leur pouvoir dans l'émirat». Il a précisé que l'une de ces milices compterait quelque 3 000 membres, soulignant qu'il formulait ces accusations en public «dans l'espoir de prévenir toute violence». — (AFP, Reuter)

Selon l'ambassadeur du Koweït aux Nations unies

L'annexion doit être abrogée par le Parlement irakien

Le représentant du Koweït aux Nations unies a déclaré, mardi 5 mars, que la façon dont l'Irak avait annoncé l'annulation de l'annexion de l'émirat était insuffisante et inappropriée. M. Mohamad Aboulhassan a estimé que cette annexion devait être abrogée par la même instance — en l'occurrence l'Assemblée nationale irakienne — qui avait à l'origine signifié que le Koweït faisait partie intégrante de l'Irak, «de telle sorte que la nouvelle décision soit officiellement publiée et que le peuple en ait connaissance».

M. Aboulhassan a en outre demandé que Bagdad reconnaisse de jure la frontière irako-koweïtienne et que cette acceptation soit avalisée par le Conseil de sécurité. L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a pour sa part, souligné que, «en fin de compte, nous devons négocier [avec le Koweït] et nous mettre d'accord sur les frontières».

Radio-Bagdad avait auparavant fait savoir que le Conseil de com-

mandement de la révolution (CCR), la principale institution de l'exécutif, avait décidé lundi soir de considérer comme «nulles et non avenues toutes les décisions prises depuis le 2 août concernant le Koweït, en conformité avec l'acceptation par le gouvernement irakien des résolutions de l'ONU, dont la 686». Le texte a été signé par M. Saddam Hussein.

Le CCR avait également «décidé de restituer tous les biens dont les autorités irakiennes avaient pris possession après le 2 août» dans l'émirat. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, cette mesure porte sur «des quantités d'or et de bijoux de banque koweïtienes, des pièces de musée et les avions de ligne saisis», qui devraient être rendus «aussi tôt que possible».

Tous les civils koweïtiens actuellement en Irak peuvent désormais quitter le pays, a déclaré mardi M. Al Anbari, après avoir été reçu par le président en exercice du Conseil de sécurité,

l'ambassadeur d'Autriche, M. Peter Hohenfelsner. Selon le représentant koweïtien à l'ONU, le nombre de Koweïtiens actuellement retenus en Irak est de 33 000, dont 8 000 soldats.

Quant aux pertes causées par l'occupation irakienne de la guerre, l'ambassadeur koweïtien les a chiffrées entre 12 et 15 milliards de dollars, plus une perte journalière de 80 millions en raison de l'incendie provoqué par l'Irak des puits de pétrole. «Il n'est pas suffisant pour nous de voir l'Irak accepter les résolutions du Conseil», a-t-il estimé. «Nous devons engager immédiatement des discussions [à ce propos]. L'Irak est un pays très riche».

L'ambassadeur irakien à l'ONU a, lui, jugé que son pays avait désormais rempli toutes les conditions posées par le Conseil de sécurité pour qu'un cessez-le-feu soit officiellement proclamé. Il a aussi considéré que toutes les sanctions contre Bagdad devaient être levées. — (AFP, Reuter)

New-York prépare un retour en fanfare pour les soldats

La «mère de toutes les parades»

NEW-YORK

de notre correspondant

«La plus grande parade de l'histoire de New-York, de toute l'histoire des Etats-Unis, sans doute du monde entier...» A bout de superlatifs, l'un des responsables de l'opération «Welcome home» ne sait plus comment qualifier la fête grandiose, la «mère de toutes les parades», que le maire de New-York, M. David Dinkins, entend donner à l'Amérique entière à la mi-mai à l'occasion du retour de ses héros victorieux de la guerre du Golfe.

Le président Bush a déjà fait savoir que «si son emploi du temps le lui permet», il s'associera à la fête, aux côtés de la troupe qui a brillamment orchestré les combats, le secrétaire à la défense Dick Cheney, le chef d'état-major interarmes Colin Powell et le commandant en chef des troupes alliées, Norman Schwarzkopf, qui, pour l'occasion, seront mêlés, sans considération de grade, aux 545 employés municipaux de la ville de New York qui ont participé à l'opération «Tempête du désert».

Des représentants de chacun des vingt-huit pays de la coali-

tion alliée devraient aussi défiler bras dessus, bras dessous avec les gouverneurs des Etats de New-York, du Connecticut et de New-Jersey. La date précise de ces festivités n'est pas encore connue ; pas plus que leur détail.

Effacer le souvenir honteux du Vietnam

M. Dinkins table sur la Semaine des forces armées, prévue du 11 au 13 mai prochain, en espérant que la moitié des troupes encore sous l'uniforme auront regagné la mère patrie à ce moment-là. Des feux d'artifice, des orchestres en quantité, un service religieux — oscarisé — sont d'ores et déjà prévus, le clou de la fête étant «la plus grande ticker-parade que la ville ait connue», une tradition qui consiste à déverser sur le défilé, du haut des immeubles de Broadway et surtout de la 5^e Avenue, des tonnes de petits papiers et des kilomètres de rubans de télécommunications découpés à cet effet.

Pour financer cette reconnaissance de dette à l'égard de ceux qui se sont battus pour la patrie, la ville de New-York, dont le déficit budgétaire

dépasse allègrement le milliard de dollars, a confié à un comité ad hoc le soin de recueillir au plus vite les 5 millions de dollars nécessaires. En moins d'une semaine, les organisateurs affirment avoir reçu 1,5 million de dollars sous forme de dons divers. Du billet de 1 dollar à la généreuse contribution d'un million de dollars offerte «par un New-Yorkais très connu», mais que le comité affirme avoir refusé, la mort dans l'âme, «pour donner à chacun sa chance de pouvoir participer».

En lançant le 4 mars son opération «Bienvenue au pays», destinée à ceux qui vont devenir les anciens combattants du Golfe, le maire, Dinkins a eu une pensée dans son discours pour d'autres vétérans, ceux du Vietnam, dont l'Amérique vient d'effacer le souvenir honteux sur le sable du Koweït. Mais pas encore dans les couloirs du métro, où sur les 80 000 sans-abri que compte la ville, près de 10 000 sont d'anciens soldats de la guerre du Vietnam.

SERGE MARTI

Des démineurs français au travail dans la région

En cinq jours d'activités au Koweït, les sapeurs du 1^{er} régiment de génie parachutiste (RGP) ont pu déminer normalement basé à Montauban (Tarn-et-Garonne) et spécialisé dans le déminage, avaient nettoyé, mardi 5 mars, la principale plage de la ville de Koweït, le palais Bayana (où le gouvernement a prévu de s'installer), un hôpital pour enfants handicapés, un immeuble de télécommunications et les abords, puis l'intérieur des ambassades de France, du Sénégal, d'Arabie saoudite, d'Egypte, du Canada et de Chine. Ils ont également pu démonter certains autres pièges laissés par les Irakiens dans des lieux publics.

La plupart des engins explosifs neutralisés sont des mines antipersonnel de fabrication soviétique, qui arrachent le pied d'un homme en éclatant sous ses pas et qui contiennent quelque 130 grammes

d'explosif, et des mines «bondissantes», de conception italienne, qui ont la particularité d'exploser à 1,50 m du sol après avoir été activées lorsque le fil de leur déclenchement est tendu par la pression d'un pied ou d'une roue.

«On établit d'abord des chemins, matérialisés par des piquets, en enlevant les mines découvertes, a expliqué un officier du 1^{er} RGP. Il faut essayer de comprendre la logique de l'installation de ces mines. Ici, au Koweït, c'était la soviétique et les mines étaient alignées sur plusieurs rangs».

Ce même régiment français est intervenu au Liban, au Tchad et, plus récemment, il a été invité à détacher certains de ses spécialistes pour former, au Pakistan, des démineurs afghans chargés de «décontaminer», dans leur pays, des zones truffées de mines par les Soviétiques. Unité du génie de la

11^e division parachutiste, le 1^{er} RGP a été commandé, entre 1978 et 1980, par le futur général Michel Roquejeoffre, le «patron» de «Daguet».

En parallèle de l'action du 1^{er} RGP au Koweït, une autre unité française accomplit le même travail, en Irak, dans la région de Salman, au profit de la division «Daguet» qui y a pénétré dans le cadre de l'opération «Tempête du désert» et qui doit «dépolluer», comme disent les experts, une zone où était stationnée une division d'infanterie irakienne. C'est le 6^e régiment étranger du génie (REG), qui est normalement basé au camp de L'Ardoise (Gard) et qui, lui, dépend de la 6^e division légère blindée formant l'ossature du dispositif «Daguet».

Retour probable, en avril, des avions français basés en Arabie saoudite. — Après le retour, à Toulo-Rosières, des quatre premiers Jaguar français envoyés en Arabie saoudite dans le cadre du dispositif «Daguet» (le Monde du 6 mars), le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean Fleury, a indiqué, mardi 5 mars, que la quarantaine d'avions de combat (des Jaguar d'attaque au sol, des Mirage-2 000 de défense et des Mirage-FI CR de reconnaissance) restants à El Ahsa devraient regagner leurs bases en France à la fin d'avril.

هكذا من زلزل

L'URSS est prête à
autres membres per

L'Union soviétique est prête à collaborer au règlement de la crise du Golfe avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Chine). Le premier ministre soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a poursuivi à Moscou.

Des réparations

L'Irak doit payer les réparations militaires de 23 pays, a-t-on appris toutes les semaines. Les réparations pour les dommages matériels et humains sont évaluées à 100 milliards de dollars. L'Irak doit payer les réparations pour les dommages matériels et humains sont évaluées à 100 milliards de dollars.

سنة من الزمان

LE CONFLIT DU GOLFE

L'avenir de la région

L'URSS est prête à collaborer avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité

affirme le premier ministre britannique, M. John Major

L'Union soviétique est prête à collaborer au règlement de la crise du Golfe avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Chine), a annoncé le premier ministre britannique, M. John Major, mardi 5 mars, au cours d'une conférence de presse à Moscou.

M. Major, premier dirigeant occidental à avoir rencontré M. Mikhaïl Gorbatchev depuis la fin des hostilités, a affirmé, à l'issue de quatre heures d'entretiens avec le président soviétique, que Moscou avait un rôle important à jouer dans la recherche de la paix au Proche-Orient. Le porte-parole de la présidence, M. Vitaly Ignatenko, a annoncé que les responsables de la diplomatie des deux pays ont décidé d'avoir des consultations et des contacts réguliers sur le règlement de la crise du Golfe.

MM. Major et Gorbatchev sont tombés d'accord pour « restreindre les exportations dans le domaine des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques vers cette région, ainsi que pour contrôler les exportations d'armes conventionnelles ».

Malgré la cordialité des entretiens, Soviétiques et Britanniques sont restés sur leurs positions concernant les Républiques baltes. M. Major, qui avait commencé sa journée en recevant les représentants baltes à l'ambassade britannique, a rappelé à M. Gorbatchev le souhait de l'Occident de voir le problème réglé « par des moyens politiques ». Le président soviétique lui a affirmé que le Kremlin attendait des pays occidentaux « la prudence et une approche équilibrée » sur le problème.

Le premier ministre britannique, visiblement satisfait de la franchise de ces discussions tous azimuts, a fait l'éloge du président soviétique, « un homme formidable et un formidable politicien ». « Le Royaume-Uni peut continuer à faire affaire avec M. Gorbatchev »,

a-t-il affirmé. En quittant Moscou, M. Major s'est rendu à Dhabran, afin de rejoindre Koweït-Ville où il devait rencontrer des troupes britanniques mercredi.

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, doit, pour sa part, se rendre à Moscou la semaine prochaine, a déclaré le porte-parole de la présidence soviétique, qui a également annoncé la visite du numéro un libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, « en mars ou avril ».

D'autre part, le Proche-Orient continue d'être une « plaque tournante » de la diplomatie. Le secrétaire d'Etat canadien aux affaires étrangères, M. Joe Clark, a entrepris mercredi une tournée qui le conduira notamment au Koweït et en Jordanie. Son homologue néerlandais, M. Hans Van den Broek, se rendra la semaine prochaine en Arabie saoudite, en Egypte et en Israël.

Des sanctions « sévères »

A Londres, les ministres britanniques et israéliens des affaires étrangères, MM. Douglas Hurd et David Levy, ont estimé, mardi, que la victoire de la coalition contre l'Irak a offert « une chance de faire des progrès vers la paix et la sécurité dans la région ». M. Hurd a par ailleurs déclaré que le régime de sanctions « sévères » tant qu'il n'y aura pas de changement dans la politique de Saddam Hussein. Londres a également fait savoir que le Royaume-Uni détient soixante-cinq Arabes - pour la plupart des irakiens - et que les procédures d'expulsion les concernant seraient maintenues malgré l'arrêt des hostilités.

A Bruxelles, les ambassadeurs des pays de l'OTAN devaient se réunir mercredi afin de discuter du règlement des avions belges, allemands et italiens déployés par l'alliance atlantique en Turquie.

Enfin, le ministre italien des

affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a présenté mardi au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, un projet de conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM). Ce projet prend modèle sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et se veut une étape vers une conférence internationale de paix au Moyen-Orient, a expliqué M. De Michelis. - (AFP, Reuters, AP)

Egyptiens, Syriens et représentants du CCG réunis à Damas

Huit pays arabes créent une force de maintien de la paix

Huit pays arabes ayant participé à la coalition anti-irakienne ont annoncé, mercredi 6 mars, la formation d'une force arabe de maintien de la paix, dans le cadre d'un projet de système de sécurité régional, a annoncé une source autorisée.

Réunis à Damas, avec ses homologues de Syrie et des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le ministre des affaires étrangères égyptien, M. Esmat Abdel-Méguid a proposé que des troupes syriennes et égyptiennes forment le noyau de cette force armée.

Déployée dans les pays du Golfe, la force arabe aurait pour mission, selon une bonne source, « d'empêcher la répétition d'actes tels que l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août » et de remplir le vide laissé par le départ des troupes occidentales.

Le ministre syrien, M. Farouk Al Charr, a déclaré mardi à la presse qu'un accord, appelé « Déclaration de Damas », portant à la fois sur la coopération militaire, politique et économique

Au cours de son audience générale hebdomadaire, le pape a lancé, mercredi 6 mars, un appel au « dialogue entre les trois grandes religions monothéistes » et espéré « qu'un jour les circonstances lui permettront de se rendre en pèlerinage à Jérusalem ».

Cette intervention concluait le synode extraordinaire, qui, lundi 4 et mardi 5 mars, a réuni autour de Jean-Paul II les sept patriarches des Eglises catholiques d'Orient et les présidents des conférences épiscopales du Maghreb, des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne,

Le synode de quarante-huit heures convoqué par le pape pour préparer l'Eglise catholique à l'après-guerre a pris fin mardi soir 5 mars, sur une crainte - que les minorités chrétiennes perdues dans l'océan islamique de l'Orient ne fassent les frais de l'écrasement de l'Irak - et sur un constat dont le porte-parole officiel du Saint-Siège a rendu compte : pour faire respecter leurs résolutions, les Nations unies ont donné l'impression de recourir à deux poids, deux mesures.

Les sept patriarches catholiques d'Orient ont notamment développé ce point de vue, mais Mgr Jean-Louis Tauran, responsable de la section diplomatique de la secrétairerie d'Etat du Vatican, ne faisait pas allusion à autre chose quand, dans une longue intervention lundi 4 mars devant l'assemblée synodale, il a fermement invité « la communauté internationale à s'engager - avec la même intensité et la même rapidité démontrées pour la question du golfe - afin que les peuples libanais et palestiniens (...) retrouvent leurs droits et leur terre ».

Il ne s'agit pas là, bien entendu, d'un appel à une nouvelle guerre et le diplomate français a d'ailleurs rappelé ce que le pape avait lui-même dit le 12 janvier à propos du « recours à la force pour une juste cause ». Pour Jean-Paul II, ce recours ne pouvait être « admissible que si il était proportionnel au résultat recherché ». Or, poursuit Mgr Tauran, « les armes de destruction employées durant plus d'un mois de bombardements et une semaine de combats terrestres ne peuvent qu'avoir donné naissance à de nouvelles injustices ».

En clair, l'Eglise qui s'est fermement engagée dès le début de la crise contre l'option militaire, n'a pas à changer une virgule à sa position de principe. « Le Saint-Siège a conservé durant toute la crise une vision dépassant le théâtre des opérations », a expliqué Mgr Tauran. Il n'a pas voulu ignorer les questions non résolues de la région qui, sans être directement à la source du conflit, « sont à l'origine de la méfiance entre les peuples de cette partie du monde ».

En visite à Londres, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Levy, a fait part à son homologue britannique, M. Douglas Hurd, de la volonté d'Israël de collaborer avec ces huit Etats arabes. « C'est la première fois qu'Israël se retrouve dans le même camp que huit pays arabes », a estimé un diplomate israélien dans la capitale britannique. - (AFP, Reuters)

Archevêque de Cincinnati et président de la conférence épiscopale des Etats-Unis, Mgr Daniel Pitarczyk a pour sa part rappelé avec quelle « force » l'Eglise américaine a demandé et continue de réclamer que « soient reconnus les droits palestiniens », aussi bien que « les aspirations d'Israël à la liberté ».

Mais l'intervention la plus attendue, par la presse sinon par le synode, était celle du patriarche chaldéen d'Irak. Sans rien renier des déclarations louangeuses qu'il a prodiguées pendant la crise au président Saddam Hussein, Raphaël I^{er} Bidawid est apparu, face au pape, plus nuancé que devant les micros des journalistes. Le citoyen irakien qu'il est n'en a pas moins évoqué les dangers qui pèsent sur les populations de son pays « en cas d'anarchie et de guerre civile ».

Les craintes du patriarche irakien

Il a explicitement fait référence au « risque » couru selon lui par les minorités chrétiennes en cas de changement de régime à Bagdad. « Au total et jusqu'ici », a rappelé le patriarche irakien, celles-ci « ont pu survivre avec dignité en Irak », contrairement aux Kurdes par exemple. Or, « la guerre qui a donné naissance à des problèmes plus grands que ceux qu'elle entendait résoudre », a ajouté Raphaël I^{er} Bidawid, « a exacerbé le ressentiment du monde arabe contre l'Occident et contre les chrétiens qui sont accusés d'y être culturellement et même politiquement liés ».

Oui, a renchéri Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, il est clair que « certains milieux islamiques du Maghreb ont cherché à accrédiiter une lecture confessionnelle du conflit, le présentant comme une espèce de croisade juéo-chrétienne contre les musulmans ». « Heureusement », a continué Mgr Teissier, les interventions du Saint-Père ont fait obstacle à cette manipulation historique.

Il reste que la hiérarchie de l'Eglise catholique, dans son ensemble, craint pour le devenir et le développement de ses communautés arabes. C'est pourquoi Jean-Paul II tente de renforcer encore le dialogue avec l'Islam. Important résultat de cette politique, la désamorce sans précédent du secrétaire général de la conférence islamique, M. Hamid Al Gabid, qui a écrit lundi 4 mars une lettre au pape, dans laquelle, après avoir dit toute son appréciation de l'action menée par le Saint-Siège, il invite à un engagement commun « les chrétiens et les musulmans qui peuplent la plus grande partie de notre planète », en faveur, non seulement d'un règlement juste de la crise proche-orientale, mais aussi pour lutter ensemble « contre les égoïsmes ».

PATRICE CLAUDE

Les précédents des deux conflits mondiaux

Des réparations de guerre sous haute influence politique

L'Irak, battue par la coalition militaire de 29 pays, a accepté toutes les exigences du vainqueur, y compris celle des réparations. Mais il reste à inventorier les dégâts au Koweït, à les chiffrer et ensuite à les payer. L'expérience montre que dans cette phase cruciale, le rapport de forces militaire et politique compte.

A la fin de la première guerre mondiale, le traité de Versailles (1919), qui a rendu l'Allemagne responsable du déclenchement des hostilités, lui a imposé le paiement de réparations. Les brouilles commencent entre les alliés sur le montant. Faute d'aboutir à un accord, ils confient à une commission le soin d'évaluer le montant de la dette allemande, et ce avant 1921. En attendant, le gouvernement allemand devait payer 20 milliards de marks-or, en or ou en matériel (locomotives, bateaux, machines agricoles, bétail...).

Après moult discussions, la commission fixe, en 1921, le montant des réparations allemandes à 226 milliards de marks-or, payable sur quarante-deux ans et dont plus de la moitié devait revenir à la France. Au printemps de la même année, l'Allemagne se déclare incapable d'assumer une telle charge. Après un ultimatum, les troupes françaises, belges et anglaises occupent Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf.

Dès 1919, des voix s'élevaient pour dénoncer le dilemme dans lequel se trouvait l'Allemagne. L'économiste John Maynard Keynes jugeait ainsi absurde d'obliger un pays à payer une dette exorbi-

tante tout en le privant des moyens de remonter son économie ruinée. Par la suite, la commission des réparations devait ramener la dette à 132 milliards de marks-or. Mais dès 1921, le mark avait entamé une chute vertigineuse.

Une inflation encouragée ?

Le gouvernement allemand a-t-il encouragé l'inflation pour se soustraire à ses obligations ? L'accusation a souvent été formulée. En 1922, l'Angleterre, soucieuse de remonter l'industrie allemande pour élargir ses marchés, travaille alors à un arrangement, mais les Français se montrent intransigeants et occupent la Ruhr en 1923. Les difficultés politiques en Allemagne deviennent alors telles qu'elles favorisent une tentative de putsch de la part de Hitler. A l'été 1924, le plan Dawes limite les paiements à des annuités, qui passeront de 1 milliard à 2,5 milliards de marks-or.

Pendant cinq ans, l'Allemagne réussit à régler la facture, en partie grâce à des prêts étrangers. Mais la crise de 1929 et la débâcle des finances allemandes arrête net le processus. En juillet 1932, les réparations furent annulées. Au total, l'Allemagne avait payé un peu plus de 36 milliards de marks-or. En contrepartie, elle avait contracté un peu plus de 33 milliards de marks de prêts.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les alliés étaient bien décidés à ne pas renouveler les erreurs monétaires des premières réparations. Pour éviter d'être dilués dans l'hyperinflation, celles-ci seraient entières-

ment réglées en nature. A la conférence de Yalta en 1945, le chapitre 5 de l'accord (consacré aux réparations) prévoyait la saisie de biens matériels (bateaux, machines-outils, chemins de fer...) et immobiliers (brevets, participations en capital dans des entreprises étrangères...), des livraisons annuelles de marchandises et une utilisation de la main-d'œuvre allemande.

La but n'était pas de compenser l'étendue des destructions humaines et matérielles mais de ruiner le potentiel économique allemand, base d'un éventuel réarmement. Dans cet esprit, les alliés avaient prévu de cantonner l'économie allemande à l'agriculture, à l'artisanat et à l'industrie légère. Les réparations en nature étaient également fondées sur le fait que le Reich hitlerien avait organisé un véritable pillage de l'industrie des pays occupés. Rien qu'en France, 80 000 machines-outils avaient été transférées outre-Rhin par les nazis.

La propagande communiste

La guerre froide a cependant très vite surdéterminé le problème des réparations. Tout en signant les accords avec les alliés, les Soviétiques se servaient à leur guise dans la zone d'Allemagne orientale, occupée par leurs troupes, mais aussi en Mandchourie, où l'armée rouge était stationnée depuis la défaite du Japon. Le gouvernement de Staline transférait sur son territoire des volumes massifs de production alors que ceux-ci n'étaient envisagés par l'accord qu'une fois rétabli l'équilibre des comptes courants.

La désorganisation politique et économique de l'Allemagne a aussi très vite fait craindre aux alliés l'influence de la propagande communiste. Le plan Marshall (1947), destiné à revitaliser l'économie européenne par l'injection de 10 milliards de dollars d'aide financière, a donc pris une dimension politique : relever le niveau de vie de la population allemande donnerait moins de prise au Parti communiste... Démolir des usines devenait alors moins urgent.

Bien entendu, les Britanniques étaient réticents à l'idée d'un redressement économique allemand trop rapide et les Français auraient bien aimé échanger un prélèvement en machines contre des quotas de production. Mais la guerre de Corée, qui éclata en 1950, devait parachever la constitution des blocs. L'Allemagne occidentale faisant désormais partie de l'Europe de l'Ouest, la question des réparations a été abandonnée.

A l'issue des deux dernières guerres mondiales, la question des réparations a très vite été influencée par des considérations politiques. Dans le contexte instable du Proche-Orient, un affaiblissement prolongé de l'Irak ne fera-t-il pas craindre au gouvernement américain une trop grande influence de l'Iran ? Dans ce cas, le Koweït risque de ne devoir reconstruire son économie qu'en comptant sur ses propres forces.

YVES MAMOU

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

arché
aux épices, quel sont là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?
MARRAKECH 990 F
Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à étirer !

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
LES 08, 15, 22, 29/03/1991
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

LE CONFLIT DU GOLFE

Les répercussions sur les pays alliés

En Italie, la guerre a mis en lumière les graves insuffisances de la défense nationale

La guerre du Golfe a provoqué dans la péninsule un fort élan militariste et patriotique. Inattendu de sa performance dans le conflit, l'Italie fait l'inventaire de ses faiblesses et accélère l'instauration d'un nouveau modèle de défense tourné vers l'intervention à l'extérieur des frontières.

ROME

de notre correspondant

« Franchement, même si l'Italie avait dû se retirer de la coalition, sur le plan militaire, cela n'aurait pas fait une grande différence... » C'est le 22 février, au briefing quotidien du général américain Richard Neel à Ryad. Touchés dans leur orgueil national, les journalistes transalpins manquent d'avaloir leurs micros. Démenti par la suite et mis au compte d'une mauvaise traduction, le mot méprisant du porte-parole officiel de « Tempête du désert », sera rapporté à Rome et déclenchera le soir-même un violent coup de tabac médiatico-diplomatique. « Dignité nationale bafouée, orgueil patriotique blessé », les politiciens crieront leur « douleur de citoyen » avec d'autant plus de force que tous savent bien, au fond, qu'apocryphe ou non, le jugement de l'officier américain est à peine exagéré.

Dix chasseurs-bombardiers Tornado, dont huit opérationnels et quatre navires qui croisent en arctique, assez loin du théâtre des opérations : l'effort de guerre de la cinquième puissance économique de la planète n'aura pas été exactement à la hauteur de ses grandes ambitions internationales. Certains responsables n'ont d'ailleurs pas caché qu'ils en étaient fiers et s'en expliquent. « Si nous avions eu les moyens aériens et navals adéquats », se plaint le chef de la diplomatie, M. Gianni De Michelis, si nous avions mis en place une véritable force d'intervention rapide comme d'autres pays, je pense que nous aurions aujourd'hui des forces terrestres sur le terrain. » Regret partagé par M. Virginio Rognoni, ministre de la défense, et par les cinq partis qui forment la coalition au pouvoir.

Les militaires transalpins peuvent se réjouir : la guerre contre l'Irak aura eu cet effet positif pour eux, qu'en mettant en lumière les abyssales insuffisances de l'armée nationale, elle aura déclenché une sorte de réflexe patriotique et militaire presque insoupçonné au « Bel Paese ». Le Golfe a en quelque sorte réveillé la péninsule.

A demi-oubliée depuis une dizaine d'années, une réforme fondamentale du modèle de défense, a été remise en chantier quelques semaines après l'invasion du Koweït et elle est enfin sur le point d'être présentée au gouvernement puis au Parlement. Sa principale idée-force, c'est le ministre des armées qui la résume : « La défense de la patrie ne s'arrête pas à ses frontières ». Ce changement de mentalité qui a autorisé l'envoi dans les émirats d'une force de guerre si limitée soit-elle, se traduit par une volonté croissante d'affirmation dans l'arène internationale.

Cousinage et copinage

Sur le plan diplomatique, M. Gianni De Michelis, qui n'est pas pour rien dans la coalition italienne de participer et de demeurer jusqu'au bout dans la coalition malgré les trahisons de Moscou, réaffirme son intention de réclamer prochainement un siège permanent pour son pays au Conseil de sécurité des Nations unies (1). Sur le plan militaire, le ministre en charge redécouvre le vieux précepte selon lequel « avoir une politique de défense c'est d'abord pouvoir défendre une politique » et jure de doter la péninsule d'une armée « capable de participer éventuellement à d'autres opérations de police internationale ». M. Giulio Andreotti, le chef du gouvernement, se déclarera d'accord avec cette approche nouvelle, le 3 mars, dans un entretien publié par le magazine Panorama : « La mise en place d'une espèce de police internationale par l'ONU demandera une participation italienne à la hauteur de celle des autres pays ».

Bref, comme dit le général Luigi Calligaris, l'un des meilleurs – et rares – experts militaires du cru : « L'Italie, à la faveur de la guerre du golfe, redécouvre qu'elle a une armée. » Et ce qu'elle peut observer n'est guère rassurant. Pour prendre la mesure de la lourdeur et du retard technologique accumulé par les forces armées transalpines, quelques chiffres suffisent. Elle

comprend au total quelque 390 000 hommes dont 265 000 pour l'armée de terre, 52 000 pour la marine et 74 000 pour les forces aériennes.

Tous les spécialistes prétendent qu'il en faudrait un tiers de moins pour en faire « avec les ressources actuelles, une machine de guerre crédible ». Hors encadrement, et à l'exception de quelques rares unités de volontaires (9 000 hommes au total), la troupe est essentiellement constituée de jeunes conscrits, enrôlés à contrecoeur et pour douze mois de service national. A ces « amateurs » s'ajoutent 55 000 personnels civils en principe « au service » de l'armée.

« Notre ligne politique de défense », reprend le général Calligaris en soulignant que l'Italie s'est toujours appuyée sur l'OTAN pour sa sécurité, est d'abord utilitaire et d'assistance. Elle n'a plus rien de proprement militaire. Dans l'armée, comme dans les autres services publics, les effectifs sont « théoriques » : on fait embaucher ses cousins de province pour les meilleures sinécures et on prospère, aux dépens d'une maigre vache à lait budgétaire, à coups d'influence politique et de contacts bien placés...

Une armée de bureaucrates

Le général Calligaris, qui est aussi professeur de stratégie militaire et auteur de nombreuses études sur son sujet, radicalise encore son réquisitoire : « Nous sommes devenus une armée de bureaucrates, toujours plus attentifs aux normes les plus stupides. Ce sont les généraux de salon les plus complaisants, les moins compétents pour la classe politique, qui sont choisis comme chefs. Voilà pourquoi, conclut-il, au premier rendez-vous sérieux avec le combat, nous nous présentons avec des armes vétustes, des matériels dépassés, un entraînement inadéquat et une structure de commandement pléthorique. »

Radioscopie rapide d'un grand corps malade : le budget défense pour l'année en cours, – entretient des 120 000 carabiniers compris, ces « gendarmes » de l'Italie qui « mangent » un quart de l'enveloppe globale – a été fixé à 24 500 milliards de lires, moins de 120 milliards de francs, c'est-à-dire à peu près le déficit chronique des chemins de fer italiens, ou encore 1,7 % du PNB italien. La France qui sert souvent de référence en ce domaine, consacre à ses forces armées 3,8 % de sa richesse nationale et la Grande-Bretagne 4,5 %.

Au total, une fois soustraits les salaires et les frais d'entretien des troupes, il reste moins de 20 milliards de francs à dépenser pour la modernisation des trois armes. Pas de loi de programmation militaire, pas de plan d'investissement même à court terme. Le budget de la défense, en Italie, est débattu et attribué chaque année en fonction de l'humeur du Parlement, de la conjoncture politique intérieure du moment. Investissements ? Zéro ou presque.

Ainsi la marine dispose-t-elle d'un seul porte-avions, sans avions... Les Harrier à décollage vertical ne seront livrés qu'en fin d'année. Elle a aussi trois vieux sous-marins bruyants, en passe d'être réformés, mais deux seulement sont en construction. Même chose pour les croiseurs. Les chars Leopard de l'armée, eux, appartiennent à la première génération et les vieux M-47 et M-60, tiennent toujours le service « parce que c'est la mode », ironise un expert. L'essentiel de l'artillerie lourde est

obsolète et les nouveaux hélicoptères de combat A-129 Mangusta, ne sont encore qu'une vingtaine opérationnels. A cette foire à la ferraille, les forces aériennes peuvent apparaître un peu mieux loties. Elles disposent de 96 chasseurs-bombardiers Tornado (dont 34 de réserve) relativement récents.

Nouveau modèle de défense

Mais sur les quatre avions-citernes commandés pour les approvisionner en vol, un seul, un vieux Boeing-707 reconstruit – fait en ce moment ses derniers essais. Pas de station-radar puissante et moderne, pas non plus d'avion-radar AWACS – l'Italie voudrait en acheter trois, en commun avec la France et l'Espagne. Les AMX, qui sont un peu, en moins performant, l'équivalent des Jaguar français, et qui sont construits en commun avec le Brésil, sont encore à l'état de prototype tandis que le projet de l'appareil EFA (avec l'Allemagne) est dans les limbes. Pendant ce temps, plus de 150 petits intercepteurs F-104, dont l'avionique a été modernisée certes, mais dont la structure est à bout de souffle, poursuivent vaillamment leur carrière. Inutile d'aller plus loin.

Quand on saura que les trois armes se disputent chaque année comme des chiffonniers pour s'octroyer la plus grande part du maigre gâteau budgétaire, que tout le monde et personne ne commande véritablement les forces – le titulaire officiel de la charge de chef d'état-major de la défense n'a eu pouvoir que les attributs extérieurs – quand on aura rappelé que la force d'intervention rapide (FIR) créée sur le papier il y a déjà quatre ans, est toujours constituée dans sa plus grande part de malheureux conscrits qui n'ont manœuvré que trois ou quatre fois dans leur vie et ne disposent en réalité d'aucun moyen d'acheminement rapide, on aura compris que, pour l'essentiel, l'armée italienne ressemble bien à « cette espèce de farfure d'opérette » dénoncée par certains officiers courageux.

Le nouveau « modèle de défense » affirme l'intention de M. Raffaele Costa, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, « devrait être complété d'ici à quelques semaines ». D'après les fuites, ses auteurs préconiseraient un modèle plus léger et mieux équipé, intégrable au système européen-atlantique de défense. Il est fortement question d'augmenter le degré de professionnalisation de la fonction militaire et une diminution concomitante de la conscription. Dès cette année 22 000 jeunes de moins qu'en 1989 seront appelés sous les drapeaux.

Enfin, le budget défense devrait être augmenté d'environ 20 %. Cependant rien n'est joué. Pour que tous ces projets se concrétisent, il faudra réunir au moins trois conditions : d'abord que le projet soit approuvé par le gouvernement, ensuite que ce dernier reste en place assez longtemps pour le présenter au Parlement, enfin que celui-ci accepte de le voter.

PATRICIE CLAUDE

(1) Dans un entretien avec le magazine Panorama du lundi 25 février, M. De Michelis propose notamment l'abolition du droit de veto aux Nations Unies, l'introduction du vote pondéré (en fonction de la population et de la puissance économique du pays-voteur) et l'augmentation à 21 (contre 15) du nombre de sièges au Conseil de sécurité, avec onze « permanents » parmi lesquels l'Italie, le Japon et l'Allemagne.

ASIE

La Birmanie en vase clos

La junte au pouvoir est défiée par des élus qui ont pris le maquis

MANERPLAW

de notre envoyé spécial

La junte au pouvoir à Rangoun s'efforce de maintenir la Birmanie en vase clos. Une lutte sans merci a été engagée avec un groupe de parlementaires qui ont ouvertement défié en formant, le 18 décembre dernier, un gouvernement provisoire dans la jungle contrôlée par les rebelles des minorités ethniques. Quatre formations d'opposition ont été mises hors la loi depuis décembre. Le régime a multiplié les attaques contre la Ligue nationale pour la démocratie, qui avait remporté haut la main les élections en mai 1990. Il a également menacé de poursuivre en justice son leader, M^{me} Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis juillet 1989.

« Les militaires qui gouvernent notre pays depuis le coup d'État du général Ne Win en 1962 ont beau s'accrocher au pouvoir, ils ne peuvent éternellement faire cavalier seul. Le monde change, tout change, et la Birmanie changera elle aussi. » Malgré une nouvelle vague de répression et l'obstination de la junte à refuser de tirer les conséquences de l'écrasante victoire électorale de l'opposition, M. Sein Win se montre confiant dans l'avenir. Mathématicien de formation, cet intellectuel de quarante-sept ans à l'allure réservée n'avait guère été attiré par la politique ; c'est un peu à son corps défendant qu'il se retrouve aujourd'hui premier ministre d'un « gouvernement national de coalition » constitué le 1^{er} décembre à Manerplaw, quartier général des insurgés karens, près de la frontière thaïlandaise.

« Nous n'avions plus d'autre choix », explique-t-il en nous recevant, en compagnie de son ministre de la justice, dans ce camp retranché réputé impenable, dans un coin perdu de jungle incité par la paludisme, à environ 200 kilomètres au nord-est de Rangoun. « Alors que nous avons remporté 392 sièges sur 485 au Parlement, la junte ne veut pas respecter le verdict des urnes et remettre le pouvoir aux représentants élus du peuple », dit-il.

« Depuis lors, la répression n'a cessé de s'amplifier. Des milliers de personnes se trouvent sous les verrous, des centaines de militants, une cinquantaine de ses élus et la plupart des membres du comité central de la Ligue ont été arrêtés. La Ligue est pratiquement paralysée. N'ayant plus aucun moyen d'agir et de nous faire entendre, la seule option qui nous restait était d'aller à la frontière et de former notre gouvernement dans les zones libérées », poursuit-il.

« Nous ne sommes pas des rebelles »

Le principe de la création d'un gouvernement provisoire avait été envisagé en octobre à Mandalay lors d'une réunion de quelque 250 députés sous la protection de moines bouddhistes. Carte blanche avait alors été donnée à sept d'entre eux pour prendre des mesures adéquates le moment venu. La brutale intervention de l'armée contre les monastères qui avaient hébergé les participants devait inciter les sept parlementaires à entrer dans la clandestinité et à prendre contact avec les minorités ethniques en rébellion contre le pouvoir central depuis l'indépendance en 1948.

Pour sceller son alliance avec une vingtaine de groupes ethniques, religieux et étudiants, le gouvernement provisoire a formé le Front démocratique de Birmanie. Mais seuls des parlementaires élus en mai dernier font partie du cabinet composé de neuf membres. Ce n'est pas par hasard si M. Sein Win a été choisi comme premier ministre. Cousin de M^{me} Aung San Suu Kyi, leader charismatique de l'opposition dont la mise en résidence surveillée a été prolongée de six mois, il est le fils d'U Ba Win, frère aîné du héros de l'indépendance, Aung San, tous deux assassinés en 1947.

« Nous ne sommes pas des rebelles », indique M. Sein Win. « Nous sommes le gouvernement légalement élu. Nous avons le mandat du peuple et de la Ligue, alors

que le régime militaire n'en a aucun. Notre principal objectif est donc de renverser la junte qui s'est mise elle-même dans l'illégalité. Ensuite, nous convoquerons une convention nationale des représentants élus du peuple et des minorités pour mettre en chantier une nouvelle Constitution et établir un gouvernement démocratique. »

M. Sein Win ne dissimule pas l'ampleur des obstacles à surmonter. Mais il croit savoir que les Birmanais ont favorablement accueilli son initiative malgré la peur que fait régner la junte. Des contacts avaient été établis avec Bangkok avant le dernier putsch. M^{me} Aung San Suu Kyi vient de recevoir du Parlement européen le prix Sakharov, et l'Australie a suspendu son aide en signe de protestation contre sa détention prolongée. Début février, le régime militaire birman a été décrit comme l'un des plus brutaux du monde par le rapport annuel du département d'État américain sur les atteintes aux droits de l'homme.

Une victoire « ni facile, ni rapide »

M. Sein Win reconnaît cependant que la victoire ne sera « ni facile, ni rapide ». La junte a resserré ses liens avec la Chine qui l'approvisionne en armes, de même que Singapour, tandis qu'elle peut toujours compter sur certains appuis au sein de l'armée thaïlandaise. La principale force du régime en place réside dans l'armée, dont les effectifs ont été portés à 220 000 hommes.

« Pour se maintenir, déclare M. Sein Win, la junte a choisi de terroriser la population. Les deux prochaines années seront critiques et nous aurons des changements. La situation économique va de mal en pis, ce qui ne fait qu'attiser le mécontentement populaire, et les violents attaques lancées contre notre gouvernement ne paraissent révélatrices du désarroi de la junte. »

JEAN-CLAUDE BUIHRER

DIPLOMATIE

La visite du premier ministre polonais en Allemagne

Bonn et Varsovie veulent signer un traité d'amitié avant l'été

« L'Allemagne est un passage obligé sur le chemin de l'Europe », a déclaré le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, à l'issue de sa rencontre avec le chancelier Kohl, mardi 5 mars. Cette « leçon » géographique recèle néanmoins un double sens politique : le premier ministre polonais reconnaît le poids du puissant voisin dont il attend un soutien dans son rapprochement avec la CEE, mais constate également que l'on ne choisit pas toujours ses voisins selon son cœur...

BONN

de notre correspondant

La visite officielle de deux jours en Allemagne de M. Bielecki est la première qu'il fait à l'étranger

depuis sa nomination par le président Lech Wałęsa, en janvier. Elle témoigne aussi d'une relance du dialogue germano-polonais, qui avait marqué une pause pendant plusieurs mois, les deux pays étant absorbés par leur campagne électorale. Cette pause forcée a également donné le temps aux deux parties de laisser reposer des problèmes qui faisaient obstacle à une normalisation totale des rapports entre Bonn et Varsovie.

Le dialogue est certes devenu beaucoup plus facile depuis que l'Allemagne unifiée a reconnu sans équivoque le caractère définitif de la frontière Oder-Neisse. Mais l'élaboration d'un traité d'amitié et de bon voisinage, ardemment souhaité par un chancelier Kohl qui veut « modeler les relations germano-polonaises à l'image des relations franco-allemandes », est rendue délicate par des appréciations divergentes sur la question du statut de la minorité allemande en Pologne ou l'indemnisation par l'Allemagne des victimes du travail forcé sous le III^e Reich.

Pas de réduction de la dette

Le chancelier Kohl a affirmé que la question de la minorité allemande de Pologne « était en voie de règlement sur la base des textes de la CSCE et des résolutions du Conseil de l'Europe ». Il reste néanmoins à trouver des formulations qui répondent au souci des Polonais de ne pas faire des quelques dizaines de milliers de Polonais de souche allemande des citoyens à part, et qui puissent permettre au chancelier Kohl d'apparaître chez lui comme le protecteur de ces minorités.

M. Kohl s'est déclaré convaincu que le texte définitif de ce traité pourrait être présenté au Parlement « avant la pause estivale », en même temps que le traité fixant définitivement les frontières entre

les deux pays. Il a également annoncé que l'accord permettant aux Polonais de se rendre sans visa dans les pays membres de l'espace de Schengen (Allemagne, France et Belgique) allait entrer en vigueur dans le courant du mois d'avril.

M. Bielecki n'a en revanche pas obtenu satisfaction sur la question de la réduction de la dette polonaise envers l'Allemagne. Varsovie souhaitait que Bonn fasse un geste significatif dans ce sens : on parlait d'une remise de 80 % de cette dette, ou, à défaut, d'un alignement de Bonn sur l'attitude adoptée dans ce domaine par les États-Unis qui ont fait cadeau à Varsovie de 60 % des sommes dues. Le chancelier Kohl estime qu'un tel geste « peut constituer un précédent pour d'autres pays endettés envers l'Allemagne ». Le premier ministre polonais devait, mercredi 6 mars, aborder cette question avec M. Karl Otto Pöhl, le président de la Bundesbank, dont l'attitude ne devrait pas être fondamentalement différente de celle du chancelier.

Les Allemands sont par ailleurs inquiets des obstacles mis par les Polonais au transit des troupes soviétiques quittant l'ex-RDA. Varsovie veut par ce moyen faire pression sur Moscou pour que M. Mikhaïl Gorbatchev tienne sa promesse de retirer les troupes soviétiques de Pologne d'ici à la fin de 1991.

Le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, s'est montré plutôt conciliant dans ce domaine, en recevant, mardi à Varsovie, M^{me} Rita Süssmuth, présidente du Bundestag : « Nous ne voulons pas bloquer le transit des troupes soviétiques ni faire ainsi obstacle à leur retrait d'Allemagne, car nous y avons également intérêt », a-t-il assuré.

LUC ROSENZWEIG

"Paroles dégelées..."
Qui a réuni ces témoignages brûlants sur la vie en Lituanie ?



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Paroles dégelées

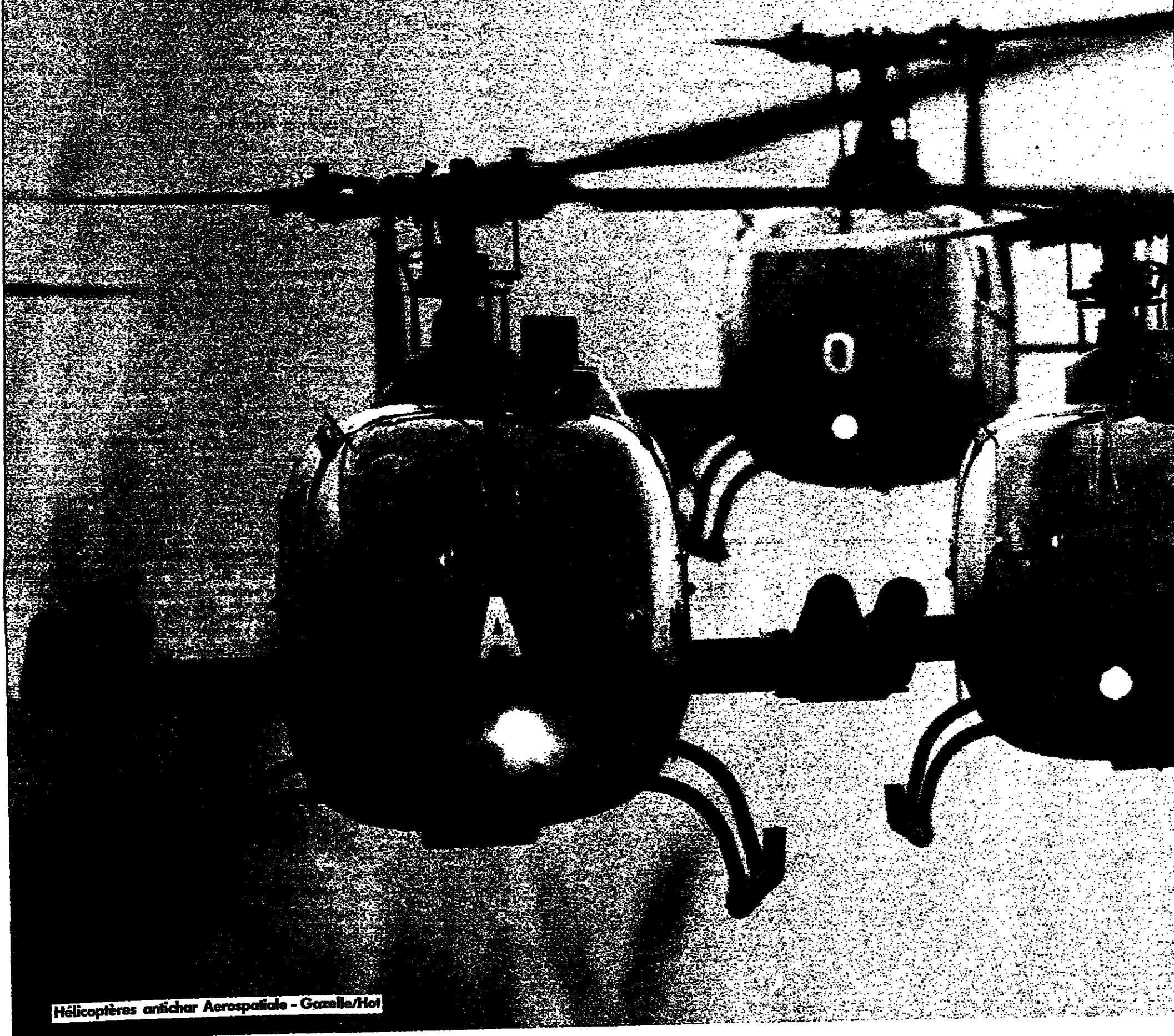
سكزا من زلجیل

هكذا من العمل

• Le Monde • Jeudi 7 mars 1991 7

"French troops have done an absolutely superb job"*

General Schwarzkopf - Riyad, 27 février



Hélicoptères antichar Aerospatiale - Gazelle/Hol

Aerospatiale est fière de servir les armées françaises

**Les forces françaises
ont fait un travail
absolument superbe"

aerospatiale
aerospatiale
aerospatiale
aerospatiale
aerospatiale

aerospatiale

PENA 29 - PHOTO ALAIN ERNOULT

AMÉRIQUES

CHILI : le rapport sur les crimes de la dictature

Le compositeur Victor Jara a été assassiné après avoir été torturé

Quelques heures après que le président Aylwin eut présenté aux Chiliens le rapport sur les crimes commis par la dictature du général Pinochet, une bombe de forte puissance a explosé, mardi 5 mars, dans le parc de stationnement du bâtiment des forces armées. L'attentat, qui n'a pas fait de victimes, n'a pas été revendiqué. Le ministre de l'éducation, M. Ricardo Lagos, a demandé la démission de l'ancien dictateur de son poste de commandant en chef de l'armée, le rapport ayant révélé sa responsabilité directe dans les tortures et les assassinats.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Auteur de nombreuses chansons à succès, Victor Jara est mort le

15 septembre 1973, quatre jours après le putsch militaire qui renversa le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende. Un communiqué des nouvelles autorités assura alors que le compositeur communiste avait accidentellement trouvé la mort dans une fusillade déclenchée par des francs-tireurs « marxistes » embusqués sur un toit. Dix-huit ans plus tard, le rapport de la commission « pour la vérité et la réconciliation », rendu public le 4 mars (le Monde du 6 mars), rétablit les faits dans leur cruauté : interné dans un gymnase de Santiago, transféré en centre de rééducation, Jara y fut horriblement torturé ; ses gardiens lui écrasèrent les mains à coups de crasse, avant de le cribler de balles. Son corps fut ensuite abandonné dans un dépôt d'ordures.

Certes, comme le souligne M. Jorge Arrate, président du Parti socialiste, « la plupart des Chiliens savaient déjà tout cela. Mais que les crimes de la dictature soient mainte-

nant connus de tous change la problématique des droits de l'homme ». En effet, tous les partis, y compris ceux de droite, ainsi que les associations de parents et des amis des victimes, félicitent la commission pour le sérieux de ses travaux et l'objectivité de son rapport. Parmi les « sages » se trouvaient d'ailleurs un ancien ministre de l'éducation, le général Pinochet et un sénateur conservateur : la neutralité politique de l'organisme créé à l'initiative du président Aylwin est donc incontestable.

Le « suicide » de Salvador Allende

Pendant neuf mois, les membres de la commission ont recueilli le témoignage des parents et des amis des victimes, ainsi que celui d'anciens membres repentis des services de sécurité. Mais ont-ils pu établir toute la vérité et recenser tous les cas d'assassinats politiques imputables au régime militaire ? Les défenseurs

des droits de l'homme en doutent et font remarquer que la peur est encore vive dans les campagnes, où la répression, au lendemain du coup d'État, fut particulièrement brutale. Mais les « sages » n'ont retenu dans leur rapport que deux mille deux cents quatre-vingts cas irréfutables, tout en mentionnant six cent quarante cas pour lesquels n'existent jusqu'à présent que des présomptions.

Mettant fin à une légende entretenue par la gauche, la commission établit aussi que Salvador Allende n'est pas mort en combattant dans le palais présidentiel de la Moneda, mais s'y est donné la mort plutôt que de se rendre aux fascistes. Il est vrai que ce distingué est sans doute secondaire. « C'est à l'histoire et à la société chilienne, conclut le rapport, qu'il revient de se prononcer sur le sens de la mort » de l'ancien président de la République.

GILLES BAUDIN

ÉTATS-UNIS

Alors que le président Bush appelle à la lutte contre la criminalité

Bavure policière « en direct » à Los Angeles

Un groupe de policiers blancs de Los Angeles a été filmé en train d'insulter une sévère correction à un automobiliste noir sans défense, ce qui a provoqué, mardi 5 mars, l'indignation du maire de la ville et des associations de défense des droits civils.

Le film vidéo, pris dimanche soir d'un appartement voisin de la scène et diffusé quarante-huit heures plus tard par les réseaux de télévision américains, montre nettement l'automobiliste noir forcé de se coucher à terre. Alors qu'il est sans défense dans cette position, on voit un groupe de quatre à cinq policiers - entourés de quelques autres - s'acharner sur lui à coups de matraques et de coups de pied.

Le maire de Los Angeles, Tom Bradley, lui-même noir et ancien policier, s'est déclaré « aussi choqué et indigné que n'importe qui », ajoutant que cette situation ne serait « pas tolérée ». Une enquête interne a été ouverte par la police. De son côté le FBI va également enquêter à propos d'une accusation éventuelle de « violation des droits civiques », bien que les policiers se soient défendus en indiquant que Rodney King, vingt-cinq ans, avait résisté à l'interpellation.

Le chef de la police, Daryl Gates, a souligné que cet incident ne reflétait pas « le comportement normal » de ses hommes. Ce point de vue est contesté par M^{me} Ramona Ripston, militante de l'Union américaine pour les libertés civiles (AFLU), qui est satisfaite d'avoir « la preuve de faits courants », selon elle, à Los Angeles.

Dans la ville voisine de Long-Beach vient justement de commen-

cer le procès de deux policiers qui avaient été filmés par le réseau NBC en train de frapper la tête d'un militant noir contre une vitre, il y a deux ans.

Un « sommet du crime » à Washington

Cette « bavure » intervient au moment où le président George Bush, soulignant que les pertes américaines dans la guerre du Golfe avaient été inférieures à celles dues à la violence dans certaines villes des États-Unis, a appelé mardi les Américains à combattre le crime avec la même volonté que les troupes alliées face à l'Irak. « Le genre de force morale et de volonté nationale qui a libéré la ville de Koweït des abus (iraquiens) peut libérer les villes américaines du crime », a déclaré M. Bush devant des représentants des forces de l'ordre et de la justice rassemblés à Washington pour un « Sommet du crime ».

Depuis le mois d'août, 404 meurtres ont été commis dans la région de Washington, alors que le conflit du Golfe a coûté la vie à un total de moins de 300 soldats américains (y compris les accidents), relevait lundi le Washington Times.

M. Bush a une nouvelle fois appelé le Congrès à adopter une loi qu'il lui a présentée il y a plusieurs mois et qui prévoit des peines plus sévères, y compris la peine de mort dans certains cas, pour les trafiquants de drogue : « Maintenant que les armes se sont tuées à l'étranger, nous devons redoubler d'efforts pour les faire taire ici chez nous ». (AFP)

L'offensive de l'afrocentrisme

« Jésus et Bouddha étaient noirs... »

Cléopâtre n'était-elle pas à moitié noire ? Et Jésus, Bouddha ne l'étaient-ils pas tout à fait ? Dans leur désir de réviser l'Histoire et de redonner à l'Afrique la place qui lui a été « volée », les afrocentristes des États-Unis aboutissent à des conclusions qui sont contestées par d'autres historiens et par des dirigeants de la communauté noire américaine.

WASHINGTON

de notre correspondant

Napoléon fit délibérément détruire le nez du sphinx afin que son visage ne révèle pas qu'il était africain. Telle est l'une des conclusions données par un professeur de Portland, dans un colloque récent tenu à Atlanta visant à promouvoir le multiculturalisme dans les écoles publiques, et plus particulièrement la contribution de l'Afrique, qui fut « le centre mondial de la culture et du savoir dans l'Antiquité... ».

Les milliers mille universitaires noirs ayant participé à cette réunion ne partagent pas, tous, les opinions des extrémistes de l'afrocentrisme, soucieux de replacer l'Afrique au centre de l'histoire de l'humanité. Sans doute, le document présenté à ce colloque recommande que soient « comprises, respectées, et appréciées l'histoire, la culture et la contribution des autres groupes ethniques... ». Néanmoins, les « historiens blancs racistes » sont attaqués pour avoir « volé et piéciné le grand passé africain ». Les Européens, affirme aussi ce document, ont assuré leur domination et amené au monde la destruction et la mort. Afin de rendre leur confiance et leur fierté aux noirs, les disciples de l'afrocentrisme estiment nécessaire de rappeler quelques faits qu'ils jugent « historiques », à savoir : l'Égypte est un pays africain. Ce sont les Européens qui ont inventé la thèse que les Égyptiens étaient des Blancs et ont simplement bruni au soleil... Aussi bien Ramsès que Toutankhamon étaient noirs, tout comme Ésope (probablement) et Cléopâtre (à moitié noire et moitié grecque).

De leur côté, les autorités craignent qu'un précédent fâcheux ne soit créé, notamment dans des villes comme New-York ou Los Angeles, où les établissements du secondaire accueillent des élèves d'une centaine de langues différentes. Pourquoi pas, disent-ils, un programme spécial pour les écoles, les Cambodgiens, les Italiens, etc. ? Alors que, au contraire, il faudrait mettre au point un programme informant les élèves sur ce que les Américains ont en commun. La tâche n'est pas facile, étant donné l'importance de la pression des groupes ethniques. Ainsi, dans l'État de New-York, dans le Nord-Est du pays, après la visite d'une délégation d'Iroquois, le programme scolaire a été modifié pour y inclure cette affirmation que le système politique des Iroquois a influencé la rédaction de la Constitution des États-Unis...

« Amen un mot africain »

Les afrocentristes voudraient voir établir dans les écoles un programme soulignant que « la première pyramide fut conçue par Imhotep, qui vivait en Égypte au vingt-sixième siècle avant Jésus-Christ ». Ce n'est pas Hippocrate, mais Imhotep, selon ce document, qui fut le « père de la médecine ». Selon le professeur Ibbard, enseignant à l'université de Géorgie, les dieux grecs, les dix commandements, et la civilisation olémèque dérivent de la culture noire. Moïse était un prêtre égyptien, et, sur la base des premières

images, le professeur pense que Jésus et Bouddha étaient noirs. Selon le directeur des études barbares, les philosophes grecs ont rapporté en Grèce ce qu'ils avaient appris des prêtres égyptiens... Et la « conspiration raciste contre les Afro-Américains est responsable de cette omission dans les livres d'histoire ». Les écoliers noirs ne savent pas non plus que l'amen de leurs prières est un des mots africains anciens pour désigner Dieu tout-puissant.

Les champions de l'afrocentrisme estiment qu'il est important, pour l'ego et le désir d'apprendre des écoliers noirs, d'évoquer devant eux les exploits de l'Égypte. Un d'entre eux a déclaré : « Notre holocauste continuera tant que nous n'aurons pas récupéré ce qui nous a été pris, y compris l'histoire de nos contributions... ».

Thèses contestées

Bien entendu, les thèses des afrocentristes ont été contestées, notamment par un comité d'universitaires pour la défense de l'histoire comprenant plusieurs historiens renommés, dont Arthur Schlesinger. Tout en reconnaissant que le domaine de l'histoire noire était jusqu'à présent « honteusement négligé », ce dernier précise : « La notion que l'Afrique est à l'origine de tout ce qui est bon et l'Europe de tout ce qui est mal est de la rhétorique et non pas de l'histoire ». A dire vrai, les outrances des afrocentristes divisent la communauté noire. Dans leur majorité, les universitaires noirs craignent que les afrocentristes, par leurs attaques désordonnées et pas suffisamment étayées contre « l'afrocentrisme », ne discréditent les efforts et les progrès accomplis pour accorder une plus grande place au passé africain dans les programmes scolaires.

De leur côté, les autorités craignent qu'un précédent fâcheux ne soit créé, notamment dans des villes comme New-York ou Los Angeles, où les établissements du secondaire accueillent des élèves d'une centaine de langues différentes. Pourquoi pas, disent-ils, un programme spécial pour les écoles, les Cambodgiens, les Italiens, etc. ? Alors que, au contraire, il faudrait mettre au point un programme informant les élèves sur ce que les Américains ont en commun. La tâche n'est pas facile, étant donné l'importance de la pression des groupes ethniques. Ainsi, dans l'État de New-York, dans le Nord-Est du pays, après la visite d'une délégation d'Iroquois, le programme scolaire a été modifié pour y inclure cette affirmation que le système politique des Iroquois a influencé la rédaction de la Constitution des États-Unis...

HENRI PIERRE

BOLIVIE : après dix ans de stabilité démocratique et économique

La Paz reste l'« enfant chéri » des créanciers internationaux

Depuis son indépendance, au début du XIX^e siècle, la Bolivie battait le record des coups d'État, en moyenne un tous les neuf mois. Aujourd'hui, ce pays, le plus pauvre de l'Amérique du Sud, va célébrer dix ans de stabilité démocratique. Il doit ce miracle à un assainissement financier mené avec rigueur qui lui a valu un flux de crédits internationaux.

LA PAZ

de notre envoyée spéciale

La page est apparemment tournée sur les dictatures d'opérette, mais aussi sur la dictature du prolétariat que la COB, la Centrale ouvrière bolivienne, la plus solidement organisée du continent, rêvait d'instaurer. La colonne vertébrale de la COB a été disloquée, en effet, il y a cinq ans, lorsque les trois quarts des vingt-sept mille mineurs de l'entreprise publique COMIBOL ont été licenciés. Depuis, les menaces de grève générale ou de grève de la faim des producteurs de l'étain n'étaient plus persues.

La classe ouvrière ne pèse plus guère dans un pays où les activités tertiaires et informelles ont pris le pas sur les activités productives. « Nous avons amorcé un virage à 180 degrés », explique le président de la République, M. Jaime Paz Zamora. « Si nous persistons dans cette voie, la Bolivie de l'an 2000 sera totalement différente de celle du XX^e siècle. C'est le pays le plus sûr et le plus stable de la région. Depuis quatre ans, nous avons en moyenne un taux de croissance annuel de 2,7 % et un taux d'inflation d'environ 15 % par an, alors que chez certains de nos voisins il est de 30 % à 40 % par mois. »

L'accouchement de la démocratie a pourtant été douloureux. Le gouvernement de centre-gauche de M. Hernán Siles Zuazo (1982-1985) avait dû abréger d'un an son mandat, pour ne pas succomber à l'anarchie et à l'hyperinflation. M. Paz Estenssoro, leader de la révolution nationaliste et anti-impérialiste d'avril 1952, déjà trois fois chef de l'État, avait pris la relève en août 1985 et déclenché une nouvelle révolution économique et sociale, d'inspiration libérale cette fois. Les résultats de son impitoyable « ajustement structurel » ont été miraculeux, si l'on en croit les institutions multilatérales de financement qui chouchoutent cet élève modèle.

Un certificat de bonne conduite

A l'issue d'une visite de quatre jours en Bolivie, M. Barber Conable, président de la Banque mondiale, a décerné au pays un nouveau certificat de bonne conduite. Le chef de l'État explique son action en disant : « Le gouvernement de Paz Estenssoro n'avait adopté qu'une politique anti-inflationniste. Nous avons lancé, nous, les premières grandes réformes structurelles. Par exemple, la loi sur les investissements privés, qui bouleverse une conception de l'économie inspirée auparavant par le capitalisme d'État. Sur le plan politique, nous avons conclu un accord avec les différents partis pour mener à bien une réforme électorale destinée à empêcher les fraudes, comme celles qui ont eu lieu au cours des dernières élections. »

M. Gonzalo Sanchez de Lozada brosse un tableau bien moins idyllique de la situation bolivienne. Ancien ministre du plan et dauphin de Victor Paz Estenssoro, il fut candidat malchanceux à l'élection présidentielle de mai et août 1989 : après avoir obtenu au premier tour la majorité relative des suffrages populaires, il avait été battu au second tour.

L'ancien général Hugo Banzer, arrivé, lui, en deuxième position, avait préféré appuyer M. Jaime Paz (le neveu de Victor Paz Estenssoro) pourtant bon troisième. Celui qui tout le monde appelle « Goni » qualifie le gouvernement de son rival de « néo-fasciste » et l'accuse d'être « basé

sur la corruption et l'assujettissement de tous les pouvoirs de l'État ». Ce jugement à l'emporte-pièce est aussi celui de la COB, décapitée par « Goni » lui-même.

L'alliance entre l'ancien général Banzer et M. Jaime Paz semble contre nature. M. Banzer a été en effet, de 1971 à 1978, le chef d'un gouvernement dictatorial, qui combattait depuis la clandestinité le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Mais il y a longtemps que les partisans du général à la retraite ont renoncé à la dictature et que le MIR a abjuré ce qu'on appelait son « gauchisme ». « Après l'alliance Paz-Banzer, tout semble permis », remarque M. Roger Cortez, du Parti socialiste.

Le 5 février, la coalition des deux hommes, baptisée « Accord patriotique », a dialogué avec l'opposition pour essayer de résoudre le conflit de pouvoir surgi entre le gouvernement et la Cour suprême - suspendue de ses fonctions depuis novembre dernier - et pour mener à bien la réforme électorale ainsi que le processus de décentralisation administrative.

« Goni » et la centrale ouvrière ont accepté de s'asseoir à la table des négociations. Il faut dire que les rapports de forces ont beaucoup changé depuis vingt ans. Les trois principaux partis savent qu'ils sont en quelque sorte sous la tutelle du système financier international, et qu'ils sont obligés de suivre la même voie.

En outre, les querelles parlementaires stériles, la corruption régnante, les conflits entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, ont provoqué un certain désenchantement de la population à l'égard du système politique. D'où la montée en flèche, dans les sondages, de personnages folkloriques, tels que le « roi de la bière », M. Max Farinós, devenu grand favori des élections municipales qui auront lieu à la fin de l'année.

Les limites sociales de l'ajustement

M. Jaime Paz avait promis, au cours de sa campagne présidentielle, d'« humaniser l'ajustement structurel ». Le président de la Confédération des chefs d'entreprise, M. Carlos Calvo, est aujourd'hui le premier à reconnaître que « la lourde contribution de la population » à cet ajustement « pourrait bien avoir une limite ». Le chômage frappe un habitant sur cinq en âge de travailler.

Théoriquement, le salaire minimum vital mensuel équivaut à une trentaine de dollars, mais, pour la grande masse paysanne, le revenu annuel n'est que de 60 dollars. La perte du pouvoir d'achat des salaires entre août 1985 et décembre 1990 a été de 75 %. M^{me} Isabel Palma, présidente de l'UNICER, remarque : « Le taux de mortalité infantile (169 pour 1 000) est comparable à celui que l'on trouve dans les pays les plus pauvres de l'Afrique noire. »

La stabilité monétaire reste elle-même très précaire. Elle dépend des crédits internationaux et de l'argent de la drogue. Peu de pays reçoivent un tel flux financier : il correspond à la moitié des exportations boliviennes. Mais l'investissement productif n'a pas repris : la bourgeoisie reste habituée aux activités spéculatives et à l'argent facile.

En outre, de nouveaux foyers insurrectionnels ont surgi. Le Commandement Nestor Paz Zamora (du nom d'un jeune séminariste, frère de l'actuel président, mort dans le maquis) s'est lancé dans le terrorisme urbain. Les premières victimes sont tombées au début de décembre, au cours d'une opération de police qui a abouti à la mort de trois terroristes et de l'otage qu'ils retenaient depuis six mois, un chef d'entreprise, Jorge Londale.

Selon la police, il existerait trois autres organisations subversives. Dix ans de stabilité démocratique et économique constituent pour la Bolivie une réussite, mais les dangers potentiels sont grands, en raison de l'extrême misère de la plus grande partie de la population et de l'influence du trafic de la drogue.

NICOLE BONNET

Le retour des

Le déclenchement, en octobre, dans le nord du pays, d'une guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

Prévu pour débuter en 1991, le processus de démocratisation en Ouganda a été retardé par la guerre civile qui continue à paralyser les troupes gouvernementales et notamment dans la région de Ruhengeti, semble avoir décidé le président Juvenal Habyarimana à accélérer la démocratisation et à annoncer l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés vieux de trente ans.

NAIROBI

de notre correspondant

AFRIQUE

RWANDA : démocratisation sur fond de tensions ethniques

Le retour des réfugiés inquiète les dirigeants

Le déclenchement, en octobre, dans le nord du pays, d'une guérilla qui continue à harceler les troupes gouvernementales, notamment dans la région de Ruhengeri, semble avoir décidé le président Juvénal Habyarimana à accélérer la démocratisation, annoncée l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés, vieux de trente ans.

NAIROBI

correspondance

Président-fondateur du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), le parti unique au pouvoir, le chef de l'Etat promet le multipartisme. La « commission nationale de synthèse », mise en place par ses soins, a déjà recommandé la création de partis politiques, dans un texte qui fait l'objet d'un débat parmi la population. A la lumière des résultats de cette « consultation », ladite commission proposera à M. Habyarimana un texte définitif, qui servira de base à une charte nationale.

Les Rwandais devraient se prononcer sur cette charte, par voie de référendum, en juin. De source autorisée, on estime, cependant, que ce scrutin pourrait être différé en raison des combats qui ont lieu dans le nord du pays. Il reviendra sans doute aux députés du Conseil national de développement (Parlement) d'inscrire le multipartisme dans la Constitution, après le feu vert du président.

Un demi-million d'exilés

Les incursions incessantes des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont vraisemblablement incité le chef de l'Etat à faire preuve de bonne volonté sur la question du retour des réfugiés, afin de ne pas effaroucher les bailleurs de fonds. Encore que Kigali soit loin d'être victime d'un quelconque ostracisme de la part des Occidentaux : le Rwanda bénéficie du soutien de plusieurs pays étrangers en matière d'armement. Le régime n'est pas non plus menacé



bien accueillies par les Occidentaux. A preuve, la réaction de la foule, lors d'une audience du procès des sympathisants du FPR, en janvier : les avocats rwandais, intimidés par des menaces de mort, avaient dû renoncer à plaider. Le ministre de la justice a admis que des « irrégularités » avaient été commises, tout en laissant entendre qu'une nouvelle attaque des insurgés, à ce moment-là, « avait sans doute suscité la colère populaire ».

De l'avis des observateurs, le président doit aussi se garder des « durs » du régime, hostiles à toute concession politique, et prêts à agiter l'épouvantail de la domination tutsie d'autrefois, pour empêcher la réintégration des exilés. Proches de l'armée, ils publient une revue ouvertement raciste, condamnant le bon voisinage entre Hutus et Tutsis (le Monde du 7 février).

L'image ternie de l'ougaranda

Face à ces initiatives présidentielles, les dirigeants du FPR opposent une fin de non-recevoir, qu'illustre la récente recrudescence des incursions armées. « C'est une excellente façon d'exaspérer la population, à 85 % hutue », ironise un diplomate. « Cette-ci, encouragée par l'ailé dure du régime, pourrait bien rejeter la politique de M. Habyarimana », ajoute-t-il.

Le chef de l'Etat s'en trouverait d'autant plus fragilisé que les paysans (90 % de la population) le rendraient responsable des difficultés économiques, aggravées par la chute des cours du café depuis 1989. Les autorités ougandaises semblent redigérer à mettre au pas les guérilleros et les tergiversations du président Museveni commencent à ternir son image à l'étranger. Tant qu'il laissera les rebelles se servir de son pays comme d'un sanctuaire, la stabilité économique et politique du Rwanda restera menacée. A Kigali, on affirme s'adapter peu à peu à cet état de guerre larvée, qui a rendu les approvisionnements de ce pays enclavé problématiques. Mais la machine économique n'en tourne pas moins au ralenti. Il faudra toute la sollicitude des bailleurs de fonds pour que les gens n'en soient pas affectés.

JEAN HELENE

MOZAMBIQUE

Le président de MSF dénonce le caractère « aveugle » de l'aide humanitaire

L'impasse politique où est plongé le Mozambique, du fait de l'échec des négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), n'a fait qu'accroître la confusion sur le terrain et les difficultés de l'aide humanitaire.

Cette spirale du malheur – que connaissent aussi le Soudan, l'Ethiopie ou l'Angola – suscite désormais, non plus la compassion docile, mais l'exaspération de certaines organisations. « On apporte aux gens de quoi survivre et, dans le même temps, on contribue à faire tourner la machine qui produit la famine ! », résume le président de Médecins sans frontières (MSF), M. Rony Brauman, de retour du Mozambique, où l'organisation humanitaire travaille depuis plusieurs années.

Les progrès de l'armée régulière, qui étend son contrôle à des zones autrefois tenues par la RENAMO, n'ont pas, en effet, facilité la vie des populations civiles. Ces dernières passent simplement d'une « tuelle » à l'autre. « Des qu'elles sont « libérées », ces populations sont regroupées autour de garnisons de districts et maintenues en semi-captivité », explique M. Brauman.

Faim et choléra

C'est ce qui s'est passé, l'an dernier, dans la localité de Mulevala (région du Zambéze), où « environ dix-huit mille personnes » avaient été arbitrairement regroupées par l'armée. « L'endroit était redevenu tranquille et il y avait assez de terres cultivables. Mais les gens n'ont pas été autorisés à s'y rendre », raconte le président de MSF. Résultat : « En trois mois, cinq mille personnes sont mortes. De faim ou du choléra. On ne s'en est aperçu qu'en janvier ».

MSF a recensé environ deux mille cinq cents cas de choléra, depuis ces trois derniers mois, dans la seule région du Zambéze. Chiffre sans doute très inférieur à la réalité, puisque ce bilan ne concerne « que les localités où nos équipes travaillent », précise M. Brauman. Or cette épidémie, comme les menaces de famine,

risque de se répandre rapidement à travers le pays, tant sont réduites à peu de chose les possibilités de contrôle des organisations humanitaires. « En Afrique, on a parfois l'impression d'être dans un zoo humain, où il n'existe pas d'autre choix que de « suivre le guide » : ici, le « guide » est gouvernemental, là, c'est un rebelle ! », ironise le responsable de MSF. Pour rompre avec le dérisoire d'une aide rendue « aveugle » – car « instrumentalisée par les pouvoirs locaux » aux dépens de la population elle-même –, MSF ne voit d'autre solution que de « redéfinir l'espace humanitaire ». Au Mozambique, estime M. Brauman, aucune amélioration ne sera possible tant que l'étude des besoins ne sera pas conduite « indépendamment » des autorités, que l'acheminement des secours ne sera pas contrôlé « de bout en bout » par les organisations humanitaires elles-mêmes, et tant que la « liberté de résidence et de circulation des populations » ne sera pas respectée.

Cette pétition de principe, significative du malaise ressenti par un nombre croissant d'associations humanitaires, aurait reçu un « accueil favorable » de la plupart des organisations caritatives – dont celle des Nations unies – présentes au Mozambique, assure M. Brauman. Reste à convaincre les principaux intéressés, le gouvernement et les rebelles de la RENAMO.

CATHERINE SIMON

□ DJIBOUTI : non au multipartisme. – Le comité central du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), le parti unique au pouvoir, vient de rejeter une proposition d'instaurer le multipartisme, présentée par M. Mohamed Ahmed Issa (Sheiko). Adoptée par acclamations, cette résolution affirme que le RPP « demeurera jusqu'à nouvel ordre et compte tenu des spécificités propres du pays la seule formation politique, garante de l'unité nationale, de la stabilité et du développement ». – (AFP.)

**DE TELS PRIX POUR UNE TELLE QUALITÉ
DE VIE, ÇA DONNERAIT
ENVIE D'ACHETER EN QUANTITÉ**



RENAULT 5 FIVE

A PARTIR DE

49 300 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 5 Five 3 portes.



RENAULT CLIO

A PARTIR DE

52 500 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault Clio RL 1.3 3 portes.



RENAULT 19

A PARTIR DE

62 500 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 19 Primo 3 portes.



RENAULT 19 CHAMADE

A PARTIR DE

65 900 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 19 Chamade 5 portes.



RENAULT 21 4 PORTES

A PARTIR DE

78 000 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 21 TL 4 portes.



RENAULT 21 5 PORTES

A PARTIR DE

78 000 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 21 TL 5 portes.



RENAULT 21 NEVADA

A PARTIR DE

83 700 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 21 Nevada TL 5 pl.



RENAULT 25

A PARTIR DE

117 900 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault 25 GTL.



RENAULT ESPACE

A PARTIR DE

128 400 F

Prix TTC clés en main au 1.1.91
Modèle AM 91. Renault Espace GTL.

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

AFRIQUE

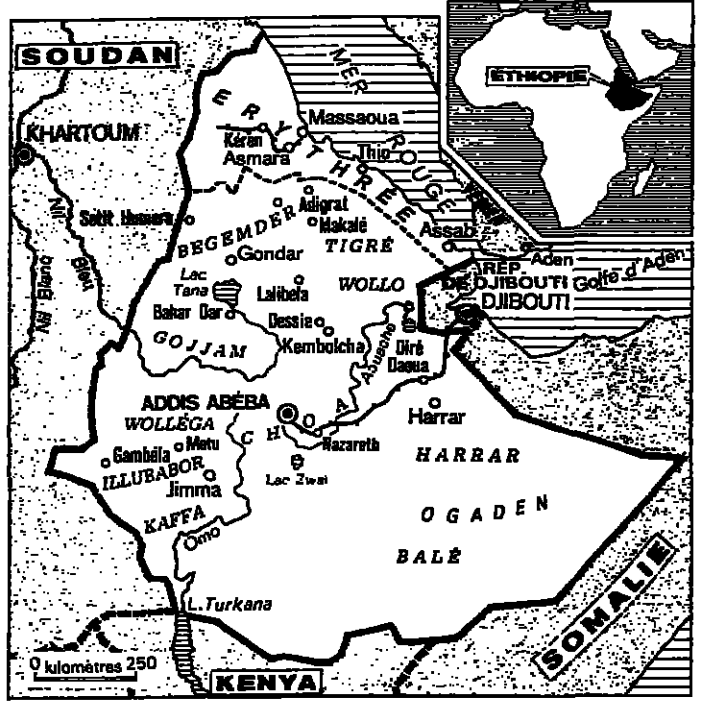
ETHIOPIE

Les rebelles érythréens et tigréens ont lancé une nouvelle offensive contre le pouvoir central

Le régime du président Mengistu Haile Mariam est de nouveau menacé par les rebelles tigréens et érythréens qui ont engagé, depuis dix jours, une offensive en direction d'Addis-Abeba. Un porte-parole du gouvernement a reconnu, mardi 5 mars, que les combats faisaient rage dans les

ravitaillement d'Addis-Abeba, depuis la prise de Massawa par les indépendantistes érythréens.

Selon des sources diplomatiques, les communications de victoire des rebelles sont exagérées, quant au nombre des villes conquises et des pertes subies par l'adversaire. Ainsi, une partie du Godjam serait



provinces du Gondar et du Godjam, dans le nord et le centre du pays. Un communiqué militaire a aussi fait état d'offensives dans les provinces voisines du Wollo et dans le nord du Choa.

Le gouvernement fait ainsi face à une offensive coordonnée des armées du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) et du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui contrôlent déjà la plus grande partie du Nord.

A en croire les rebelles, la totalité de la province du Godjam a été libérée « de l'exploitation imposée par le Parti des travailleurs d'Ethiopie », le parti unique au pouvoir. Ils ont aussi annoncé la prise de Thio, située sur la mer Rouge, au nord d'Assab, le seul grand port de

toujours aux mains des troupes gouvernementales.

Dans le nord du Choa, les rebelles seraient à moins de 200 kilomètres de la capitale, mais leur progression serait ralentie par le fait qu'ils se trouvent parmi une population hostile à leur cause, et qui est attachée à la sauvegarde de l'autorité du pouvoir central.

Ces offensives ont lieu alors que le FPL et le gouvernement éthiopien continuent en vain de discuter de la paix sous l'égide de Washington.

Le régime d'Addis-Abeba propose l'autonomie de l'Erythrée à un mouvement qui contrôle la majeure partie de cette province et qui revendique, depuis trente ans, les armes à la main, le droit à l'indépendance. — (AFP)

ALGÉRIE

Des partis d'opposition préparent les prochaines élections législatives

Sept partis d'opposition ont demandé, au cours d'une conférence de presse tenue, mardi 5 mars, à Alger, la mise en place d'une commission nationale pour préparer les prochaines élections législatives anticipées, prévues, en principe, avant la fin du premier semestre de cette année. Cette commission devrait se substituer au ministère de l'intérieur dans la « gestion technique » des prochaines élections, a précisé, au nom de ses autres partenaires, M. Noureddine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien.

Les sept partis ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à « travailler à l'élimination du système du parti unique toujours au pouvoir, malgré les apparences ». Pour sa part, M. Ahmed Ben Bella, l'ancien chef de l'Etat, a réclamé l'organisation d'une élection présidentielle anticipée pour que « la même logique pluraliste s'impose » à tous les niveaux. Le président Chadli Bendjedid alors candidat unique du FLN, a été réélu, en décembre 1988. — (AFP)

LIVRES

POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Libella
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

EUROPE

URSS : soumis au conseil de la Fédération

Un nouveau projet de traité propose une union « à géométrie variable »

Le Conseil de la Fédération, qui groupe autour de M. Mikhaïl Gorbatchev les présidents des Républiques soviétiques qui acceptent encore de répondre à ses convocations, s'est réuni mercredi 6 mars pour examiner un nouveau projet de traité d'union. M. Boris Eltsine, qui avait boycotté la dernière réunion de ce conseil et dont les relations avec le président soviétique sont au plus bas, y assistait cette fois, indiquant-on dans son entourage.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Rien ne permet d'affirmer que ce nouveau projet de traité aura un destin moins éphémère que ceux qui l'ont précédé et il comporte encore une dizaine de points litigieux laissés en suspens. Mais à onze jours du référendum de M. Gorbatchev sur le maintien de l'union, ce texte présente au moins pour le président soviétique l'avantage d'exister, et surtout d'avoir été pour la première fois signé par des représentants des Républiques. Il s'agit de huit Républiques fédérées sur quinze — les trois slaves (Russie, Ukraine et Biélorussie), la République à majorité slave du Kazakhstan et les quatre d'Asie centrale — ainsi que par dix-huit sous-entités autonomes sur une trentaine devenues nominalement, à la suite des vagues de proclamation de souveraineté, des Républiques « à part entière ».

Cela signifie que, face à l'attitude réfractaire des six Républiques visant l'indépendance totale (les trois baltes, la Moldavie, la Géorgie et l'Arménie) et à l'échec au moins provisoire de M. Eltsine à obtenir la signature d'un traité entre les quatre grandes Républiques soviétiques, le Kremlin — la voix qui semble s'imposer est celle d'un traité négocié entre le centre et les Républiques qui le veulent bien, sans l'imposer aux autres.

C'était l'idée préconisée dès le mois de février par le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, un des hommes présents pour le poste de vice-président de l'Union et auquel M. Gorbatchev a finalement préféré l'apparatchik fidèle Guennadi Iannaev. M. Nazarbajev, un communiste kazakh qui dispose d'un assez d'autorité pour s'opposer parfois au Kremlin, a refusé de choisir entre M. Eltsine et M. Gorbatchev, se posant comme l'homme du compro-

mis politique et du trait d'union entre Républiques slaves et d'Asie centrale. Il a donc repoussé les appels du dirigeant russe à conclure avant le référendum de 17 mars un accord à quatre (Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan) qui aurait constitué le plus sérieux défi au Kremlin. En demandant d'y inclure les quatre Républiques d'Asie centrale, soit finalement des représentants subalternes, ces huit Républiques ont accepté de travailler aux côtés de ceux des ex-autonomes, et sous l'œil vigilant des adjoints de M. Gorbatchev, à la rédaction du nouveau projet de traité dont le texte a été signé le 1^{er} mars et remis aux Républiques.

« Union d'Etats souverains »

La principale nouveauté est qu'il prévoit cette fois-ci explicitement la possibilité d'une Union à « géométrie variable », les Républiques pouvant obtenir des compétences particulières « sous réserve de l'accord des autres participants ». Ce projet de « traité d'Union d'Etats souverains » — et non plus de « l'Union des Républiques socialistes soviétiques », comme le souhaitait encore la Biélorussie — donne aux Républiques le droit de « quitter librement l'Union dans des conditions fixées par ses membres », indique énigmatiquement le texte. Elles ont aussi le droit d'établir des relations diplomatiques dans le cadre d'une « politique étrangère » définie par le centre, et de disposer de leurs barres d'or et de leurs devises. Le président élu au suffrage universel doit obtenir la majorité simple des voix dans toute l'Union et dans la majorité des Républiques. Une double nationalité est prévue, celle de la République et celle de l'Union ; les compétences du pouvoir central et des Républiques donnent ainsi un peu plus de pouvoirs à ces dernières, tout en restant dans les grandes lignes de celles d'un projet présenté par le Kremlin en novembre dernier et refusé alors par plusieurs Républiques, dont la Russie.

Rue du nouveau projet a été approuvé mardi dans son principe par une commission du Parlement russe, mais son président, M. Eltsine, a évité, pour le moment, de se prononcer personnellement. Cela illustre la position délicate dans laquelle il se trouve depuis son appel du 19 février à la démission de M. Gorbatchev et à la remise de ses pouvoirs au conseil de la Fédération, c'est-à-dire à un organe à la composition imprécise qui n'est ni

en mesure, ni même désireux, de s'en charger. Mais, comme chacune des crises précédentes entre les deux rivaux, celle-ci, apparue comme une rupture définitive, a mené à une telle impasse — à la mesure de celle que connaît le pays dans son entier — que chacun d'eux semble prêt à faire des pas en arrière.

A commencer par M. Gorbatchev, qui, après avoir accusé M. Eltsine de chercher à prendre le pouvoir par la force — ce qui, d'après lui, mènerait à une guerre civile — a appelé, deux jours plus tard, à la « concorde » et à une « alliance du centre ». Cet appel paraît surtout viser à isoler son rival dont certains partisans se sont déclarés, à mi-voix, prêts à y répondre. Mais il reste que la campagne anti-Eltsine menée par le Parti communiste — qui n'a fait, comme toujours, que raviver la popularité de la « victime » — a subi un correctif : la semaine dernière, six membres du présidium du Parlement de Russie avaient publiquement souhaité que le congrès des députés russes, convoqué le 28 mars en session extraordinaire à l'initiative des communistes, vote la démission de M. Eltsine. Mardi, ils ont fait marche arrière, avouant reconnaître la « grande popularité » de leur président et se bornant à dénoncer le « culte de la personnalité » dont il s'entoure, sans plus demander sa démission.

Hausse de prix

Deux de ces six « traités », comme les a aussi baptisés la rue à Moscou, sont les signataires, délégués du Parlement de Russie, du nouveau projet de traité de l'Union. Mais ce projet a aussi été signé par le vice-président du Parlement russe, M. Rouslan Khasbulatov, un des bras droits de Boris Eltsine, et ce dernier irait à contre-courant s'il s'opposait trop, dans la mesure où la grande majorité des députés russes — et pas seulement les fractions communiste et ultranationaliste, deux avant-allées — sont favorables à la signature rapide d'un traité d'union respectant « la souveraineté russe ». Reste à connaître l'issue de sa première confrontation avec M. Gorbatchev au conseil de la Fédération et la position qu'il adoptera vis-à-vis du référendum du 17 mars, dont les sondages indiquent qu'en Russie les réponses seront majoritairement en faveur du « maintien d'une union renouvelée », malgré la contradiction dans les termes.

Les divers partis qui soutiennent

M. Eltsine appellent pourtant à y répondre « non », voyant dans ce référendum un plébiscite dont voudrait se prévaloir M. Gorbatchev, incapable de soutien populaire sur un autre thème.

Mais Boris Eltsine pourra toujours se prévaloir du succès, plus massif encore, prévu pour la question annexée qui sera posée le même jour dans la seule Fédération de Russie sur l'élection d'un président au suffrage direct. Il reviendra alors au congrès d'URSS du 28 mars de l'organiser, et M. Eltsine pourrait alors connaître sa consécration. A moins que la population, en Russie et ailleurs, ne vienne bouleverser ces plans, que ce soit par un rejet des urnes ou par tout autre réaction d'exaspération. Des hausses de prix interviennent, en effet, un peu partout en URSS, alors que le gouvernement n'a pas encore appliqué officiellement sa décision en ce sens — ni, a fortiori, commencé à verser les compensations salariales promises. C'était le second sujet, et sans doute non moins brûlant, à l'ordre du jour du conseil de la Fédération.

SOPHIE SHIHAB

La grève des mineurs se durcit

Les mineurs soviétiques ont durci mardi 5 mars leur mouvement de grève, tandis que le premier ministre, M. Valentin Pavlov, déclarait qu'il n'était pas possible de leur donner satisfaction.

Outre des augmentations de salaire, les ouvriers réclament la démission du président Gorbatchev et l'amélioration de leurs conditions de travail. Après un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures diversément suivi, les mineurs de plusieurs points du Kazakhstan, en Sibirie, et du Donbass, en Ukraine, ont entamé une grève illimitée.

Interrogé à ce sujet à la télévision, M. Pavlov a souligné que la chute de la production économique de 5 % dans l'ensemble du pays rendait impossible la satisfaction de la revendication d'une augmentation salariale de 150 %. Le gouvernement « voudrait donner aux mineurs ce qu'ils demandent. Mais où prendre cet argent ? Il faut tenir compte de la situation », a ajouté le premier ministre. — (AFP, Reuters)

BIBLIOGRAPHIE

Un regard féminin sur la « Dame de fer »

Voici le premier livre de bonne tenue consacré à M^{me} Thatcher qui paraît en France. L'auteur est une femme, ce qui n'est pas sans importance. Elle est aussi à cheval sur les deux cultures, puisque, née à Londres d'un père anglais et d'une mère française, elle vit en France depuis plus de vingt ans. Catherine Cullen s'efforce donc d'expliquer Margaret Thatcher aux Français. Elle y réussit d'autant mieux qu'elle n'oublie jamais ce que le personnage, autant que les institutions politiques, peut avoir pour eux de dérangeant.

Ce regard féminin découvre des aspects de la « Dame de fer » rarement mis en lumière. On apprend ainsi que M^{me} Thatcher a une peur terrible du noir et qu'elle conserve toujours sur elle une lampe de poche. Ou encore qu'elle s'est rendue seule à l'hôpital pour accoucher de ses jumeaux. Denis étant allé assister à un match de cricket puis au pub pour célébrer la victoire de l'équipe britannique, et qu'elle en a conçu plus de fierté que de ressentiment.

L'enfance austère de Margaret Hilda Roberts dans l'épicerie paternelle de Grantham (Lincolnshire) puis son adolescence studieuse et son mariage avec un homme plus âgé et surtout plus riche sont retracés sans tendresse excessive. Mais les biographies britanniques, notamment Hugo Young, qui se sont livrés à des recherches beaucoup plus détaillées, ne décrivent pas autrement un itinéraire personnel auquel font défaut les

emportements et les coups de cœur de la jeunesse. « Il était dans les produits chimiques. Moi, j'étais chimiste. Il s'intéressait aux finances. Moi, à l'économie. Nous avions beaucoup de choses en commun », remarque rétrospectivement l'intéressée à propos de sa rencontre avec son futur mari. Elle constate ailleurs, sans fausse gêne et sur le ton de l'évidence : « C'est l'argent de Denis qui m'a permis de démarrer. »

« Une politique de conviction »

La véritable et peut-être la seule passion de M^{me} Thatcher a été la politique. Elle l'avait héritée de son père, qui fut maire de Grantham et dont elle a dit, le jour où elle a franchi la porte du 10 Downing Street, qu'elle « lui devait tout ». La fille d'Alfred Roberts a mis dans l'exercice de la politique une ferveur de missionnaire qui n'était guère d'usage, et semblait même à vrai dire un peu déplacée, au parti conservateur.

Là aussi elle suivait, à sa façon, l'exemple de son père qui prêchait volontiers le dimanche l'église méthodiste. C'est ce ton de croisade perpétuelle qui a surpris d'emblée et dont elle ne s'est jamais départie. « Je ne fais pas une politique de consensus. Je fais une politique de conviction », disait-elle. Jamais elle ne semblait autant à son affaire que lors de l'affrontement. « Je sens affluer l'adrénaline quand je les vois se préparer à m'attaquer »

constate-t-elle à propos de ses adversaires. Elle ne se comportait pas autrement, à l'occasion, avec ses ministres soupçonnés de mollesse, ou avec les hauts fonctionnaires qui osaient lui dire, comme si cela était un argument décisif, que « cela ne s'était jamais fait ». Catherine Cullen raconte drôlement comment les caciques du ministère de l'éducation découvraient avec épouvante, lorsqu'elle prit la tête de ce département, qu'elle voulait qu'ils fassent le jour même...

Le livre s'achève sur la chute de la « Dame de fer », trahie par son parti tout simplement, parce qu'elle risquait de lui faire perdre les prochaines élections. La fin ne manque pas de panache. « Quelle bonne idée ! », lance-t-elle, en plein tumulte aux Communes, lors de la dernière séance, lorsqu'un parlementaire travailliste facétieux lui propose, en guise de retraite, de prendre la direction de la future banque centrale européenne. « Qu'est-ce que je m'amuse ! », ajoute-t-elle devant l'hilarité générale. M^{me} Thatcher doit s'ennuyer un peu désormais.

DOMINIQUE DHOMBRES

► Margaret Thatcher, une Dame de fer, de Catherine Cullen. Editions Odile Jacob, 195 pages, 130 F.

L'opposition du mode de se

Le gouvernement trente-huit can

Le gouvernement a annoncé mardi 5 mars qu'il n'était pas possible de leur donner satisfaction. Outre des augmentations de salaire, les ouvriers réclament la démission du président Gorbatchev et l'amélioration de leurs conditions de travail. Après un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures diversément suivi, les mineurs de plusieurs points du Kazakhstan, en Sibirie, et du Donbass, en Ukraine, ont entamé une grève illimitée.

Interrogé à ce sujet à la télévision, M. Pavlov a souligné que la chute de la production économique de 5 % dans l'ensemble du pays rendait impossible la satisfaction de la revendication d'une augmentation salariale de 150 %. Le gouvernement « voudrait donner aux mineurs ce qu'ils demandent. Mais où prendre cet argent ? Il faut tenir compte de la situation », a ajouté le premier ministre. — (AFP, Reuters)

Le livre s'achève sur la chute de la « Dame de fer », trahie par son parti tout simplement, parce qu'elle risquait de lui faire perdre les prochaines élections. La fin ne manque pas de panache. « Quelle bonne idée ! », lance-t-elle, en plein tumulte aux Communes, lors de la dernière séance, lorsqu'un parlementaire travailliste facétieux lui propose, en guise de retraite, de prendre la direction de la future banque centrale européenne. « Qu'est-ce que je m'amuse ! », ajoute-t-elle devant l'hilarité générale. M^{me} Thatcher doit s'ennuyer un peu désormais.

DOMINIQUE DHOMBRES
► Margaret Thatcher, une Dame de fer, de Catherine Cullen. Editions Odile Jacob, 195 pages, 130 F.

سكزاين لامل

POLITIQUE

Un an avant la consultation

L'opposition affirme son hostilité à la réforme du mode de scrutin pour les élections régionales

Par petites touches, les responsables de l'opposition tracent les limites - réduites - du « consensus » qui a prévalu pendant le conflit du Golfe. Au terme de la réunion hebdomadaire du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi 5 mars, M. Bernard Pons a confirmé que son mouvement était bien résolu « à exprimer son total désaccord avec la politique économique et sociale du gouvernement ». L'UDF, qui tenait le même jour son bureau politique, a produit sur le même sujet un communiqué plus nuancé : « La crise n'a pas fait disparaître les problèmes intérieurs de notre pays. Une nouvelle flambée de chômage et la persistance du déficit extérieur sont des indices alarmants, venus s'ajouter à tous les signes d'une situation à nouveau déclinante. Devant ces profondes difficultés, l'UDF entend conduire sa mission d'opposition et de proposition en gardant un ton mesuré, cohérent avec son attitude pendant la crise internationale ».

On reconnaît dans un tel propos la patte giscardienne. M. Giscard d'Estaing ne veut pas dissiper trop brutalement une atmosphère consensuelle dont on estime, dans son entourage, qu'il peut encore en retirer quelques bénéfices personnels. Qu'ils soient de droite ou de gauche, explique-t-on, les

Français savent toujours reconnaître les bons responsables. Ce raisonnement et cette attitude conduisent l'ancien président de la République à se démarquer d'un RPR qui se pose moins de questions et sonnent également comme une sorte d'avertissement à l'adresse du pouvoir.

Examinant, au cours de leur bureau politique, la réforme du mode de scrutin pour les élections régionales de mars 1992 envisagée par le gouvernement, les dirigeants de l'UDF ont clairement signifié qu'ils en feraient quasiment un test de la bonne volonté du pouvoir. Comme le RPR, l'UDF ne veut pas entendre parler de cette réforme.

Le verdict des ordinateurs

Par principe. « Il n'est pas convenable, a dénoncé M. Pons, de changer de loi électorale un an avant le scrutin. Le PS veut faire passer ses intérêts politiques avant l'intérêt général ». L'UDF note qu'un tel projet paraît « d'autant plus choquant que le parti au pouvoir a saisi l'occasion de ce conflit pour préparer une loi électorale à visée partisane ».

Dans les états-majors de l'opposi-

tion, les ordinateurs ont commencé à tourner. D'après les premiers calculs et dans l'hypothèse la plus sombre, une telle réforme pourrait menacer six régions actuellement détenues par la droite. Seul à reconsidérer, comme le réclame ardemment M. Michel Poniatowski, les rapports locaux avec le Front national, sujet officiellement tabou. Les dirigeants de l'UDF, qui avaient convié à leurs délibérations de mardi les présidents de région de leur parti, préfèrent parier sur la timidité du pouvoir. « On ne veut pas imaginer, estime l'un d'entre eux, que le gouvernement oserait de rompre le climat de consensus sur une affaire de scrutin » - et croire, pour le reste, que l'hostilité de certains responsables du PS (les fabriciens en particulier) à ce projet suffira à l'enterrer.

Une fois l'opposition de principe affirmée, des divergences sont toutefois apparues au sein de ce bureau UDF entre ceux qui, à l'instar de M. Giscard d'Estaing, pensent que « l'avenir est au scrutin régional » et ceux qui, derrière M. Gérard Longuet, gardent un réel attachement au scrutin départemental. Le débat n'est pas allé plus loin. Il a été clos par une autre position de principe, l'UDF ayant demandé officiellement au RPR de s'engager, comme elle, à présenter l'an

prochain des listes uniques partout sur la base de la répartition actuelle des sièges dans les conseils régionaux.

M. Giscard d'Estaing, désireux de donner au RPR des gages d'union, tenait beaucoup à cet engagement. Chacun y a souscrit, non sans une certaine hypocrisie. En vertu des nouvelles mesures de la décentralisation, les élus-majors parisiens sont-ils capables d'imposer quoi que ce soit dans les six régions ?

DANIEL CARTON

Les Verts contre le changement de mode de scrutin aux élections régionales. — M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, s'est élevé, mardi 5 mars, contre le projet du Parti socialiste de modifier le mode de scrutin aux élections régionales qui, selon lui, « vise à marginaliser, entre autres, les Verts ». Il a annoncé le prochain lancement d'une campagne pour le maintien de la proportionnelle, qui, en 1986, alors que le mouvement écologiste était encore naissant, avait permis l'élection de trois Verts dans les conseils régionaux d'Alsace et de Basse-Normandie.

BIBLIOGRAPHIE

René Coty, le président oublié

Edipé par son successeur, le dernier président de la IV^e République a laissé dans la mémoire collective la trace assez peu marquée d'un homme estimé mais effacé et politiquement impuissant. Cette image incomplète, floue et injuste, est corrigée par M. Francis De Baecque, conseiller d'Etat, ancien collaborateur de René Coty, qui montre bien comment son action et son sacrifice ont permis la transition avec la République suivante et facilité l'arrivée sans drame de De Gaulle à l'Elysée après que celui-ci eut été pendant sept mois son ultime « président du Conseil » et le dernier de la IV^e République.

« Homme de bien », comme le qualifie M. Maurice Schumann dans sa préface, René Coty fut pendant son septennat interrompu (1954-1959) un véritable « républicain », comme on l'entendait alors. Son élection peu glorieuse au treizième tour du scrutin versaillais de décembre 1953 par le Congrès du Parlement était surtout révélatrice du système des partis et des majorités fluctuantes dont la IV^e République devait mourir cinq ans plus tard. D'ailleurs, une fois à l'Elysée, le nouveau chef de l'Etat s'est attaché à exercer une magistrature d'influence et de conseil au milieu des crises ministérielles et des sursauts de la guerre d'Algérie, qui à tout entière occupé son quinquennat. Mais, à la différence de ses successeurs, qui incarneront le pouvoir exécutif, il est davantage au service de celui-ci, c'est-à-dire du gouvernement qui en défendait la réalité.

L'auteur montre comment le calme sénateur normand s'est inquiété de l'instabilité des pouvoirs et comment le recours au « plus illustre des Français » lui avait permis le seul moyen d'éviter déchirements et discords. On voit cependant que

le rôle du président de la République n'était pas négligeable ni dans le choix des présidents du Conseil (c'est lui qui a appelé Pierre Mendès France à Matignon) ni dans la présidence des conseils des ministres. Ayant toujours souhaité la restauration de l'Etat et l'équilibre des pouvoirs, René Coty s'est toutefois opposé à l'élection du président de la République au suffrage universel lors du référendum du 28 octobre 1962, un mois avant sa mort, à l'âge de quatre-vingt ans.

Cet ouvrage comble une lacune puisque René Coty, chef d'Etat oublié (Le Monde daté 8-9 janvier 1984), est depuis la dernière guerre le seul président de la République à n'avoir laissé ni Mémoires ni œuvre politique écrite.

ANDRÉ PASSERON

► René Coty tel qu'en lui-même, de Francis De Baecque, Editions STH, 314 p., 130 F.

M. Toubon (RPR) crée une Association pour l'information des citoyens. — M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, qui fut secrétaire général du RPR de 1984 à 1988, publie le premier numéro d'une lettre à paraître toutes les six semaines et tirée à 50 000 exemplaires, dans la perspective des élections législatives de 1993. « Nos concitoyens attendent une alternative qui peut sortir des urnes en 1993 », écrit-il avant d'affirmer que le « gouvernement socialiste est en état de léthargie ». M. Toubon, qui juge sévèrement les tentatives des renouveaux de l'opposition, a créé une Association pour l'information des citoyens, mais se défend de vouloir constituer un nouveau courant au sein du RPR.

POINT DE VUE

Les résultats sont là

M. Jean-Marie Bockel, ancien ministre du commerce et de l'artisanat, membre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, est de ceux qui ne partagent pas l'hostilité de cette tendance du PS envers la politique de M. François Mitterrand dans la crise du Golfe. A M. Chevènement, qui s'est prononcé pour une « refondation » du PS (Le Monde daté 3-4 mars), il répond, dans l'article ci-dessous, que le seul « acte fondateur » possible est l'élaboration d'un projet que les socialistes ont mis en chantier depuis l'an dernier.

par Jean-Marie Bockel

A la crise internationale à laquelle nous sommes actuellement confrontés et dont la phase militaire vient de trouver un terme aura une vertu pédagogique. Les idées reçues, les discours simplificateurs, mêlant catastrophisme et messianisme se sont heurtées à la réalité des faits. Et les faits sont d'autant plus ténus que le monde où nous vivons est complexe.

Ainsi les changements intervenus dans les pays de l'Europe de l'Est ont donné naissance à des analyses où la fin de Yalta était spontanément synonyme de paix. Or, c'est le contraire qui se produit. Nous sommes entrés dans une ère de tensions, qui a rendu la guerre à nouveau possible. Cette période, aussi imprévisible qu'instable, durera tant que le nouvel ordre international, qui émerge, ne sera pas suffisamment établi pour garantir le droit.

D'autre part, l'attitude de la société française, avec ses forces et ses faiblesses, a pour l'heure donné tort à ceux qui prédisaient, durant la guerre du Golfe, un affrontement violent entre les communautés vivant sur le territoire national. L'inquiétude, réelle et perceptible, n'a jamais cédé au désespoir, et la guerre civile, que certains annonçaient avec beaucoup de légèreté, n'a pas eu lieu. La politique d'intégration impulsée par le gouvernement et que nous relayons dans nos villes et nos quartiers n'a pas été remise en cause.

Il est trop tôt pour tirer toutes les conséquences de la confrontation actuelle. Conseils, cependant, la prudence à ceux qui sonnent le glas de la dimension méditerranéenne de la politique française. Cette analyse est, en effet, fondée sur une conception globalisante du tiers-monde, aujourd'hui dépassée. La réalité, à aussi, montre des situations suffisamment diversifiées pour qu'on n'entretienne plus, par exemple, le mythe de l'unité du monde arabe.

La prise en compte de la complexité des relations internationales est une nécessité pour tous ceux qui en France - et plus précisément à gauche - ont pour ambition de donner une autre perspective à l'action politique. Le président de la République, dans

sa gestion clairvoyante et maîtrisée d'une crise majeure, a su intégrer cette complexité dans les choix politiques qu'il a été amené à faire au nom de la France. Les résultats sont là : la Conseil de sécurité de l'ONU joue à nouveau un rôle de régulation internationale ; le Koweït est libéré sans remise en cause de l'intégrité territoriale de l'Irak ; la France, par une action diplomatique propre, tient son rang et pourra faire entendre sa voix à la table de la négociation, en vue d'établir une paix juste et durable dans toute la région.

Cette réalité est contestée par ceux qui persistent que le dénouement de la crise du Golfe allait donner tort, à la fois, aux plus hautes instances de l'Etat et à la direction du Parti socialiste. Certes, la politique est en crise aujourd'hui : crise d'identité, qui montre nos concitoyens, faute de repères, tentés par le repli sur soi et séduits par les solutions simplistes ; crise de légitimité des hommes politiques, qui, en n'incarnant plus la vertu de l'action collective, laissent le champ libre à la montée des intérêts particuliers.

Une vraie synthèse

Pour relever ce défi d'une société dépolitisée, il est, pour la gauche, un acte fondateur et un seul : c'est l'élaboration d'un projet pour l'an 2000, sachant lier méthode et morale de l'action. Face à la grande transformation du monde qui se déploie devant nous, la pensée politique de gauche doit, pour se renouveler, abandonner les raisonnements exclusifs. Gardons-nous, aussi, d'une vision binaire, incapable de prendre en compte les différentes facettes d'un même problème. Nous ne pouvons avoir réponse à tout. La marche du monde et l'évolution d'une société ne sont pas pré-déterminées par des grilles de lecture.

Il n'est plus possible de continuer à dire que, depuis vingt ans, nous avons toujours eu raison et que l'Histoire, demain, confirmera forcément nos analyses. Cette démarche est devenue insupportable, et il nous faut, aujourd'hui, pratiquer le doute méthodique. Cela nous aurait évité des jugements péremptifs dans la période récente : sur la réalité du régime du Saddam Hussein, sur le rôle international des Etats-Unis, ou encore sur la place de la France en Europe... A cette condition, nous réussirons cet indispensable agglomérament.

Cette mise à plat de nos cadres d'analyse et de nos modes de réflexion ne se fait pas spontanément, car la résistance des schémas de pensée confortables est grande. Et pourtant, parce que cette démarche est vitale pour l'avenir de la gauche, la petite musique du projet se fait entendre chaque jour davantage. Quelle meilleure façon, à travers un vrai débat excluant la langue de bois, de rendre à la pensée socialiste sa force d'entraînement ? Voilà le chemin d'une vraie « synthèse » pour les socialistes, afin de dépasser ce qu'on a appelé la « logique de Rennes ».

Dix ans après la première élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, la confrontation entre les deux cultures, entre les deux « cultures », est désormais dépassée. Les clichés archaïques, les positionnements tactiques, les tentations minoritaires ne résisteront pas à cette volonté collective de donner un nouvel horizon au socialisme.

► Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, est président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale et maire de Muthouse.

Le gouvernement crée trente-huit cantons

Le Journal officiel du 28 février a publié plusieurs décrets du 27 (Le Monde du 2 mars) portant création, modification ou suppression de cantons dans quatorze départements de métropole. Celui du 1^{er} mars publie deux autres décrets du 28 février concernant deux départements d'outre-mer.

Ce découpage cantonal intervient un an avant les élections cantonales qui ont été repoussées de mars 1991 à mars 1992 pour coïncider avec le renouvellement des conseils régionaux. Il aboutit à la création de trente-huit cantons supplémentaires (trente-quatre en métropole dans treize départements et quatre outre-mer). Deux cantons sont supprimés au Havre (Seine-Maritime) et à Versailles (Yvelines). Bien que la population du nouveau canton du Havre reste inférieure à la moyenne départementale, la majorité RPR-UDF du conseil général qui défend les deux anciens cantons s'oppose au nouveau découpage. Les deux élus devaient déposer un recours au Conseil d'Etat. Le canton de Versailles-Ouest est en partie rattaché au canton de Versailles-Nord-Ouest et le reste donne naissance au nouveau canton de Montigny-le-Bretonneux.

Quatre cantons voient leurs limites modifiées (deux dans le Pas-de-Calais où les communes de Cucq et du Touquet-Paris-Plage sont détachées du canton d'Emples et rattachées à celui de Montreuil ; et deux à la Réunion où les cantons I et II de Saint-Louis sont redécoupés) sans que cela aboutisse à une augmentation ou à une diminution du nombre de cantons.

Plus limité que ce qui avait été annoncé - M. Pierre Joxe avait avancé le chiffre d'environ soixante-dix cantons supplémentaires tandis que son successeur, M. Philippe Marchand, avait parlé d'une cinquantaine - ce découpage touche principalement des zones fortement urbanisées et des grandes agglomérations. Il a été effectué à partir des résultats du recensement de 1990. Le Conseil d'Etat qui, dans ce type de procédure, est appelé à donner son avis, n'a contesté qu'un cas, celui de l'agglomération de Blois dont le maire est M. Jack Lang.

Tous les cantons concernés par le découpage n'appartiennent pas à la série renouvelable en 1992. Les conseillers sortants devront choisir d'ici au 10 mars le canton qu'ils veulent représenter jusqu'à l'échéance normale de leur mandat en 1994. Tous les autres seront soumis à élection ou réélection en mars 1992.

Sont mentionnés ci-après les cantons créés ou supprimés : — Bouches-du-Rhône : les cantons d'Istres et Berre-l'Etang sont remplacés par ceux d'Istres-Nord, Istres-Sud, Berre-l'Etang et Virrolles ; création des cantons de Châteauneuf-Côte-Bleue, Pélissanne et des Pennes-Mirabeau ; le

canton de Martigues est divisé en deux (Martigues-Ouest et Martigues-Est) ;

— Calvados : création du canton de Lisieux-III ;

— Finistère : l'agglomération de Brest, qui comptait huit cantons, est découpée en dix cantons, seuls quatre des anciens cantons ne sont pas modifiés mais ils changent de noms ;

— Gard : création du canton de Rhodéz-Vidourle ;

— Hérault : redécoupage de trois cantons de Montpellier (III, V et VIII) pour créer trois nouveaux cantons : Castelnau-le-Lez, Lattes, Pignan ;

— Ille-et-Vilaine : redécoupage des cantons Nord et Est de Rennes pour créer les cantons de Betton et Cesson-Sévigné ;

— Lot-et-Garonne : redécoupage des trois cantons de Blois-I, III et IV pour la création de quatre nouveaux cantons ;

— Nord : découpage en deux des cantons de Villeneuve-d'Avesq, Secin et Douai-Ouest ;

— Pas-de-Calais : création de neuf cantons de Douvrin, Montigny-en-Gohelle, Dainville, Divion, Berck, Noyelles-sous-Lens, Sains-en-Gohelle, Béthune-Est, et du Portel ;

— Seine-Maritime : les cantons du Havre-I et du Havre-II composent le nouveau canton du Havre-I ;

— Seine-et-Marne : création des cantons de Combs-la-Ville et du Méso-Su-Seine ;

— Tarn-et-Garonne : l'agglomération de Montauban, qui était découpée en quatre cantons, l'est en six ;

— Yonne : création de deux cantons supplémentaires à Auxerre ;

— Yvelines : création du canton de Montigny-le-Bretonneux par découpage de l'ancien canton de Versailles-Ouest, le reste de ce dernier est fusionné avec l'actuel canton de Versailles-Nord-Ouest ;

— Réunion : division en deux du canton de Saint-Benoît ; la commune de Saint-Paul, divisée jusqu'à présent en trois cantons, l'est en cinq ;

— Guadeloupe : division en deux du canton de Saint-Martin.

Colloque sur la démocratie participative. — La lettre Transversales et M. Michel Hervé, député et maire (PS) de Parthenay, organisent les 8 et 9 mars à Parthenay (Deux-Sèvres), sous le parrainage du Monde diplomatique, un colloque « Ville, entreprise, Europe : trois champs d'action pour la démocratie participative ». Les intervenants tenteront de voir dans quelle mesure les expériences de démocratie participative, telles qu'elles peuvent être envisagées dans l'entreprise et la ville, sont transposables dans la construction européenne.

► Palais des congrès de Parthenay. Tél : 49-95-18-70.



MAREK HALTER

Un homme, un cri

« Un homme, un cri » est un engagement supplémentaire. Affirmation d'une foi humaniste en période de grand silence des idéologies. Raphaëlle Rérolle / LE MONDE

J'aimerais, au-delà du bruit et de la fureur de l'histoire présente, qu'on lise le livre de Marek Halter comme un avertissement. Philippe Sollers / LE FIGARO

« Un homme, un cri » va bien plus profond que les livres hâtifs qui traitent en ce moment de la guerre. Lisez ce récit avant qu'il ne soit trop tard. Bernard Kouchner / LE NOUVEL OBSERVATEUR

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche lundi

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Inaugurant le nouveau bâtiment de l'Institut Pasteur

M. Rocard assure que « les crédits consacrés au sida seront maintenus »

Inaugurant le nouveau bâtiment de l'Institut Pasteur destiné à la recherche sur le sida et les rétrovirus, le premier ministre, M. Michel Rocard, a déclaré, mardi 5 mars, « que l'ensemble des crédits consacrés au sida sera maintenu » et ne devrait donc pas être affecté par le plan d'économie consensuel à la guerre du Golfe. Rappelant que le gouvernement avait voté en 1989 et 1990 une loi de 1989 et 1990 multipliant par quatre les crédits consacrés à la prévention et par trois ceux consacrés à la recherche, M. Rocard a ajouté : « Il nous appartient de poursuivre notre effort et de mobiliser nos énergies pour la lutte contre les fléaux qui assaillent l'humanité et dont le sida fait partie ».

D'autre part, selon des statistiques publiées par le Bulletin épidémiologique hebdomadaire, le nombre des cas cumulés de sida au 31 décembre 1990

est estimé, en France, à 14 762. Selon la direction de la santé, « si l'on fait l'hypothèse d'une sous-déclaration représentant 10 à 20 % du total des cas déclarés, le nombre de cas diagnostiqués depuis le début de l'épidémie serait compris entre 16 200 et 17 700 ».

D'après l'analyse des 13 145 cas recensés (dont 279 cas pédiatriques et 1 943 cas féminins), les hommes restent les plus touchés par la maladie (5,8 hommes pour 1 femme). Mais la proportion des femmes diagnostiquées en 1989 continue à augmenter (15,9 % en 1990). L'âge moyen de diagnostic est passé de vingt-sept ans en 1985 chez les femmes à trente-quatre ans en 1990. Cette « tendance au vieillissement » n'est pas observée chez les hommes.

Ces données montrent que l'entrée dans la maladie s'accompagne d'une augmentation depuis 1985 de la fréquence du syndrome cœliac et, depuis 1985, de la toxoplasmose cérébrale. D'autres atteintes accompagnant l'infection par le virus du sida restent comme, par exemple, le cancer de Kaposi (depuis 1986) et l'infection à virus herpès (depuis 1984).

La région la plus touchée reste celle des Antilles-Guyane (699 cas par million d'habitants). Viennent ensuite, par ordre décroissant, la région Ile-de-France (659 cas par million d'habitants), la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (438), l'Aquitaine (186), le Languedoc-Roussillon (166) et la région Midi-Pyrénées (143). Sur les 13 145 cas, 766 concernent des transfusés et 173 des hémophiles.

Le ministre délégué à la santé ne veut plus nommer les « patrons » hospitaliers

Quelques semaines avant l'examen, à l'Assemblée nationale, du projet de loi sur la réforme hospitalière, M. Bruno Durieux, le ministre délégué à la santé, vient de rappeler devant l'inter-syndicale nationale des médecins hospitaliers, les grandes lignes et la philosophie de ce texte.

Il a annoncé qu'il déposerait des amendements allant dans le sens d'une « simplification » et d'une « clarification » du projet. A propos des conditions de nomination des chefs de service, il a déclaré : « Je sais que je marche sur un champ de mines, mais je vais tenir un raisonnement simple : aujourd'hui, les chefs de service sont nommés par le ministre de la santé. C'est un grand honneur pour lui. Mais comment les nommer

avec pertinence sachant qu'on ne les connaît pas tous ? ».

Jugeant cette procédure « extrêmement centralisée », M. Durieux s'est déclaré partisan de « laisser le choix de la modalité de désignation du chef de service à l'établissement, au conseil de l'établissement ou par proposition par exemple de la commission médicale d'établissement ».

Initialement, le texte du projet de loi de réforme hospitalière, établi par M. Claude Evin, prévoyait la mise en place de deux types de structures de soins, les « services », dont le chef reste nommé par le ministre de la santé, et les « départements », dont le chef serait nommé par le conseil d'administration sur proposition des praticiens du service.

Selon l'INSEE

Un demi-million de Français sont hébergés dans des établissements hospitaliers

Selon une enquête de l'INSEE, publiée mardi 5 mars, environ 520 000 personnes adultes étaient hébergées, en France, pour une période indéterminée, dans des hôpitaux, maisons de retraite ou hospices à la fin 1987. Environ 73 000 d'entre elles étaient suivies pour des séjours de plusieurs mois dans des hôpitaux psychiatriques.

D'autre part, toujours à cette même date, la perte totale d'autonomie à un âge avancé obligeait 60 000 patients à rester alités dans les services de soins de longue durée des hôpitaux, tandis que 48 000 adultes handicapés étaient accueillis dans des centres. Environ 310 000 personnes vivaient dans des maisons de retraite ou hospices. Ce bilan, souligne l'INSEE, montre la part prépondérante des personnes âgées dans les établissements ayant vocation à porter aide et assistance.

POLICE

La formation des gardiens de la paix

Des apprentis policiers dans les HLM marseillaises

Une école nationale des gardiens de la paix s'est ouverte, le 18 février, dans les quartiers nord de Marseille. C'est la première expérience de ce type lancée par la direction générale de la police nationale, qui en attend une meilleure insertion des policiers en milieu urbain et une présence affirmée dans les quartiers difficiles des grandes villes.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« La ZUP, ça devient une zone d'urbanisation policière », ironise Miloud, un beur de la cité Jean-Jaurès, à la mi-temps d'un match de football que les habitants des tours suivent de leur balcon. D'un coup de menton, il désigne un immeuble de dix étages planté à un jet de ballon de la. Une barre HLM, coincée entre usines et rocades, dans laquelle quatre cents policiers viennent d'emménager.

Sur la touche, le long du terrain de foot, les nouveaux voisins se font aussi discrets que possible. Mais les couleurs « fluo » de leur survêtement les désignent aussi sûrement que des chaussettes à pois. Chaque élève-policier a dû endosser cette tenue sportive : « l'uniforme des jeunes Arabes de banlieue », selon M. Marc Olive, le directeur de l'école — qui a été préféré à l'habit policier. Car les consignes sont à la prudence, dans ces quartiers nord de Marseille qui n'en finissent pas de traîner leur mauvaise réputation : ne pas sortir seul, mais se déplacer en petits groupes ; ne pas couper à travers les cités réputées les plus « dangereuses », que des policiers locaux considèrent comme des *no man's land*. Les élèves-gardiens n'en ont

pas moins été pris à partie. Gentiment. « Ce sont des jeunes, pas des policiers, commente un cagouleur à peine moins âgé qu'eux. On a décidé de les embêter un peu. Juste ce qu'il faut pour les tester ». Rien de bien méchant : le « test » s'est limité à des insultes et des imitations de caquages, aggrémentées de jets de pommes de pin. « Nous, on a un peu les jetons », confesse un des stagiaires, qui seront titularisés à l'issue de leur formation. On doit éviter toute provocation. Mais sans se laisser marcher dessus, car on représente déjà la police ». Visiblement, il faudra du temps pour que les élèves-gardiens ne soient plus perçus comme des « étrangers » au quartier.

Les commerçants rassurés

Sur le chemin de l'école de police de Marseille, située à un quart d'heure de marche de la résidence des policiers, les commerçants ne cachent pourtant pas leur satisfaction. Bien qu'agressés deux jours plus tôt, « mais c'était la première fois en vingt ans et les types n'étaient pas du quartier », une pharmacienne se dit « rassurée » par la nomination des stagiaires. Un couple d'Algériens, qui tiennent une épicerie-bar, se réjouissent également d'avoir, enfin, des policiers dans le quartier.

Bien sûr, les chauffeurs de taxi refusent toujours de s'aventurer dans les deux cités qui encadrent l'école de police : « Plusieurs collègues ont été agressés par des voyous de la Paternelle et de la Simiane », explique l'un d'eux. Mais les automobilistes ont recommencé à garer leurs voitures le long des hautes grilles de l'établissement. Déjà, quelques voleurs à la rou-

lotte — l'un d'eux a quatorze ans — ont été interpellés en flagrant délit. « La rue est plus calme, on arait moins les vols d'autoradios », lance un retraité, à travers les barbelés défendant le portail de son pavillon.

Edienne arrive d'un coin tranquille de France. Besançon. Comme la plupart des stagiaires, il n'avait jamais habité en HLM. D'où un « sacré choc » en découvrant sa chambre individuelle et la vie en banlieue. Avec ses conflits de voisinage : des locataires d'un immeuble proche se sont plaints du « tapage nocturne » fait par des élèves au cours d'une soirée trop arrosée. Avec, aussi, l'insécurité d'un certain sentiment d'insécurité : les futurs policiers ne garant pas leur voiture en bas de l'immeuble, depuis que des voleurs et des vandales se sont intéressés de près à des véhicules. Et puis, Edienne découvre les jeunes des cités : « C'est bizarre, ils n'ont pas du tout peur des flics. Un uniforme et une carte de police, ça ne leur fait ni chaud ni froid ».

Après leur année de formation, les gardiens de la paix rejoindront leur première affectation. Comme pour tous les policiers de France, il s'agit souvent d'un poste dans une grande ville ou sa banlieue. Ceux de Marseille seront moins déçus que leurs collègues formés dans le vase clos des autres écoles de police qui, avec leurs dortoirs aux allures militaires et leur régime d'internat, sont pour la plupart perdus au fond des campagnes.

ERICH INCYAN

SCIENCES

La NASA révisé à la baisse son projet de station spatiale

La NASA vient de réviser à la baisse les dimensions et le coût de la future station spatiale américaine Freedom. Le projet modifié a été transmis au Conseil national de l'espace, et les propositions finales doivent être soumises au Congrès le mois prochain, à l'indiqué, mardi 5 mars à Washington, un porte-parole de la NASA, M. Mark Hess.

Proposée il y a sept ans par le président Ronald Reagan, la station devait, à l'origine, être longue de 154 mètres pour un poids de 300 tonnes et accueillir jusqu'à huit astronautes. Freedom devait être montée, pièce par pièce, dans l'espace.

Selon M. Hess, les plans révisés de la NASA respectent les exigences du Congrès qui avait demandé que le coût global, estimé à 37 milliards de dollars, soit réduit de 6 milliards. La partie centrale de la station passera de 154 mètres à 90 mètres, « voire moins ». L'équipage a été limité à quatre hommes, et l'espace qui lui sera réservé est diminué de moitié. Les modules habités devraient être montés au sol, ce qui réduira les sorties d'astronautes dans l'espace. Six panneaux solaires au lieu de huit seront utilisés pour fournir de l'énergie à la station, a précisé en outre le porte-parole de la NASA. Les expériences seront limitées à la biologie et aux sciences de la matière.

L'assemblage de la station dans l'espace devrait commencer en 1995 et elle devrait être habitée de manière permanente par une équipe de quatre personnes vers l'an 2000. (AFP.)

DÉFENSE

Plusieurs personnalités fondent une association de soutien aux armées françaises

Sous la présidence du général (CR) Alain de Boissieu, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, ancien grand chancelier de la Légion d'honneur et gendre du général de Gaulle, a été créée une Association nationale de soutien aux armées françaises (ANSAF). Cette association (1) a annoncé qu'elle militerait « pour que les armées françaises acquièrent les moyens propres à l'accomplissement de leur mission, qu'elles retrouvent une position dans la société digne de leur valeur et de leurs qualités et pour qu'elles reçoivent du pays le respect et la considération qu'elles méritent ».

Dans l'immédiat, l'ANSAF — dont les trois vice-présidents sont MM. Pierre Messmer, ancien premier ministre sous la présidence de Georges Pompidou, et ancien ministre des armées du général de Gaulle, Michel Poniatowski,

ancien ministre d'Etat, et Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne — se propose d'engager une réflexion sur les leçons à tirer de la guerre du Golfe pour la politique extérieure et militaire.

Du comité de parrainage de l'association sont notamment membres MM. Yves Durand, ancien recteur des académies de Rouen, puis d'Als-Marseille; Jacques Foccart, ancien secrétaire général pour la Communauté, les affaires africaines et malgaches, sous la présidence du général de Gaulle; Robert Galley, Raymond Triboulet et Robert Pandraud, anciens ministres, et le général Jean Delmas, ancien chef d'état-major de l'armée de terre.

(1) ANSAF, 13 rue Félix-Faure, 75015 Paris.

Mort de Lord Penney l'un des « pères » de la bombe H britannique

Considéré en Grande-Bretagne comme l'un des principaux responsables de la recherche nucléaire à des fins militaires, William George Penney, mathématicien et physicien de formation, est mort, dimanche 3 mars, à East-Hendred (Oxfordshire), à l'âge de quatre-vingt-un ans. Dans les années 50, Lord Penney a travaillé à l'élaboration de la bombe A puis de la bombe H britanniques aux centres de recherches

de Fort-Halstead (Kent) et d'Aldermaston (Berkshire).

[Né le 24 juin 1909, William George Penney quitta l'enseignement en 1944 et rejoignit des chercheurs britanniques qui travaillaient, aux côtés de confrères américains, à la mise au point des armes nucléaires au centre de Los Alamos. A partir d'un avion d'observation, il assista au lancement, le 9 août 1945, d'une bombe nucléaire américaine sur la ville japonaise de Nagasaki. De 1946 à 1967, il se consacra à la conception de ces armes nucléaires par la Grande-Bretagne (la première bombe A est testée en 1952 et la première bombe H en 1957), dont il est l'un des principaux artisans ; puis il participe à la préparation des discussions qui conduiront au traité d'interdiction des essais nucléaires aériens, en 1963, et aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne. Après 1967, Lord Penney renoua avec l'enseignement, notamment comme recteur à l'Imperial College, qu'il abandonna en 1973 pour prendre sa retraite.]

Les conséquences de l'épidémie de choléra

Plusieurs pays européens vont interdire des produits alimentaires en provenance du Pérou

Selon un bilan établi, mardi 5 mars, par le ministère de la santé péruvien, l'épidémie de choléra aurait touché depuis la fin du mois de janvier environ 50 000 personnes. Deux cent dix malades seraient décédés des suites de cette épidémie. D'autre part, les autorités sanitaires équatoriennes ont annoncé que l'épidémie avait fait sa première victime à Bajo-Alto, une petite ville située non loin de la frontière avec le Pérou.

Les conséquences économiques

commencent à se faire nettement sentir : selon M. Juan Lira, président de la chambre de commerce de Lima, les pertes à l'exportation s'élèveraient pour l'instant à 150 millions de dollars. Ce manque à gagner risque de s'aggraver après la décision prise ces jours derniers par plusieurs pays européens d'interdire ou de contrôler des produits alimentaires en provenance du Pérou.

Ainsi la France a-t-elle décidé d'interdire l'importation de pois-

sons et de produits de la mer. En Belgique, l'interdiction frappe en outre l'importation des fruits et légumes frais ou surgelés. En revanche, les Allemands ont décidé de ne rien interdire mais, simplement, d'ouvrir une enquête sur la présence ou non du bacille du choléra dans les aliments importés du Pérou. Les Pays-Bas et l'Espagne ont également pris des mesures restrictives concernant les importations. — (AFP.)

Après des contrôles inhabituels aux frontières

Relance du débat sur l'avortement en Allemagne

Plusieurs cas d'excès de zèle de la police allemande des frontières, rapportés par le magazine *Der Spiegel*, ont provoqué une vive émotion en Allemagne et relancé le débat passionnel sur la législation de l'avortement dans l'Allemagne unifiée.

BONN

de notre correspondant

Aller faire interrompre une grossesse à l'étranger constitue un délit dans le droit allemand. Fort de ce constat, un fonctionnaire de police particulièrement zélé s'était cru, récemment, autorisé à contraindre une femme suspectée d'avoir avorté aux Pays-Bas à subir un examen gynécologique dans un hôpital proche de la frontière. L'émotion que suscita cette affaire obligea, lundi 4 mars, le porte-parole du ministère de l'Intérieur à reconnaître qu'un cours des cinq dernières années « deux cas de ce type » avaient été signalés à la frontière germano-hollandaise.

Ces révélations ont suscité de nombreuses réactions dans une partie de la classe politique : « C'est un retour au Moyen-Age », s'est écriée M^{me} Irmgard Adam-

Schwartz, ministre du logement (FDP). Le ministre des femmes, M^{me} Angela Merkel (CDU), a déclaré de son côté que « la réforme du paragraphe 218 [qui réglemente l'IVG] devrait éviter le renouvellement de tels incidents ».

Une voie moyenne

Si des femmes allemandes vont encore, comme dans la France de l'avant-loi Veil, se faire avorter dans des cliniques néerlandaises, c'est que la loi ouest-allemande de 1975 interdit en principe l'IVG, sauf si un médecin délivre une autorisation fondée sur une indication médicale ou sociale. Dans certains Länder, comme la Bavière ou le Bade-Wurtemberg, où les chrétiens démocrates gouvernent sans partage, ces autorisations sont délivrées de manière très restrictive, ce qui contraint les femmes à se rendre dans un Land plus laxiste ou à l'étranger, principalement aux Pays-Bas ou en Autriche.

Le traité d'unification entre la RDA et la RFA prévoyait le maintien, pour deux ans au maximum, d'une législation différente à l'Ouest et à l'Est. Dans l'ex-RDA, l'avortement est libre jusqu'à la douzième semaine de grossesse. Il

va falloir maintenant établir une législation unifiée qui fait déjà l'objet de vives polémiques. Les partisans d'une législation restrictive s'appuient sur un jugement de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui estime que la dépeçalisation de l'avortement est anticonstitutionnelle. Les sociaux-démocrates, les libéraux, et même certains chrétiens démocrates comme M^{me} Sabine Bergmann-Pohl, secrétaire d'Etat à la santé, sont favorables à la suppression pure et simple du paragraphe 218.

La présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süsmuth (CDU), qui fut ministre de la santé, s'est prononcée pour une « voie moyenne » entre la législation occidentale en vigueur, qui ferait obligation aux femmes d'avoir un entretien dans un « centre de conseil » avant de décider elles-mêmes si elles persistent dans leur intention d'interrompre leur grossesse. Cette solution de compromis se heurte cependant au lobby des partisans acharnés de la « protection de la vie avant la naissance », qui trouve ses principaux appuis dans l'Eglise catholique et la CSU bavaroise.

LUC ROSENZWEIG

JUSTICE

La cour d'appel condamne

La cour d'appel d'Appel et Garonne a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

La cour d'appel a rendu, vendredi 1^{er} mars, un jugement condamnant assistants sociaux et aides sociales le 28 juin dernier à la prison avec sursis par défaut de comparution à l'audience de non-déclaration de crime. Le Monde du 3 juillet. Le Monde reprochait à M^{me} Anne-Marie mann, médecin et inspectrice de la DDASS, de s'être livrée à des actes de violence contre un service de soins sociaux à l'enfance et d'avoir tué une fillette de neuf ans par une balle en « allant chercher les autorités judiciaires et autres services ».

JUSTICE

Le dédale des textes sur la protection des enfants

La cour d'appel d'Agen relaxe des travailleurs sociaux condamnés pour non-dénonciation d'un viol

La cour d'appel d'Agen (Lot-et-Garonne) a relaxé, vendredi 1^{er} mars, un médecin et deux assistantes sociales condamnées le 28 juin dernier à six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel d'Auch pour non-dénonciation de crime (le Monde du 3 juillet). La justice reprochait à M^{me} Annick Pohlmann, médecin et inspecteur de la DDASS, Christine Kuentzmann, attachée départementale au service de l'aide sociale à l'enfance, et Liliane Giustiniani, assistante sociale-chef, d'avoir eu connaissance du viol d'une fillette de neuf ans par son père sans en «alerter aussitôt les autorités judiciaires et administratives».

Il y a trois ans, une fillette de neuf ans violée par son père était admise à l'hôpital d'Auch. Le médecin et les assistantes sociales avaient alors aisément deviné ce qui se passait, mais le dossier avait mis dix jours à parvenir à la gendarmerie. Inculpées de non-dénonciation de crime, le médecin et deux des assistantes sociales avaient été condamnées, un an et demi plus tard, par le tribunal correctionnel d'Auch à des peines sévères : six mois de prison avec sursis. Ce jour-là, les trois femmes avaient eu le sentiment de faire les frais d'un dysfonctionnement collectif et interjeté appel.

« Un record d'inefficacité administrative »

La cour d'appel d'Agen vient de leur donner raison. Dans un long arrêt rendu le 1^{er} mars, elle relaxe les prévenues. Non parce qu'elle voit dans le silence des assistantes sociales et du médecin un respect scrupuleux du « secret professionnel » : cette notion est écartée d'emblée. La cour d'appel estime tout bonnement que, dans cette affaire, il n'y a pas matière à poursuites. La dénonciation – qui est pour tous une obligation rappelée la cour d'appel – doit être adressée aux « autorités administratives et judiciaires ». C'est ce qui a été fait.

Dès le 6 février 1989, soit le lendemain de l'hospitalisation de l'enfant, le docteur Peudecerf, qui avait soigné la fillette, avertissait le médecin-inspecteur de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS). Le docteur Peudecerf ne choisissait sans doute pas la leçon intermédiaire, mais la dénonciation était faite. Les « autorités administratives et judiciaires » étaient prévenues. « Il ne saurait être reproché à quiconque de ne pas s'être adressé à l'autorité strictement compétente », conclut la cour d'appel d'Agen. Il appartenait au médecin-inspecteur de la DDASS de faire le nécessaire.

Le nécessaire, ce jour-là, n'a pourtant pas été fait. Malgré l'hospitalisation et les blessures, la gendarmerie d'Auch ne sera prévenue que le 15 février 1989 : le dossier est resté dix jours dans le bureau

du médecin-inspecteur de la DDASS. Un « record d'inefficacité administrative », se contente de noter l'arrêt de la cour, qui s'interroge sur ce long retard : est-il dû à une interrogation sur les « problèmes éthiques liés au secret professionnel » ou à une « hésitation concernant le choix du service compétent » ? La cour d'appel d'Agen, qui se garde bien de trancher, se permet d'avancer une troisième hypothèse, nettement plus terre à terre : le drame, note-t-elle, a eu le tort de coïncider avec une période de vacances scolaires.

Ce jour-là, le retard aurait pu avoir des conséquences dramatiques, mais la cour d'appel d'Agen estime, malgré tout, que ce dysfonctionnement ne peut pas être sanctionné par la loi pénale : il n'y a là qu'une « faute de service », qui aurait pu, en d'autres circonstances, demeurer bascule. Une faute de service « regrettable », conclut la cour d'appel, qui précise que la réparation peut en être demandée devant les juridictions de l'ordre administratif.

La cour aurait pu en rester là. Elle en a, pourtant, décidé autrement. Dans un long développement qui évoque le problème de la

dénonciation des crimes sur les mineurs de moins de quinze ans, les magistrats se livrent à une exégèse pointilleuse des textes existants avant de conclure, non sans découragement : « Les textes législatifs gouvernant la matière n'apparaissent pas comme faciles à interpréter ou à appliquer. » Dououreux constat d'impuissance : les textes se chevauchent dans un carrousel dédaillé où il est parfois bien difficile de se retrouver.

A qui ces crimes doivent-ils être dénoncés ? En cas de sévices ou de privations sur mineur de moins de quinze ans : aux autorités médicales ou administratives chargées des actions sanitaires et sociales. En cas de présomption de viol ou d'atteinte à la pudeur : au procureur de la République. Une complexité accrue, ces dernières années, par la décentralisation qui a sacré deux autorités administratives : le président du conseil général et le préfet. Face à ce dédale, une modification a fini par intervenir le 10 juillet 1989 : en matière de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs, le seul interlocuteur est le président du conseil général, chargé d'aviser, sans délai, l'autorité judiciaire.

« Complexité de la situation légale », résume la cour d'appel d'Agen avant de citer de longs extraits d'un rapport sur la protection et le statut de l'enfant publié en 1990 par le Conseil d'Etat. Comment appliquer des textes qui « ne définissent pas de façon univoque l'autorité à laquelle la dénonciation peut être faite » ? Les extraits du rapport du Conseil d'Etat cités dans l'arrêt commentent, eux, par des mots sans équivoque : « certaines modifications s'imposent... »

La cour d'appel d'Agen conclut l'arrêt par une dernière facétie teintée d'humour. Evoquant la lenteur de la transmission du dossier, les magistrats se demandent avec grand sérieux ce qui se serait passé si la dénonciation avait été examinée avec une telle lenteur par... l'autorité judiciaire. Une question « qu'il convient de se poser », ajoute laconiquement la cour d'appel. Il faudrait « rechercher, si l'autorité judiciaire responsable des retards aurait pu être poursuivie judiciairement ». Le parquet aurait alors dû se résoudre à poursuivre... le parquet.

ANNE CHEMIN

Après le verdict des assises de Meurthe-et-Moselle

Madeleine et Simone Weber se pourvoient en cassation

Simone Weber, soixante ans, a formé, lundi 4 mars, un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle du 28 février qui la condamnait à vingt ans de réclusion criminelle pour le meurtre de Bernard Hettier, son ancien amant, commis le 22 juin 1985.

Selon l'un de ses avocats, M^{me} Alain Behr, « ce pourvoi s'inscrit dans la logique de sa défense. Depuis des années elle proclame son innocence. Elle ne peut donc pas accepter une décision de culpabilité ».

Sa sœur, Madeleine Weber, cinquante-sept ans, condamnée à deux ans de prison avec sursis pour recel de vol et destruction de preuves, a également formé un pourvoi contre cet arrêt jugé trop sévère par ses avocats.

Dans leurs réponses aux questions sur la culpabilité de Simone Weber, les jurés de Meurthe-et-Moselle avaient répondu négativement pour ce qui concerne l'empoisonnement de Marcel Fixard, décédé à soixante-neuf ans en 1980.

A l'inverse, ils avaient estimé que Simone Weber avait commis des faux en écritures publiques et

authentiques lors d'un faux mariage avec M. Fixard, lors de l'achat de sa maison et en rédigeant un faux testament qui la désignait comme héritière. La jurisprudence considère que « les réponses négatives de la cour et du jury (...) demeurent acquiescées à l'acquit » (1).

En conséquence, si l'arrêt était cassé, Simone Weber ne pourrait être jugée pour l'empoisonnement de Marcel Fixard.

En revanche, si la cour d'assises a effectivement répondu « non » à la question sur la préméditation du meurtre de Bernard Hettier, cette réponse n'a pas de caractère définitif.

En effet, selon la jurisprudence, il existe une « étroite connexité » entre la question sur le meurtre et celle de la préméditation qui empêche de les séparer, et, en cas de cassation, la cour d'assises serait alors amenée à se prononcer à nouveau sur la préméditation.

M. P.

(1) Henri Agevin, La Pratique de la cour d'assises, Librairie de la Cour de cassation.

A Aix-en-Provence

Un responsable CFDT condamné pour dénonciation calomnieuse d'un policier

Le secrétaire régional de la CFDT en Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Jean-Claude Aparicio, a été condamné à un mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende pour « dénonciation calomnieuse », mardi 5 mars, par le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence. Il devra en outre verser 20 000 francs de dommages et intérêts à un inspecteur de police, M. Gérard Gilbert, pour avoir dénoncé les conditions d'insalubrité et de garde à vue d'un employé municipal de Martignes (Bouches-du-Rhône), syndicaliste CFDT, M. Didier Brissau.

Celui-ci avait été interpellé sur son lieu de travail, le 29 août 1989, peu après un vol à main armée commis dans une station-service de Martignes. Menottes aux poignets, il avait été conduit, à pied et au vu des habitants du quartier, au commissariat jusqu'à son domicile, pour une perquisition. M. Brissau avait été mis hors de cause, après sept heures de garde à vue.

Pour avoir mené campagne contre les méthodes de la police, M. Aparicio avait été poursuivi par l'inspecteur Gilbert, le responsable de la garde à vue, qui s'était estimé victime d'un préjudice professionnel après avoir été soumis à trois enquêtes administratives.

M. Aparicio et la CFDT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été condamnés à faire appel du jugement du tribunal d'Aix-en-Provence.

ASSOCIATIONS

Au conseil des ministres M. Tony Dreyfus présente un projet de loi en faveur du bénévolat

Le conseil des ministres de mercredi 6 mars devait examiner un projet de loi, présenté par M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, destiné à faciliter le bénévolat associatif. Le texte prévoit que les salariés, membres d'une association et désignés comme représentants de cette association pour siéger dans une instance instituée auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, pourront bénéficier d'autorisations d'absence pour participer aux réunions de cette instance.

Ce congé de représentation ne pourra toutefois excéder neuf jours ouvrables par an et sera accordé par l'employeur chaque fois qu'il ne nuira pas au bon fonctionnement de l'entreprise. Les salariés recevront de l'Etat, une indemnité compensant, totalement ou partiellement, l'éventuelle diminution de rémunération subie du fait de ces absences. Le projet de loi comporte un dixième volet qui ouvre aux bénéficiaires du congé de représentation le droit à la protection contre les accidents du travail survenus pendant leur mission.

Ce projet de loi fait partie d'une série de mesures que MM. Michel Rocard et Tony Dreyfus ont annoncé le 4 décembre lors de la réunion annuelle du Centre national de la vie associative (CNVA). L'objectif du gouvernement est de permettre à des salariés de s'engager dans le monde associatif.

Ch. Ch.

SPORTS

FOOTBALL : matches en retard du championnat de France. Deux matches du championnat de France de football de première division qui avaient dû être reportés en raison du mauvais temps ont été disputés mardi 5 mars. Nancy a été tenu en échec à domicile par Caen (0-0). L'équipe nantaise occupe désormais la treizième place du classement, à égalité de points avec Caen. Nice est septième et Sochaux seizième.

VOILE : Alain Gauthier gagne la troisième étape de la course autour du monde en solitaire. Le Français Alain Gauthier, à la barre du Générali Concordo, a remporté la troisième étape du BOC Challenge, la course autour du monde en solitaire à la voile avec escales, mercredi 6 mars, à Punta del Este (Uruguay). Gauthier a atteint le port uruguayen, situé à 140 kilomètres à l'est de Montevideo, mercredi à 14 h 40 (heure locale), au terme d'une étape de 7 200 milles depuis Sidney, d'où il était parti il y a trente jours. Il a pris ainsi la tête du classement général provisoire, profitant de l'abandon du Sud-Africain John Martin, vainqueur de la deuxième étape et victime, depuis, d'une collision avec un iceberg.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Audience publique du tribunal correctionnel de Nanterre, 14^e chambre, en date du 16 janvier 1990.
- M. LALLOZ Alain, né le 25 décembre 1948 à Nancy (54) et demeurant à Orléans (45), 40, quai Barentin.
- a été condamné à la peine de 13 MOIS d'emprisonnement, dit qu'il sera sursis à concurrence de 12 MOIS à l'exécution de cette peine avec mise à l'épreuve pour une durée de 3 ANS, pour fraude fiscale.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République sur sa réquisition.
LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre (section B) de la cour d'appel de Paris du 27 septembre 1990.
- M. IBOU Amar, né le 11 juin 1941 à El Mizer (Algérie), demeurant à Paris (13), 23, rue Damesme.
- a été condamné à 2 ANS d'emprisonnement dont 1 AN avec sursis (mandat d'arrêt émis contre l'intéressé), pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures comptables.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :
La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux, le Journal officiel, le Parisien, le Monde et France-soir.
Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, sur sa réquisition.
P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRÉTARIAT-GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES.

Par jugement contradictoire rendu le 9 octobre 1990, la 5^e chambre du tribunal correctionnel a condamné :
- M. CRESTILLAT Pierre, né le 16 avril 1947 à Paris (12), président-directeur général et demeurant à Bezainville (78), chemin de la Fosse-le-Touin.
à 8 000 F d'amende. Pour avoir sur le territoire national en 1989, commis le délit de publicité mensongère, ou de nature à induire en erreur.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre (section A) de la cour d'appel de Paris du 10 septembre 1990.
- M. VENDE Daniel, né le 29 juillet 1948 à Mussidan (Dordogne), demeurant à Saint-Mandé (94) 4, avenue Victor-Hugo.
- a été condamné à 10 000 F d'amende.
Pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.
La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt par extrait dans les journaux, le Monde, Libération et le Journal officiel.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, sur sa réquisition.
P/L GREFFIER EN CHEF.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 27 septembre 1990.

- M. GUERIN Marcel, né le 28 mai 1933 à MAURE-DE-BRETAGNE (35) et demeurant à PARIS (12), 70, rue Berrault.

- a été condamné à 6 MOIS d'emprisonnement avec sursis, 10 000 F d'amende et 1 300 F d'amende pour infraction à l'arrêté préfectoral du

20-11-1979 portant règlement sanitaire du département de Paris.
Pour suppression de signes servant à identifier une marchandise, en l'espèce les étiquettes portant la date limite de consommation et de 2 poudres et de 3 poudres.
P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 11 septembre 1990.
- M. LOLLIEROU Jean-Claude, né le 26 décembre 1937, à Versailles (78) et demeurant à Yerres (91), 51, rue Jean-Léonard.

- a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 80 000 F d'amende. Pour contrefaçon de marque Louis Vuitton et Chanel commis en 1987, 1988, 1989 à Paris (articles 422, 425 du code pénal).

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :
1) la publication de cet arrêt par extrait dans les journaux le Monde, le Figaro et Jour de France sans que le coût de chaque publication ne dépasse 10 000 F.

2) l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 15 JOURS sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 231, rue de la République à Paris (mairie de CHICHEN ITZA) où M. LOLLIEROU exerce son activité et à la porte de son pavillon à Yerres (91), 51, rue Jean-Léonard.
P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 20^e chambre de la cour d'appel de Paris du 13 septembre 1990.
- M. PEIXOTO Antoine, né le 23 août 1942 à Libourne (33) demeurant à Noisy-le-Grand (93) 8, rue de la Suite-Verre.

- a été condamné à 2 mois d'emprisonnement avec sursis et 8 000 F d'amende. Pour blessures involontaires (accident du travail) avec ITT supérieure à 3 mois, et infraction aux mesures générales d'hygiène et de sécurité dans le bâtiment et les travaux publics, commis le 21 juin 1988 et 22 juin 1988 à Paris.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1) la publication de cet arrêt par extrait dans les journaux, le Monde, le Figaro et Jour de France sans que le coût de chaque publication ne dépasse 10 000 F.
2) l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 15 jours sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Tournan et sur la porte extérieure de l'immeuble n° de la société S.M.C. de la rue de l'Industrie, 21, de la Porte Molle à Tournan-en-Brie (77) où M. PEIXOTO exerce son activité.
Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, sur sa réquisition.
P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire rendu le 5 juin 1990, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour FRAUDE FISCALE :
- M. PAPIERNIK Alain, né le 8 février 1957 à Paris (12), chirurgien-dentiste, demeurant à Paris (3), 20, rue Saint-Gilles.
à la peine de 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis et à 30 000 F d'amende.
Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce

jugement par extrait dans : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement contradictoire rendu le 30 octobre 1990, sur opposition du jugement du 5 mai 1987, la 1^{re} chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale OMISSION D'ECRIURE DANS UN LIVRE COMPTABLE.

- M^{me} BARD, épouse COHEN Brigitte, née le 12 mai 1960 à Paris (12), sans profession, demeurant à Ajaccio (20), chez GUEGUEN, résidence Braxilia, bâtiment route d'Alata.

- a été condamnée à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis.
Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnée la publication de ce jugement par extrait dans le Journal officiel, le Monde et le Parisien.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre (section B) de la cour d'appel de Paris du 28 septembre 1990.
- M. DRIQUEZ Laloë, Patrick, né le 21 mai 1957 à TUNIS (Tunisie) et demeurant à SAINT-JURIS (93), 13 allée de Verdun.

- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ANS et à 100 000 F d'amende pour infractions à la législation sur le démarchage à domicile, abus de la faiblesse ou de l'ignorance de personnes dans une vente à domicile et de publicité fautive ou de nature à induire en erreur.
Le tribunal a, en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Monde et 50 millions de consommateurs.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/L GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 12 juillet 1989, (Pourvoi : rejet du 15/10/90).
- M. HERZBERG Joël, alias DUMOUTIER, né le 18 janvier 1926 à Radon (Pologne) et demeurant à Saint-Prex (28) 25, rue de la République.

- a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.
Pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1979 et 1980).

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :
1) la publication de cet arrêt par extrait dans les journaux, le Monde, le Journal officiel de la République française et le Figaro.
2) l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts, panneaux affichés de la commune du lieu du domicile.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, sur sa réquisition.
P/L GREFFIER EN CHEF.

Le Monde L'EDUCATION

MARS 1991

ENQUÊTE

QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS ?

Également au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS DÉCOUVRENT LA GUERRE
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- JEUNESSE : VIVRE L'AMOUR AU TEMPS DU SIDA

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde EDUCATION

Les risques calculés du plan social étudiant

Annoncé depuis des mois, un nouveau système de prêts aux étudiants devrait voir le jour à la rentrée 1991
Les principaux arbitrages viennent d'être rendus par le premier ministre

DEPUIS un an, toutes les bonnes fées se sont penchées sur le dossier de l'aide sociale aux étudiants. Le ministre de l'éducation en avait fait l'un de ses principaux axes de travail pour 1990 et avait annoncé son intention d'« accroître considérablement » le nombre d'étudiants bénéficiaires de bourses, de prêts et de possibilités de logement adaptées. Il avait reçu, au mois de juin dernier à la Sorbonne, le soutien conjugué du premier ministre et du président de la République. Les parlementaires avaient également plaidé en ce sens. Sans oublier les étudiants qui, via leurs syndicats et leurs mutuelles, pressaient le gouvernement d'avancer (le Monde, 28 juin 1990). Si bien que, le 19 juillet, le ministre de l'éducation rendait publics une dizaine de projets : instauration d'un indice social étudiant, revalorisation des bourses, mise en place d'un système de prêts, Carte orange à demi-tarif, etc.

Depuis, pourtant, le dossier semblait dans l'impasse, au point de faire apparaître des engagements ministériels comme des promesses en l'air. Les étudiants de l'UNEF-Indépendante et démocratique le soulignent dans une lettre adressée le 20 février à M. Rocard : « Beaucoup de belles formules nous ont été dites mais nous ne voyons pas venir leur concrétisation ». Bref, à trois semaines des élections étudiantes aux CROUS (centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires) et à un mois de son congrès, l'UNEF-ID commençait à ruer dans les brancards.

En réalité, après des mois de discussions complexes, associant les ministères de l'éducation et des finances, mais aussi les banques, les organismes financiers et la MNEF, la situation semble en passe de se décanter. Le premier ministre vient en effet de procéder à un arbitrage global qui, sans trancher encore dans le détail, dessine plus précisément les contours du fameux plan social étudiant. Avec un objectif clair : aboutir à des améliorations et des innova-

tions pour la rentrée 1991. Le dossier le plus délicat est celui du financement des études. L'enjeu est de taille. Il s'agit de savoir si les étudiants d'aujourd'hui, et plus encore ceux de demain, auront les moyens d'assumer le coût de leurs études, évalué, selon la plupart des observateurs, à environ 30 000 francs par an et par étudiant en moyenne. Actuellement, deux cent soixante mille étudiants bénéficient d'une bourse d'enseignement supérieur et un peu plus de cent mille ont recours à des prêts bancaires. Les trois quarts des étudiants ne disposent donc d'aucune aide, si ce n'est celle de leurs parents éventuellement complétée par une activité salariée plus ou moins régulière. Au moment où l'université ouvre ses portes à un nombre croissant de jeunes, ces contraintes économiques risquent de peser lourdement sur la poursuite et la réussite des études.

Objectif : 25 % de boursiers

D'emblée, le ministre de l'éducation avait donc affiché son ambition : mettre en œuvre un système d'aide véritablement sociale, de nature à conforter les étudiants issus des familles les plus modestes. Il préconisait la poursuite vigoureuse du relèvement du nombre et du taux des bourses et d'autre part la mise en place de prêts aux étudiants très largement soutenus par l'Etat, grâce à une bonification significative. Au fil d'arbitrages successifs entérinés la semaine dernière, le gouvernement a, en quelque sorte, coupé la poire en deux.

Sur l'évolution des bourses, tout d'abord : 3 milliards de francs y ont été consacrés à la rentrée 1990. Le chiffre sera porté à 3,4 milliards de francs à la rentrée prochaine, ce qui permettra d'aider environ 278 000 étudiants, soit un peu plus de 17 % de la population étudiante globale, avec un taux moyen de bourse de 13 000 francs par an. La poursuite de cet effort sur la même pente, pendant les cinq années à venir, conduirait à un budget annuel de 6,5 milliards de francs attribués à quelque 400 000 boursiers, soit 21 % de la population étudiante prévue en 1995. Le ministre de l'éducation réclamait pour sa part de porter, en cinq ans, ce budget à 9,5 milliards de francs afin d'accroître leur nombre à 500 000 environ des étudiants. Impressionnante perspective !

Bien calé sur le principe de l'annualité budgétaire, le ministre des finances a repoussé un tel engagement. Toutefois le premier minis-



tre a finalement fixé deux directives. Primo, la poursuite en 1992 d'un effort de même ampleur que celui réalisé en 1991, accompagné d'une amélioration réclamée depuis longtemps, par les étudiants : la mensualisation des versements. En second lieu, le gouvernement se fixe un objectif « pour les années à venir » : continuer à développer les bourses de telle sorte que 25 % des étudiants puissent en bénéficier. L'échéance reste évidemment bien floue et il n'est pas question de programmation pluriannuelle. Mais on souligne volontiers à Matignon la volonté gouvernementale ainsi marquée de ne pas brader les bourses. Et l'on ajoute qu'au-delà du simple réalisme budgétaire, il est nécessaire de réfléchir à une diversification de l'aide sociale aux étudiants et de ses sources de financement.

C'est le deuxième volet du plan social. Dès la rentrée prochaine, les étudiants devraient pouvoir com-

mencer à bénéficier d'un système original de prêts bancaires dont les grandes lignes semblent maintenant acquiescées. Il s'agit tout d'abord de prêts à vocation « sociale » puisqu'ils seront réservés aux étudiants dont les parents ont des revenus inférieurs à trois fois le SMIC et qui, de ce fait, ne remplissent pas les conditions de ressources aujourd'hui exigées par les banques pour avoir accès aux prêts classiques.

400 000 prêts étudiants à terme

La seconde condition posée, pour limiter les risques, est de réserver ces prêts aux étudiants ayant terminé leur première année d'enseignement supérieur.

L'hypothèse retenue actuellement est celle de prêts d'un montant de 13 000 francs par an, renouvelables pendant trois ans, soit un montant global d'emprunt

de l'ordre de 40 000 francs par étudiant. Dès la première année, une enveloppe de 80 000 à 100 000 prêts serait ouverte. Des enveloppes de même ampleur sont envisagées pour les années suivantes : après cette montée en régime sur quatre ou cinq ans, ce sont donc environ 400 000 prêts qui seraient en circulation, soit un encours déjà respectable de l'ordre de 16 milliards de francs.

Contrairement aux espoirs initiaux du ministre de l'éducation nationale, le gouvernement a écarté l'idée d'une bonification de ces prêts par l'Etat, ce qui aurait permis d'offrir aux étudiants des taux d'emprunt sensiblement inférieurs à ceux du marché. Au moment où toute la politique de finances publiques vise à réduire le plus possible les dépenses, le ministre des finances comme Matignon ont refusé de revenir en arrière, fût-ce pour les étudiants. Malgré les réticences très vives de l'éducation nationale, où l'on refusait le principe d'un système « piloté par les banques », les nouveaux prêts obtiennent donc bien aux lois du marché bancaire. Ainsi les lots de prêts seront confiés aux banques après adjudication et en fonction des taux préférentiels qu'elles proposeront.

Que faire des « laissés pour compte » ?

A défaut de bonification, les prêts étudiants bénéficieront d'un système de garantie. Autrement dit, pour inciter les banques à se lancer dans l'aventure, 50 % du risque d'impayé sera assumé par un fonds, géré par la SOFARIS et abondé pour moitié par le budget de l'Etat et pour moitié par d'autres financements. C'est là que le système se corse. Car dans les scénarios actuellement à l'étude, ce sont les étudiants qui apporteraient eux-mêmes ce complément de garantie en versant une cotisation, de l'ordre de 2,5 % du montant du prêt, soit 325 francs par tranche de 13 000 francs d'emprunt. Selon les taux qui seront proposés par les banques (1), le coût global de l'emprunt risque donc d'apparaître élevé, voire dissuasif.

C'est d'ailleurs pour éviter cet écueil que la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) propose au gouvernement de créer une société de caution mutuelle étudiante qui garantirait les cotisations des étudiants et pourrait les rembourser en bout de course. En outre la MNEF plaide pour que les étudiants participent, à travers cette société de caution mutuelle, à

l'effort d'information et de responsabilisation indispensable à l'implantation du nouveau système de prêts. Si cet aspect du dossier n'est pas encore tranché formellement, la solution proposée par la MNEF ne semble guère cependant avoir les faveurs des finances, de Matignon et des banques.

Reste une question délicate : que faire dans l'hypothèse, parfaitement plausible puisque les banques seront libres du choix, où un étudiant remplissant les conditions de ressources n'obtiendrait aucun prêt auprès des banques ? L'on serait alors très loin du « droit au prêt » auquel certains rêvaient il y a quelques mois et très proche, au contraire, de la logique bancaire qui semble hérisser le ministre de l'éducation. Il est vrai que l'image « sociale » que M. Jospin veut conserver au nouveau système de prêts risquerait alors d'être sérieusement écornée.

Pour pallier ce risque, il semble que l'on s'oriente vers la création d'un système de garantie complémentaire de celle de l'Etat, afin de réduire le plus possible les préventions éventuelles des banques. Cette garantie pourrait être financée par d'autres partenaires, en particulier les collectivités locales, les entreprises, voire les universités, et elle pourrait être gérée par une association animée par exemple par les mutuelles étudiantes. Si rien n'est encore tranché sur ce point, on se voit résolument optimiste au ministère de l'éducation : « Tous les étudiants éligibles pourront obtenir un prêt », assure-t-on.

Enfin, ce nouveau paysage va imposer une gestion mieux coordonnée de l'ensemble des aides directes (bourses), ou indirectes (prêts, logement) accordées aux étudiants. Le ministre de l'éducation espère notamment mettre en place un dossier social unique destiné à mieux évaluer la situation et les besoins de chaque étudiant. Dans chaque université seront instituées une commission sociale, associant notamment les universitaires, les étudiants et les responsables des CROUS afin de déterminer les étudiants éligibles aux différents types d'aide et de les guider dans les démarches administratives et bancaires. Cela nécessitera, là encore, une bonne dose d'innovation.

GERARD COURTOIS

(1) Actuellement, le taux moyen des prêts bancaires accordés aux étudiants se situe aux alentours de 9 %.

Création de 11 000 places de restaurant

En dehors du développement des bourses et de la création d'un système de prêts garantis par l'Etat aux étudiants, le gouvernement vient de fixer l'effort qu'il entend réaliser cette année en matière de logement et de restauration universitaire. Ainsi, par construction de nouveaux restaurants ou réaménagement des équipements existants, 11 215 places de restauration vont être créées d'ici la rentrée prochaine : 9 125 places au titre des opérations programmées par le ministère de l'éducation (soit un engagement budgétaire de 162 millions de francs) et 2 090 places dues aux collectivités territoriales et à l'autofinancement des CROUS.

Ces équipements permettront de servir 33 000 repas supplémentaires chaque jour et 6 millions de repas supplémentaires chaque année, soit une progression de 10 % des capacités d'accueil et de distribution de la restauration universitaire.

D'autre part, le gouvernement vient de fixer une enveloppe de 5 000 prêts locatifs aidés (PLA) spécifiquement destinés au logement universitaire. Ce sont donc 6 000 logements étudiants qui vont être mis en chantier. A quoi devrait s'ajouter un certain nombre d'initiatives des collectivités locales en la matière.

Les carrières universitaires au filtre des régions

Le ministère de l'éducation souhaite améliorer l'efficacité du système, menacé d'asphyxie, en déconcentrant les procédures aux niveaux régional et local

APRÈS des mois d'incertitude, de supputations, de consultations plus ou moins formelles et de projets remaniés, le ministère de l'éducation nationale semble décidé, cette fois-ci, à engager une réforme du système de recrutement et de promotion des universitaires, actuellement piloté par le Conseil national des universités (CNU).

En effet, il vient brusquement, lundi 4 mars, de soumettre au CNE-SER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) un projet de refonte des procédures et des instances chargées de gérer la carrière des enseignants chercheurs. Le Conseil supérieur de l'éducation doit être consulté jeudi 7 mars, et les quelques modifications de la loi Savary de 1984, indispensables pour mettre en place le nouveau régime, devraient faire l'objet d'un projet de loi soumis au Parlement lors de sa session de printemps. Si tout le processus se déroule sans accroc, le recrutement des universitaires pourrait se faire sur ces nouvelles bases dès 1992.

Il est vrai que le temps presse. Jusqu'à présent, le CNU était épisodiquement placé sur la sellette, taxé de lourdeur procédurière, soupçonné de toutes les manigances destinées à

favoriser telle ou telle famille de pensée, ou encore accusé de faire la part belle à quelques mandarins inamovibles faisant la pluie et le beau temps dans leur discipline. On n'en est plus là. Aujourd'hui le système de gestion des carrières des universitaires est tout bonnement menacé d'asphyxie. L'augmentation brutale des recrutements - et par conséquent des candidatures - au cours des trois dernières années a fait dangereusement monter la pile des dossiers à instruire : le CNU en a examiné 34 000 pour les postes mis au mouvement en 1990, et il s'attend à en recevoir environ 50 000 cette année.

Un équilibre délicat

Le toilettage en profondeur proposé par le ministère a donc un objectif essentiel : déconcentrer les procédures aux niveaux régional et local pour améliorer l'efficacité du système, tout en préservant des instances nationales qui constituent l'une des traditions fortes du système universitaire français. Délicat équilibre !

S'il est maintenant, le Conseil national des universités sort en effet sérieusement remanié de la réforme. L'innovation la plus spectaculaire consiste à proposer que les commis-

sions nationales qui le composent siègent désormais par zone géographique et non plus de façon centralisée (1). Les membres des commissions nationales seraient affectés à telle ou telle zone par tirage au sort effectué à partir de la liste nationale, aucun enseignant ne pouvant siéger dans la zone géographique dont relève son établissement.

Autre modification qui va certainement réveiller quelques vieux démons, le rétablissement du principe de la parité entre les enseignants de rang A et ceux de rang B (maîtres de conférences). Pour dissuader les « cumulards », on ne pourrait plus siéger sans discontinuer au CNU : aucun enseignant ne pourrait être immédiatement réélu dans une même instance nationale ni appartenir simultanément à deux instances nationales. En outre, le brassage devrait être renforcé par la possibilité offerte à des personnalités extérieures (universitaires étrangers notamment) de siéger dans les commissions nationales et de participer aux recrutements. Ces personnalités feraient partie du contingent de membres nommés par le ministre de l'éducation (un tiers au total).

D'autre part, le CNU serait désormais épaulé par un nouvel organisme, le Comité consultatif des universités (CCU), composé de

quarante-huit membres, et qui serait une instance d'appel en cas de désaccord entre les propositions des commissions locales et le CNU. Ce CCU serait également chargé de conseiller le ministère sur la répartition des emplois par région et par discipline.

Troisième modification : les commissions de spécialistes au niveau local et les commissions nationales seraient invitées à se regrouper afin d'élargir leur champ de recrutement. L'ensemble des disciplines seraient rassemblées en une dizaine de « groupes », au lieu de la soixantaine de sections (hors médecine) actuelles.

Levée des boucliers

Enfin le projet présenté par le ministère de l'éducation prévoit l'instauration d'un système de promotion spécifique pour les universitaires qui exercent des responsabilités pédagogiques ou administratives indispensables mais qui, du coup, ne peuvent guère espérer bénéficier des promotions classiques, essentiellement fondées sur les activités de recherche.

Destiné à alléger le travail du CNU, le projet de réforme risque cependant d'aggraver les craintes des universitaires, très chahutés, dès que l'on fait mine de toucher à leur

système de recrutement et de promotion. On en a eu la démonstration, lundi 4 mars, lors de la présentation du projet au CNE-SER. Non seulement le quorum n'était pas atteint, le SNESup ayant boycotté la séance pour dénoncer les « menaces sur le principe du statut national » des universitaires. Mais en outre, à l'exception du SGEN-CFDT, tous les syndicats et associations présents (Autonomie, UNI, FO, AUFPEL, Qualité de la science) ont quitté la séance en signe de protestation contre les risques de déstabilisation du système, le renforcement jugé excessif des instances locales et la « caricature de concertation » engagée par le ministère. L'on est donc encore loin du large consensus que le ministère espérait réunir sur ce projet.

G. C.

(1) Six zones régionales de compétence des commissions nationales du CNU ont été définies. Zone 1, Nord et Nord-Ouest (Lille, Valenciennes, Amiens, Compiègne, Reims, Le Havre, Caen). Zone 2, Ouest (Rennes, Brest, Nantes, Angers, Le Mans, Tours, Limoges, Poitiers, Orléans). Zone 3, Sud-Ouest (Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Pau, Perpignan, Clermont, St-Etienne, Est (Grenoble, Lyon, Clermont, St-Germain, Marseille, Nice, Avignon, Chambéry). Zone 4, Est (Dijon, Besançon, Mulhouse, Strasbourg, Nancy, Metz, Reims). Et zone 6 (Ile-de-France et Paris).

CINÉMA

« Tilai » couronné à O...

Le film de... a été couronné à O...

Le film de... a été couronné à O...

Le film de... a été couronné à O...

Le film de... a été couronné à O...

MUSIQUES

Mort du compositeur L...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

Le compositeur... est mort le 1er mars...

CULTURE

CINÉMA

«Tilai» couronné à Ouagadougou

Le film du réalisateur burkinabé Idrissa Ouedraogo obtient le grand prix du festival panafricain

Le douzième Fespaco (Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou), qui a eu lieu du 23 février au 2 mars, s'est achevé par la consécration du réalisateur burkinabé Idrissa Ouedraogo, qui a reçu le grand prix, l'Étalon de Yennenga, pour *Tilai*.

Le prix de la première œuvre est allé à *Ta dona* du Malien Adama Drabo. Le jury, présidé par Souleymane Cissé, a attribué une mention spéciale à *Twilight City* du Britannique August Reeco, et distingué *Louise*, réalisé par l'Algérien Rachid Benhadj, pour son scénario. Le palmarès a été accueilli dans la liesse du fait de la victoire d'un «national». Par ailleurs, les autorités ont annoncé la suppression de toute taxation sur le cinéma africain.

Un important accord de coproduction a été signé entre la France et le Burkina-Faso. Cet accord, qui prend acte de la position en pointe du Burkina-Faso dans le domaine du cinéma, a été paraphé, pour la France par M. Jacques Pelletier,

ministre de la coopération et du développement, et M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma, et pour le Burkina-Faso par M. Frédéric Kossaga, ministre du plan et de la coopération, et M. Nissi Joanny Traoré, directeur de la production cinématographique. Il prévoit notamment que les coproductions franco-burkinabé pourront désormais avoir accès aux mécanismes d'aides françaises.

Le texte prévoit la participation éventuelle d'autres pays africains et devrait servir de modèle à d'autres accords bilatéraux. Il s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'aide en faveur des cinématographies des pays en voie de développement, mise en œuvre par les ministères des affaires étrangères, de la coopération et du développement, et de la culture.

Cette réforme vient de permettre une augmentation substantielle des fonds, désormais attribués sous forme de subventions et non plus d'avances remboursables.

J.-M. F.

MUSIQUES

Mort du compositeur Louis Saguer

Le discret merveilleux

Le compositeur français d'origine allemande Louis Saguer est mort le 1^{er} mars à Paris des suites d'un infarctus à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Né à Charlottenburg, en Allemagne, en 1907, le jeune compositeur avait fui son pays natal en 1933 pour s'installer en France. Avant son départ, il avait travaillé le piano avec Tagliaferri, un élève de Busoni, la composition avec Hans Eisler et suivi pendant un an l'enseignement de Hindemith, à Berlin. Après son installation en France, il avait travaillé avec Louis Auber, Arthur Honegger et Darius Milhaud.

Peu connu du grand public, Louis Saguer était reconnu par ses pairs. Les créations françaises de ses œuvres attirèrent invariablement des compositeurs comme Henri Dutilleul, Gilbert Amy, Charles Chaynes, qui se souvenaient qu'il avait introduit les œuvres de Boulez, Dutilleul, Nigg, Martinet à Darmstadt dès la fin des années 40.

Si les quarante Opus de Louis Saguer touchent tous les genres, ce compositeur avait une prédilection pour la voix qu'il avait exprimée dans deux opéras, (*Lili merveilleux*, sur un livret de Jean-Louis Bory, et *Maria Pineda*), des chœurs, des pièces pour voix soliste et percussions, des mélodies, etc. Si son œuvre n'était pas fréquemment donnée en concert, encore moins

souvent enregistrée, elle était toujours par des interprètes de renom : Alain Marion (créateur de son *Concerto pour flûte*), le compositeur Ivo Malec (créateur de *Sine Nomine*, pour orchestre), Jay Gotlieb (créateur de *Quasi una fantasia*, un concerto pour piano), le Quatuor de Manhattan (créateur, *Fan dernier* à Radio-France, de son ultime *Quatuor à cordes*).

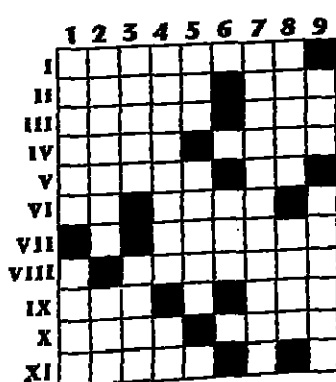
Louis Saguer avait reçu de nombreuses distinctions, parmi lesquelles le Copley Award de Chicago, le grand prix de la SACEM, le prix du prince de Monaco et le prix de l'Association des musiciens noirs américains pour un cycle de lieder, *Daybreak in Alabama for Colored Singers Only*. Il avait composé la musique du *Signé du lion* d'Eric Rohmer et participé à l'élaboration de celle que Meisel devait signer pour *Les dix jours qui ont ébranlé le monde*. Il avait été l'accompagnateur de Marya Freund, la créatrice du *Pierrot lunaire* de Schoenberg en France, d'Irène Joachim et d'Hélène Bouvier (un disque compact Vogue conserve la trace de leur collaboration : VOG 672 003). Il laisse un enregistrement de la *Symphonie tenebra*, attribuée à Beethoven, et avait été l'assistant d'Hermann Scherchen pour une intégrale des Symphonies de Beethoven, qui, bien avant les recherches actuelles, s'attaquaient au problème lié aux indications métromonomiques laissées par le compositeur.

Louis Saguer, qui parlait couramment sept langues, laissera le souvenir d'un homme discret, ennemi de tout esprit de chapelle, d'un homme à la culture littéraire encyclopédique, à l'humour corrosif, d'un homme élégant au regard aussi clair que ses cheveux étaient blancs.

A. Lo.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5471



HORIZONTALEMENT

1. Peut être joliment on fait la culbute. - 2. Chez lui, tout est blanc. S'adressait à César. - 3. Un certain sel. Apparus. - 4. On y va pour regarder les toiles. Peut remplacer l'ordonnance. - 5. N'est plus traité de fou. - 6. Un bon rapporteur avec Rome. - 7. Un peu trop salé. Sans motifs. - 8. Sans aucune valeur. Demande gentiment. - 9. On y trouve une chapelle royale.

VERTICALEMENT

1. Petite quand il n'y a pas beaucoup de chaleur. Feux quand il y a un lapin. - 2. Dénote une certaine présence d'esprit. Pas très doux. - 3. C'est vraiment un rien. Conté en Afrique. - 4. Dans la bourse d'un vieil Écossais. Qui a donc circulé. - 5. Sait faire quelque chose de ses dix doigts. Contrée ancienne. - 6. Forme un goitre profond. - 7. Est souvent présentée en un acte. - 8. Peut être favorisée par la discipline. Reproché à un mauvais juge. - 9. Direction. Bien utile quand on mange comme un oiseau.

Solution du problème n° 5470

Horizontalement
1. Sellier. - 2. Orelliers. - 3. Iras. Usas. - 4. Faria. Aso. - 5. Fu. Biser. - 6. Ailes. Ré. - 7. Réals. VIII. Dot. Seau. - 8. Égée. Ru. - 9. Ripatons. - 10. Débarde.

Verticalement
1. Soiffard. - 2. Erreur. Ogre. - 3. Liar. Orteil. - 4. Lisible. Épi. - 5. II. Ailes. Ab. - 6. Eln. Sélecta. - 7. Répée. Sa. Or. - 8. Reser. Ume. - 9. Essorer. Usé.

GUY BROUTY

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Virginie et Mathieu DUCOURNAU, ont la joie d'annoncer la naissance de

Zoé,

le 4 mars 1991.

22, rue de Fleurus, 75006 Paris.

Décès

— M^{me} Léon Bricout, sa mère, Laurent et François Bricout, ses enfants, Marie Bricout, sa sœur, ont le douleur de faire part de la disparition de

Pierre BRICOUT, secrétaire général du P.D.F., ancien maire adjoint de Saint-Etienne, décédé accidentellement le 28 février 1991, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 mars, en l'église de Caudry (Nord), à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et M^{me} Dominique Le Viet et leurs enfants, M. Didier Levy, ont la douleur de faire part du décès de

Cécile Jeanne DUPLAN, survenue le 2 mars 1991.

Les obsèques auront lieu au funéraire du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le vendredi 8 mars, à 9 heures.

— M. Jérôme Monod, président-directeur général, Le conseil d'administration, La direction générale, Les cent dix mille collaborateurs du groupe Lyonnais des eaux-Durieux, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Philippe de LA CLERGIERIE, survenue le 4 mars 1991, à l'hôpital de Bobigny, des suites des blessures qu'il avait reçues dans l'exercice de sa mission de service public, à Casablanca, le 21 janvier dernier,

et présentent à sa famille l'expression de leur profonde émotion et de leur très vive sympathie.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes éditoriaux : 50 F

— Savonniers. Choué-sur-Loire. Paris.

Jean REDON

est décédé à Tours, le 5 mars 1991.

Les obsèques auront lieu en l'église de Choué-sur-Loire, le vendredi 8 mars, à 10 h 30.

De la part de Marie-Thérèse Redon-Bruneau, son épouse, Henri Redon, son père, Claude et Paul Arnaud-Redon et leurs enfants, Odile Redon, Ses cousins, Et ses amis,

La Croix-Blanche, 37510 Savonniers, 19, rue de l'Eglise, 37140 Choué-sur-Loire.

— M^{me} Jean-Louis Signoret, Anne et Agnès Signoret, M^{me} Joëlle Serrano, M. et M^{me} Gérard Serrano, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Louis SIGNORET, professeur à l'université Paris-VI, médecin chef de service de l'hôpital de la Salpêtrière,

leur épouse, père, grand-père et beau-frère, survenu brutalement le 5 mars 1991, en son domicile, à Paris-7.

Le service religieux en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7, où l'on se réunira, sera célébré le jeudi 7 mars, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Étampes, dans le caveau de famille.

9, avenue Constant-Coquelain, 75007 Paris.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le jeudi 14 mars 1991, à 18 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris-5, à l'intention de

M. Amamy HENRI de LACOTTE, président du conseil d'administration de l'école supérieure d'ingénierie électronique-automatique (ESIEA),

décédé brutalement le 24 février 1991, dans sa quarante-septième année.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Sorbonne), le samedi 16 mars, à 9 heures, salle Liard, L. Lacoste : « Le Mékong du Yunnan à la mer de Chine. Contribution à l'étude de l'aménagement d'un fleuve tropical ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 MARS

« Les Parisiens sur les barricades », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Les impressionnistes à Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'égide (Connaissance de Paris).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arts et culture).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris Autrement).

« L'Arsenal de Sully et les appartements de la monarchie de La Bellechasse », 14 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arts et culture).

« Du Sentier au quartier de la Bourse », 14 h 30, 85, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« La Monnaie, hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai Conti (Tourisme culturel).

« Autour du Palais-Royal, galeries et passages », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Paris Livre d'Histoire).

« Le couvent des Carmes et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (S. Rojon-Kern).

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges », 14 h 30, 1, rue de la Harpe, sous le rhinocéros (Arts et culture).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 4 et mardi 5 mars :

UN DÉCRET

— Du 1^{er} mars 1991 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de l'Etat du Koweït.

UN ARRÊTÉ

— Du 21 février 1991 fixant les effectifs de certains personnels hospitaliers et universitaires des centres hospitaliers et universitaires.

« La collection des minéraux du Jussieu », 14 h 45, 45, rue du Jussieu (L'Art pour tous).

CONFÉRENCES

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Alsace, 15 h : « Rome au fil des siècles. Constantin et les grandes basiliques », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt (salle 13 a), 18 h : « Initiation aux sciences de la terre : les roches ».

Salle de conférences du Musée des monuments français, palais de Chaillot, 18 h 15 : « L'Été de la Cité, Notre-Dame et la Seine », par F. Baudouin, conservateur du Musée de la botanique, à Confans-Sainte-Honorine.

(Société des Amis de Notre-Dame de Paris).

23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « La rue photographiée de 1850 à 1950 », par F. Reynaud (Musée Carnavalet).

Centre Georges-Pompidou (salle 8), 18 h 30 : « L'Art en Espagne : les années 80 », par V. Combalia (Les conférences du MNAM).

Palais de la Découverte, Avenue Franklin-Roosevelt, 20 h 30 : « Souvenirs d'un mathématicien », par L. Schwartz.

Cité internationale universitaire, boulevard Jourdan, 21 h : « Cycle Afrique et Moyen-Orient : le cinéma burkinabé », par S. Savadogo. Accompagné du film *Wend Kouni*, de G. Kaboré, et suivi de musique du Burkina-Faso (Fondation Deutsch de la Meurthe).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombari Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi Philippe Herremans Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beauv-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

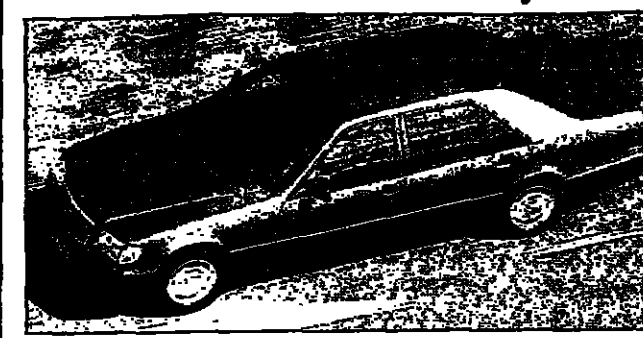
Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-89

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BELIVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10

AUTOMOBILE

Mercedes : la classe S et le 12 cylindres



Personne ne contestera que la vedette du Salon de l'automobile de Genève (le Monde du 6 mars) est, cette année, la nouvelle classe S de Mercedes et plus encore le fameux 12 cylindres en V annoncé de longue date et enfin présent. La toute dernière génération des haut de gamme de la marque allemande se distingue face à la précédente série du type par encore plus de luxe, de confort et surtout de finition qui, en l'occurrence, ne présente aucune défaillance décelable.

Trois genres de moteurs ont été montés sur cette nouvelle série de voitures : un 6 cylindres en ligne de 3199 cm³, qui sort 231 ch à 5800 tours/moteur (modèle 300 SE/SEL) ; un V8 de 4196 cm³ à 288 ch à 5700 tours/moteur (modèle 400 SE/SEL) ; un V8 de 4973 cm³ sur même structure que la 400 (modèle 500 SE/SEL) ; un 12 cylindres en V de 5987 cm³, avec 408 ch à 5200 tours (modèle 600). Cette dernière version constitue un retour historique à la fabrication de boîtes massives autrefois produits par Mercedes et mis en sommeil avec la conjonction.

Réponse à la concurrence (BMW et son 12 cylindres en ligne, japonaises Lexus ou Honda...), la réplique est de taille tant par le moteur des véhicules (de 1890 pour la 300 à 2200 pour la 600) que par la somme de technologie rassemblée dans un même véhicule : recyclage des gaz d'échappement, insufflation d'air secondaire, multisoupape, calage variable de la distribution, emploi massif de l'électronique et matériaux pour la plupart recyclables.

A cela s'ajoutent, pour le confort, des doubles vitrages isolants, des filtres antipoussières montés sur un système de chauffage et de climatisation qui peut être réglé de part et d'autre de l'habitacle etc. Avec

cette nouvelle classe S, voilà atteints des sommets qui marquent la marque à l'abri des imitations... pour un certain temps au moins.

Pour l'heure, on ignore les tarifs qui seront appliqués à ces voitures. Ce que l'on sait en revanche c'est que Mercedes, qui est le fournisseur attitré de flottes diplomatiques de plus en plus nombreuses, possède avec la nouvelle classe S une raison supplémentaire d'être rassurée sur son avenir. Car, on s'en doute, la marge dans la vente d'un tel véhicule est aussi colossale que la voiture elle-même.

CLAUDE LAMOTTE

□ M. Xavier Karcher, vice-président et directeur général de Citroën s'est vu attribuer le prix Georges-Borel 1990. Ce prix couronne l'ensemble des efforts effectués par une entreprise en matière de qualité.

□ Un arrêté paru au Journal officiel (29 janvier 1991) consacre désormais l'usage obligatoire dans les documents officiels et les ouvrages d'enseignement d'un certain nombre d'expressions du domaine des transports. A ce titre, l'automobile est largement concernée. Ainsi le mot anglo-saxon *spoiler* sera maintenant traduit par « déflecteur » et « monospace » remplacera *minivan*. « Remodelage » ou « restylage » prendront la place de *lifting* ou *restyling*. Plus de *starter* mais bien « enrichisseur ». Avec « distribution à programme variable » il faudra désormais comprendre *variable valve timing*. On s'en serait un peu douté.

Dans l'affaire, l'Académie française, le Conseil international de la langue française et la Délégation générale à la langue française ont été consultés et ont donné leurs avis éclairés...

ARTS • SPECTACLES



Stan Getz à New-York, 1950.

HUITIÈME FESTIVAL « BANLIEUES BLEUES » EN SEINE-SAINT-DENIS Le jazz en procès de reconnaissance

NE discutons même pas. Le jazz est partout, son centre nulle part. L'Europe et le Japon assurent les arrières. Ses acteurs, promoteurs et profiteurs se plaignent toujours, plus qu'avant, rien de nouveau sous le soleil, ils ne savent pourtant pas ce qui les attend. L'Amérique a déjà fait son deuil.

Stan Getz préside aux destinées d'un festival plutôt risqué, le Festival Banlieues bleues. Il l'ouvre en duo, avec Kenny Barron. On le dit malade, on le dit guéri. Stan Getz met fin de lui-même aux légendes et aux bruits qui ont escorté sa carrière. On a tout dit de lui : qu'il était trop technique, trop frivole, trop mièvre, trop facile, trop sirupeux, trop blanc, trop américain, pas assez. D'une main, il joue avec Woody Herman, Dizzy Gillespie, Gerry Mulligan, Chet Baker ou Dave Brubeck, en 1948, un *Early Autumn* définitif, sidérant, hors normes.

De l'autre, il entre en samba à l'heure où Coltrane et Rollins secouent l'histoire du ténor. Personne à lui pardonner cet exercice de lévitation sur fond de bossa nova : ni les fondamentalistes du jazz qui le vivent comme une trahison, ni les folkloristes sourcilieux qui ont du moins le bon goût de le prendre pour un saxo-

phoniste brésilien... Getz toujours entre deux : le comble du jazz nonchalant et en même temps son risque absolu de malentendu.

Fait chevalier des arts et lettres, il y a deux ans, par Jack Lang, il ne cachait pas son émotion, se sentait enfin reconnu, fêté comme il ne l'est pas en son pays. D'une certaine façon, il n'a jamais si bien joué. Jamais si souverainement. Son dernier disque, *Serenity*, pour preuve.

Par un effet rétréci d'époque, la petite communauté où le jazz se répand continue de s'entretenir dans l'idée qu'elle serait menacée, ignorée, injustement boudée par les médias, réprimée par les pouvoirs. C'est un effet d'optique : le jazz n'a jamais été si fêté, médailé, diffusé, « légitimé » au sens que donne Pierre Bourdieu (*La Distinction*) : on baigne en plein procès de reconnaissance culturelle, les fromages sont partout, et il faut un solide sens du carnaval pour s'imaginer en martyr de la cause noire des saxophones perdus et des pendus réunis.

D'un autre côté, si l'on veut voir les choses en face, le jazz ne pèse rien. Économiquement, culturellement, il ne pèse strictement rien. Au regard des énormes circuits de la variété, des montages hautains de la musique clas-

sique (enregistrement, commerce du disque, organisation de spectacles) et du deuxième marché de la musique contemporaine, il ne pèse rien du tout. Il n'a d'ailleurs jamais rien pesé. Il y a des contreparties à cette anémie (bénéfice de prestige, d'indépendance, d'autonomie), mais tout de même.

N'importe quelle analyse de budget, de consignes de diffusion à quelque chose d'accablant. L'ignorance touchant au jazz continue d'avoir, pour qui s'y accroche, quelque chose de sportif, de méritoire. Le temps passe. L'Amérique a troqué la question ratée de l'intégration de ses communautés (d'où le jazz surgissait) pour celle des haines sommairement juxtaposées (qui l'annulent). Inégalité sans recours d'argent, fossé de savoirs, de modes de vie. Drogues et ghettos. Tant que ça tient. Des pointes percent, plutôt symptômes qu'anesthésies, mais avec quelle force (le rap). Spike Lee, dès qu'il tombe sa casquette de sociologue voyou, se change en docteur Schweitzer du trombone à pistons. La guerre a commencé. (Lire notre article page 19.)

FRANCIS MARMANDE

MUSIQUES

18

Chico Buarque chante la Lusitanie



Quelque part à Paris, un écrivain achève son second roman. Un peu plus tard, il reviendra à la composition et à l'écriture de chansons. Chico Buarque va sa vie au gré de ses talents, multiples : auteur et compositeur donc, mais encore poète, footballeur, historien aussi, qui peut, qui sait porter un regard lucide, tendre et lyrique sur les racines du métissage brésilien.

CINÉMA

20 et 21

Le tour du monde de « Cyrano de Bergerac »



Du siège d'Arras à celui de Beverly Hills, *Cyrano* en vers, et partout. Après l'opération « coup de poing » menée contre les Golden Globes - récompenses attribuées par la presse spécialisée d'Hollywood - Jean-Paul Rappeneau et Gérard Depardieu affûtent leurs armes : assaut des Césars le 9 mars à Paris, assaut des Oscars le 25 mars en Californie. Américains, Japonais, Hongrois, Anglais, d'autres encore, tous parlent désormais la langue de Rostand, notre langue. Récit de l'aventure internationale, artistique et commerciale, du surdoué des écrans français.

Tournage à Calcutta de « la Cité de la joie »

28



La Cité de la joie, livre de Dominique Lapierre qui a ouvert le regard de millions de lecteurs dans le monde entier sur l'extrême pauvreté de la vie bengali, est aujourd'hui porté à l'écran par Roland Joffé, réalisateur de *La Déchirure* et de *Mission*. À peine ses équipes étaient-elles installées à Calcutta qu'une vive polémique éclatait dans les milieux culturels et politiques locaux : doit-on, peut-on filmer la pauvreté ?

MUSIQUES

RENCONTRE AVEC LE CHANTEUR ET POÈTE CHICO BUARQUE DE HOLANDA

Les chants du métissage



IN «CHICO BUARQUE», ED. DAS LETRAS/MPM

Le Brésil contemple le Portugal, et inversement. «Toute cette mer n'est pas là pour séparer, mais pour réunir», écrivait le poète Fernando Pessoa. Du fado à la samba, conversation avec Chico Buarque, chanteur, auteur-compositeur, poète, footballeur, Brésilien d'aujourd'hui.

ENFANT de la civilisation composite de Rio-de-Janeiro, grand amateur de football et de samba, Chico Buarque sait apposer un lyrisme singulier aux choses les plus simples. Tendre et sarcastique, intelligent et discret, il a souvent dépassé son rôle de chanteur populaire, par le théâtre, la comédie musicale et une omniprésence sur la scène sociale et culturelle de son pays. Fils d'un historien célèbre, Chico aime les faits divers pour ce qu'ils contiennent d'universel : une banda naïve qui passe et que tout le monde suit ; un maçon qui tombe en construisant un mur ; des frissons d'amour à fleur de peau ; des petits voyous ingénus ou de vieux généraux gâteux qui défilent sur l'avenue pour un carnaval du passé.

A quarante-six ans, les yeux étonnamment bleus,

ancien. Il fait partie du paysage musical brésilien au même titre que la musique française ou italienne que l'on entendait à la radio. La voix superbe d'Amalia Rodrigues l'a incarné au Brésil comme partout. Ce n'est pas une forme musicale très présente, mais plutôt une influence atavique, surtout sur les textes, sur la poésie. Le Portugais sait cultiver la tristesse, il est fondamentalement lucide et sait jouer de ce sentiment. Il nourrit sa mélancolie. Nous, Brésiliens, sommes les « fils » du triste, ça change beaucoup. Nous avons hérité de tout cela, mais avec un assaisonnement africain.

» Le mot *saudade* (nostalgie), obsession de retrouver le passé dans le futur, souffrance typiquement portugaise, perd au Brésil son contenu fataliste. Il est prononcé ici avec allégresse, quand c'est déjà le moment d'en venir à bout ; il n'est pas l'expression d'un sentiment de perte, mais au contraire, celui d'un gain possible. *Fado* signifie « destin ». Cette notion s'est estompée en Amérique du Sud grâce en raison d'un mysticisme profond.

» J'avais gardé du fado une image un peu vieillotte que j'ai en partie cassée en allant au Portugal. Bien sûr, la révolution des cillelles avait été Amalia Rodrigues comme symbole du fascisme, avec une exagération compréhensible à l'époque. Amalia, la pauvre, a été bien maltraitée. Mais le Portugal avait sombré dans un total isolement et arrêté le cours de son histoire pendant plus de quarante ans de salazarisme.

Amalia Rodrigues : « Au Brésil, j'ai vu dans la rue une école de samba qui chantait Vao Acabar com a Praca Onze (Ils vont casser la place Onze). Ça, c'est du fado. Même tristesse de la mélodie, même tristesse dans les paroles. Seulement, on la cache sous la joie africaine (op. cit.). »

» Le fado est grave, littéraire. Au Brésil, nous n'établissions pas de hiérarchie entre la poésie et la chanson, qui n'est absolument pas perçue comme un art mineur. Lorsque j'habitais l'Italie [en 1969, lors d'un exil forcé], j'étais tous les jours surpris du mépris envers la « musica leggera ». Mais je peux comprendre le poids de la tradition. Les Brésiliens peuvent se permettre cette légèreté, faire de la musique, de la poésie populaires sans traumatisme.

» Le meilleur exemple est Vinícius de Moraes, qui passait sans cesse de l'un à l'autre. Un de nos plus grands poètes, Carlos Drummond de Andrade, adorait qu'on mette ses textes en musique. Au fond, il aurait toujours voulu être Vinícius.

Les dictionnaires autorisés : « Fado, n. m. : chanson populaire chantée principalement à Lisbonne et à Coimbra, et tirant ses origines du lundu (danse nègre, licencieuse et indécente) du Brésil colonial. Fut emmené au Portugal par les émigrants qui accompagnaient João VI (1821) et a fini par devenir la forme musicale populaire de ce pays. A complètement disparu au Brésil. » (Racines de la Música Brasileira, Rio, 1971.)

» Vous savez, le Brésil et le Portugal ont une relation un peu difficile. Nous voyons toujours le Portugal avec une certaine prudence, une certaine réserve, si ce n'est avec ironie. Les fados composés par les Brésiliens – comme celui qui est chanté par Mathias, le personnage portugais de *Calabar*, pièce que j'ai écrite avec Rui Guerra – l'ont été sur le thème de la parodie. On imite « l'accent », on se moque... Les Portugais sont nos Belges.

» C'est peut-être une vengeance, pour inverser le rapport entre le colonisé et le colonisateur. Une manière de délivrer une agressivité ancestrale. Mais il y a certainement un contenu plus social, car les blagues portugaises mettent en scène des gens humbles, toute cette vague d'immigrants venus au Brésil au début du siècle pour des motifs économiques.

Chico Buarque et Rui Guerra, auteurs : « Tu sais, dans le fado, je suis un sentimental. Nous avons tous hérité dans notre sang l'habitude d'une bonne dose de lyrisme (en plus de la syphilis, bien sûr). Même quand mes mains sont occupées à torturer, à étrangler, à trancher, mon cœur ferme les yeux et, sincèrement, pleure ! » (Fado tropical, in *Calabar*, Rio, 1974.)

» *Calabar*, l'éloge de la trahison posait la question de la colonisation. Nous avions énormément travaillé, avec Rui Guerra, pour essayer de cerner au mieux cet épisode de l'histoire brésilienne, quand deux puissances coloniales, le Portugal et la Hollande, s'affrontaient dans le Nordeste pour la possession d'une terre qui ne leur appartenait pas. *Calabar* représente dans l'histoire officielle du Brésil la figure du traître à la patrie. Métis originaire de Pernambuco, il s'enrôla parmi les premiers dans l'armée portugaise pour lutter contre les Hollandais. Il déserta, passa à l'ennemi et fut exécuté en 1635.

» Certains disent que la colonisation hollandaise aurait apporté au Brésil plus de bienfaits que l'autre. Mais toute colonisation a un côté positif et un côté négatif. Les Portugais avaient la vue courte ; ils furent toujours trop timorés, trop prudents, trop hésitants. Ils ont fait beaucoup de tort à la future nation brésilienne,

en interdisant l'ouverture d'universités, par exemple. Mais ils possédaient une très grande faculté d'intégration, due à leur propre mélange, entre Maures, Européens du Nord... Ce sont eux qui nous ont transmis la faculté du métissage. Nous sommes le produit de cette générosité portugaise, de cette vision à la fois rétrograde et planétaire.

» Je ne saurais relire aujourd'hui *Calabar* ; cette pièce est comme congelée, fossilisée. La censure l'a interdite en 1975. Elle m'a obligé à couper des mots dans les chansons, etc. *Calabar* fut donnée pour la première fois vers 1980, lors de la libéralisation du régime militaire, à São-Paulo, mais je pensais déjà à autre chose.

Sergio Buarque de Holanda, historien : « Pionniers de la conquête des tropiques par la civilisation, voilà, dans cette prose, la plus importante mission historique des Portugais... (in *Racines de la Música Brasileira*, Rio, 1974.) »

» On ne peut pas dire qu'il existe aujourd'hui une véritable communauté lusophone. Les développements se sont faits séparément, l'évolution de la langue aussi. Les Portugais conservateurs, garants de l'orthodoxie du langage, frissonnent devant les Brésiliens, qui massacrèrent allégrement les règles, commettant les péchés les plus honteux, des barbarismes à tour de bras, et joyeusement. Aujourd'hui, certains voudraient unifier tout cela, je ne vois pas bien pourquoi. A chacun sa saveur. Il y a dans l'air une réforme de l'orthographe qui n'aboutit jamais.

Chico Buarque, poète : « Tiens, regardez, c'est mon gamini ! Il arrive en sautoir et le cœur emballé ! Il m'apporte toujours un cadeau pour me faire rougir ! Plein de chaînes en or, monseigneur ! Faut avoir du cou pour les enlever ! M'a amené un sac avec tout dedans, un carnet, un chapelet, un bracelet ! Un mouchoir et une pellette de papier. » (O Men Gari, chanson, 1981.)

» Nous assistons à une colonisation à l'envers. La production culturelle brésilienne, pour des raisons évidentes de démographie, domine. Surtout en musique. Moins en littérature. Les écrivains portugais, Pessoa ou Saramago, sont lus au Brésil. Nous envahissons la vieille Europe par le biais des feuilletons télévisés, de la chanson.

» Un jour, il n'y a pas si longtemps, je me promenaïs en voiture à Cascais (près de Lisbonne) et j'entendis à la radio : « Ici Radio Cidade [une des plus célèbres stations de Rio-de-Janeiro]. Allez les enfants, tous à la plage, on va s'éclater », avec un parfait accent de voyou carioca. J'ai cru rêver ! Le Brésil a imposé un modèle de modernité surfait. C'est le Brésil exporté, riche, qui concerne 5 %, au plus, de la population de mon pays. Ce Brésil cosmopolite, fortement marqué par la culture nord-américaine, est attirant pour les Portugais qui veulent se mettre à l'heure de l'Europe développée. Pour la classe moyenne brésilienne, qui subit de plein fouet l'hyper-inflation, le Portugal est devenu un nouvel Eldorado. Des dentistes, des joueurs de foot, des psychanalystes investissent Lisbonne.

Bertrand Poirot-Delpech, critique : « Dix minutes d'orations debout, par un public au bord des larmes. Le quatrième Festival mondial du théâtre universitaire a vécu dimanche soir des moments d'enthousiasme comme on en connaît rarement au théâtre. C'est toute l'humanité souffrante du tiers-monde rongée par la faim qui semble envahir la scène avec son désespoir presque muet... L'enfant qui naît à la fin de cette marche... témoigne pathétiquement en faveur d'une victoire toujours possible de la vie. » (Le Monde, 25 avril 1965.)

» João Cabral de Melo Neto, grand poète nordestin, détestait la musique, les chansons et tout cela. Pourtant, en 1965, Roberto Freire, qui dirigeait alors la troupe de Théâtre de l'université catholique de São-Paulo, m'avait demandé d'écrire la musique sur un long poème, triste et glorieux, de João Cabral, *Vida e Morte Severina*. C'était un pari difficile. Mais tout a marché, le montage de l'époque était superbe, tout collait, c'était magique. Et étrange, car nous étions tous sans exception des débutants.

» Moi, j'étais étudiant en architecture, et le texte était très difficile à mettre en scène. Nous avons gagné le premier prix à Nancy. Jack Lang, qui dirigeait alors ce festival, et Jean-Louis Barrault nous ont invités à l'Odéon, au Théâtre des nations. Puis, morts de peur, nous avons joué la pièce à Porto, devant le consul du Brésil, João Cabral de Melo Neto en personne... *Vida e Morte Severina* était vraiment à la croisée de tous les chemins.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE

» Teresa Tarouca, fado. Le 9 mars à l'Auditorium des Halles, à 19 heures. Tél. : 40-28-28-49.

» Deux albums de Chico Buarque viennent d'être publiés en France : *Chico live au Zenith* (BMG Ariola) et une réédition en CD du *Grande Chico Místico*, superbe ballet composé en 1983 avec Edu Lobo (Paisao/NTI).

» A écouter : Dans l'émission musicale « Euphonia » sur France-Culture, « La Lusitanie ou le labyrinthe de la saudade », du 11 au 15 mars, de 14h30 à 15h30.



IN «CHICO BUARQUE», ED. DAS LETRAS/MPM



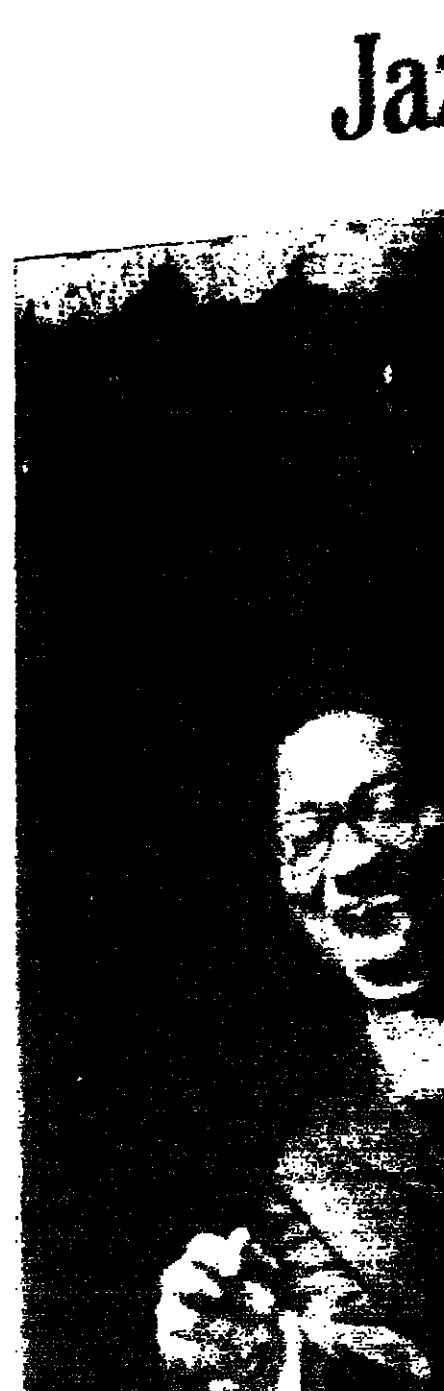
IN «AMALIA», ED. CONTEXTO

1990 : humour, timidité et football. Chico Buarque chez lui, et en avant-centre de l'équipe Politécnica, qu'il a fondée (ici, en 1982, lors d'un éliminatoire au stade mythique du Maracanã). 1944 : beauté fatale : Amalia Rodrigues débarque à Rio.

Chico Buarque est toujours aussi résolument timide. Chacun de ses mots est passé au filtre protecteur de l'humour et d'un éclatant sourire. S'il se livre aujourd'hui au seul plaisir de l'écriture, c'est qu'il n'a jamais été un homme de scène. Il comprend « l'inquiétude des patrons de [sa] maison de disques, BMG » et ne doute pas de son retour prochain à la composition musicale, lui qui s'ancre dans les racines profondes du métissage brésilien, d'accord. Et le Portugais ? Tandis que dans le calme de son appartement parisien, il met la dernière main à son deuxième roman « *urbain et imaginaire* », Teresa Tarouca, chanteuse de fado, dramatique, vibrante et nostalgique, s'apprête à monter sur les planches de l'Auditorium des Halles. L'occasion d'aborder avec le chanteur carioca l'épineuse question des échanges entre le Portugal et le Brésil, citations à l'appui :

Amalia Rodrigues, fadiste : « A partir du moment où la mort existe, la vie en devient irrémédiablement absurde. Je l'ai toujours pensé, j'ai toujours nourri des pensées tristes. Le fado a commencé pour moi comme une comptine et a fini par être une forme de vie à laquelle j'adhère totalement. La première fois que je suis allée au Brésil, en 1944, ce fut un tel succès que je n'ai ensuite jamais cessé d'y retourner. J'ai été la première artiste portugaise à me présenter au casino de Copacabana, où chantaient des gens importants comme Jean Sahlou. Dès que je suis arrivée sur scène, puisque j'étais portugaise et fadiste, le public a commencé à chanter, à chanter Al, Minha Mae (Aie, maman), car pour lui, le fado, c'était ça. C'est moi qui ai mis un terme à toutes ces moqueries envers le fado au Brésil. » (in Amalia, uma biografia, de Vitor Pavao dos Santos, 1987.)

Chico Buarque : « Le fado est un souvenir très



Encadrés par Stan Getz et Dizzy Gillespie, perrilles de rap et de jazz, coupes de bizarreries et de... non identifiées, les principaux du Festival Bandeiros... ont des airs d'avant-garde... Vous avez dit avant-garde ? Où en est le jazz ?

Vous avez dit avant-garde ? Où en est le jazz ?

Rap, jazz, rock, pop, toutes les formes de la musique contemporaine sont représentées au Festival Bandeiros, qui se déroule du 10 au 12 mars à l'Auditorium des Halles. Les programmes sont très éclectiques, mêlant des artistes connus et des émergents. Parmi les noms en vedette, on trouve Stan Getz, Dizzy Gillespie, et des groupes de rap comme les N'Waz. Le festival est organisé par le Centre culturel de la ville de Paris.

En plus de la musique, il y aura des ateliers de danse, des projections de films, et des débats. Le festival est gratuit, mais les places sont limitées. Pour s'inscrire, il faut se rendre au Centre culturel de la ville de Paris, 10 rue de la Harpe, à Paris 5.

Le festival Bandeiros est une occasion unique de découvrir de nouvelles formes de la musique et de rencontrer des artistes de talent. N'oubliez pas d'y aller !

5532 من زيجيل

HUITIÈME ÉDITION DU FESTIVAL BANLIEUES BLEUES

Jazz d'avant-hier, jazz d'avant-garde



De Dizzy à Portal : « Ou'il recommence hier, ce soir, demain... »

Encadrés par Stan Getz et Dizzy Gillespie, persillés de rap et de blues, coupés de bizarreries et d'objets volants non identifiés, les principaux noms du Festival Banlieues bleues ont des airs d'avant-garde retrouvée. Vous avez dit avant-garde ? Où en est le jazz ?

VENUS d'un temps où le jazz confondait la mémoire et l'oubli, s'égaraient pour mieux se réinventer, se trouvaient pour mieux se perdre, Ran Blake et Jeanne Lee (Comment ? Vous avez raté cet épisode crucial de la voix et du clavier silencieux, il y a trente ans ?), Joachim Kuhn (qui sautait le pas du temps qu'il y avait un mur à Berlin), Michel Portal (il vient de donner un Brahms éblouissant, déchiré), Don Cherry (extraterrestre en Soles dans les rues de Paris - photo - en 1964), Charlie Haden (douloureusement attelé à creuser les harmonies du chant des peuples), Steve Reich (obsédante horloge répétitive des nuits enfumées), David Murray (découvreur pour sa perte du corps noyé d'Albert Ayler, fin septembre 1976), Eddy Louiss (revenu de tout et reparti en fanfare comme ceux que la musique mange), Aldo Romano (poète des tambours comme d'autres le sont des mots ou des couleurs), l'ineffable Sun Ra Arkestra qui ne s'est jamais soucié de jouer à l'insu de l'immense Amérique une musique franche et déguisée qui profite à tant d'autres, Bill Frisell et ses rythmes enfia, plantent leurs tentes dans les banlieues bleues.

Ajoutons-y le trio refait de Jimmy Giuffrè, Steve Swallow et Paul Bley, acte pur de toutes les musiques du siècle, improvisées en une sorte d'anamorphose sonore : ajoutons la tournée du monstre trop humain des tambours, Elvin Jones le Grand, qui renvoie aux oubliettes les trois quarts des excellents drummers d'aujourd'hui et la totalité, sans regret, des tapeteurs de caisses pistonnées par les musiques de variété.

Faisons un sort aux plus récents, talentueux, sardoniques et sans complexes, Laurent Cugny, Cassandra Wilson, Padovani, Pavros, Yves Robert, Ces Messieurs : le mois de mars a des airs d'avant-garde. Cette théorie de noms aurait en valeur de manifeste voici encore quinze (dix ?) ans. Nul doute alors que Stan Getz se fût fait jeter - trop blanc, trop cool, trop sucré, trop poli, trop honnête - par ceux qui aujourd'hui l'encensent. Dizzy Gillespie et Miriam Makeba eussent en des airs de vedette américaine. Choses dans l'ordre. Mais qu'on s'y prenne comme on voudra, elles sont égales, il n'y a plus d'avant-garde.

C'est le cas de toutes les formes et pratiques esthétiques. Certes. En jazz, ça prend le sens d'une

perte d'improvisation. On reste sur les rails. On fait montre de savoir-faire. On s'offre des rouleaux de rythmes par peur du blanc, du silence, de l'espace. Du modal de robinet par peur de l'errance. On est sous surveillance d'arbitres qui brillent ce qu'ils ont feint d'aimer. Ils ne s'aiment plus beaucoup. On n'ose plus le saut dans l'inconnu. Il n'aurait plus le même sens. Effondrement d'imaginaire. Pour la première fois, le jazz veut faire plaisir aux parents.

Ce qui conviendrait le mieux à définir la situation esthétique du jazz, qui n'a jamais été un folklore (trop inventif pour ça), jamais un art (trop fou, trop voyou) - le jazz en majesté, celui que les chanteuses des années 40 qui ne se sont jamais trompées nommaient avec envie « Mr. Jazz », ce qui conviendrait le moins mal sans doute à l'approche serait, si elle n'était creuse à l'usage et vide de trop de sens, l'étiquette post-moderne.

Autre façon de dire que le marché, si petit soit-il, et l'institution qui s'y trouve prestigieusement récompensée (affichant un dessalage sans conséquence et un non-racisme de tréteaux) ont fait main basse sur la première « musique de musiciens » : la musique des musiciens qui se rencontrent à huis clos, après les heures d'ouverture, after hours, pour récupérer ce qu'on leur pique, leurs bouches, leurs membres, leurs langues, leurs doigts, leurs voix, leurs justes voix.

Post-moderne, cette assimilation sans valeur de tous les codes. Post-moderne, cette mise en série sans hiérarchie de tous les styles, cette capacité de citation méconnaissable, d'incitation légère, l'ironisation furtive du geste, la projection sur une scène exsangue, la volonté dédramatisée de perfection technique - du moins être imprenable sur ce terrain-là, le terrain de la faute, en produire à tout va les signes.

Dans toutes les formes de jazz, plus que des écarts à éviter, là n'était que l'apparence, il y avait surtout des choses à faire, des signes à produire - pour être reconnu, pour lancer un appel, pour répondre à une exigence. Tel un champ magnétique, l'espace du jeu était orienté, traversé, parcouru. On est allé, dans la querelle, dans les affaires de lutrin, dans les guerres pichrocolines et les batailles d'Hernani, aussi loin que possible. Explosion névrotique comprise : guerre de Panassié, figures pourries et raisins verts, détestation des formes sulfureuses de la West Coast, haine du free jazz. On n'a pas lésiné.

Le goût aujourd'hui est comme une mer étale. Tout convient à tout rompre, sauf ce qui risque de chatouiller l'ennui. Mais l'ennui lui aussi s'est modernisé. Il y a désormais une façon moderne de s'ennuyer, pas seulement télécommandée par l'imaginaire télévisuel. Flottent désormais, en suspension : un vague réflexe de lobotomisé, davantage de savoir musical, la non-envie d'en découdre, l'absence de

repères, la présence des pères, le plaisir immédiat aux épineuses images d'Epinal (image du nègre pittoresque, du souffleur défoncé, du bluesman crucifié, de l'homme fatal). Les concerts sont des cérémonies de signes jugées à l'applaudimètre. « C'était pas mal mais il n'a eu que deux rappels » est une phrase que l'on entend.

Reste quoi ? Des survivants forcément émouvants. Des évocations de prestidigitateurs. Un glissement vers une musique de répertoire. La répétition programmée. Un revivalisme épuisant. Un néoacadémisme aussi perfectionné que pâle d'intérêt. La recherche d'un monde délicat à redéfinir (c'est le cas de Banlieues Bleues). Et, parfois, le ravissement de l'instant.

Lié à l'histoire propre de sa communauté d'invention et à celle, plus accélérée, plus fuyante, de ses constants débordements, le jazz n'a jamais tenu dans le modèle sportif auquel on a voulu le rabattre (la compétition, le toujours plus). Et encore moins dans le modèle familialo-métaphysique où l'on veut l'incarner : les sources, les influences, la clôture et la boucle, ce verger d'arbres généalogiques à quoi on veut le pendre, pour en finir avec cette histoire, avec toute histoire. Ce n'est pas par hasard que de Panassié, le créateur du modèle, aux hystéries de classification et

d'analogue d'aujourd'hui (l'imposition d'un sens, d'un sens obligatoire, à toute cette fable), ce soient les plus conservateurs (parfois limites), les plus réactionnaires, qui aient fourni le meilleur contingent d'historiens appliqués, linéaires, besogneux.

Si elles n'ont pas échappé aux marchands, les choses nous échappent. « Le jazz est un accident et une chance », dit Michel-Claude Jalard dans un texte célèbre. Maintenant que se sont effacées les conditions qui l'ont rendu possible, il n'est plus en situation. Mais sa pratique, elle, demeure. Alors il faut, pour conclure, s'interroger : qu'est-ce que cela signifie, aujourd'hui, « jouer du jazz », est-ce encore possible, quel sens cela a-t-il ? (1).

Cela a le sens du rêve et de l'action. Nous ne sommes pas lassés de voir des musiciens en scène, en acte, jouer en temps réel, jouer et pour les plus déjotés d'entre eux, se mettre en jeu. Le temps des machines est si répandu, si nécessaire, que nous voulons cet acte de survie qu'est la réalisation dans le temps réel du concert de l'acte musical. Par ses dimensions (infinitement plus modestes que celles du gala de variété - chapiteaux et salles polyvalentes à chaises oranges - ne s'y aligner sous aucun prétexte !), par son imaginaire (sourdement rebelle, à tout le moins dérangeant), par sa folie propre, si climatisée soit-elle, par ses modèles actifs, ses incitations et sa violence absorbée, le jazz suscite encore cette attente d'amoureux qui se pare. Il peut sombrer dans le maniérisme, le pastiche dodu, la classicisation glacée, la parade sans nom.

Il peut aussi bien naître du geste, de l'inattendu et du ressort d'amour. C'est son syndrome de Phénix et de Prométhée.

Son accident, c'est l'origine lourde, noire, datée, pesante, politique, indéfectible. C'est par là que nous sommes attachés pour au moins trois vies.

Sa chance, c'est la perte immémoriale de toute origine à laquelle on ne fait pas trop attention, heureusement, elle paraîtrait incompréhensible à beaucoup, elle ferait trop peur : avant le génial (oui : génial) Louis Armstrong, il y avait King Oliver et avant eux, plus saisissant dit-on, plus inspiré mais on n'en a pas de trace, et alors ? le son porté plus loin encore sur le Mississippi, Buddy Bolden mort fou en 1931 à l'Insane Asylum of Louisiana où il avait été interné en 1907.

Avant Charlie Parker, jouait à Kansas City un altiste plus aventureux encore dans la folie harmonique, plus doué, infiniment plus définitif dans cette irruption qui continue de laisser pantoufler les musiciens de tous styles (classique ou autres) et de tous continents. On dit de lui qu'il s'appelait Walter Knight.

Avant Ornette Coleman, à Fort-Houston, Texas, dans les années quarante, un vieux ténor sans gloire accueillait dans son garage une poignée de jeunes Noirs de la ville, il jouait free, il n'en faisait pas tant d'histoire. Et ainsi de suite.

De Buddy Bolden, de Walter Knight, du saxophoniste texan de garage, il ne reste rien, pas la moindre trace d'enregistrement ni de photos. C'est toujours mieux que toutes ces traces déformantes, infligées, commandées selon le goût, les modes et les compagnies où nous nous perdons avec un trépidement d'enfant. C'est la chance qui permet d'attendre, d'un art sans origine pour en avoir trop, qu'il recommence hier, ce soir, demain - ce qu'il n'a jamais cessé de faire : Comme un éros secret.

FRANCIS MARMANDE

(1) Michel-Claude Jalard, *Le jazz est-il encore possible ?*, Parenthèses/Epistrophe, 1986.
* Festival Banlieues bleues en Seine-Saint-Denis, du 8 mars au 13 avril. Renseignements : tél. : 43-85-66-00.

MADELEINE
COMPAGNIE VALERE DESAILLY
et LES SPECTACLES 2000 présentent

DOMINIQUE PATUREL
MICHELLE DAX
GEORGES DESCRIBES
CORINNE LAHAYE

Écoutez pas les Keatnes!

SACHA GUITRY
Mise en scène **PIERRE MONDY**
Réalisation **MAURICE DUCASSE**
Décor et costumes **JACQUES MARILLIER**

avec
ROBERT ROLLIS
JEAN-SIMON PREVOST
DOMINIQUE TIRMONT
ROBERT DESLANDES
ANNIE DIDION PHILIPPE VINCENT et

LUCETTE RAILLAT

LOCATION : 42.65.07.09 ET AGENCES

THEATRE DES ARTS
CERGY PONTOISE

Jusqu'au 17 Mars

LES CHIENS VOLANTS
DIE LUFTHUNDE
avec le soutien de PROHELVETIA

RER A Station Cergy-Préfecture
Sonia Grand Place
30.30.33.33

CINÉMA

LE TOUR DU MONDE DE « CYRANO DE BERGERAC »

Nez pour gagner

Année-marathon, année flamboyante, année *Cyrano de Bergerac*. Cette année, commencée le 28 mars 1990 avec la sortie du film en France, s'achèvera le 25 mars prochain avec la cérémonie des Oscars à Los Angeles. Le film a reçu cinq nominations – un record pour une œuvre non anglophone.

Entre-temps se sera déroulée, le 9 mars, la remise des Césars, pour laquelle il totalise – autre record – treize chances de récompense. Aujourd'hui Jean-Paul Rappeneau se souvient. Des inquiétudes de la préproduction, des soucis et émotions du tournage, de son anxiété au moment de la sortie en France, au Canada, dans les pays de l'Est, en Allemagne, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Récit d'une aventure planétaire.

LE jour des nominations aux Oscars, Gérard Depardieu m'a appelé de Melbourne où il se trouvait pour le lancement du film et m'a dit : « C'est trop, il faut que ça s'arrête ! » Il s'inquiétait pour moi, sourit Jean-Paul Rappeneau, conscient que son sort de cinéaste couvert d'honneurs n'inspirerait de compassion à personne d'autre. Aujourd'hui, après un tour du monde et déjà une moisson de récompenses cosmopolites, son souvenir le plus ému restait la veille de la sortie française.

Ce mardi soir 27 mars, au cinéma Normandie, sur les Champs-Élysées, le Tout-Paris politique et culturel assiste à l'avant-première : applaudissements durant la projection, ovation à la fin ; le premier ministre, à qui une radio demande un commentaire à chaud, répond : « La splendeur, ça ne se commente pas. » La fin d'une angoisse, celle du cinéaste et de ses producteurs, René Cleitman et Michel Seydoux. Cette angoisse ne les avait pas quittés depuis la conception de ce qui leur parut longtemps une machine infernale, devant laquelle de plus « gros » qu'eux – dont Gaumont en 1985 – s'étaient effarouchés.

Au sortir de l'avant-première, tout le monde est rassuré. Jusqu'au lendemain, jour de la sortie en salles. Le matin, beau fixe : la presse encense le film avec une unanimité aussi touchante qu'inhabituelle. Le soir, briefing général chez le distributeur, UGC. A mi-voix, on se répète que tout ne va pas mal. *Cyrano* a « fait » 15 433 entrées dans ses trente-cinq salles parisiennes, joli démarrage. Pas le triomphe attendu. « Tout le monde était très gentil, se souvient Rappeneau,

neau, mais après l'euphorie de la veille, on sentait une certaine déception. »

Pourtant, semaine après semaine, le public vient, dessinant pour *Cyrano* une courbe presque idéale de fréquentation. 126 000 spectateurs en une semaine, trois semaines stables au-dessus de 100 000, une courbe déclinant doucement jusqu'au 15 mai où il a déjà rassemblé 612 000 spectateurs parisiens. Vient la projection du film en compétition au Festival de Cannes.

« Cannes, je ne voulais pas y aller, avoue le réalisateur. J'ai donc refusé que la sortie soit repoussée pour attendre le Festival, et lorsque, finalement *Cyrano*, déjà en salle, a tout de même rallié la Croisette, j'ai demandé qu'il ne fasse pas l'ouverture. Des films français « gros calibre » comme *Fort Saganne* ou le *Grand Bleu* en avaient trop souffert. » Rappeneau, qui était allé à Cannes en 1971 avec *Les Mariés de l'an II*, n'en gardait pas précisément un bon souvenir.

Même l'accueil (enthousiaste) des festivaliers à *Cyrano* ne le rassure pas tout à fait. Mais la soirée des récompenses, le prix d'interprétation à Depardieu, le mot de gratitude publique du comédien à son réalisateur et l'hommage discret que lui rend Gilles Jacob, délégué général du Festival, lui réchauffent le cœur. L'intronisation cannoise lève les dernières réticences

de ceux qui craignaient de ne trouver en salle que du théâtre filmé : en neuvième semaine, les entrées remontent de 45 %.

Après l'« envoi » de Cannes, Rappeneau dirait bien, comme le Gascon, « *Mais je m'en vais, pardon, je ne peux faire attendre* » : il a un nouveau film à écrire, il ne veut plus laisser passer cinq ou sept ans entre deux tournages comme il en avait pris l'habitude (1). Chez Hachette Première, la société productrice, on ne l'entend pas ainsi : ce film, que les étrangers semblent mieux accepter qu'on ne s'y attendait, il faut en assurer la promotion. Ça fait partie du métier.

Première étape : Montréal, en juin dernier. La surprise ne sera pas l'accueil enthousiaste du public mais, là comme partout, la découverte de ses raisons particulières d'aimer le film. « *Je suis arrivé au Québec pendant la crise constitutionnelle* (qui remettait en cause le statut de la « belle province » au sein du Canada), en pleine renaissance du mouvement indépendantiste. Pour eux, le film était un hymne à la langue française, une sorte de manifeste. » Durant la soirée de gala, voilà la salle qui éclate en applaudissements quand les cadets partent à la guerre : le drapeau à la fleur de lys des armées françaises d'alors est encore celui du Québec d'aujourd'hui !



Depardieu-Rappeneau : joie des Franchises

UNE CARRIÈRE COMMERCIALE INTERNATIONALE

Le panache à tous prix

リベラシオン "Liberation"

「シラノ」は面白く、フランス万歳、ロシア万歳、ドイツ万歳、みんな万歳！

ユマニテ "Humanité"

何となくさだそうとして、ドナルド・デューの存在は何かと大いなのだろう！

嵐のような圧倒させる力がある。必死で、心を揺さぶる。

見せ場の中では、アラスカの戦いが非の打ちどころのない出来事だ。

ルモンド "Le Monde"

シラノ？ プラボー！ おなじみの映画に泣き拍手をし、

心を奪われたのは、何年ぶりのことだろうか？ J. P. ラブローの宣伝は嘘ではない。

une major qui le noierait dans ses mega-programmes : « C'est ce qu'on appelle « to take the money and run » (prendre l'oselle et se tirer). Je connais bien le fonctionnement des studios, j'ai travaillé cinq ans à la Twentieth Century Fox avec Darryl Zanuck : pour eux, un film français, c'est du charabia ; ils ne savent pas quoi en faire. Nous voulions traiter avec une des deux compagnies américaines qui ont l'expérience de la sortie de films non anglophones, Orion Classics ou Miramax. Et pouvoir suivre avec eux la carrière du film. »

Peu avant Cannes, un des patrons d'Orion Classics, Tom Bernard, en route pour des vacances en Suisse, passa par Paris et réclama que le film lui soit montré. « Il ne parle pas un mot de français, et la copie sous-titrée n'était pas prête ; je lui ai instantanément proposé d'attendre Cannes. Il a insisté, et sitôt la projection terminée, il a dit : « l'achète. »

Qu'achetait-il ? Comme la plupart de ses confrères distributeurs des pays riches (1) – même si chaque contrat est adapté aux conditions locales, – il acquiesçait la totalité des droits (salles, vidéo, télévision). En l'occurrence pour 1 million de dollars, somme considérable

mais pas mirobolante. Elle constitue le « minimum garanti » : au-delà d'un certain niveau de recettes, le producteur touche un pourcentage des revenus. La totalité des minimums garantis encaissés sur *Cyrano* s'élève à 30 millions de francs, ce qui est remarquable. Mais surtout, le distributeur récupérera au moins 10, et peut-être 20 millions supplémentaires de « droits collatéraux » ce qui est, cette fois, rarissime.

Michael Barker et Tom Bernard, deux des pontes d'Orion Classics, exultent : leur stratégie de distribution a payé. Visant le succès populaire, ils ont – le paradoxe n'est qu'apparent – joué la carte de la haute couture. *Cyrano* est sorti le 16 novembre dernier en exclusivité dans une seule salle à New-York. Leur idée : profiter de l'accueil enthousiaste de la critique à portée nationale – *New York Times* en tête – pour élargir leur assiette aux environs de Noël, au moment de la publication dans les magazines, hebdomadaires et mensuels, des portraits et interviews des principaux protagonistes.

« Fin décembre, *Cyrano* se jouait sur cinquante écrans, un écran par grande ville. En exclusivité. La semaine précédant l'annonce des nominations aux

Pendant ce temps, et durant tout l'été, le film continue sa carrière en France, en route vers les quatre millions de spectateurs, chiffre atteint aujourd'hui. En septembre, un rendez-vous important attend Jean-Paul Rappeneau : le Festival de Toronto sert de test pour tout le marché anglo-saxon. Pour la première fois, le film est montré dans sa version sous-titrée. Dès la préparation, le nom d'Anthony Burgess, auteur d'une traduction « moderne » de la pièce de Rostand – qui fut jouée par la Royal Shakespeare Company avec Derek Jacobi dans le rôle-titre, – avait été évoqué. Le sous-titrage du film fut donc confié à ce maître escripteur des mots, déjà familier du cinéma (*Orange mécanique* est adapté d'un de ses romans, il a inventé le langage préhistorique de *La Guerre du feu*).

« A la vérité, Burgess n'a, que je sache, jamais vu le film. Et nous ne nous sommes jamais parlé. Il s'est contenté d'envoyer sa traduction de la pièce, révèle le réalisateur. Ce qui est passionnant, c'est qu'il avait trouvé, dans sa traduction, des solutions très proches de celles que Jean-Claude Carrière et moi avons mises en œuvre. Y compris dans certaines transformations majeures... sauf que, chez lui, Roxanne n'allait jamais au siège d'Arnas ! »

« Mais le problème a été le découpage de son texte en sous-titres correspondant à la longueur des plans. Travail obscur et pourtant délicat, qui a été accompli à la perfection par un jeune Anglais vivant à Paris, Ian Burley. » Plus tard, le grand critique américain Vincent Canby écrira dans le *New York Times* : « Les sous-titres sont tellement bons qu'assister au film oblige à choisir sans cesse entre les lire ou regarder et écouter. »

Burgess avait inventé des équivalences, « très élégantes et très drôles », dit Rappeneau, aux facettes verbales de Rostand. Il avait même ajouté des touches comiques, volontaires ou non, là où elles n'existaient pas dans le texte d'origine. Durant l'étonnante séquence finale, là où Depardieu agonisant murmure : « C'est justice et j'approuve au seul de mon tombeau : Molière a du génie et Christian était beau ! », les sous-titres écrivent : « Take down this truisim in your common place books : Molière has genius ; Christian had good looks. » Ce « good looks » mit en joie les spectateurs anglophones.

Plus important : Toronto, où le public paie sa place et où le seul prix attribué l'est par le vote des spectateurs, couronnait... devinez qui. Excellent augure pour la carrière américaine. « Ensuite, ce fut la virée dans les pays de l'Est. » Franche rigolade en Tchécoslovaquie, émotion pure en Pologne.

Au Festival de Karlovy-Vary, des interprètes traduisaient en direct pendant la projection, dans des écouteurs fournis au public. Mais les interprètes ont reçu comme texte la pièce d'Edmond Rostand. « Une pagaille totale ! raconte Rappeneau, hilare. La preuve par l'absurde de l'énorme travail sur la pièce effectué avec Jean-Claude Carrière. »

Oscars (le 13 février), le nombre d'écrans était porté à soixante-dix, sans changer le nombre de villes. Début mars viennent s'ajouter trente autres salles. *Cyrano* se joue donc aujourd'hui dans cent salles à travers les grandes villes des États-Unis, affirment les responsables d'Orion Classics. La semaine suivant la cérémonie des Oscars (23 mars), le film sortira dans les petites villes de province.

« Il est en ce moment en tête du box-office étranger, et près de rejoindre les records de *Ran*, de Kurosawa, et d'*Allons enfants*, de Louis Malle. » Selon Orion Classics, *Cyrano* a à ce jour rapporté 3,5 millions de dollars et engrange entre 4 000 et 8 000 dollars par écran et par semaine. Chiffre respectable pour n'importe quel film national, énorme pour un film étranger. La sortie vidéo – « à déterminer, bien entendu, selon le box-office » – devrait se situer en mars, juste avant la proclamation des Oscars 1992.

Jacques-Eric Strauss souligne aussi des succès plus discrets, mais dont la somme est significative, en Suisse et en Suède, en Allemagne et en Espagne, dans les pays de l'Est et en Australie, plus encore en Angleterre où, en route vers les 2 millions de livres de recettes, il bat tous les records d'œuvres non anglophones. En attendant la sortie au Japon et en Italie, et alors que Jacques-Eric Strauss dit approcher le bouclage des deux derniers gros marchés, la Chine et l'URSS, les Vietnamiens à leur tour réclament le film.

« C'est un film miracle », dit Strauss, ravi. Désormais, Président Film vendra à l'étranger tous les films produits par Hachette Première.

J.-M. F.
et H. B.

(1) Avec les pays réputés non solvables, les exportateurs préfèrent la technique du forfait. Certains pays, ceux de l'Est notamment, négocient indépendamment les droits de télévision.



GÉRARD DEPARDIEU DA

Entre Cary Gr

La pose est simple. Gérard Depardieu a ramassé son nez et l'a tenu sur sa tête et offre son torse nu. L'interprète aux lecteurs d'interview. C'est une très belle photo. Elle est accompagnée du succès de *Cyrano de Bergerac* et de celui de l'acteur français aux États-Unis. Si Gérard Depardieu figure aujourd'hui au rang des stars d'Europe Atlantique, il le doit en partie à son impressionnante carrière comme acteur étranger. C'est en effet un acteur étranger d'origine et assez large pour attirer leur regard. Hommes et femmes continuent de faire force de la nature. Et les sous-titres sur *Cyrano* – une mention spéciale est dédiée à l'interprète au caractère « bête » dépourvu de l'écriture de Rostand, – interrompent l'intérêt des lecteurs. Comme on peut constater un phénomène étrange pour tenter de découvrir ce qui se passe.

Time Magazine voit dans cette armée à gauche bien chaperonnée et support partiel pour le nez de *Cyrano*. Partout dans la presse, Depardieu est vu comme un héros musculaire, solide, à la coupe impeccable. C'est un nez d'été de la mode moins conventionnel de tous les symboles internationaux. Mais c'est cette apparence singulière qui compte.

سكذامن للإعلان

[illegible]

CINEMA

Tous les films nouveaux

Henry, Portrait of a Serial Killer
de John McNaughton.
avec Michael Rooker, Tracy Arnold, Tom Towles.
Américain (1 h 30).

Inspiré du cas d'un authentique criminel, cette chronique très réaliste de la folie meurtrière sur les traces d'un assassin qui assouvit dans le sang sa perversion voyeuriste peut se voir comme un film d'horreur, mais aussi comme une étude soignée des médias et de ceux qui les consomment.

VO : Racine Odéon, 6 (43-26-19-58).

Ragazzi
de Mamma Keita.
avec Ivan Talleb, Ken Amrani, Sabrina Colla, Romane Bohringer, Richard Bohringer.
Français (1 h 25).

A la recherche de la femme idéale, deux jeunes gens dérivent de virée nocturne en quiproquos amoureux, avec pour seul gouvernant les mots et les sentiments d'aujourd'hui.

Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Rosencrantz & Guildenstern sont morts
de Tom Stoppard.
avec Gary Oldman, Tim Roth, Iain Glen, Ian Richardson, Donald Sumpster, Joanna Miles.
Américain (1 h 57).

Tom Stoppard a lui-même mis en scène pour l'écran cette adaptation de sa pièce de théâtre, variation noire et humoristique autour du personnage et du mythe d'Hamlet. Cela lui a valu le Lion d'or au Festival de Venise.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

Tels pères telle fille
de Emilio Ardolino.
avec Tom Selleck, Steve Guttenberg, Ted Danson, Nancy Travis, Robin Williams, Christopher Cazenove.
Américain (1 h 44).

Hollywood dans ses œuvres : après le remake américain de *Trois hommes et un couffin* baptisé *Trois hommes et un bébé*, en voici le *sequel* (la suite) : le bébé est devenu une petite fille, couvée

GAUMONT AMBASSADE
GAUMONT OPÉRA
GAUMONT LES HALLES
GAUMONT ALBIA
GAUMONT CONVENTION
PUBLISCH SAINT-GERMAIN
MONTPARNAIS
FAUVETTE-PERIPHERIES

BON ANNIVERSAIRE NIKITA
DÉJÀ 1 AN



CESARS 1991
9 NOMINATIONS

MEILLEUR FILM
MEILLEURE ACTRICE
MEILLEUR RÉALISATEUR
MEILLEUR JEUNE ESPÉROU MASCULIN
MEILLEUR MUSIQUE
MEILLEUR PHOTO
MEILLEUR DÉCOR
MEILLEUR SON
MEILLEUR MONTAGE

par ses trois pères, tandis que la mère fait carrière comme comédienne. Situation idyllique qui connaît quelques perturbations quand maman décide de quitter les États Unis et d'épouser un... quatrième homme.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, THX, 6 (45-62-41-48) ; U.G.C. Normandie, 6 (45-53-16-16) ; VF : Rex, 2 (42-38-93-93) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Française, 6 (47-70-33-68) ; U.G.C. Neflon, 12 (43-43-04-57) ; Fauvette Bie, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Albia, handicapés, 14 (43-27-94-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Sélection

Alice
de Woody Allen.
avec Mia Farrow, William Hurt, Joe Mantegna, Alec Baldwin, Judy Davis, Cybill Shepherd.
Américain (1 h 48).

L'échappée belle d'Alice, écartant les barreaux de sa routine dotée grâce à la potion magique d'un étrange docteur chinois, offre à Woody Allen l'occasion d'un hommage tendre et somptueux au talent et à la beauté de Mia Farrow en même temps que d'une déclaration d'amour au cinéma. A tous les sens du mot : un enchantement.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; Action Rive Gauche, 3 (42-71-52-38) ; U.G.C. Opéra, 3 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-40) ; U.G.C. Maitrot, 16 (45-60-00-18) ; VF : Pathé Impérial, handicapés, 2 (42-72-52-52) ; Saint-Lazare-Panoptique, 2 (43-57-36-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; U.G.C. Gobelin, 13 (45-61-54-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Dancin' thru the dark
de Mike Ockrent.
avec Con O'Neill, Claire Heckart, Angela Clarke, Julia Deskin, Peter Beckart, Marie Womack.
Américain (1 h 35).

Dans Liverpool sinistrée par les années-Thatcher, une nuit de virée d'une bande de garçons et d'une bande d'elles dégage des jeux de l'amour et du hasard à l'affrontement de clan. Rock et romance, pessimisme et drôlerie, une danse enlevée, sur le tempo juste.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Logos II, handicapés, 5 (43-54-42-34) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

Dance avec les loups
de Kevin Costner.
avec Kevin Costner, Mary McDonnell, Graham Green, Rodney A. Grant, Floyd Red Crow Westerman, Tantoo Cardinal.
Américain (3 h 01).

Le lieutenant Dumbear, héros malgré lui, voulait aller sur la frontière, face aux Indiens et à l'avenir de l'Amérique. Par hasard, il se retrouve au-delà, chez les Indiens et dans l'éternité d'une civilisation où l'ampleur et la splendeur des grands westerns, Kevin Costner raconte un itinéraire intérieur, qui est aussi celui d'une star devenue un sacré metteur en scène.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-52-82) ; U.G.C. Normandie, 6 (45-53-16-16).

Le Grand Simulateur
de Christopher Morahan.
avec Paul McCann, Amanda Donohoe, Frederick Truitt, Tom Wilkinson.
Britannique (1 h 45).

Garçon de salle, ce n'est pas une vie : mieux vaut voler les attributs d'un chi-

re de 300 000 en trois semaines.

Alice affiche une impatiente vaillance à 65 000 (370 000 en quatre semaines). Mais *l'Éveil* s'assoupit et *Opération Corned-Beef* envisage une position de repli.

Parmi les nouveautés, *Havana* ne secoue pas vraiment le coccidier en attirant moins de 55 000 fans de Robert Redford dans 28 cinémas. Toutes proportions gardées, les scores, dans seulement huit salles, de *Miller's Crossing* et de *la Fracture du myocarde*, ex aequo aux abords des 20 000, sont plus prometteurs. A noter enfin que deux succès de nature bien différente viennent de leur présence sur les écrans parisiens : *Nikita* (870 000 entrées) et *le Décalogue* (115 000).

Gene Tierney dans *Péché mortel*.

63-16-16) ; Gaumont Albia, 14 (43-27-94-50) ; VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 2 (42-38-93-93) ; Fauvette, handicapés, 13 (43-31-50-56) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

La Discreète
de Christian Vincent.
avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bancel, François Toumazou, Brice Boegler.
Français (1 h 35).

« Elle est immonde ! » restera comme une des répliques choc de 1990, exclamation parfaitement fautive et parfaitement hilarante de Luchini lancé dans son éblouissant numéro de séducteur séduisant. En finisse, le marivaudage tricoté par Christian Vincent mêle l'humour et la tendresse et, offrant tout à ses comédiens, rapporte tout à son réalisateur.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-52-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Albia, 14 (43-27-94-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

La Fracture du myocarde
de Jacques Fansten.
avec Sylvain Chupin, Nicolas Parodi, Cecilia Rouaud, Delphine Goutman, Olivier Montoya, Lucie Boscher.
Français (1 h 40).

Parce que Martin, douze ans, veut cacher la mort de sa mère, lui et ses copains de classe se retrouvent lancés dans une incroyable aventure de Robinson du quotidien, tentant de recréer un monde autonome dans l'océan de la vie adulte. Entre chronique et fantastique, la note juste d'un conte moderne.

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-80-81) ; Gaumont Albia, 14 (43-27-94-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

Miller's Crossing
de Joel Coen.
avec Gabriel Byrne, Marcia Gay Harden, John Turturro, Jan Polito, J.E. Freeman, Albert Finney.
Américain (2 h 02).

Les ombres et les luisances, les trahisons et les massacres à la sulfureuse du grand cinéma noir de l'âge d'or. Mais aussi le regard à distance de brillants jeunes gens d'aujourd'hui (les Coen brothers) qui ont tout compris des leçons d'hier et de celles d'aujourd'hui, et ciblent ce sombre joyau dont chaque éclat est un plaisir.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-40) ; VF : Pathé Française, 9 (47-70-33-68) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

Le Petit Criminel
de Jacques Doillon.
avec Richard Anconina, Gérard Thomas, Clotilde Courau, Jocelyne Parfiri, Clémence Poésy.
Français (1 h 40).

Quel est donc le crime de ce « petit criminel » ? Pas d'avoir maladroïtement piqué dans une parfumerie, ni même de prendre en otage le filic qui veut l'arrêter, mais de ne pas admettre son existence fichue d'avance. De cet élan de vie, Doillon nourrit son film pour porter à une émotion incandescente les mots, les gestes et les regards d'humains, trop humains.

Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

Route one-USA
de Robert Kramer.
avec Paul Williams.
Américain (1 h 16).

Voyage au centre de l'Amérique, le long de la Route One qui descend de la frontière canadienne à la Floride : avec la complexité d'un acteur, Kramer prend à son miroir chaleureux ou caustique, toujours attentif, les reflets de vies en miettes, les facettes d'un « pays réel » qui ne ressemble pas à ses images officielles.

VO : L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

Souvenirs de la maison jaune
de João César Monteiro.
avec João César Monteiro, Sábina Sedi, Manuela de Freitas, Teresa Calado, Luís Miguel Cintra.
Portugais (2 h).

Avec sa gnoule de vampire, de juif errant, de poète portugais, Jean de Dieu mène une guerre de tous les instants contre les punaises, les conformismes et ceux qui l'empêchent d'accéder aux bras de la belle Julietta. Héritier lusitanien et mal pensant de Chaplin, João César Monteiro est la plus réjouissante révélation de ce début d'année. Après sept films, il était plus que temps !

VO : Latina, 4 (42-78-47-98) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18).

Uranus
de Claude Berli.
avec Philippe Noiret, Gérard Depardieu, Jean-Pierre Marielle, Michel Blanc, Michel Galabru, Gérard Desbarre.
Français (1 h 40).

Série de portraits en couleurs sombres de la France moyenne au lendemain de la libération, l'adaptation de Marcel Aymé pulvérise un tabou du cinéma français, appuyée sur la force de frappe d'une équipe de comédiens prestigieux.

Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Fauvette, 13 (43-31-50-56) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-94-50).

Reprises

Vivre
de Akira Kurosawa.
avec Tatsushichi Shimura, Makoto Kobayashi, Kuniaki Ueda, Nobuo Kaneko.
Japonais, 1952, noir et blanc (2 h 23).

Des derniers jours d'un petit fonctionnaire obscur qui se découvre atteint d'un cancer et s'invente l'énergie de se battre pour les enfants, Kurosawa fait une œuvre de sensibilité, de justesse et de beauté. Aux antipodes des scènes spectaculaires auxquelles on réduit parfois son cinéma, il atteint, dans la « petite forme », à une manière de perfection.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5 (43-64-42-34).

Yojimbo
de Akira Kurosawa.
avec Tatsushichi Shimura, Toshirô Mifune, Eijiro Yano, Kurosaki Fujiwara, Saburo Kawazu, Inazo Yamada.
Japonais, 1961, noir et blanc (1 h 58).

Une autre facette du talent polymorphe du maître japonais, avec cette histoire de samouraï pleine de bruit, de fureur, et surtout d'humour : la manière dont le vaillant Sanjuro, engagé comme homme de main, réussit à faire se démanier entre elles les deux bandes de malfaiteurs qui menacent un village en coupe réglée a servi de modèle (presque égalé) à *Pour une poignée de dollars* de Sergio Leone.

VO : Elysees Lincoln, 8 (43-58-38-14).

Festivals

Cinéma du réel

Traditionnel grand rendez-vous international du documentaire, le festival « Cinéma du réel » continue pour sa troisième édition de réhabiliter le genre, face aux expéditions reportages de la télévision. Outre une compétition réunissant un florilège des meilleurs œuvres de l'année, il présente cette année une forte sélection de réalisations françaises quant à leur origine mais extrêmement cosmopolites quant à leurs sujets (de Katyn à Benazir Bhutto, de la Sicile mafieuse... aux mines Peugeot de Sochaux). Et aussi un « dossier » Australie-Nouvelle-Zélande très complet.

Du 9 au 17 mars à la salle Gaumont, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-37-23.

Excentricités soviétiques

Dans le cadre d'une vaste manifestation intitulée « Kinocontact » et consacrée à l'avant-garde soviétique des années 20 à l'après-guerre, telle qu'elle se manifeste dans les seconds rapports entre cinéma et théâtre, voici l'occasion de découvrir de surprenantes œuvres du cinéma russe des années 20, signées entre autres Melikouchev, Koulekov, Poudovkine ou Eisenstein (*Le Journal d'Okunev*, court-métrage réalisé pour un spectacle de Meyerhold).

Du 9 au 21 mars à l'Atalante. Tél. : 46-06-11-90.

Rimband au cinéma

Documents, fictions et poèmes visuels, réalisés à l'origine soit pour la télévision soit pour le cinéma, évoquent la vie et l'œuvre d'Arthur Rimbaud, de Charleville au Harar.

Les 9 et 10 mars à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-91.

Gene Tierney, toujours

Suite de l'hommage à Gene Tierney avec la réédition en copies neuves de *Péché mortel* (1945), grand mélo trouble de John Stahl au technicolor flamboyant, et *le Châtaignier du dragon* (1945), drame gothique qui marquaient les débuts à la mise en scène de l'immense Mankiewicz.

Séance spéciale

Rocheant pris de court
Tous ceux qui ont aimé *Un monde sans pitié* et qui attendent avec gourmandise son second film, *Aux yeux du monde* (sortie le 3 avril), patienteront agréablement en découvrant les trois court-métrages d'Edo Rodano, *Présence féminine*, *Comme les doigts de la main* et *French Lover*, les deux derniers déjà avec Hyppolyte Girardot. Ce programme inaugure des séances bimensuelles de courts-métrages signés de réalisateurs connus.

Le 9 mars à 10 h 30 au Reflet Médias (64). Tél. : 43-54-42-34.

La sélection « cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

MUSIQUES

Paris

Jeudi 7 mars

Chostakovitch
Soyuz pour arts et culture

Hindemith
Soyuz pour arts et culture

Schumann
Soyuz pour arts et culture

Schumann
Soyuz pour arts et culture

Liszt
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

Chopin
Soyuz pour arts et culture

</

LA SÉLECTION

Rock

Suprême NTM

IAM

Shinehead

Boogie Down Productions

Dans l'ordre : IAM, l'un des meilleurs groupes de rap francophone, marseillais, défilant entre Canebière et Haute-Egypte (les membres ont adopté des pseudonymes pharaoniques), avec un culot et une énergie qui masquent une raideur certaine dans le rap comme dans les arrangements. Shinehead, new-yorkais d'origine jamaïcaine qui pratique le rap, le reggae et le raggamuffin avec une joie communicative, sur disque en tout cas. BDP, enfin, la conscience sociale du rap, emmenée par KRS1 le rapier qui écrit dans le *New York Times* et, plus sérieusement, l'un des meilleurs du genre.

Le 9, Saint-Denis, Chapiteau, 20 h 30. Tél. : 43-85-86-00. De 70 F à 90 F.

Festival Houlaia

Les meilleurs groupes du label alternatif, pour prouver que la scène a survécu à sa dure crise de croissance : le *rad-rock* de Dirty District, les souvenirs années 80 de Ludwig von 88 et les guitares acérées de Dileurs.

Le 9, Vitry, Théâtre Jean-Villar, 19 heures. Tél. : 48-82-84-90. De 55 F à 65 F.

Elliot Murphy

Finale parisienne pour la tournée française de l'exilé new-yorkais. Elliot Murphy chante sa maturité sans illusions avec une élégance et une sérénité rares. Avec dans ses bagages un joli dernier album (*12, New Rose*), il racontera sa vie en compagnie de quelques musiciens bien choisis.

Le 11, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-36-00. Location Free, 110 F.

Brian James

Il est à la vague de 1977 ce que Keith Richards fut à celle de 1963 : un mauvais exemple pour la jeunesse, une coupe de cheveux inimitable et un guitariste respectable. Sauf que Brian James (voir *Damned*, *Lords of the New Church*) n'a jamais vendu beaucoup de disques et que si quelques Français ne l'avaient pas pris en affection, on se demanderait qu'il serait devenu.

Le 12, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-81-41.

Tournées

Les Ablettes

Après bien des malheurs (excursion malheureuse chez une major) ces Toulousains se sont refait une santé en enregistrant *Art Commando* (Musidisc), album délibérément sale et provocateur dont l'intransigeance compense les insuffisances. Sur scène, les Ablettes vont-elles aussi retourner à l'état sauvage ?

Le 10 mars, Bordeaux, La Cité bleue, à 21 h 30, 50 F. Le 12, Mende, salle des fêtes, à 21 h 30, 50 F. Le 13, Albi, théâtre, à 21 h 30, 50 F. Le 14, Dax, théâtre, à 21 h 30, 50 F.

Corman & Tuscadu

Le duo nîmois poursuit sa route, en zigzag, musique contemporaine et

textes polyglottes, jazz, rock, funk et dissonances. Avec aussi - surtout - de l'humour, du charme, de la chaleur, tout ce qui manque d'habitude aux expériences de ce genre.

Le 14 mars, Nice, Le Capitoul. Tél. : 16/83-71-78-37.

Double Nelson

Cette tournée n'est pas seulement un alignement de concerts, mais un long spectacle avec vidéos, scénographie et toute cette sorte de choses. Une visite guidée dans l'univers bricolé, sale et vivant du groupe nancéien, avec, pour guide, Cathy, la guitariste qui n'a qu'une corde à son manche.

Le 8 mars, La Rochelle, Théâtre de la Ville en bois, à 20 h 30, 60 F. Le 9, Nantes, l'Olympic-Cinéma, à 20 h 30, 90 F. Le 13, Poitiers, Confort moderne, à 20 heures, 35,50 F.

Dave Stewart

Olive

Les Français ont fait un triomphe à l'ex-mitité d'Eurythmics lors de son dernier passage. Revolté donc Dave Stewart et les Spiritual Cowboys, leur rock pourri d'influences, ses tentations de tous ordres (guitares virtuoses et placidité FM, déhanchement pour discoteques et sentimentalité décadente) et sa présentation impeccable malgré les limites vocales de Stewart. En première partie, Olive qui fit partie en d'autres temps de Lily Drop, cherche aujourd'hui son chemin entre rock et chanson qualité française.

Le 11 mars, Strasbourg, Salle des fêtes, à 20 heures, 120 F. Le 12, Besançon, salle La Montjoie, à 20 h 30, 115 F. Le 14, Clermont-Ferrand, Maison du peuple, Location Free, tél. : 73-93-22-00.

Niagara

Arrivés dans le grand Ouest, la tournée de Niagara (groupe rennais qui joue ici sur son terrain) n'aura sûrement rien perdu de la puissance qui l'a propulsée jusqu'ici sur les routes de France avec un succès aussi certain que mérité.

Le 8 mars, Brest, salle Surcouf, à 21 heures, de 120 F à 135 F. Le 9, Nîmes, Espace Made-in, à 20 h 30, 135 F. Le 10, Nantes-Rezé, hall de la Trocadière, à 18 h 30, 135 F.

Jazz

Joe Lee Wilson Group

Joe Lee Wilson a promené son groupe, The Joy of Jazz, dans le monde entier. Un homme, un vocaliste, qui a l'idée d'appeler son groupe The Joy of Jazz attire immédiatement l'attention. Joe Lee Wilson a commencé dans le gospel, n'a jamais oublié l'apprêt délectable du blues, a servi de voix à Rollins, Lee Morgan ou Miles Davis, mais c'est dans le free qu'il est tombé, à l'époque où son loft servait de repaire dans le quartier de Soho (New-York). Il en a gardé cette assurance, cette liberté, cette gaieté.

Le 8, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Sweet Honey in the Rock

Stan Getz

Kenny Barron

Stan Getz, *The Sound*, ouvre un festival



Jean Guidoni au Cirque d'hiver.

tival à résonance plutôt contemporaine (*Le Banlieues bleues*, voir notre article page 19). Getz, comme ceux qui littéralement s'imposent, a été mal-aimé, contesté pour ce qu'il avait de meilleur (le son, une forme rayonnante de souveraineté du jeu), pour ce qu'il a eu de plus joueur, de plus amoureux (la rencontre avec les inventeurs de la bossa-nova brésilienne), pour l'image trop blanche du jazz qu'il offre aux regards soucieux.

Les choses se sont tassées. Plus personne, sauf les intégristes des musiques tropicales, ne se risque à s'offrir le luxe d'une bêtise sur Getz. On le dit malade mais guéri. Il joue avec une plénitude (les attaques, le son toujours, la domination parfaite de son expression) qui a peut-être jamais connue. Kenny Barron est un de ses compagnons, au piano, historiquement, on peut toujours rêver qu'en lieu et place d'un chapiteau (quelle sombre idée, grands dieux, quelle sombre idée !) on ait droit au duo de ces princes de l'instant et du dialogue, dans un salon de musique - confort, cérémonie de l'amitié, cousins, douceur amoureuse, nul micro, brennages et pipes rares, encens, long entretien préalable à mi-voix, chuchotements, voir Satyajit Ray.

Le 8, Saint-Denis, Chapiteau, 20 h 30. Tél. : 43-85-86-00. De 120 F à 150 F.

Eric Le Lann Quintet

Le trompettiste le plus doué de sa génération (Le Lann, le 9) succède au plus doué de la sienne (Longson, le 8). Trêve de clichés, ils sont vrais. Jean-Loup Longson est remuant. Il dispose d'un son énorme, d'une technique, d'un vouloir de compositeur et d'une puissance d'expression qui l'obligent à une carrière à la Freddie Hubbard, incontestable et décalée. Eric Le Lann cherche des pistes dans une abondance de dons (qui ne voit pas). Musicien de jazz jusqu'au bout.

Le 9, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Chanson

Lény Escudero

Lui-même, toujours là, avec ses yeux charmeres, ses aires de Gitano, sa guitare. Somme toute, même dépassé, il reste un personnage de la chanson française.

Les 6, 7, 8, 9, 11 et 12, Déjazet, T.L.P., 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. 140 F.

Carole Laure

Toujours au Bataclan, une salle qui lui convient pour ce qu'elle contient de théâtre et de secret. Carole Laure reprend son one woman show, mis en scène par Lewis Purrey pour ne rien changer. Meilleure en scène que sur les disques, elle joue la carte du raffinement, des lumières soignées et du spectacle construit.

Les 6, 7, 8, 9, 10 et 12, Bataclan, 20 h 45. Tél. : 47-00-30-12. 185 F.

Jean Guidoni

Il ne faut jamais rater une occasion de voir Jean Guidoni. A l'Auditorium des Halles au début de l'année, en pleine ambiance de guerre, Guidoni avait hurlé ses chansons, les avait trébuchées, remastiquées, après une entrée fracassante en veston, hauts talons et bus nylon. Et malgré les temps alors difficiles, la salle était

archicomble. Le Cirque d'hiver reste pour Guidoni un bien beau souvenir (cf. l'album *Live*).

Le 9, Cirque d'hiver Boulogne, 20 h 30. Tél. : 48-05-00-09. 130 F.

Musiques du monde

Touré Kunda

Les frères, qui avaient défilé leur musique dans un bavarage légitime lors de leur dernier passage au Palais des Congrès, jurent cette fois qu'ils nous relèveront danser comme naguère. On enlèvera les fantaisies de l'Olympia pour mieux sceller les retrouvailles.

Les 6, 7 et 8, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-26-48. 150 F.

Trio Hâji Bâbâ Huseynov

Début du cycle des Grandes voix d'Asie, qui se poursuivra par le Tadjikistan (avec le chanteur et joueur de luth Dowlatmand, du 19 au 24 mars) et la Turquie (avec quatre poètes-chanteurs, les *ashik*, du 26 au 29 mars).

Le trio de Hâji Bâbâ Huseynov joue de la musique savante d'Azerbaïdjan, le *mugam*. Chanteur et joueur de daf (tambourin), Huseynov, né à Bakou en 1919, est l'héritier d'une longue lignée de musiciens-poètes et a formé la jeune génération plus habituée à l'Europe de l'Ouest, (à découvrir dans la collection inédit, *Alam Kassimov, Mugam d'Azerbaïdjan*, 1 CD distribué par Arvidis).

Les 8, 9 et 12, 20 h 30 : le 10, 17 heures. Maisons des cultures du monde. Tél. : 45-44-41-42. 90 F.

Mannel de Los Santos

Pastor

Intense, dramatique, *fadiste* jusqu'au bout des ongles, Teresa Taronea revient pour la seconde fois sur la scène de l'Auditorium des Halles. Le fado portugais, sa nostalgie déchirée. La veille, toujours sur la scène de

l'Auditorium des Halles qui consacre sa programmation du mois de mars aux musiques traditionnelles, Agujetas de Jerez (Manuel de Los Santos Pastor) retournera aux origines du chant flamenco. Suprême. A découvrir, un enregistrement tout nouveau réalisé par Ocora-Radio-France, *Agujetas en Paris*. La péninsule ibérique en deux concerts et dans toute sa profondeur.

Le 8, Agujetas de Jerez. Le 9, Teresa Taronea. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-26-28-40. 80 F.

L. Subramaniam

Extraordinaire violoniste né à Madras, explorateur de toutes les musiques, celles du nord de son pays, l'Inde, et celles de l'Occident. Fils de musiciens, Subramaniam possède une sensibilité de jet hors du commun. Délicatesse des envolées, toiles rythmiques richement tissées, transparence de la technique.

Le 9, 18 heures : le 10, 20 h 30. Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 75 F.

Equidad Bares

Equidad Bares possède une personnalité bien marquée, tissée à travers la mémoire des chants et des traditions juives de son pays, l'Espagne. Equidad part à la reconquête musicale des « Espagnes », terme utilisé dans l'Occident médiéval pour désigner tous les pays situés au-delà des Pyrénées, Afrique du Nord comprise. Amoureuse de l'improvisation sentie, Equidad Bares s'en va avec assurance dans tous les mélanges.

Le 12, Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

DANSE

Nederlands Dans Theater

Kagayachina (7)

Symphonies de Peasums : l'Enfant et les sorcières (2)

Délaissant pour une fois le Théâtre de la Ville, qui les accueille régulièrement, Jiri Kylian et ses très défilés danseurs s'installent à l'Opéra, afin de pouvoir se produire avec leur propre orchestre et leur propre cœur (un luxe qui fera rêver bien des compagnies !). Leur premier programme nous raconte une légende japonaise sur musique japonaise, l'histoire d'une trop belle et trop mystérieuse jeune fille qui sème la mort et se révèle appartenir à une autre planète. Au second programme, *l'Enfant et les sorcières* de Kavel comme la *Symphonie des Peasums* de Stravinsky créés respectivement en 1984 et 1978, figurent parmi les réussites de Kylian.

Palais Garnier, premier programme les 6, 7, 8, 9 mars, à 19 h 30, le 10 mars à 14 h 30. Second programme les 12, 13, 14 et 15 mars, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Coppélia : Divertimento n° 15

L'inusable poupée aux yeux d'email disputant le cœur du daff Frenx à la bien vivante Swanilda (en alter-

nance : Claude de Vulpian, Elisabeth Maurin et Françoise Legré), le divin Balanchine inspiré par le divin Mozart. Un spectacle tous publics.

Opéra-Comique, les 6, 7, 8, 9, 12 et 13 mars, à 20 heures, le 10 mars, à 17 heures. Tél. : 40-17-34-86. De 30 F à 270 F.

Danse à la Bastille

Rapées

Longtemps restée dans une ombre relative, Odile Dubon a littéralement explosé avec *Insurrection*, l'un des rares chefs-d'œuvre inspirés par le bicentenaire de la Révolution. Depuis, on a envie de la suivre. *Rapées* se compose de trois pièces : un solo, *Overdence*, en hommage à Nijinski, un quatuor, *la Valse*, et un sextuor, *Villanelle*.

Théâtre de la Bastille, du 12 au 18 mars, à 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

Christian Bourgaud

Autoparcours de 1977

En novembre dernier, au Théâtre de la Bastille, Christian Bourgaud avait retenu l'attention avec ce singulier solo inspiré par le peintre autrichien Egon Schiele. Il le reprend, sous l'égide du Théâtre contemporain de la danse, dans un nouveau lien.

Hôpital Epiphane, 2-4, rue Carpeaux, 75018 Paris, les 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 mars, à 18 heures, les 9 et 10 mars, à 16 heures. Tél. : 42-74-44-22. Entrée libre.

Caen

Anne Teresa

de Keersmaecker

Stella

Stella n'est pas, à nos yeux, l'œuvre la plus aboutie de la furieuse flamande. Mais l'œuvre mineure d'un grand artiste est toujours plus intéressante que l'œuvre majeure d'un petit artiste.

Théâtre de Caen, le 12 mars, à 20 h 30. Tél. : 31-85-73-16. 90 F.

Marseille

Dana Danza

El Cielo esta espléndido

Cette jeune compagnie espagnole, menée par Sabine Dahrendorf et Alfonso Ordonez, a séduit récemment le Théâtre de la Ville avec cette pièce inspirée des *Caprices* de Goya. Un climat prenant, assez pervers, où serpentent les hypocrisies du désir et les ruses de la séduction.

Théâtre du Marignan, le 12 mars, à 20 h 45. Tél. : 91-88-24-35. 100 F.

La sélection

« Musiques »

« Jazz » : Francis Marmont

« Rock » : Thomas Sotinel

« Chanson »

« Musiques du monde » : Vénus Montagne

« Danse » : Sylvie de Nussac

Opéra en Ile de France

présente

L'enfant et les sortilèges

Ravel - Colette

production de l'Atelier Lyrique de l'Opéra de Lyon

9 mars - St-Michel-sur-Orge, Espace Marcel Camé - 69 04 98 33
11 mars - Epinay-sur-Seine, Espace Lumière - 48 26 89 15
15 mars - Aulnay-sous-Bois, Espace Jacques Prévert - 48 68 00 22
17 mars - Combs-la-Ville, « La Coupole » - 64 88 69 11
19 et 20 mars - Saint-Denis, Théâtre Gérard Philipe - 42 43 00 59
22 et 23 mars - Cergy-Pontoise, Théâtre des Louvrais - 30 33 33 33
26 mars - Noisy-le-Grand, Espace Michel Simon - 45 92 27 75
28 mars - Brétigny-sur-Orge, Espace Jules Verne - 60 84 40 72
2 avril - St-Germain-en-Laye, Théâtre Alexandre Dumas - 30 87 07 07
9 avril - Suresnes, Théâtre Jean Vilar - 46 97 98 11
11 avril - Evry, Théâtre de l'Agora - 64 97 22 99
13 avril - Fontenay-aux-Roses, Théâtre des Sources - 46 61 30 03

CONSEIL REGIONAL

ILE-DE-FRANCE

FONDATION

TELECOM

هكذا من الجاهل

ARTS

Nouvelles expositions

Icônes et icônes brodées de la sainte Russie

Les icônes représentent du service en Russie. Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt, qui depuis octobre dernier organise conférences et concerts consacrés aux traditions de l'URSS, a naturellement pris les icônes, à la fois comme éléments-clés de l'expression artistique, et comme témoins de la spiritualité de la Russie ancienne et de son actuel renouveau. Peintures ou brodées, ces icônes proviennent toutes des musées de la Fédération.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Peuple, Boulogne-Billancourt, 92000. Tél. : 46-54-77-65. Tous les jours de 9 heures à 21 heures, dimanche de 10 heures à 12 heures. Du 6 mars 1991 au 11 mai 1991.

Shin Takamatsu

A deux pas de l'IFA, voici un autre Japonais, qualifié d'« *idole montante de l'architecture* », à la production « résolument moderne ». On découvre ici un ensemble de dessins originaux de Shin Takamatsu, l'instinct de l'esprit avant l'instinct de la matière, l'une des préoccupations de cet art des contrastes.

Librairie la Montagne, 7, place de l'Odéon, Paris 6. Tél. : 43-25-68-68. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 6 mars 1991 au 20 mars 1991.

Paris

Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses *Bretagnes* dans la *prairie de 1888*, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture « synthétique » et « cloisonnée », dont Gauguin, son aîné, tira parti. L'exposition, qui résume la rétrospective de l'été dernier à Maastricht et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Venise), une trentaine de dessins et des livres illustrés. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son nom italien, Mario Botta est l'un des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent tous leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Joos Van Cleve

Une trentaine d'œuvres, dont neuf peintures du Flamand Joos Van Cleve, font découvrir au « *reître* », comme on dit parfois le travail de cet artiste du XVI^e siècle au confluent des grandes tendances européennes. *Un reître du Christ*, est venu de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jauillard, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mercredi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 27 mai 1991. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Couteils-sculptures

Cent couteils sculptés, glanés du Cap-Vert au Cap de Bonne-Espérance, nous prouvent, s'il en était encore besoin, que les objets les plus prosaïques de la vie courante peuvent devenir des œuvres d'art à part entière.

Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 16. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril 1991. 16 F.

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspective savantes, ses architectures déployées, ses panoramas éclatés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Sacre-dam.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kandinsky préparait l'« *appréhension* ». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduit par le Centro Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Toyo Ito, François Deslaugiers, Frank Hammontene

En plein dans la vocation de l'IFA, mais tout en continuant de témoigner de son hypersensibilité aux modes, ces trois expositions font découvrir : 1) Toyo Ito, l'un des architectes japonais les plus réceptifs à la culture occidentale, mais l'un aussi des plus zéphyrés ; 2) François Deslaugiers, dinosaure du high-tech à la française ; 3) Frank Hammontene, coqueluche surdouée du décorum architectural.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 mai 1991.

La faïence marocaine dans les collections françaises

Sous ce titre diaphane, ce sont les collections françaises de faïence marocaine qui ont livré quelques-unes de leurs plus belles pièces, pour former la première exposition de ce genre à Paris depuis celle de 1927. L'occasion aussi de découvrir ce chef-d'œuvre d'architecture que sont le MAO, et ses souterrains inspirés et aqueux.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil, Paris 12. Tél. : 43-43-14-54. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30 samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 juin 1991.

La photographie au Bauhaus

Instantanés exubérants, visées de travers, perspectives inédites, portraits doubles, renversés et inversés, collages, photomontages, sans oublier d'innuies scènes de théâtre, autant de champs d'action qui témoignent, avec une rigueur formelle impeccable et une fantaisie fraîcheur d'esprit, de la vitalité de la photographie dans ce musée mythique de l'avant-garde, présente par deux cents œuvres originales venues d'Allemagne.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 25 F.

Bertrand Lavier

Depuis vingt ans, Bertrand Lavier fait des peintures et des sculptures, en artiste conceptuel. Pour traiter de la peinture et de la sculpture, de leurs tenants et aboutissants. Pour démontrer l'art et ses artifices, parler du volume, de la surface peinte, de l'espace. Non sans ironie, non sans humour. L'exposition propose un parcours de ses œuvres depuis 1985.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

Le monde de Proust, photographies de Paul Nadar

Le monde de Proust vu par Nadar ? Ou bien celui de Nadar, revu par les yeux de lecteurs à la poursuite du Narrateur ? L'illusion du roman, malgré cette incarnation forcée, subsiste à la sortie de l'exposition, comme au sortir de tous les décriptages de la Recherche. Car le style de Nadar



Picasso à Arles.

gère lui aussi un imaginaire de roman.

Caisse nationale des monuments historiques, Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours sauf le 1^{er} mai de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 18 F.

Le Nouveau Musée de Groningue

L'Institut néerlandais poursuit son programme de présentation des musées d'art moderne aux Pays-Bas. Cette fois le Groninger Museum, qui, en 1993, doit s'installer dans des nouveaux bâtiments. Le projet a été confié à l'architecte Alessandro Mendini.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7. Tél. : 47-06-85-89. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures, samedi de 9 heures à 18 heures et dimanche 24 mars à 18 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

Objectif architectes

Dix-sept architectes, parmi les plus célèbres, ont été choisis pour un projet photographique. Épinglés sur quelques paroles saisis par les bouches illustres, et accompagnés de photos de leurs œuvres préférées, ces portraits sont censés « en dire plus long qu'un discours ».

Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, Paris 18. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Picasso

Picasso, qui était photogénique et

devait le savoir, fut un modèle parfait pour les photographes. Il se prêtait au jeu, aimait se plier aux mises en scène, se déguiser. Les plus grands peintres d'images ont peut-être même réussi à le mettre à nu. Toute une histoire, en cent et quelques photographies de Man Ray, Brassaï, Cartier-Bresson, Doisneau, Quinn, Villers, etc. Musée Picasso, hôtel Saté, 5, rue de Thorigny, Paris 3. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 avril 1991. 25 F, dim. : 13 F.

Reconstructions et modernisation

Exposition de saison : la France après les ruines des deux guerres mondiales. Le souvenir de ce qui a disparu s'est effacé, comme celui des considérables transformations qu'a subies notre environnement. Restent quelques cicatrices, parfois entretenues pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3. Tél. : 40-27-80-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

William Wegman

Dessin, vidéo, peinture et photographie constituent l'œuvre de cet Américain de quarante-huit ans qui débute en 1970 sa collaboration avec un chien, un weimaraner gris-bleu, acheté 45 dollars, baptisé Man Ray (et remplacé depuis par son double Fay Ray), qui se plie avec dévotion à toutes les fantaisies de son maître.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

Galleries

Robert Combas

Des Christ en croix, des scènes bibliques, saint Denis, saint Odile, sainte Marie l'Égyptienne, saint André, saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleur, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous lancer en un rien de temps un torrent d'images agitées, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3. Tél. : 42-71-09-32. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 13 mars 1991.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4. Tél. : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Jim Dine

Un Américain plus très jeune, très peintre, qui raconte des histoires de cœur, tendres, angéliques, aujourd'hui plus troubles. C'est qu'à force de prendre corps, son œuvre a fini par ne plus pouvoir exprimer le repos de l'âme.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4. Tél. : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Marino di Teana

Tordu de la fennelle, Marino di Teana échappait alors, au début des années 50, à un reste de préoccupation symbolique, sinon figurative (*Combat de loup, Oiseau blessé*) pour ne plus entretenir qu'un dialogue tendu avec un espace habité de matière (*Espace ouvert, Hommage à la musique*). Ce sont donc là quelques moments forts de l'œuvre d'un grand sculpteur.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf mardi et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 11 avril 1991.

Jacques Martinez

Une série de sculptures, au premier

chef hétéroclites, mais qui révèlent vite la tendance de l'artiste à voir le monde dans un cadre plutôt longiligne. L'ensemble forme un hymne aux aléas de la construction : restes de plaques de marbre, ferrailles, briques, grilles, tubes de plomberie, etc. Au travail d'assemblage du maçon, de l'ouvrier du bâtiment, du forgeron, Martinez substitue son architecture propre, joliment travaillée, sacrément maîtrisée.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Castor, Paris 6. Tél. : 43-26-12-08. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

Ralph-Eugène Meatyard

Mort en 1972, à l'âge de quarante-six ans, cet opticien de métier a mis en scène un monde absolument angoissant qui porte en soi les prémices de sa propre disparition. Traitant de l'étrangeté et du mystère de la vie quotidienne, il fait porter des masques de vieillards et d'enfants grimés à ses proches, qui se livrent à des rituels inconnus dans des endroits sinistres.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12. Tél. : 43-44-11-36. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars 1991.

Régions

Arlès

Picasso, la Provence de Jacqueline

Pourquoi Picasso à Arles ? A cause des corridors, bien sûr : Picasso s'adonnait à d'ailleurs peindre les arènes. Il a aussi brossé Jacqueline en Arlésienne. Moyennant quelques autres ouvertures sur la Provence, en particulier sur Vauvenargues et son buffet Henri II, on pouvait concevoir une bonne exposition. C'est chose faite.

Espace van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200, Tél. : 90-48-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Les 23 et 31 mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai, 8, 9 et 10 mai jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 mai 1991. 40 F.

Bordeaux

4 de Bordeaux

Le centre Arc-en-Rêve, sorte d'IFA et de CCI bordelaise pour la diffusion de l'architecture, et comme le premier sensible au vent des modes, a la bonne idée de s'intéresser aussi aux produits du terroir. En l'occurrence, quatre équipes qui ont su s'imposer au niveau national, voire, comme Eric Raffy, au niveau international. Cette exposition à Bordeaux prouve qu'en matière d'architecture la décentralisation peut accoucher de belles réussites.

Are en rêve - Entreprises Laine, 3, rue Faré, 33000, Tél. : 66-52-70-38. Tous les jours sauf samedi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Evreux

Vénus

Où Vénus et déesses-mères préhistoriques et antiques sont confrontées à des œuvres d'artistes contemporains traitant de la terre-mère, des rites de fécondité, du corps de la femme. Avant Evreux, l'exposition a été présentée au Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis.

Musée d'Evreux - ancien évêché, 6, rue Charles-Corbou, 27000, Tél. : 32-31-52-25. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 avril 1991.

Grenoble

Patrick Tosani

En soixante tableaux depuis le début des années 80, le bilan des travaux photographiques d'un jeune plasticien qui gresse les objets salons, cailloux ou ongles, au point de les rendre difficilement identifiables. Son objectif : la peau, le grain des choses, le reflet, la transparence ou le fondus.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Gambetta, 38000, Tél. : 78-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 1 avril 1991. 8 F.

Lyon

Top 50

Top 50, c'est en l'occurrence l'occasion de découvrir neuf artistes qui n'ont pas grand-chose en commun, sinon d'être contemporains et d'avoir leur œuvre devant eux. Et l'occasion

de voir, justement, si par-delà les différences, ils n'auraient pas des préoccupations communes.

Espace lyonnais d'art contemporain

Centre d'échanges de Perrache, 69002, Tél. : 78-42-27-35. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

Nantes

Edouard Vaillard

Après Lyon et Bordeaux, la rétrospective Vaillard achève son périple à Nantes. Quatre-vingts peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies y retracent le parcours de ce beau peintre trop souvent négligé, de la grande période nabe aux portraits mondains des années 30.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000, Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

Nîmes

Tadeusz Kantor

On connaissait le Polonais Tadeusz Kantor comme homme de théâtre et comme écrivain. Moins son travail de plasticien. Le Carré d'art de Nîmes présente une cinquantaine de ses dessins et de ses sculptures, ensemble conçu avec l'artiste avant sa mort il y a trois mois. L'exposition reste entourée d'une série de manifestations qui sont autant d'hommages posthumes.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000, Tél. : 68-76-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1991.

Charles Matton

Charles Matton a dit, un jour, rêver la photographie en relief. Depuis, il produit un univers miniature, une maquette du réel, qui enchante les philosophes et suractive leurs bavardages ; qui émerveille les grands enfants, fait s'étonner les tout petits, génère le plaisir et l'assentiment du public qui, devant tant de signes, tant de délicatesses, ne se sent plus l'obligation de la pédalement. Et pourtant, comme les histoires de Swift, le rêve de Matton n'est pas très loin du cauchemar.

Chapelle des Jésuites, Grande Rue, 30000, Tél. : 66-21-17-47. Tous les jours sauf dimanche matin de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1991.

Toulouse

Branner, Chassac, Dubuffet, un dialogue

L'œuvre de Gaston Chassac, peintre « rustique-moderne » du bocage, est un des points forts du Musée de l'abbaye Sainte-Croix des Sables-d'Olonne. La donation Branner - 35 œuvres offertes en 1967 par la veuve du peintre, en est une autre. Trois Dubuffet qui, eux, vont entrer dans les collections du Musée d'art moderne de Toulouse, complétant judicieusement le dialogue vendéen.

Réfectoire des Jacobins, 69, rue Pargaminière, 31000, Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 avril 1991. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Catherine Breteille et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

à la reine margot

IDOLES
PROLONGATION JUSQU'AU
16 MARS
7, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS
Tél. (1) 43.26.62.50

GALERIE FRAMOND
3, rue des St Peres, VI
ROHNER
"Nus et Draperies"
mars
avril
mai

DISQUES

Classique

Brahms
Symphonie n° 1 en mi bémol
Orchestre philharmonique de Vienne
Claudio Abbado

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253 155-156
2 CD, 110 min.

Decca
253



CONTROVERSE AUTOUR DU TOURNAGE, A CALCUTTA, DE « LA CITÉ DE LA JOIE », PAR ROLAND JOFFÉ

Peut-on filmer la pauvreté ?

Le tournage du film de Roland Joffé, *la Cité de la joie*, adapté du livre de Dominique Lapierre, déclenche depuis plusieurs mois une vive polémique à Calcutta. Au cœur du débat, les conditions de vie misérables de la population des *slums* et la question de leur représentation sur grand écran. Débat qui traverse la classe politique locale comme la communauté intellectuelle indienne.

CALCUTTA
de notre envoyé spécial

CHOWRINGHEE offre son spectacle habituel d'artères congestionnées. L'avenue longe le « poumon » épuisé de la ville, le Maidan, gigantesque espace vert sillonné au petit matin de joggers et de cavaliers. Le Grand Hôtel, tout de colonnades blanches, ouvre ses balcons sur le Central Park de Calcutta. C'est là aussi que sont situés quelques-uns des délicieux clubs anglais décadents où, à la fraîche, installés dans des fauteuils d'osier et sirotant un whisky de fabrication locale, les bourgeois bengalis parlent avec détachement de la polémique à propos du tournage de *la Cité de la joie* : cela change des conversations habituelles sur les innombrables coupures de courant qui rythment la vie des quelque onze millions d'habitants de la capitale du Bengale. On est bien sûr à des années-lumière du décor du film, les *slums* (bidonvilles de Calcutta).

En remontant le Maidan vers le nord, on arrive à Dalhousie Square et à son église, le cœur de la City. C'est une oasis dans la ville démente qui se soulève d'un concert permanent de klaxons. Sur l'un des côtés de la place trône le Writer's Building, gigantesque palais de pierre rouge, chef-d'œuvre du style gothique-baroque : c'est le bâtiment qui héberge l'administration de l'Etat du Bengale. Quarante-deux mille fonctionnaires s'y agitent lentement au rythme des ventilateurs. Les couloirs sont encombrés d'une nuée de préposés au thé et d'armoires rouillées qui contiennent la mémoire de la ville. En période de mousson, des himalayes de dossiers entourés de ficelle sont de justesse sauvés des eaux. Entre le Writer's Building et le Grand Hôtel, une trêve semble avoir ajourné la « guerre ».

D'un côté, les barbus bureaucrates de la municipalité communiste dirigée par le chef-ministre Jyoti Basu ; de l'autre, un cinéaste de renom, Roland Joffé, et son équipe. Au centre de la polémique, le livre, puis un script tiré de l'ouvrage *City of Joy*, le second étant une version édulcorée du premier. Au Grand Hôtel, Lightmotive-Prisel, la société de production de Joffé - réalisateur de *la Déchirure* (cent millions d'entrées dans le monde) et de *Mission* (environ soixante-

vingt millions de spectateurs au total) - et Iain Smith, le coproducteur, qui regroupe pour l'occasion trois cents personnes (plus 90 acteurs et 2 500 figurants), a installé son quartier général.

Dans le film de Joffé, Max Loeb, jeune médecin américain (qu'interprète l'acteur de même nationalité, Patrick Swayze), qui ne croit plus à lui-même et à peine au matérialisme, rencontre, dans les *slums* de Calcutta, Hasari Pal, un tireur de rickshaw, pauvre entre les pauvres, qui, lui, croit à la solidarité et à l'espoir. L'impossible alchimie de deux destinées si extrêmes va opérer : Max repartira vers l'Amérique, son âme et son esprit apaisés, plus riche d'humanité. Hasari (interprété par l'acteur indien Om Puri) mourra sûrement (la fin du film est en gestation), au terme d'une vie de souffrance, mais il aura réalisé quelques-uns de ses objectifs terrestres. Réduire cette histoire à l'avant du dialogue Nord-Sud entre un cinéaste californien et les compatriotes de Rabindranath Tagore serait aller vite en besogne, mais il y a bien comme un choc de cultures.

Le livre de Dominique Lapierre est un succès commercial mondial (6,5 millions d'exemplaires), et il a incontestablement permis à beaucoup d'Occidentaux d'ouvrir les yeux sur une réalité qu'ils ne soupçonnaient pas. Le reproche adressé sur place à l'ouvrage et, par amalgame, au script du film, est que le trait a été grossi. A Filkhana, la vraie « cité de la joie », Dominique Lapierre n'a pas que des amis, certains responsables « humanitaires » ayant même refusé d'accepter de l'argent de l'auteur. Lapierre est présent à Calcutta, mais, dans l'affaire en cours, il n'apparaît pas. Il est là, en quelque sorte en voyage privé, pour s'occuper du suivi de cette extraordinaire multinationale d'actions caritatives qu'il a créée et qu'il finance, à hauteur d'un million de dollars par an, par les droits d'auteur du livre-prodige, ainsi que par des dons.

Il rappelle que la municipalité lui a remis la médaille d'or de la ville, une décision qui, selon des apparatchiks du parti communiste, a été prise par le seul maire (aujourd'hui remplacé), et qui n'engageait pas le gouvernement local. Les méchantes langues ajoutent que, à l'époque, aucun Bengali ou presque n'avait lu le livre. Calcutta, qui s'apprend (dans un mois) à faire sentir à ses hôtes occidentaux la rigueur de sa température d'avant-mousson, se délecte de la polémique, du moins ses milieux intellectuels.

L'un des principaux auteurs de cette querelle très indienne est Bhadradev Bhattacharjee, ministre de l'information et des affaires culturelles. Le livre de Lapierre, selon le ministre, contient entre soixante-dix et quatre-vingts erreurs factuelles. « Il n'y a rien d'autre dans ce prétendu roman », a ajouté M. Bhattacharjee, « que le mépris et la compassion de sales colonialistes pour la population d'un pays pauvre. Ce livre, qui a des relents d'apartheid, insulte tout Indien qui se respecte. La Cité de la joie représente la philosophie politique de ceux qui ne trouvent dans les pays du

tiers-monde que des mendiants, des lépreux, des tuberculeux, des criminels et des prostituées ».

Une partie de la presse bengalie en rajoute sur ce thème, entretenant la confusion entre le livre et le script. D'autres journaux ont pris le parti inverse, celui de la liberté de création. Toutes les nobles « consciences » se sont prononcées, mais certain silence pèse lourd : Satyajit Ray, le plus grand metteur en scène indien, à qui fut soumis l'une des premières versions du script (nous en sommes à la quatrième), n'a dit mot officiellement. Au Writer's Building, les barbus bien informés affirment que le « maître » n'a aimé ni le livre ni le scénario, ce qui est bien possible.

Les artisans du livre (Dominique Lapierre) et du film (Roland Joffé, Iain Smith), les acteurs, se mobilisent pour expliquer la pureté de leurs intentions et, ce faisant, leur vision de Calcutta, cette ville que tous « adorent » et où ils ont « tellement d'amis ». L'auteur de *Paris brûle-t-il ?* et de *O Jérusalem* vitupère une poignée d'intellectuels et de politiciens qui n'ont jamais mis les pieds dans un *slum* ou qui se servent des habitants des bidonvilles comme « outils électro-raux ». Il ajoute : « Mon livre est un message de courage, d'espérance, de survie : c'est ainsi qu'il a été reçu dans le monde entier. Les gens ont pris conscience que Calcutta est devenue une cité de la joie. Ce livre a créé un électrochoc et le film va le catalyser ».

Roland Joffé, qui a effectué de fréquents voyages en Inde, explique : « C'est un peu comme le radeau de la Méduse. Géricault n'a pas choisi de montrer l'embarcation, sa peinture peint la condition humaine. Calcutta, dans le film, joue le même rôle que le radeau ». Dans un registre plus direct, Iain Smith tranche : « C'est un film sur l'esprit humain, sur les ressorts de l'homme, pas sur la pauvreté. Mais la réalité de l'Inde, c'est aussi la pauvreté. Après tout personne ne s'attend à trouver des coucous à Calcutta : pour cela, on va en Suisse ! » Le film et le livre, comme Calcutta, ne laissent personne indifférent. Pour Patrick Swayze, acteur qui colle parfaitement à son personnage, le tournage est aussi une rencontre mystique avec l'Inde et lui-même : « C'est une leçon d'amour, d'espoir, de dignité. Ce film est un don de Dieu, pour moi-même et pour le monde entier : il donne des raisons d'espérer de nouveau ».

Pataugeant dans les immondices, Om Puri - Hasari Pal - tire sur les bras de son rickshaw. Vêtu de haillons, il progresse dans une venelle tortueuse, formée d'une succession de cahutes de tôles et de chiffons. Le *slum* est enfumé, bruyant d'une nuée de gamins joueurs, à l'image des six cent soixante-dix mille enfants des bidonvilles de Calcutta. « Action ! » : à ce hurlement d'un assistant, la rue se fige, chacun suivant son rôle. Ce bidonville a coûté plusieurs centaines de milliers de dollars et, pendant deux mois, deux cents personnes ont travaillé à sa construction. Vers la fin mai, à l'issue du tournage, il sera détruit.

Om Puri s'est entraîné pendant quinze jours dans les rues de Calcutta, avec un, puis deux passagers, croisant d'autres hommes-buffes, comme ceux qui aiment dans le quartier de Burrabazar.

Les relations entre le Writer's Building et le Grand Hôtel se sont tendues ces derniers mois. L'autorisation de tournage avait été donnée par le gouvernement de l'ancien premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Celui-ci fut remplacé par M.V.P. Singh, lequel avait besoin pour sa majorité des voix de gauche du Bengale. Le ministre de l'information de l'époque, M. Upendra, tira à boulets rouges contre un script « déshonorant » qui insistait sur des aspects négatifs de Calcutta - les pauvres, si l'on comprend bien... La levée de boucliers fut massive contre cette atteinte à la parole donnée et le gouvernement central fut obligé de confirmer sa première sentence. Celui du Bengale est donc contraint de plier. Mais il y a façon et façon de le faire.

La population de Calcutta, dont chacun sait qu'elle lit parfaitement l'anglais et dévore les œuvres de M. Lapierre, s'est présentée « spontanément » sur les lieux du tournage pour défendre sa ville, ses pauvres, et exprimer sa colère. Le 19 février, après de multiples alertes plus ou moins chaudes, une succession de difficultés administratives, de manœuvres d'intimidation et de prétentes divers (la fumée des effets spéciaux gênait les riverains...), des mouvements de foule se transformaient en bousculades, puis en jets de pierres.

La situation devenant menaçante, le tournage dut s'arrêter, et les cinéastes plier bagages. Coût, pour une journée perdue : cent mille dollars. M. Jyoti Basu décida que sa ville - laquelle bénéficiera, selon Joffé, de quelque huit millions de dollars de retombées financières, alors que le budget total du film est évalué à « vingt millions de dollars environ » - ne pouvait pas être transformée pendant trois mois en studio de cinéma.

Un « accord » fut conclu entre les deux camps : les extérieurs ne seront tournés que pendant les jours de vacances et le week-end. La polémique s'arrêtera-t-elle ? Le tournage a repris, mais, dans une ville où les manifestations politiques et les défilés font partie des habitudes culturelles, comment prévoir les réactions de la fièvre chatouilleuse de Calcutta ? Les acteurs et techniciens en repos parlent de tout cela au bord de la piscine du Grand Hôtel, et se sentent « très concernés ».

Difficile de faire la part des choses : on a tellement caricaturé la ville tricentenaire. Parmi la population qui habite ses trottoirs (environ deux cent mille personnes), on ramasse au petit matin moins de morts qu'on ne l'a dit. Lequel d'entre eux savait qu'il avait vécu dans la Cité de la joie ?

LAURENT ZECCHINI

Le Monde

31 La construction rapide d'habitat
- La BERD et les besoins d'habitat

BILLET

La banque
bras séculier
de l'Etat

La Banque d'Angleterre est intervenue, le 5 mars, pour remplacer les dirigeants de Midland, coupables d'avoir géré l'une des quatre banques britanniques. Aux Etats-Unis, il y a quelques semaines, l'administration prenant le contrôle de la Bank of New England menaçait de faire et garantir, sans limite de plafond, tous les dépôts de la banque. La banque ne saurait être laissée à la seule discrétion du marché. Partout, quel que soit le degré de libéralisation financière, elle reste réglementée et sous le contrôle des pouvoirs publics.

Car la banque n'est pas un secteur économique comme les autres. Pour deux raisons au moins. La première est d'ordre psychologique : collecter les épargnants oblige à leur argent sur un compte bancaire, il faut que l'établissement public et l'établissement privé rapportent qu'ils ne sauront être entachés du moindre doute de fiabilité. Une banque qui ne peut donc faire fi de son rôle de ressort, les pouvoirs publics sont le garant et le promoteur de l'épargne populaire.

La seconde tient au fonctionnement de la banque. Quelle que soit l'importance de la désintermédiation, elle ne peut que faire passer l'argent des entreprises bancaires à des investisseurs financiers directement sur le marché des capitaux. Les banques continuent à jouer un rôle en transformant les fonds déposés sur les comptes courants en crédits à l'économie. Elles ne sont plus destinées à faire la machine à vapeur.

L'administration américaine sait bien, elle qui cherche à lutter contre la récession, que les banques, par leurs prêts, leurs taux et la suppression de certaines réserves, jouent un rôle obligatoires, à savoir le processus de régulation du crédit dans lequel elles sont engagées. Et ce en raison de leur fragilité financière, qui leur fait désormais se méfier beaucoup plus exigeamment des candidats emprunteurs.

Dans tous les pays occidentaux, où les autorités ont, pour l'abandon du contrôle des pouvoirs, abandonné du contrôle des changes, du crédit, du marché des capitaux, l'intervention sur les banques reste un efficace moyen d'action économique. Encore faut-il que les intéressés soient en mesure de s'y soumettre.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut	WTI (West Texas Intermediate) New York	Brent à Londres
WTI (West Texas Intermediate) New York	20,44	19,70
Brent à Londres		19,70

Les cours du pétrole ont baissé sur une note ferme le mardi matin, les marchés ont anticipé des réductions de taxes américaines de 2000 milliards de dollars. On estimait aussi que l'Arabie saoudite envisageait de réduire encore la production pour accélérer la baisse des prix.

سكزا من الإلهام

31 La construction européenne : l'Europe du Golfe
La BCE et les banques européennes de l'Est

32 L'intermédiaire sans frontières
33 Le droit de grève dans l'audiovisuel public

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

La banque
bras séculier
de l'Etat

La Banque d'Angleterre est intervenue, le 5 mars, pour remplacer les dirigeants de la Midland, coupables d'avoir mal géré l'une des quatre principales banques britanniques. Aux Etats-Unis, il y a quelques semaines, l'administration prenait le contrôle de la Bank of New England menacée de faillite et garantissant, sans limite de plafond, tous les dépôts. Preuve que la banque ne saurait être laissée à la seule sanction du marché. Partout, quel que soit le degré de libéralisation financière, elle reste réglementée et sous la tutelle des pouvoirs publics.

Car la banque n'est pas un secteur économique comme les autres. Pour deux raisons au moins. La première relève de la psychologie collective. Pour que les épargnants aillent déposer leur argent sur un compte bancaire, il faut que s'établisse un rapport de confiance entre le public et l'établissement. Un rapport qui ne saurait être entaché du moindre soupçon de faillibilité. Une banque ne peut donc faire faillite et, en dernier ressort, les pouvoirs publics sont le garant et le protecteur de l'épargne populaire.

La seconde tient au fonctionnement de l'économie. Quelle que soit l'importance de la désintermédiation qui pousse les entreprises à délaissier les guichets bancaires pour aller se financer directement sur le marché des capitaux, les banques continuent à tenir leur rôle en transformant les fonds déposés sur les comptes en crédits à l'économie. Quand elles ne sont plus capables de le faire, la machine se grippe.

L'administration américaine le sait bien, elle qui cherche à lutter contre la récession en invitant les banques, par des baisses de taux et la suppression de certaines réserves, jusque-là obligatoires, à sortir du processus de resserrement du crédit dans lequel elles se sont engagées. Et ce en raison de leur fragilité financière, qui les fait désormais se montrer beaucoup plus exigeantes à l'égard des candidats emprunteurs.

Dans tous les pays occidentaux où les autorités ont, peu à peu, abdicé (abandon du contrôle des changes, du crédit, du marché des capitaux...), l'intervention sous forme d'action économique. Encore faut-il que les intéressés soient en état de s'y soumettre.

C. B.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	20,44	+ 0,19
Brent à Londres	19,70	+ 0,2

Les cours du pétrole ont ouvert sur une note ferme le 6 mars au matin, les marchés réagissant à la contraction des stocks hebdomadaires américains de gazoline et de gaz. On estimait aussi que l'Arabie saoudite devrait accepter de réduire bientôt sa production pour assouvir de nouveaux besoins au sein de l'OPEP.

Les dissensions autour de la construction économique européenne
L'Allemagne réagit mal aux critiques de M. Delors sur sa vision de l'union monétaire

La gratitude n'étant pas une vertu cardinale de l'action politique, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, n'a pas dû être trop étonné de la volée de bois vert que lui a valu, outre-Rhin, l'avertissement qu'il vient d'adresser au gouvernement allemand sur son attitude à l'égard du projet d'union économique et monétaire (UEM). Par l'intermédiaire d'un porte-parole, M. Delors avait reproché aux propositions allemandes de ne pas être « conformes aux conclusions du conseil européen de Rome ».

BONN

de notre correspondant

Le quotidien des milieux d'affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung* accuse M. Jacques Delors de se livrer à des « petits jeux » visant à faire des Allemands les « méchants » de la construction européenne par ses critiques sur le projet de traité présenté par le ministre des finances, M. Theo Waigel. Celui-ci veut repousser à l'issue de la deuxième phase de l'UEM (c'est-à-dire en 1997) l'instauration d'une banque centrale européenne que d'autres, en particulier les Français, préféreraient voir fonctionner plus tôt, dès la mise en route de cette deuxième phase, en 1994.

Le président de la Commission européenne se voit ainsi fort mal récompensé de son attitude lors de la réunification allemande, où il

s'était fait, plus que tout autre chef d'Etat européen, l'avocat d'un accueil enthousiaste de l'Allemagne unifiée au sein de la CEE.

Les divergences entre Paris et Bonn sur la construction de l'Europe économique et monétaire ne portent pas sur les fins : la France comme l'Allemagne veulent parvenir au bout du processus de l'instauration d'une monnaie commune régie par une institution qui en garantirait la stabilité. Pour Paris, et d'autres capitales européennes, il s'agit de mettre fin à une domination de fait de la Bundesbank sur les politiques économiques et monétaires des autres pays de la CEE, qui supportent assez mal d'être soumis au « diktat de Francfort », qui fixe en toute indépendance ses taux d'intérêts en fonction de critères qui lui sont propres.

Faire de l'or
avec du papier

Au ministère des finances à Bonn et à la Bundesbank de Francfort, on n'est pas pressé d'abandonner une position dominante et de se lancer dans une aventure qui paraît pleine de dangers. Comme l'écrit M. Hans Tietmeyer, membre du directeur de la Bundesbank et ancien secrétaire d'Etat aux finances : « Faire de l'or avec de la boue était le rêve des alchimistes du Moyen Age. Leurs héritiers modernes ont eu un peu plus de succès avec le papier. Mais à court terme seulement. Au bout du compte, ce sont les plus larges masses qui ont dû supporter les colles de l'inflation. » Il faut donc qu'avant d'abandonner leur fétiche, ce dutschemark dont on rêvait il y a deux

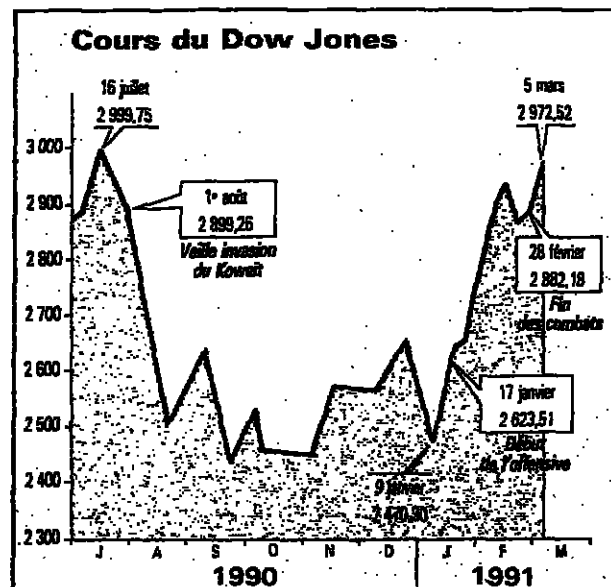
ans le quarantième anniversaire avec un fervor idolâtre, on soit assuré que la future monnaie européenne soit, comme l'affirme encore M. Tietmeyer, « d'une stabilité comparable à celle de l'actuel dutschemark ».

Fondamentalement, on se méfie en Allemagne des mauvaises habitudes des gouvernements des partenaires de la Communauté, qui sont toujours enclins à sacrifier la sacro-sainte stabilité de la monnaie à d'autres exigences, comme la justice sociale ou les impératifs de la politique internationale. C'est pourquoi Bonn estime que la période d'éducation des parties prenantes de la future union économique et monétaire doit être plus longue que ne le souhaitent les partisans d'une rapide construction européenne.

Dans la phase actuelle, ce sont les partisans de la ligne la plus austère, le ministre des finances Theo Waigel et le président de la Bundesbank ari Otto Poehl, qui font le forcing pour imposer leur point de vue. Au ministère des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, tout juste parti d'une attitude plus conciliante avec les partenaires européens, conscient que les aspects économiques et financiers doivent être relativisés, et que l'Allemagne doit faire preuve de flexibilité si elle ne veut pas offrir de prise au soupçon de vouloir soit dominer l'Europe, soit la saboter.

M^{me} Elisabeth Guigou, ministre française des affaires européennes, doit se rendre jeudi 7 mars à Bonn. Elle devrait échanger avec ses interlocuteurs des points qui restent flous et surtout se faire une idée des véritables intentions de Bonn.

LUC ROSENZWEIG

Wall Street s'approche
de son record historique

Une forte fièvre s'est emparée de la Bourse new-yorkaise mardi 5 mars, et l'indice Dow Jones, après avoir gagné jusqu'à 70 points en séance, s'appréciait de 58,41 points (+ 2 %) en fin de journée (lire également page 40). En clôturant à 2 972,52 points, le Dow Jones est à près de 0,7 % de son record historique (atteint le 16 juillet dernier) et s'approche du cap des 3 000 points.

A l'origine de cette flambée, le retour d'investisseurs restés à l'écart durant toute la durée

du conflit dans le Golfe. Ce mouvement a entraîné dans son sillage le même jour des places internationales comme Paris (+ 1,9 %) et Londres (+ 1,6 %). Il s'est propagé à Tokyo, le lendemain, mercredi 6 mars (+ 1,8 %).

Toutefois, cette euphorie a pris à contrepied les prévisions selon lesquelles, une fois la guerre finie, les marchés financiers seraient à nouveau confrontés à la réalité des situations économiques peu encourageantes et donc réagiraient à la baisse.

Pour lutter contre la désertification des campagnes

La Poste en quête d'idées neuves

Les résultats d'une enquête sur les nouvelles missions de la Poste dans les campagnes recueillies destinées à lutter contre la désertification ont été publiés. Sur la base de ces propositions, les responsables de l'opération vont désormais, et d'ici le mois d'avril, sélectionner et évaluer financièrement ces suggestions avant de déterminer qui va en supporter le coût.

MONTPELLIER (Hérault)
de notre envoyée spéciale

La montagne aurait-elle accouché d'une souris ? Directeur de la Poste de l'Hérault, M. Daniel Groussot n'est pas loin de le penser lorsqu'il regarde les premiers résultats de l'enquête consacrée aux nouvelles missions que la « vieille dame » du courrier pourrait remplir en zone rurale. « En guise d'idées neuves, constate-t-il, on nous a proposé de prendre à notre charge ce qu'on fait déjà, ce que d'autres jugent pénalisant d'effectuer ou ce qui est irréaliste. On peut être un peu déçu... »

Cette étude devait pourtant contribuer à défricher un terrain sensible. Dans le sillage des conclusions du rapport de M. Gérard Delia, sénateur (PS) de l'Hérault, consacré à la redynamisation du service postal en milieu rural, sept départements (Aisne, Allier, Aude, Creuse, Haute-Loire, Hérault et Tarn) ont en effet signé cet automne une convention pilote pour relancer la polyvalence des bureaux dans les campagnes reculées et lutter contre la désertification (le Monde daté 9-10 septembre 1990).

Bombonnes de gaz
à domicile

Dans l'Hérault, par exemple, chaque signataire de cette convention (conseil général, DATAR et la Poste) a, pour la première fois, mis 100 000 francs sur la table pour confier à un institut montpelliérain, l'IDATE, le soin de réaliser une enquête sur les attentes des habitants et des entreprises vis-à-vis de leurs bureaux dans les trois cantons ruraux de Lunas, d'Onzies, et de Ganges.

C'est cette moisson de suggestions, présentée le 31 janvier aux responsables, qui a provoqué la déception de M. Groussot. Entre autres idées irréalisables avancées, les personnes interrogées ont imaginé leurs facteurs apportant à

domicile des bombonnes de gaz ou des bouteilles d'eau, tout en assurant le transport des enfants à l'école. Dans le même temps, les guichets postaux auraient assuré la permanence de la mairie, le traitement des feuilles d'assurance-maladie et, pourquoi pas, la promotion des produits financiers du... Crédit agricole ! « Nos bureaux ne doivent pas se transformer en drugstores », s'insurge M. André Lorin, chef du service régional de la Poste du Languedoc-Roussillon, sous prétexte qu'ils sont les derniers maillons de service public encore présents dans les campagnes.

D'autres suggestions, jugées plus raisonnables, ont aussi été émises, comme la vente de cartes de ramassage scolaire ou le transport de médicaments aux personnes isolées. « Reste que nous devons faire attention à ne pas surcharger les préposés, qui exercent déjà, dans les zones rurales, un rôle social qui ne se mon-

naye pas », souligne M. Louis Villaret, vice-président du conseil général, chargé de l'aménagement du territoire, qui participe au tour de table de l'opération « Nouvelles Missions postales ». Car, tandis qu'ils parcourent 120 kilomètres pour distribuer 400 lettres, ces facteurs entretiennent une convivialité bienveillante dans des territoires austères jusqu'à constituer parfois l'unique lien entre des personnes isolées et le reste du monde. Et les préposés n'entendent pas aujourd'hui faire payer des services qu'ils ont depuis toujours effectués de bon cœur.

Sur la base de cette enquête, les responsables de l'opération « Nouvelles Missions » vont désormais, et d'ici au mois d'avril, sélectionner et évaluer financièrement ces suggestions avant de déterminer qui va en supporter le coût. Le plus grand mérite de cette opération reste sans doute, aux yeux des responsables de la Poste, d'avoir réussi à sensibiliser

les élus au prix du service postal. « La vente d'un timbre peut nous coûter jusqu'à 10 000 francs », souligne M. Lorin, qui exclut le retour à une polyvalence du type de celle qui a été conduite dans les années 70. Les bureaux de poste ruraux s'étaient alors notamment chargés de la vente des permis de chasse, des cartes grises et de la distribution des cartes de la Sécurité sociale. « Cela avait échoué », se souvient ce dernier, parce que les autres administrations en avaient profité pour se décharger gratuitement sur nous de leurs tâches. » Tel ne devrait pas être le cas cette fois-ci, espère M. Groussot, qui se félicite déjà de l'existence de « volontés convergentes ». Reste à savoir si cette convergence persistera au moment de régler la note... « Et si jamais cela ne débouchait sur rien, se console M. Villaret, nous aurons toujours appris à nous connaître ! »

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

La Lozère remonte ses manches...

FLORAC

de notre envoyée spéciale

Les postiers de la Lozère en classe de nature ? En voilà une idée... Pas si sottise, en fait, une fois que l'on sait que ces préposés sont les plus fidèles usagers du Parc naturel des Cévennes, à force de sillonner, cinq heures par jour, causses, arides et vallées vertigineuses, au volant de leurs 4x4 jaunes. Il n'y avait donc qu'un pas à franchir pour les transformer en auxiliaires d'un Parc encore trop méconnu, y compris de ses propres habitants. Ce pas a été franchi, la convention de partenariat vient d'être signée, et dix-sept postiers de la zone se sont d'ores et déjà retrouvés, le 12 février, au château de Florac, siège du Parc, pour la première des six sessions de découverte des richesses naturelles des Cévennes.

Directeur de la Poste de Lozère, Raymond Bouchet est à l'origine de ce rapprochement inédit. Animé d'une foi de charbonnier, il se refuse à voir mourir ces deux mille hameaux nichés dans ces paysages abrupts. « Que voulez-vous, ça me fait venir les larmes aux yeux quand je vois ces villages aux bistrotiers formés d'où même les curés sont partis ! »

Alors, quand il le peut, Raymond Bouchet se dévoue pour préserver le fil ténu de la présence humaine. Son premier coup d'éclat remonte à 1989, lorsqu'il a contribué à relancer la station-service de Sainte-Croix-Valfré-Française, un petit village de trois cent douze âmes, encaissé dans la vallée du Gardon de Milet.

Depuis la fermeture de la station-service en mars 1988, les préposés devaient parcourir 8 kilomètres sur une route impraticable en hiver, pour aller chercher de l'essence. « Cela représentait, selon le directeur départemental de la Poste, un surcoût de quelque 20 000 francs par an pour 4 000 kilomètres et deux cents heures de travail supplémentaires. » Un luxe qui aurait encore accru le déficit d'exploitation déjà record de la Poste de Lozère !

Raymond Bouchet a donc proposé à la commune de fonder une association qui prendrait en charge l'exploitation de la station. C'est ainsi qu'« Inno carburant, avec Inno comme innovation », a vu le jour le 9 janvier 1989, la Poste et le conseil municipal apportant chacun 150 000 francs pour remettre les volucompteurs en marche et remplir les trois

cuves. La station fonctionne automatiquement grâce à des bons d'essence d'une valeur de 50 francs et de 100 francs, distribués dans le bureau de poste et les commerces du village. En 1990, le chiffre d'affaires de la pompe s'est élevé à 635 161 francs, réinvestis dans le remplissage et l'entretien des cuves. Et « le commerce local a repris du poil de la bête », se félicite Raymond Bouchet.

Avec la convention de partenariat signée avec le Parc national des Cévennes, les préposés vont, cette fois, participer à la surveillance du parc et à l'information des touristes et des populations sédentaires de la zone. En contrepartie, le Parc va installer un guichet postal au château de Florac.

Raymond Bouchet ne s'arrête pas, pour autant, en si bon chemin ! Il réfléchit aujourd'hui aux moyens d'offrir, dans ses bureaux de poste, une vitrine où les artisans du cru pourraient exposer leurs produits régionaux. « Il n'y a pas de recette miracle, avoue-t-il, il faut d'abord briser la médianité de tous ceux qui, se sentant fragilisés, ont tendance à camper dans leur tranchée. A force de parler ensemble, les idées finiront bien par émerger... »

V. D.

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Michel Rocard

Suite de la première page

Cet effort a été aussitôt complété par une meilleure indemnisation du chômage partiel.

Par ailleurs, indépendamment du Golfe, nous avons continué à préparer l'avenir. Par exemple, sur la maîtrise des dépenses de santé, notamment à travers l'accord conclu avec les laboratoires d'analyse, qui est très novateur, ou encore sur les universités avec le plan social pour les étudiants. Bref, le travail gouvernemental s'est poursuivi dans le souci de répondre aux préoccupations intérieures que les Français vont redécouvrir sans tarder.

La guerre du Golfe peut-elle donner l'occasion d'une relance de l'action gouvernementale, ou bien considérez-vous qu'il n'y a rien de particulier à modifier ? Quelles sont aujourd'hui vos priorités ? Sont-elles différentes de celles de l'avant-guerre du Golfe ?

Le président de la République, dimanche, a espéré le même élan de la France dans la paix que dans la crise. Il a raison, et je travaillerai de toutes mes forces à ce « nouvel élan ». C'est affaire de clarification et d'intensification plus que de changement de cap.

Les priorités demeurent. Mais le temps est venu de donner leur pleine lisibilité à ces politiques, celles de la ville, de la formation, de la justice...

Que se passera-t-il pendant la session extraordinaire du Parlement ?

Le président a donné son accord à la convocation d'une session extraordinaire du Parlement, qui commencera, le mardi 19 mars, par un débat tirant les conclusions du Golfe avant de reprendre l'ordre du jour prévu : solidarité entre les communes, notamment d'Ile-de-France, organisation territoriale de la République et projet sur la Corse. Il y a là des choses vitales.

Puis nous saisissons le Parlement d'un projet de loi sur la politique de la ville en général, dont l'esprit tient en trois verbes, qui sont un vaste programme : loger, protéger, intégrer.

Prenez l'exemple du logement. Malgré tous nos efforts, le nombre de logements demeure insuffisant. Il y a donc un dysfonctionnement, et j'ai demandé à une commission du Plan de mettre à plat l'ensemble du système d'aides et de me faire des propositions. En fait, il est probable que nous n'arrivons pas à construire les logements adaptés aux besoins de ceux des Français qui pourraient et voudraient les acquérir, ce qui empêche de libérer les logements sociaux nécessaires pour les plus démunis. Et si des mesures fiscales sont nécessaires pour remédier à cela, il faudra les intégrer dans la prochaine loi de finances. Sur un sujet voisin, je vais dans quelques jours donner les instructions au préfet de la région d'Ile-de-France pour qu'il engage la concertation avec les élus en vue d'un nouveau schéma d'aménagement. Cette région a repris une croissance trop rapide, qui risque de se faire au détriment du reste du pays. Il faut donc canaliser cette croissance, continuer l'œuvre d'aménagement du territoire et de décentralisation, mais en même temps assurer le logement et l'emploi futurs des enfants nés dans la région, et y créer des conditions harmonieuses de vie, de transport et d'environnement naturel.

Dans un autre domaine, justement celui de l'environnement, nous préparons à la fois un projet de loi sur l'eau et une vaste réforme administrative, en plus de la création déjà décidée de l'agence nationale.

« Une société lourde de malaises sociaux »

Vous ne parlez plus de l'éducation nationale ?

Bien sûr que si. Sur l'enseignement supérieur, deux choses importantes au moins : le plan Universités 2000, qui dessine la carte des nouvelles universités que les Français attendent et adapte les filières pédagogiques pour la fin de ce siècle ; le plan social étudiant, qui sera rendu public la semaine prochaine. Il s'accompagne d'une augmentation significative à la fois du taux des bourses et du nombre des boursiers. Il comprend aussi un certain nombre d'autres mesures, dont la mise en place d'un système de prêts remboursables sur les premiers salaires. C'est tout à

fait considérable. Par ailleurs, des négociations importantes se poursuivent, sous l'égide du ministre du travail, sur la formation professionnelle, afin de marquer une nouvelle étape aussi significative que celle franchie par la grande loi de 1971.

En matière de protection sociale, outre l'accord dont j'ai parlé avec les laboratoires d'analyse, qui sera, je le souhaite, étendu à d'autres professions, nous allons publier le Livre blanc sur les retraites et ainsi saisir l'opinion publique tout entière pour un débat approfondi. C'est un problème qui dépasse l'autorité réglementaire du seul gouvernement. Il faut d'abord que nous arrivions à des schémas sur l'avenir qui ne soient pas contestés dans leur principe.

Et puis il y a un autre problème tout à fait important à mes yeux, celui de la situation des femmes dans notre société. Nous n'avons certes plus dans la loi de traces manifestes d'inégalités hommes-femmes. L'essentiel est maintenant dans la pratique, qu'il s'agisse en charge ou de profondément inégalitaire dans notre société, comme, par exemple, l'injuste répartition du congé pour enfant malade.

Dernier élément de ce que j'appelle les priorités permanentes, le renouveau du service public, qui a franchi un nouveau seuil avec la déconcentration des crédits, simplification considérable, qui va encore plus vite que nous ne le pensions. D'autre part, les initiatives, ici ou là, se multiplient, visibles ou discrètes, qui font beaucoup avancer les choses.

Enfin, en matière de libertés publiques, nous achevons dans les jours qui viennent le projet de loi sur les écoutes téléphoniques, que chacun réclame en vain depuis trente ans. Et nous pourrions avec patience mais résolution, la mise en œuvre du nouveau code pénal. Vous voyez donc qu'il y a du pain sur la planche.

« Un léger mouvement d'accélération »

Ces priorités sont-elles finalement différentes de celles de l'avant-guerre ou non ?

L'emploi est mon obsession, après comme avant cette guerre, et la performance économique en est la condition. La société française est lourde de malaises sociaux sur lesquels il y a une attente. Il faut maintenant, mais c'est plutôt une compensation de la période de six mois pendant laquelle on ne l'a pas fait, recréer un style de négociations sociales nécessaires pour les plus démunis. La guerre a montré la disponibilité des Français pour adhérer massivement à ce qui leur paraît évidemment conforme à l'intérêt général. Il nous faut donc, à cette lumière, trouver un style de rapports sociaux fondés sur des enjeux clairs et réels autant que mobilisateurs.

Les ventes d'armes représentent depuis des années un préjudice important à notre commerce extérieur, limitant le déficit de notre balance commerciale. Mais la guerre du Golfe a cruellement démontré les dangers d'un tel commerce. Qu'allez-vous faire ?

Tant le président de la République que les ministres compétents ont déjà fourni un élément de réponse : il faut mettre toutes ces politiques sous contrôle, mais cela ne dépend pas d'une seule nation. Toute la réflexion qui doit s'engager est donc profondément internationale. La France la souhaite et y est prête. François Mitterrand a montré la voie et la méthode à propos des armes chimiques.

Quels en seraient les effets sur l'économie française ?

Le commerce des armements joue un rôle décroissant dans notre balance commerciale. Une bonne coopération européenne pourrait nous permettre à la fois d'être indépendants et de ne pas exporter au-delà de ce que les conditions extérieures permettent.

Les pays industrialisés vont-ils vivre maintenant une nouvelle période de prospérité économique ?

Il y a deux problèmes derrière cette question. Le premier concerne la conjoncture courte : la guerre étant terminée, le ralentissement des affaires qu'elle a entraîné va-t-il prendre fin ? Ma réponse est oui. Je pense, par exemple, à la chute des immatriculations et des commandes automobiles, qui s'expliquait par la crainte qu'avait le public d'une

conflagration plus durable qu'elle n'a été. Mais ce sont là des mouvements de faible importance qui vont être à peu près compensés.

Le problème fondamental n'est pas là. Il est de savoir comment va évoluer l'économie mondiale et surtout celle des deux pays qui connaissent aujourd'hui une récession : les États-Unis et la Grande-Bretagne. Et là, l'incertitude est plus forte car il y a doute dans le diagnostic sur la gravité de la crise financière qui se profile derrière la récession aux États-Unis. Et cela n'est pas neutre pour la France. Mais je pense plutôt que le système financier américain est prêt à financer une reprise que le soulagement général des opérateurs peut provoquer. Je pars aux États-Unis justement pour me faire une idée plus précise en rencontrant les responsables économiques américains. Cela dit, mon pronostic est qu'il y aura un léger mouvement d'accélération mais que nous ne retrouverons pas tout de suite les taux de croissance de ces dernières années.

Comment voyez-vous cette banque de développement du Maghreb à laquelle vous semblez vouloir donner corps ?

Le développement du Maghreb — par une banque ou autrement — est un enjeu central pour l'ensemble de la Méditerranée et la tranquillité sur ses deux rives. Il faut en effet que chacun puisse trouver sur son sol l'espérance et les moyens du progrès économique et social plutôt qu'être contraint à nourrir un flot excessif d'immigration. Or certaines populations arabes ont éprouvé des sentiments d'angoisse, d'humiliation, de rancœur. Cela est tragique car cette angoisse et cette humiliation sont celles de l'absence de développement. La réponse à cela est de favoriser sur le plan de la communauté internationale la capacité de développement de chaque pays pris individuellement. Le développement, qui demande beaucoup d'argent, n'a pas l'argent comme condition unique. Il y faut aussi la démocratie, car la preuve est faite qu'il n'y a pas de développement sans la liberté et le pluralisme.

Le traumatisme de la guerre va inciter beaucoup d'intellectuels arabes à réfléchir à tout cela.

Quelle idée vous faites-vous de l'Europe à l'issue de la guerre du Golfe, de ses atouts, de ses faiblesses ?

J'ai entendu beaucoup de bêtises à ce sujet. Que les Européens n'aient ni une politique étrangère commune ni une politique de sécurité commune est une donnée de base qui préexistait à l'affaire du Golfe. Et que, malgré cela, la Communauté ait pu adopter une série de résolutions de politique étrangère est plutôt bon signe. Et les deux membres permanents du Conseil de sécurité de la Communauté européenne ont pu s'appuyer sur le consensus des Douze.

Reste que la guerre du Golfe a démontré qu'il y a plus d'urgence qu'on ne croyait à ce que l'Europe se dote de moyens institutionnels d'avoir une politique étrangère, une politique de sécurité, aussi largement communes que possible. C'est ce que le président de la République n'avait cessé de prôner. Cette confirmation va pousser à intensifier les travaux de la deuxième conférence intergouvernementale, et je m'en réjouis.

Au-delà, une seule échéance domine toutes les autres, celle du 1^{er} janvier 1993. C'est elle qui se prépare, avant tout, en tout, et partout. Mal abordée, elle nous ferait supporter des handicaps durables. Bien franchie, elle sera magnifique.

Retraites : système facultatif de capitalisation

Existe-t-il encore une chance de voir les négociations salariales aboutir, tant dans le secteur public que dans la fonction publique, en raison des contentieux accumulés et des règles strictes que vous avez fixées pour 1991 ?

Il n'est pas possible de reconstruire des relations contractuelles entre l'État et ses salariés — ce que j'espère de tous mes vœux — sans être d'accord sur des instruments de détermination et de mesure de la masse salariale. Je ne veux plus entendre parler d'une indexation a priori sur les prix. C'est trop dangereux pour l'économie française et les salariés eux-mêmes savent que si on se laisse aller à faire du nominal trop vite, on finit par payer en monnaie de singe. Le pouvoir d'achat et le niveau de l'emploi en sont les premières victimes.

En revanche, je suis prêt à prendre en compte le volume de la croissance dans la mesure où lorsqu'il y a de la richesse productive il faut la partager correctement. On n'en a

pas encore trouvé les modalités. Cette négociation sur les critères de mesure de la masse salariale est un préalable à la reprise de négociations quantifiées.

Une hausse de 1,8 % du pouvoir d'achat, comme en 1990, peut-elle être envisageable pour 1991 ?

1991 n'est pas 1990. Avant la guerre du Golfe, nous étions sur une phase de ralentissement avec un produit national diminuant légèrement. Si cette tendance se poursuivait, il ne pourrait y avoir une distribution de pouvoir d'achat à l'image de 1990. Fin juin, ou au plus tard à l'automne, nous aurons les éléments pour en décider.

Si les rentrées fiscales baissent encore plus que prévu, ne risquez-vous pas de remettre en cause les revalorisations catégorielles de cette année dans la fonction publique ?

Ce n'est pas, à mon avis, le plus probable.



Le livre blanc sur les retraites est annoncé pour avril. Sera-t-il suivi d'états généraux ? Comment évaluez-vous vous y prendre pour amener les partenaires sociaux à assumer davantage de responsabilités ?

Le livre blanc sur les retraites sera publié à la mi-avril. Il faut que tout le monde s'imprègne des chiffres, des scénarios, des enjeux. L'idée d'états généraux fait penser à un grand-messe avec discours rituels. Je préfère une concertation très large dans laquelle les partenaires sociaux pourront pleinement exprimer leur sentiment. Nous prendrons le temps nécessaire pour que le débat mûrisse et que le gouvernement en tire les conclusions.

En raison des très graves problèmes de financement que vont rencontrer les régimes de retraite, un recours accru à la capitalisation n'est-il pas inéluctable à court terme ?

Article 1 : le système de protection sociale français comporte un volet maladie, un volet accidents du travail, un volet famille et un volet retraite. Le volet retraite est couvert par la répartition et nous le préserverons. Article 2 : les retraites déjà liquidées seront payées. Article 3 : les données de l'avenir ne poseraient de problèmes, si on ne faisait rien, qu'à ceux qui prendront leur retraite dans quinze ans.

La confrontation de nos perspectives de croissance moyenne sur longue période avec les évolutions démographiques donnera une idée du partage par tête. Si ce partage par tête est jugé insuffisant, il sera loisible de passer à la capitalisation sur pied, de manière mutualiste ou autre, des systèmes éventuellement complémentaires et facultatifs de capitalisation. Car la société française a également besoin de susciter davantage d'épargne à long terme. Celle-ci a des supports plus favorables que d'autres, le logement et la vieillesse. Mais nous travaillerons à ce problème après avoir recueilli l'avis et recherché la convergence des partenaires sociaux sur la manière d'assurer la pérennité des régimes de répartition qui sont la priorité des priorités.

Le déficit du régime général de la sécurité sociale devrait atteindre 16,7 milliards de francs en 1991. Les 8 milliards d'économie attendus sur l'assurance maladie n'étant pas acquis, excluez-vous catégoriquement une hausse de la cotisation d'assurance maladie ? N'allez-vous pas devoir relever plus rapidement que prévu la contribution sociale généralisée ?

L'avantage d'un calcul prévisionnel qui fait apparaître un déficit, c'est qu'on s'emploie à le combler dès l'instant où il est annoncé. Depuis qu'on est tombé d'accord sur ce diagnostic, des mesures ont déjà été prises en matière de maîtrise des dépenses maladie. Nous ne sommes pas au bout du chemin et j'espère bien, compte tenu des décisions gouvernementales touchant la maladie, qu'on va pouvoir faire baisser un peu le chiffre du

déficit. Je ne sais pas de quelle ampleur sera la reprise post-guerre. Mais je suis persuadé qu'il y en aura une et qu'elle contribuera à relever les rentrées de cotisations sociales.

La sécurité sociale redistribue plus de 1 200 milliards. Au-delà du plan d'économie, la dizaine de milliards à trouver ne représente que deux jours de trésorerie. Il n'y a pas là de quoi mettre en cause ni la « sécu » ni les retraites !

Est-il exact que le gouvernement envisage d'ajourner sine die les projets de loi sur la modernisation négociée et notamment sur la représentation des salariés dans les PME ?

Non ! Je constate seulement que les négociations périclitent un peu. Il va falloir les relancer.

Comment envisagez-vous de relancer le dialogue social alors que le plupart des syndicats se montrent critiques envers le gouvernement ? Allez-vous reprendre votre idée, exprimée avant votre arrivée à Matignon, d'élaborer un pacte social ?

On est tout à fait dans cette démarche. Je ne traite la maladie qu'en concertation, comme on l'a vu à propos de l'accord avec les biologistes. Je traite les retraites dans une relation de partenariat clair et loyal. Sur le plan salarial, je soutiens que s'ouvrent des concertations méthodologiques au ministère de la fonction publique. Les négociations engagées sur la formation permanente sont tout à fait importantes car il y a à la clé une révision de la loi de 1971. Ma politique sociale repose sur la négociation.

Si, comme on peut le craindre, la situation de l'emploi continue à se dégrader cette année, envisagez-vous de nouvelles mesures pour stimuler les créations d'emplois ? D'autant que de nouvelles vagues de suppressions d'emplois risquent d'aggraver la facture du chômage...

Une fois par an au moins, en septembre, nous ajoutons un volet à un plan emploi qui se veut permanent. L'essentiel est la cohérence, éviter les va-et-vient, renoncer sans hésiter à ce qui apparaît décevant, renforcer très vite ce qui marche. Je crois que grâce à cela nous ne sommes jamais en retard d'une décision utile.

Le devoir de « grisaille »

Depuis deux ans et demi, vous n'avez pas réussi à désarmer les critiques sur la « grisaille » et l'immobilisme de l'action gouvernementale. Admettez-vous que votre politique, marquée par la recherche du compromis ou du consensus maximal, peut être passible de ce type de critique ? Avez-vous l'intention d'en tenir compte et d'infléchir votre action, éventuellement d'en revenir à une politique plus adaptée aux clivages droite-gauche ?

Quand le clivage gauche-droite s'impose, vous pensez bien qu'on l'assume. Quand il ne s'impose pas, on ne va pas l'imposer artificiellement. Tout dépend du fond des sujets.

Je sais seulement une chose : si vous regardez le travail législatif moyen effectué sous la Ve République, la France a fait, en gros, cent mètres par an jusqu'à 1988. Une première catégorie a eu une durée de vie courte parce que la législature suivante les change ou les abroge. Une deuxième est constituée de législation tellement hâtive que cela marche mal. Les décrets d'application ne sortent pas et la loi n'est pas créatrice de nouvelles procédures, de nouvelles attitudes du corps social. Seule la troisième catégorie, pas forcément la plus nombreuse, passe dans les faits, parce que la température du législateur était adaptée à celle de la société. Il y a une corrélation statistique assez significative entre la nature de ces lois-là et le fait qu'elles ont très souvent des majorités supérieures à la majorité absolue. Au moment où on a délibéré. Sachant cela, je ne cherche pas le conflit pour le conflit, pour sa visibilité.

D'autre part, il y a des quantités de choses très importantes qui ne passent pas par la loi ou par le règlement : la refonte de la grille de la fonction publique, le statut du service public, en sont deux bons exemples. Effectivement, on peut appeler ça « grisaille ». Je considère qu'elle fait partie de mon devoir. Le vrai changement n'est pas toujours haut en couleur.

Vous êtes très méfiant envers les symboles en politique, même si vous savez qu'ils sont souvent nécessaires. Vous n'auriez donc pas l'intention de

mener une politique plus « visible » par vos électeurs de gauche...

Mais si, tout à fait, à condition de lier le symbolique et le réel. Je voudrais donner une puissance symbolique à l'intensification du combat pour l'égalité des droits des femmes, à la lutte contre les inégalités du savoir ou les inégalités territoriales, à la politique de la ville. Ces symboles-là sont parfois un peu moins simplificateurs, un peu moins commodes que le salaire nominal, mais ils seront les vrais symboles d'une France de progrès.

Dans un entretien avec la revue Esprit, vous réaffirmez votre refus de la « régulation absolue par l'argent ». N'avez-vous pas l'impression que, jusqu'à maintenant, vous n'avez pas trouvé d'autre solution ?

On ne fait pas ça tout seul. Il y a, au fond, deux manières de répondre à cette question. La première, c'est, dans la société française, une gestion qui valorise le service public et refuse la pure régulation par le marché de ce qu'il ne sait pas faire, par exemple, l'hospitalisation publique ou les améliorations qualitatives du système scolaire. Nous faisons, dans ce domaine, un effort qui n'a pas actuellement son équivalent dans les pays occidentaux.

Nous sommes aussi l'un des pays les plus attentifs au maintien en état de ses équipements publics. L'entretien des routes, des ponts, des patrimoines historiques, bâtiments publics, etc., est incomparablement mieux fait en France qu'il ne l'est dans les pays les plus libéraux, les plus monétaristes, les États-Unis, où maintenant se multiplient les études sur les dangers que fait courir une voirie dégradée ! Mais c'est surtout l'aspect qualitatif de l'égalité des chances — l'accès au savoir et à la formation, la politique de la ville dans la totalité de ses dimensions — qui montre bien que nous cherchons une régulation autre que par l'argent.

Sur le plan international, je crois effectivement à une bataille pour l'organisation de la planète. De quoi parle-t-on d'autre quand on parle, comme pour le Golfe, de sécurité collective ? Quand on parle aussi de stabilisation des cours du pétrole ? Alors, pourquoi ne pas étendre la perspective ? Outre la question des taux d'intérêt réels — qui ne permettent pas le financement de l'avenir —, l'organisation actuelle, qu'on appelle loi du marché, ne peut pas assumer la fonction de protection de l'environnement ni la fonction de la distribution du savoir, pas complètement la fonction de recherche ni même, probablement, la fonction logement, sans parler de la fonction santé. Mais il est vrai que nous ne tenons pas de notre corps de philosophes et de croyances un ensemble homogène de références ou de valeurs suffisant pour remplacer la régulation par l'argent par autre chose qui soit suffisamment acceptée. C'est le problème philosophique de tout l'Occident. Je n'ai pas à moi tout seul de solution à cela, cela va de soi.

Nous avons évoqué tout à l'heure le malaise diffus mais profond de la société française, que la guerre du Golfe a fait passer momentanément au second plan. Or certains de vos détracteurs vous font porter, parce que vous n'auriez pas su la traiter ou même que vous l'auriez aggravée, la responsabilité de la désaffection croissante de l'électorat à l'égard du système politique...

Il y a en France des incertitudes sur l'avenir ; nous sommes un pays avec tout de même encore 9 % de chômage. Il y a des problèmes de banlieues à difficultés, nous sommes en train de nous y attaquer. Ce qui est sûr, c'est que les chances d'insertion, d'avoir un emploi qualifié, doivent être développées pour tout homme, toute femme vivant en France.

Mais je crois profondément que ce qui vient de se passer dans le Golfe a montré que la France avait encore une influence mondiale considérable, qu'on a besoin d'elle, et qu'elle sait jouer la partie du droit tout en préservant des conditions d'écoute. C'est tout cela que la France doit mettre au profit de l'échec du 1^{er} janvier 1993. Dans ces conditions-là, avec, me semble-t-il, une identité nationale retrouvée, on refonde, il faut faire passer dans la communauté française l'idée de ce « nouvel élan » que le président de la République appelle de ses vœux et qui exige la résolution dont lui-même a donné l'exemple. Je viens de vous en donner les grandes lignes. Maintenant, au travail !

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDRÉANI, MICHEL NOBLECOURT et ALAIN VERHOLLES

INDUSTRIE

La construction navale

La société Jeanneau, l'un des deux principaux constructeurs français de bateaux de plaisance avec Beneteau, vient d'annoncer une réduction de 25 % de ses effectifs (1 500 personnes) sous la forme de 289 licenciements économiques, 17 départs à la retraite et 40 non-renouvellements de contrats à durée déterminée. Motif : depuis le mois de décembre, c'est-à-dire depuis la fin du Salon nautique de Paris, les commandes ont chuté dramatiquement, de 30 à 35 %. La situation ayant été particulièrement mauvaise en janvier et en février.

Les acheteurs potentiels, au Salon nautique ont été déçus, aujourd'hui, de la baisse de la demande de la part du client. Le climat d'attente généralisé a entraîné une baisse des ventes de bateaux de plaisance. Les gros bateaux (plus de 100 000 francs) ont été touchés plus que les petits (moins de 100 000 francs). Les PME, membres de l'association des constructeurs de bateaux de plaisance (ACBP), ont subi une baisse de 20 à 30 % de leurs ventes. Les commandes de bateaux de plaisance ont chuté de 30 à 35 %.

Quelques chiffres :

Volkswagen rachète le deuxième fabricant automobile tchèque

Tout va bien pour les Tchécoslovaques. Après avoir racheté Skoda, il y a quelques semaines, Volkswagen, le premier constructeur automobile européen, a annoncé le mardi 6 mars un nouvel accord avec les autorités tchécoslovaques qui assure la reprise de ŠKODA deuxième entreprise automobile du pays.

GENÈVE

L'accord définitif a été signé avant la fin mars. Le principe d'un rachat de Volkswagen par Skoda a été accepté par le gouvernement tchèque. Le gouvernement tchèque a accepté de transférer la propriété de ŠKODA à Volkswagen. Le rachat de ŠKODA par Volkswagen est une opération de 100 millions de dollars. Le rachat de ŠKODA par Volkswagen est une opération de 100 millions de dollars.

En 1994, Skoda sera intégrée au groupe Volkswagen. Le rachat de ŠKODA par Volkswagen est une opération de 100 millions de dollars. Le rachat de ŠKODA par Volkswagen est une opération de 100 millions de dollars.

NOMINATIONS

Le ministère de la mer se réorganise

Plusieurs changements d'affectation viennent d'être décidés par le ministre de la mer, M. Jacques Mélenec. L'administration de la Pêche maritime, M. Alain Borowicki, quinquante ans, ancien élève de l'ENSA, sera promu hors classe de chambre régionale des comptes, qui était directeur du cabinet du ministre depuis novembre 1989, a été nommé le 27 février au conseil des ministres directeur des pêches de mer et de l'administration générale. Il remplace M. Claude Benoit, quarante-quatre ans, administrateur des pêches et des cultures marines, qui était directeur du cabinet du ministre depuis novembre 1989, a été nommé le 27 février au conseil des ministres directeur des pêches de mer et de l'administration générale. Il remplace M. Claude Benoit, quarante-quatre ans, administrateur des pêches et des cultures marines, qui était directeur du cabinet du ministre depuis novembre 1989, a été nommé le 27 février au conseil des ministres directeur des pêches de mer et de l'administration générale.

Pour diriger son cabinet, M. Mélenec fera appel à M. Anne Merle, née en janvier 1946. Diplômée d'études supérieures de droit public et de science politique, M. Merle est actuellement détachée en qualité d'administrateur civil, chargée de mission auprès du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.

هكذا من زلزل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Réduction du quart des effectifs de Jeanneau

La construction navale de plaisance victime du Golfe

La société Jeanneau, l'un des deux principaux constructeurs français de bateaux de plaisance avec Beneteau, vient d'annoncer une réduction de 25 % de ses effectifs (1 500 personnes) sous la forme de 289 licenciements économiques, 47 départs en pré-retraite et 40 non-renouvellements de contrats à durée déterminée. Motif : depuis le milieu de l'année, la situation a été particulièrement mauvaise en janvier et en février.

Les acheteurs éventuels repérés au Salon nautique ont retardé ou ajourné leurs décisions d'achat, en raison de la crise du Golfe et d'un climat d'attente généralisé. Les segments de vente les plus affectés ont été les gros bateaux, d'une valeur comprise entre 500 000 et 1 500 000 francs, pour lesquels les acheteurs potentiels, patrons de PME, membres de professions libérales ou sociétés de location sur la Méditerranée orientale, ont estimé qu'il était possible ou indispensable de renvoyer à plus tard leurs acquisitions. Ces dernières ne sont pas vitales, pour des particuliers

tout au moins, et le renouvellement de bateaux susceptibles de durer vingt ans ou plus peut bien attendre six ou douze mois supplémentaires.

A vrai dire, la crise du Golfe est venue accentuer un ralentissement d'activité déjà perceptible dans la plaisance dès le printemps dernier et cela dans toute l'Europe. Signe prémoniteur, dont le caractère d'avertissement n'a pas été suffisamment relevé à l'époque.

Commandes perdues

Pour l'industrie nautique française, en expansion rapide depuis trois ans, surtout à l'exportation, le coup est d'autant plus dur que les commandes perdues en début d'année pour livraison au commencement de l'été ne pourront être totalement regagnées, tant s'en faut, les délais devenant trop courts.

Pour Jeanneau, qui avait fait l'objet d'une reprise par ses salariés en 1987 et qui, en pleine expansion, avait porté ses effectifs de 1 200 à 1 500 personnes, le chiffre d'affaires de l'exercice clos à fin mai prochain va retomber à 750 millions de francs, contre 930 millions de francs prévus.

Comme les deux tiers de ce chiffre d'affaires et les quatre cinquièmes du bénéfice sont réalisés entre décembre et mai, il est indispensable à la firme d'ajuster ses

effectifs à son activité, ajustement qui va poser le problème du remboursement de leurs parts de capital aux salariés licenciés, avec pour souci de ne pas les flouer.

Pour les autres constructeurs, la situation n'est guère plus riante. Néanmoins, le grand rival, Beneteau, qui avait encore des stocks fin août 1990, a dû freiner plus tôt, ce qui lui a permis de s'adapter plus rapidement en recourant au chômage technique l'hiver. Ailleurs, le chantier Arco d'Arcachon a refait faillite, et des difficultés sont à prévoir chez de nombreux sous-traitants.

Quant aux prévisions pour l'année 1991, elles ne sont pas très favorables. A l'exportation, les marchés britannique et espagnol sont pénalisés par des taux de crédit très élevés. La saison nautique de Düsseldorf de janvier a été très mauvaise et la crise règne aux États-Unis. En France, après plusieurs bonnes années, un rythme de croissance va s'instaurer. De toute façon, la construction navale de plaisance dans notre pays, en tête des producteurs mondiaux pour la voile, avec 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et trente-trois mille emplois directs et indirects, entre dans une période de mauvais temps.

FRANÇOIS RENARD

ÉTRANGER

Selon M. Jacques Attali, président de la BERD

Les besoins à long terme de l'Europe centrale et de l'Est représenteraient 2 000 milliards de dollars

La constitution d'un marché de sept cent millions de personnes représente « une opportunité extraordinaire » pour l'Europe entière, mais le processus sera long et très coûteux, a affirmé le 5 mars M. Jacques Attali, le président désigné de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) devant la Foreign Policy Association, un organisme américain privé spécialisé dans les questions internationales. A long terme, l'Europe centrale et de l'Est devrait attirer de très importants capitaux en raison des potentialités de cette vaste région, mais il faudra que se manifeste une volonté politique de s'y investir et d'y rester en raison de la faible rentabilité du capital investi et des risques élevés qui caractérisent la situation actuelle, a-t-il expliqué. « Le seul remède à ce cercle vicieux est de fournir l'aide adéquate là où il faut et en utilisant le bon moyen », a affirmé M. Attali.

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour M. Jacques Attali, président de la BERD, la transformation de la partie orientale du Vieux Continent en un vaste marché ne pourra pas se faire en un jour. Les exemples de la période Meiji au Japon, de l'Espagne après la mort de Franco, de l'Allemagne de l'après-guerre et, à certains égards, du Mexique, indiquent clairement que « cette période de transition pourrait s'échelonner sur quinze à vingt ans ». Le côté ironique de la situation, a-t-il fait valoir, est que sur les quelque 80 milliards de dollars consacrés jusqu'à présent à l'Europe centrale et de l'Est, selon certaines estimations, « une faible partie de cet argent sera utilisée ou affectée » à ce projet. Or, dans le même temps, « les besoins de la région vont croissant. Hissir son niveau de vie au voisinage de celui de

l'Europe occidentale coûterait jusqu'à 2 000 milliards de dollars », a estimé le président de la BERD.

L'URSS

« dans la bonne direction »

Répondant aux questions sur cet organisme, dont le siège est à Londres et qui commencera à fonctionner en avril prochain, et plus précisément sur ses engagements à l'égard de l'Union soviétique (qui s'orientent vers « un régime de dictature »), M. Attali a répondu qu'il s'attachait « davantage aux faits qu'aux commentaires ». « Nous pouvons aussi traiter avec les différentes Républiques, mais en ce qui concerne l'URSS, ce pays va dans la bonne direction, et il n'est dans l'intention de personne de l'isoler. »

Rappelant que les États-Unis, avec 10 % du capital, étaient le plus important actionnaire de la BERD, et que la participation de l'URSS était

de 6 %, M. Attali a indiqué que les actifs de la banque atteignaient 10 milliards d'euros (environ 14 milliards de dollars) et qu'il n'y avait pas de « quotas par pays » pour l'affectation des sommes disponibles.

« C'est en grande partie grâce aux changements intervenus en Union soviétique que le changement a pu se produire à son tour dans d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est. L'URSS a permis la réunification de l'Allemagne et, le Parlement soviétique a ratifié le traité « 2 + 4 », a-t-il souligné. Ce pays est en voie de retirer ses troupes d'Europe de l'Est, contribuant ainsi puissamment à la détente en Europe. De plus, l'Union soviétique a été un partenaire loyal dans la crise du Proche-Orient. Il n'est pas possible d'envisager de traiter les problèmes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est sans y faire participer l'URSS. »

SERGE MARTI

Quelques semaines après la reprise de Skoda

Volkswagen rachète BAZ deuxième fabricant automobile tchécoslovaque

Tout va bien pour les Allemands. Après avoir repris Skoda, il y a quelques semaines, Volkswagen, le premier constructeur automobile européen, a annoncé le mardi 5 mars un nouvel accord avec les autorités tchécoslovaques qui lui assure la reprise de BAZ, deuxième entreprise automobile du pays.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

L'accord définitif devrait être signé avant la fin mars, mais, sur le principe, il est acquis que Volkswagen prendra 80 % du capital de BAZ, le gouvernement de Prague en conservant 20 %. Le capital de la société commune sera de 60 millions de deutschemarks (DM) (environ 200 millions de francs). Volkswagen transfèrera peu à peu à Bratislava, siège de l'usine BAZ, des productions de voitures « 3000 » au départ, puis 50 000 à partir de la mi-1993.

En 1994 seront installées progressivement des capacités de production de boîtes de vitesses d'abord, puis surtout de voitures, pour 150 000 unités par an. Ce dernier projet est encore en négociation. Pour Volkswagen, l'investissement d'ici à 1994 se montera à

900 millions de DM avec la création de 1 500 emplois.

« BAZ était une opportunité », a expliqué M. Karl-Horst Hahn, patron du groupe allemand, devant la presse réunie au Salon automobile de Genève. « Cette entreprise disposait d'une usine d'assemblage, géographiquement bien située et, Volkswagen, de son côté, cherchait à renforcer encore, malgré Skoda, ses productions de boîtes de vitesses et de voitures pour couvrir les marchés d'Europe centrale. » Avec Skoda, dont la capacité sera portée à 400 000 voitures par an en 1994, et avec l'usine BAZ, VW a de quoi donner à la marque Skoda une gamme complète de trois voitures, comme cela fut fait avec le constructeur espagnol SEAT, racheté il y a quelques années.

Un constructeur rayonnant

Volkswagen est un constructeur rayonnant, le seul dans le monde puisque même les Japonais connaissent en ce début 1991 un marché intérieur hésitant. Pour la firme de Wolfsburg, tout semble aller au mieux. Même la tourmente latino-américaine ne l'affecte guère puisque, lorsque Renault perd un milliard de francs en Argentine, l'an passé, Volkswagen limite la casse à « quelques millions de DM » et gagne de l'argent au Brésil. Il aura, sur le même continent, doublé sa capacité au Mexique en deux ans. Alliance en Tchécoslovaquie et en Chine, nouvelles usines en Allemagne orientale, au Portugal (4 milliards de DM investis avec Ford dans la création d'une usine d'un concurrent du Renault Espace) ... le groupe multiplie les investissements nouveaux dans le monde entier. M. Hahn a chiffré à 32 milliards de DM les dépenses consacrées à l'investissement d'ici à 1995.

Le groupe allemand a amélioré ses ventes partout, même aux États-Unis et d'abord en Europe. Il n'y a que deux très petites exceptions : l'Autriche et la Suisse. Plus de trois millions de voitures (+ 3,3 %) sont sorties de ses chaînes pour un chiffre d'affaires de 68 milliards de DM (+ 4 %). Mais il est bien entendu porté par l'extraordinaire conjonction automobile outre-Rhin. L'Allemagne est le seul marché européen en croissance cette année et à un rythme soutenu, puisque la demande, l'ancienne RDA comprise, devrait atteindre 3,6 ou même 3,7 millions de voitures selon VW, contre 3 millions l'an dernier.

Chez tous les constructeurs américains et européens, l'heure est au chômage technique et à la mine triste. Les dirigeants de VW, comme ceux d'autres des autres constructeurs allemands, sont comme sur un nuage.

ERIC LE BOUCHER

Volvo annonce 320 millions de francs de pertes

STOCKHOLM

de notre correspondant

Après un bénéfice de 6,6 milliards de couronnes (6 milliards de francs environ) en 1989, le groupe automobile suédois annonce un déficit de 327 millions de couronnes (320 millions de francs environ) pour 1990. « C'est médiocre », ne pouvait que constater le nouveau patron de Volvo, M. Christer Zetterberg, en présentant le bilan mardi 5 mars à Stockholm. Prudemment optimiste, il ajoutait cependant que « certains signes indiquent que nous avons atteint le creux de la vague et que nous devrions remonter ».

Cette chute spectaculaire de chiffres de ce qui était depuis des années, sinon des décennies, une machine à bénéfices, s'explique en grande partie par le fait que Volvo a choisi d'inclure dans ses calculs compliqués les quelque 2,5 milliards de couronnes de l'ambitieux

programme de restructuration du groupe sur trois ans, entamé en 1990 pour réduire les coûts et améliorer la productivité.

Il reste que l'effondrement des résultats de la division automobile est le grand responsable de cette médiocrité, avec une perte sèche de 855 millions de couronnes (contre un bénéfice de 1,9 milliard en 1989) qui traduit une baisse générale des ventes de 14 %, baisse sur la plupart des marchés importants sauf en Asie du Sud-Est et au Japon. A propos de l'alliance avec Renault, les responsables de Volvo estiment que « le cadre potentiel de coopération est beaucoup plus large qu'on ne l'a vu, mais dans les deux années à venir la coopération avec Renault ne sera pas Volvo. Ce sont nos prestations personnelles qui le feront ».

FRANÇOISE NIETO

TRANSPORTS

Air Inter crée une desserte horaire entre Paris et Nice

Avec la restructuration des liaisons aériennes entre Paris et Nice, rendue nécessaire par un début de libéralisation souhaitée par Bruxelles, Air Inter a décidé de proposer un vol dans chaque sens par heure entre Orly et Nice, de 7 à 21 heures. Cette augmentation des cadences fera passer, à partir du 1^{er} avril, le nombre des vols quotidiens de dix à quinze.

De son côté, Air France se retire de la liaison Orly-Nice et renforce ses vols Roissy-Nice en portant, à la même date, le nombre de ses vols hebdomadaires entre ces deux plates-formes de vingt-neuf à quarante. La compagnie Minerve, elle, a reçu l'autorisation de concurrencer le groupe Air France entre Orly et Nice à raison de six vols par jour. Elle devrait commencer à desservir cette ligne au mois de mai. La concurrence entre les transporteurs ne devrait pas porter sur les tarifs, qui seront identiques, mais sur les fréquences des vols et sur le service à bord.

La Hongrie critique les annulations de dettes consenties à la Pologne

A l'occasion de la présentation à la presse de son programme économique pour les quatre prochaines années, le nouveau ministre hongrois des finances, M. Mihály Kupa, a dénoncé, mardi 5 mars, les conséquences des annulations de dettes consenties à la Pologne. Selon lui, les concessions que les créanciers sont en train de consentir à Varsovie aggravent les tensions sociales et les demandes de rééchelonnement des créances en Hongrie.

M. Kupa estime, comme ses prédécesseurs, que son pays doit continuer à assurer ponctuellement le service de ses 21 milliards de dollars (105 milliards de francs) de dette extérieure, afin de préserver la confiance des milieux financiers internationaux.

SOCIAL

Les partenaires sociaux veulent être plus associés à la politique de formation initiale

Au cours de leur deuxième séance de négociation sur la formation professionnelle, le 5 mars, les partenaires sociaux ont abordé comme prévu le volet de la formation initiale. Le CNFP a présenté deux textes qui figureront dans l'éventuel accord élaboré pour la séance finale, le 2 juillet prochain, mais pourraient déjà servir dans les discussions qui pourraient avoir lieu, d'ici là, avec le gouvernement.

Le premier document précise le rôle que les syndicats et le patronat entendent jouer, entre eux, dans ce dossier. Il évoque le partenariat dans les organes de consultation, la place des branches professionnelles et la nécessité d'un partenariat régional. Il accorde les moyens d'information des délégués élus sur l'accueil des stagiaires venant de l'éducation nationale. Le second texte - un mémorandum -

s'adresse aux pouvoirs publics et réclame une association à l'élaboration des politiques concernant les formations initiales technologiques et professionnelles.

Les partenaires sociaux souhaitent en effet avoir leur mot à dire sur le développement des formations, la création, l'actualisation ou la suppression de diplômes ; ils demandent à être consultés pour l'amélioration de l'orientation sociale et veulent une concertation sur les programmes prévoyant des stages en entreprise.

Des amendements ont été formulés par les organisations syndicales, et une nouvelle version sera présentée lors de la prochaine rencontre, le 27 mars. Mais il semble déjà que l'enjeu de cette partie de la négociation dépasse le cadre de la politique contractuelle.

A. LEE

La CGT prévoit une semaine d'action à la SNCF. - La CGT a annoncé, mardi 5 mars, qu'elle prévoyait d'organiser à la SNCF une semaine d'action du 18 au 22 mars, à l'occasion de la réunion, le 20 mars, du prochain comité central d'entreprise (CCE). Des arrêts de travail et des rassemblements sont prévus ce jour-là pour protester contre les « mesures d'austérité renforcées » que les dirigeants de la SNCF devaient, selon la CGT, annoncer au cours de ce CCE. Selon la direction, ces « mesures » se réduiraient à la suspension de certains investissements optionnels.

Accord salarial pour 1991 à l'UAP : + 2,5 %. - Les salaires du personnel de l'UAP augmentent de 2,5 % en niveau en 1991, à la suite de l'accord salarial conclu, vendredi 1^{er} mars, entre le groupe d'assurances et les délégués syndicaux CFDT, CFE-CGC et CFTC. L'augmentation générale des salaires s'effectuera en deux étapes, avec une hausse de 1,5 % au 1^{er} mai et de 1 % au 1^{er} août. Cet accord prévoit, en particulier, des mesures spécifiques en faveur des salariés les moins élevés, avec notamment un minimum d'augmentation de 120 F au 1^{er} mai pour les salariés dont la hausse de 1,5 % n'atteindrait pas ce chiffre.

EN BREF

Accor prend la minorité de blocage des Hôtels et casinos de Deauville. - Le groupe hôtelier Accor a pris la minorité de blocage dans la Société des Hôtels et Casinos de Deauville (SHCD) - toujours contrôlée (avec 51,36 % du capital) par les héritiers de Lucien Barrière - qui exploite les Hôtels du Golf (et le New Golf lui-même), Royal et Normandie à Deauville, les casinos de Deauville, de Trouville, de Ouistreham, et indirectement le casino, l'établissement thermal, et le Grand Hôtel d'Engluien. En rachetant les 16,62 % que détenaient plusieurs sociétés du groupe d'assurances Axa, il a fait passer sa participation à 34,9 % des actions et des droits de vote (28,04 % détenus directement, 6,86 % par Avorsip). Accor, qui a annoncé n'avoir pas l'intention de prendre le contrôle de la SHCD ni d'augmenter le nombre des administrateurs, a été dispensé de présenter une OPA.

M. Chirac dénonce la « dérive » de la politique agricole. - M. Jacques Chirac, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, a dénoncé, mardi 5 mars, « la dérive inquiétante de la politique agricole commune qui, cédant aux pressions américaines, sacrifie les intérêts des agriculteurs européens sans aucune contrepartie ». Plusieurs députés ont intervenus pour dénoncer aussi bien la politique du gouvernement que celle du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, « qui ont accepté que la réunification allemande intervienne sans que soit réajusté le plafond des dépenses agricoles ». Ils ont également demandé des mesures d'allègement des charges fiscales, sociales et financières en faveur des agriculteurs.

Mouvement de grève « massivement » suivi à l'Aérospatiale, selon les syndicats. - Les deux heures d'arrêt de travail lancés mardi 5 mars, à l'usine de l'Aérospatiale de Toulouse (Haute-Garonne), ont été, selon les syndicats, « massivement » suivies par 74 % du personnel. La direction de l'entreprise a, pour sa part, indiqué que 50 % de son personnel avait répondu au mot d'ordre de Force ouvrière, de la CFE-CGC et de la CFTC, pour protester contre « le non-respect des accords salariaux de 1990 » (Le Monde du 28 février).

Nouvelle diminution des commandes industrielles aux États-Unis. - Les commandes de biens industriels (durables et non durables) ont subi en janvier leur troisième chute mensuelle consécutive, diminuant de 1,7 % par rapport à décembre. Les commandes de biens durables (d'une durée de vie supérieure à trois ans) ont baissé de 1,8 % en janvier. Selon le département du commerce, cette tendance s'explique principalement par les mauvais résultats enregistrés dans le secteur des équipements électriques et des transports.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

IMMOBILIER SANS FRONTIÈRES

Londres, première étape de la tournée des capitales

Les investisseurs français commencent à sortir de l'Hexagone
Présents outre-Manche, ils s'intéressent aussi aux villes allemandes

« **A**u cours des trois derniers mois, les investisseurs français ont investi 1 milliard de francs (MDF) dans l'immobilier à Londres, affirmait fin janvier Robert Waterland, PDG du conseil immobilier Jones Lang Wootton France. Pour l'instant, ce sont les investisseurs étrangers qui dominent le marché. »

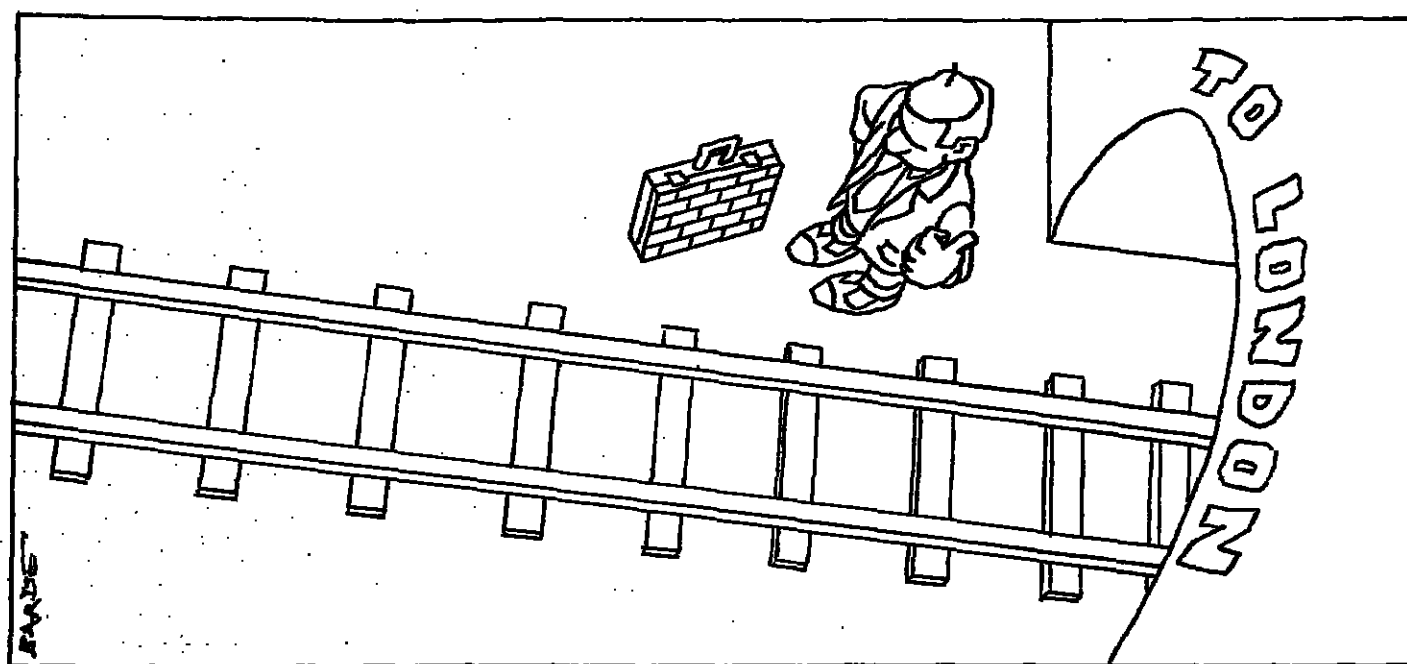
La performance est aussi exceptionnelle que spectaculaire. Spectaculaire, car le Crédit foncier vient d'acquiescer, coup sur coup et pour la première fois, un immeuble en restauration de 6 500 mètres carrés, face à Hyde Park, en joint-venture (50 % - 50 %) avec un grand promoteur local, pour la valeur de 650 millions de francs (MF), et un second immeuble de 400 MF dans la City. D'après Richard-Elis, cabinet qui a fait la transaction, c'est le plus gros investissement français jamais réalisé à Londres. Exceptionnel, dans la mesure où les opérations françaises demeurent, dans l'ensemble, peu nombreuses et de petite taille. Selon Robert Lipscomb, patron parisien de Healey and Baker, ils auraient investi à Londres 400 MF en 1989 et 300 MF en 1990... soit respectivement 1 % et 2,6 % des placements étrangers dans la capitale anglaise. Comparé aux mises des ténors que sont les caisses de retraite d'Europe du Nord ou les compagnies japonaises d'assurance-vie, c'est peu.

Le phénomène est pourtant significatif d'un changement de comportement. « Voilà deux ans et demi, jamais on n'avait parlé d'investissements français à l'étranger, commente Jean-Louis Sylvestre, de Bourdais Real Estate Advisors (BREAI). Nous sommes vraiment dans une période d'internationalisation des échanges. »

Les SCPI pionnières

Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ont lancé la mode dès fin 1987. Un an après la suppression du contrôle des changes, une poignée d'entre elles ont modifié leurs statuts pour intervenir hors des frontières. Pierre Ecureuil 2 (Caisse des dépôts) acquiert, en 1988, deux immeubles de bureaux à Londres (environ 100 MF), tandis que Crédit mutuel Pierre 3 commence par Madrid, achetant les bureaux qu'occupent la filiale espagnole du conseil immobilier Auguste-Thouard (6 MF).

Le groupe Pelloux, avec Investissimo puis Immofonds 4, figure aussi parmi les pionniers. Mais sa stratégie est plus lente, car il rénove ses arrières. « Le problème, quand on travaille loin de ses bases, c'est la gestion. Pas question de la déléguer ! » lance Louis Pelloux, le président fonda-



teur. A Madrid, où il a concentré ses premiers efforts, le groupe a d'abord pris un agent commercial et acquis ses propres bureaux, avant de lancer quoi que ce soit. Aujourd'hui, il y a réalisé une dizaine d'opérations et cinq personnes y travaillent. « Cela nous permet de faire un second métier, explique encore Louis Pelloux. Nous étudions des opérations avec d'autres investisseurs et nous assurons le service après-vente à des tiers. »

L'opposé, les gestionnaires d'Europe-Investipierre (BNP) ont d'emblée opté pour une diversification maximale, avec des activités à Madrid, Barcelone, Londres, Amsterdam ou encore Bruxelles. Seconde différence : cette SCPI affiche une vocation clairement européenne (plus de 50 % de son patrimoine). Un souci de spécialisation qui ne fait pas l'unanimité. Plus que la nationalité des placements, c'est leur objectif (la rentabilité ou la plus-value) qui importe, estime ainsi Louis Pelloux.

Des fonds d'investissement européens

Au total, une douzaine de SCPI (sur 250) sont intervenues hors de l'Hexagone, notamment à Londres et à Madrid, pour un montant global de près de 1 milliard de francs. Leurs performances sont encore difficiles à évaluer, mais un optimisme raisonnable semble de mise. Le mouvement va-t-il se poursuivre ? Deux éléments le freinent. D'une part, la faiblesse des montants unitaires investis conduit à monter des opérations groupées, en indivision. D'autre part, la qualification fiscale de SCPI, ce « monstre » français de la pierre-papier,

est mal perçue chez la plupart de nos voisins, à commencer par les Allemands. Les gestionnaires doivent jongler avec les législations.

Les fonds d'investissement européens ne connaissent pas ce genre de souci. Importée d'Europe du Nord, la formule permet aux investisseurs de regrouper

leurs forces avec des montages toujours plus efficaces et plus imaginatifs les uns que les autres (des sociétés de droit hollandais bien souvent). Elle a été éternisée début 1988 par la Banque Pallas, assistée de Jones Lang Wootton ; les deux fonds créés détiennent une douzaine d'immeubles

(800 MF) et regroupent 35 actionnaires français. L'idée a fait recette. Depuis dix-huit mois, la plupart des « gros calibres » de l'investissement immobilier ont créé leurs structures... ou sont en passe de le faire. Prenons l'exemple d'Europolis, la société initiée par le Crédit national, dotée par quatorze établissements financiers français et étrangers d'un capital de 1 milliard de francs. Europolis n'entend pas être le dernier maillon de la chaîne. « Nous voulons faire du développement, participer aux opérations de promotion ou de rénovation très en amont, explique Christian Desombre au Crédit national. Garder les immeubles en portefeuille ? Oui, mais pas pour trente ans. »

Chaque mois, le comité d'investissement de la société holding française (où l'on trouve même un Américain et un Japonais) se réunit dans une capitale différente. Après un peu de tourisme immobilier vient l'heure des décisions. Les acquisitions iront garnir des filiales de droit local, détenues pour moitié par des professionnels du cru. Le partenariat à tous les étages.

L'effet « cartel » des investisseurs

Pour l'heure, 700 MF auraient été engagés à Vienne, Paris et Londres. Mais ce n'est qu'un démarrage. L'Europe est en marche, et petit fonds deviendra grand. Objectif : disposer d'un capital de 5 milliards de francs, dont 3 MDF par voie d'emprunt. « Par le jeu des partenariats, cela peut nous amener à participer à un volume d'opérations de 15 MDF », calcule Christian Desombre. Magique, non ?

Un « homme de l'année » au MIPIM

MALGRÉ la crise du Golfe, et en dépit de la désaffection de la Fédération nationale des promoteurs-construiteurs (FNPC), les organisateurs du MIPIM (Marché international des professionnels de l'immobilier) gardent le cap. La manifestation devrait bien avoir lieu comme prévu, du 9 au 12 mars, à Cannes. MIPIM-Organisation affiche même son optimisme : quelque 750 sociétés étaient déjà inscrites à quelques jours de l'ouverture du Salon, dont 260 avec stands. Les performances de la première édition pourraient être dépassées.

Comme l'an passé, une vingtaine de pays seront représentés, à commencer par l'Espagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Les Japonais ? Le directeur du MIPIM, Thierry Renaud, assure qu'ils seront au rendez-vous, directement ou via leurs antennes européennes. Quant aux Américains, réputés casaniers en temps de crise, ils seraient plus nombreux qu'en 1990. Il est vrai que le MIPIM a reçu la bénédiction de deux grandes fédérations professionnelles d'outre-Atlantique. La formule du MIPIM - qui se veut un

véritable « marché » entre investisseurs, promoteurs, collectivités locales et grandes sociétés utilisatrices - reste inchangée. Les organisateurs ont toutefois voulu mieux structurer les conférences. A côté de multiples ateliers, trois grands colloques rythmeront donc la manifestation, sur le thème du rôle des pouvoirs publics dans l'aménagement des métropoles (samedi 9 mars), du financement de l'immobilier international (10 mars) et des stratégies d'implantation des Américains en Europe (12 mars). Le 11 mars devrait être la « journée des ministres » (neuf nationalités prévues).

Les organisateurs ont d'autre part décidé d'être un « homme de l'année ». Le premier de la série est un Suédois : Krister Hertzén. La société qu'il dirige, SPP, leader national de l'assurance-vie et de l'assurance-retraite, a un patrimoine immobilier évalué à plus de 25 milliards de couronnes (presque autant en francs). Puissant financier, SPP vient de racheter le groupe britannique London and Edinburgh Trust PLC : c'est le numéro un potentiel de l'immobilier européen.

H. G.

La Banque Pallas, le Crédit national, Suez, Indosuez (Euro-property), le Crédit foncier, la Caisse des dépôts (48 % du capital d'Euro-montagne)... Les banques sont en première ligne de la création des structures d'investissement européennes. Les compagnies d'assurances, pour leur part, ont dû attendre un décret de novembre dernier pour pouvoir intégrer des actifs étrangers dans leurs provisions techniques. En outre, hormis le GAN (48 % du capital d'Euro-montagne) et les AGF, avec la Société foncière européenne, rares sont celles qui développent une véritable stratégie internationale. « Notre politique d'investissement est liée à nos ambitions de développement à l'étranger, en tant qu'assureur », explique François de Bardenne, aux AGF. A Londres, sur la péninsule ibérique et en Allemagne, la société de Michel Albert est à la tête d'un capital de 500 MF à 600 MF.

En termes de destinations, Londres arrive bonne première. Mais les villes allemandes excitent tous les appétits : les conditions fiscales de placement sont avantageuses, les perspectives de croissance assurées et les prix encore modestes. A Francfort, par exemple, les valeurs « top » se situent seulement à 60 000 francs par mètre carré.

Avancer des pronostics ? Le mouvement est trop récent et la conjoncture trop incertaine. Certes, des esprits audacieux affirment de grandes ambitions : élargir le capital, s'introduire en Bourse, multiplier les partenariats, percer en Europe de l'Est. Tandis que des observateurs tentent déjà quelques réflexions. Ici et là, on émet des doutes sur la lourdeur de gestion des fonds européens et sur leur capacité à sortir des sentiers battus. « L'internationalisation est à double tranchant, et les gens se sont aperçus à cette occasion que le marché de Paris était cher », note de son côté Robert Waterland (Jones Lang Wootton). Puis il évoque l'effet « cartel » : les investisseurs étant désormais tous associés, d'une façon ou d'une autre, les vendeurs ne peuvent plus jouer aux plus offrant.

Paul Dumortier, à la Caisse des dépôts, est de ceux qui croient à l'avenir des grands fonds d'investissement. « Mais il n'y a pas d'urgence, insiste-t-il. L'état des marchés immobiliers, en particulier Londres, n'est pas tel qu'il faille se précipiter. S'introduire en Bourse ? Je ne suis pas sûr qu'il soit intéressant de faire entrer le public dans un véhicule conçu pour les institutionnels... Nous verrons d'ici à trois ans. » Comme se plaît à le souligner Jean-Claude Colli, sous-gouverneur du Crédit foncier, « nous ne sommes que des adolescents ».

HÉLÈNE GIRAUD

A 300 m. de Paris 17^{ème}

30 000 m² à louer*

pour donner du souffle à votre entreprise.



Aux portes du 17^{ème} arrondissement, un nouveau pôle d'affaires : Espace Clichy. Un parc paysager, un complexe de restauration et de services, un ensemble exceptionnel de locaux d'activités polyvalents et de bureaux, Espace Clichy constitue aujourd'hui une des meilleures opportunités des Hauts-de-Seine,

ESPACE CLICHY

en terme d'emplacement et de loyers.

Une offre à saisir sans tarder : les premiers locaux d'activités et leurs bureaux d'accompagnement sont livrables depuis décembre 90.

*Locaux d'activités et bureaux d'accompagnement divisibles.

Pour tout renseignement :
Espace Clichy angle rues Villeneuve/
Georges-Boisseau - 92110 CLICHY
Tél. : (1) 47 31 47 90

SOTRAFIM
CONSEILS EN GESTION

MELNIER
CONCEPT

CEI

Merci de m'envoyer
une documentation sur vos
locaux d'activités à louer.

Société _____
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____
Surface _____ m²

IMMOBILIER SANS FRONTIÈRES

Manhattan Blues

Le marché américain subit le contrecoup d'un excès de mètres carrés et de la récession économique

AVOIR son toit, aux États-Unis, est presque un devoir, un héritage en tout cas de cette période d'immigration où chaque nouvel arrivant se fixait trois objectifs immédiats : délimiter son lopin de terre, bâtir sa maison et acheter un fusil pour, éventuellement, défendre sa propriété. Le résultat est que, à l'heure actuelle, plus de 60 % des Américains (75 % et davantage dans certains États du Middle-West) possèdent leur appartement ou leur maison.

Des acquisitions qui, là aussi pour des raisons historiques, ont toujours été favorisées par une politique laxiste des banques - qui accordaient couramment des prêts immobiliers représentant jusqu'à 100 % de l'investissement total - et par des incitations fiscales telles que, dans de nombreux cas, non seulement les intérêts de ces emprunts, mais aussi les taxes foncières et les charges d'entretien sont déductibles de l'impôt.

Au cours des années 80, le marché immobilier, stimulé par une croissance ininterrompue qui a duré jusqu'en 1980, a véritablement explosé. Les Américains se sont un peu plus installés dans leurs meubles et les centres commerciaux (les malls) ont poussé comme des champignons à la périphérie des grandes agglomérations, tandis que les centres étaient convertis en simples zones administratives (Dallas, Philadelphie, Cleveland, par exemple) ou, au contraire, laissés à l'abandon et transformés en « petits Beryouth » dans certaines zones industrielles (Detroit, capitale de l'automobile).

Une frénésie de construction d'immeubles de bureaux a aussi été déferlée sur les villes « dynamiques » (Boston, Atlanta, Houston, Seattle) jusqu'à ce que l'excès de l'offre en mètres carrés entraîne depuis dix-huit mois un très important marasme, aggravé par la récession économique puis par la crise du Golfe. Une situation nouvelle dont les effets se font sentir plus particulièrement sur la Côte est des



États-Unis, après avoir failli emporter auparavant le Texas, confronté à un double séisme immobilier et pétrolier et qui maintenant refait surface.

L'effondrement des prix

Directement branché sur le système bancaire, le secteur du logement et de l'immobilier de bureaux souffre avec lui et avec ses clients. Endettés jusqu'au cou, ce qui est le propre de tous les ménages américains, les centaines de milliers de particuliers qui ont perdu leur emploi - à Wall Street et ailleurs - au cours des derniers mois, ne peuvent plus assurer leurs échéances et mettent en vente leur maison, encombrant un peu plus un marché déjà surcapacitaire. Dans le même temps, les prêts immobiliers non remboursés vont alourdir le passif des banques, déjà très chargées (jusqu'à 40 % d'engagements immobiliers par rapport au total des prêts consentis, pour certains établissements), les quels relient le robinet du crédit, asphyxiant leurs clients.

Côté bureaux, un secteur dans lequel les banques ont réalisé d'importants investissements, les difficultés de la finance et de la grande distribution ont vidé des immeubles entiers tandis que, dans d'autres, les occupants obtiennent une révision à la baisse du prix de leurs baux, des mensualités gratuites ou des mètres carrés en prime. A cela, il faut ajouter les faillites en série des caisses d'épargne, propriétaires d'importants parcs immobiliers de logements et de bureaux que les autorités, chargées de la liquidation de ces institutions financières, sont tenues de vendre au plus vite, accentuant l'effondrement des prix.

En moyenne, les prix d'habitation ont baissé de 20 % à 25 % environ en un an ou deux et les panneaux « A vendre » se bousculent, notamment au fronton des habitations de Nouvelle-Angleterre, sans doute la région la plus touchée avec des pointes de 50 % de baisse par endroits. New York, qui vit à plus de 80 % de son activité de services, est en première ligne. Avec des chutes de prix impressionnantes et, il est vrai, assez exceptionnelles. Ainsi, tel appartement de 120 mètres carrés situé dans la 58^e Rue, à proximité du prestigieux Central Park, à Manhattan, coté 1,2 million de dollars fin 1989, s'est vendu difficilement à 700 000 dollars (3,5 millions de francs) début février.

« Le marché a corrigé les excès dans un sens, il devrait maintenant les corriger dans l'autre. Compte tenu des prix actuels, c'est le moment d'acheter », affirme Carolyn A. Weber, vice-présidente de Century 21 et responsable de la région englobant New York et les États voisins. « En janvier 1991, pour la première fois depuis vingt-sept mois, nous avons vu une légère reprise des indices immobiliers », explique cette spécialiste du secteur. Et de citer une vente effectuée fin janvier à 1,67 million de dollars par rapport à un prix d'achat de 1,60 million huit mois plus tôt. Tel autre professionnel de Houston, une ville moins frappée par la crise, cite la remontée de son indice, selon lequel une maison achetée 100 000 dollars en 1987 (l'année du krach boursier) se revendrait à présent 120 000 dollars dans cette région.

Mais il s'agit là de situations particulières. Pour que les prix du logement d'habitation et de l'immobilier de bureaux se reprennent, il faudrait que les taux d'intérêt baissent davantage aux États-Unis et que les effets de la guerre du Golfe se soient définitivement estompés. « Si la guerre se termine assez tôt, les consommateurs et donc les acheteurs d'immobilier et locataires commerciaux reviendront sur le marché, assure M. Weber. Mais pas tout de suite ».

De fait, même en cas de fin de la récession à l'été 1991, selon le scénario le plus optimiste retenu par l'administration Bush, il faudra plusieurs mois avant que les chômeurs d'hier aient retrouvé un emploi, et qu'ils acceptent d'investir à nouveau une partie importante de leur salaire pour s'assurer un toit.

« C'est le moment d'acheter »

L'effondrement des loyers commerciaux est au moins aussi important. Environ 30 % à Los Angeles et à San Francisco, jusqu'à 50 % à Boston, 20 % en moyenne à New York, où le taux d'occupation n'atteint pas 60 % pour les immeubles inaugurés depuis 1988, contre 85 % pour l'ensemble de

la ville, affirme Cushman & Wakefield, l'un des grands noms de la profession. Victimes de leur fringale de mètres carrés, Denver et Miami affichent des taux d'occupation qui ne dépassent pas 70 %, moins de 80 % à Chicago, une ville pourtant en plein essor économique.

« Le marché a corrigé les excès dans un sens, il devrait maintenant les corriger dans l'autre. Compte tenu des prix actuels, c'est le moment d'acheter », affirme Carolyn A. Weber, vice-présidente de Century 21 et responsable de la région englobant New York et les États voisins. « En janvier 1991, pour la première fois depuis vingt-sept mois, nous avons vu une légère reprise des indices immobiliers », explique cette spécialiste du secteur. Et de citer une vente effectuée fin janvier à 1,67 million de dollars par rapport à un prix d'achat de 1,60 million huit mois plus tôt. Tel autre professionnel de Houston, une ville moins frappée par la crise, cite la remontée de son indice, selon lequel une maison achetée 100 000 dollars en 1987 (l'année du krach boursier) se revendrait à présent 120 000 dollars dans cette région.

Mais il s'agit là de situations particulières. Pour que les prix du logement d'habitation et de l'immobilier de bureaux se reprennent, il faudrait que les taux d'intérêt baissent davantage aux États-Unis et que les effets de la guerre du Golfe se soient définitivement estompés. « Si la guerre se termine assez tôt, les consommateurs et donc les acheteurs d'immobilier et locataires commerciaux reviendront sur le marché, assure M. Weber. Mais pas tout de suite ».

De fait, même en cas de fin de la récession à l'été 1991, selon le scénario le plus optimiste retenu par l'administration Bush, il faudra plusieurs mois avant que les chômeurs d'hier aient retrouvé un emploi, et qu'ils acceptent d'investir à nouveau une partie importante de leur salaire pour s'assurer un toit.

SERGE MARTI

Prudence des étrangers en France

EN 1990, les étrangers ont investi 8 milliards de francs (MDF) dans l'immobilier en France, selon le cabinet immobilier Bourdais. C'est moitié moins qu'en 1989, tout en restant supérieur aux chiffres de 1988 (4 MDF investis).

Si les investissements des Suédois et des Néerlandais se sont grosso modo maintenus (pour un total de 3,5 à 4 MDF), les Japonais ont été peu actifs. Avec 1,5 MDF placés, ils ne renouvellent pas les performances de 1989, aussi massives que spectaculaires. Chacun se souvient de l'acquisition des Trois Quartiers, d'une partie du Forum des Halles ou encore de la dalle Montparnasse. A eux seuls, ils passaient alors la moitié des investissements étrangers.

L'explication de ce retrait ? Elle réside tout d'abord dans l'évolution du marché parisien : l'envolée des prix constatée il y a quelques mois a fait chuter les perspectives de rentabilité. Or, au-dessous d'un taux de 5 %, les candidats se font rares. Quelle que soit leur nationalité... A ces changements, qui datent du printemps dernier, se sont ajoutés des éléments nouveaux qui tiennent aux marchés concurrents (les « grands soldes » à Londres) ou au comportement des investisseurs eux-mêmes. Ainsi, par exemple, les Japonais ont adopté un profil très différent du rachat du Rockefeller Center à New York, très mal ressenti par l'opinion publique américaine.

Il y a, enfin, la crise du Golfe, qui entraîne un attentisme généralisé et renforce les incertitudes sur la croissance. Pour autant, rien ne dit que 1991 sera une mauvaise année pour l'investissement immobilier. « Il y a aujourd'hui un retour d'intérêt des étrangers pour le marché français, avance prudemment Arline Gajda-Kempner, chez Augustus-Thousand. Maintenant que les phénomènes spéculatifs sont évacués, on va pouvoir travailler ».

La fièvre de Lisbonne

L'immobilier est devenu l'un des secteurs importants des investissements étrangers au Portugal. Européens et Japonais sont en tête

AMORCÉE depuis la fin des années 70, c'est-à-dire depuis la consolidation du régime démocratique, la transformation de Lisbonne s'est accélérée avec l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, en janvier 1986.

Les Espagnols, suivis des Suédois et des Britanniques, des Allemands et des Français, sont alors parvenus à l'assaut. Les prix des terrains étaient en effet nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les autres grandes villes européennes. La législation sur le marché immobilier (concernant notamment l'évaluation, l'achat et les ventes des propriétés), datant de 1961, permettait la spéculation, ainsi que toute sorte d'artifices visant l'évasion fiscale.

Le nombre de sociétés étrangères souhaitant s'installer à Lisbonne augmentait en cascade. L'offre d'appartements de prestige était insuffisante face à la demande d'une haute bourgeoisie qui, les années de la révolution passées, voulait désormais s'affirmer sans contrainte. Enfin, les grands hôtels manquaient, dans une ville où le climat tempéré incitait à l'organisation des grands colloques et des grands congrès internationaux.

Buildings de verre et d'acier

Aussi les belles villas romantiques du dix-neuvième siècle qui bordaient les avenues de la Liberté, de Fontes-Pereira-de-Melo et de la République ont-elles peu à peu cédé leur place aux buildings, en verre et en acier, dont les enseignes lumineuses portent le nom de banques, de compagnies d'assurances et de certaines multinationales européennes et américaines.

Le vieux cinéma Eden, dont la façade s'impose place des Restauradores, sera prochainement remplacé par une somptueuse résidence hôtelière destinée aux cadres supérieurs de passage dans la capitale portugaise.

On ne connaît pas encore l'avenir du cinéma Tivoli, récemment acheté par un Espagnol très influent dans le monde des affaires, M. Emiliano Revilla. Il est toutefois certain que les amateurs de spectacles de qualité n'auront plus la possibilité d'admirer les velours et les lambris dorés de cette salle de tradition.

La Franlusa, dont le capital est détenu en large majorité par deux sociétés françaises - la SCIC-Promotion et Les Beaux Sites - investit dans des immeubles de bureaux, en particulier dans le quartier du Campo Grande. De son côté, l'Office de la Copropriété parisienne vient d'acheter une bonne partie des vieux bâtiments qui entourent la place du Rossio, la même qui, l'été chaud de 1975, servait de décor aux discours enflammés des apôtres de la révolution.

Son représentant au Portugal, M. Victor Teixeira, né d'une famille d'émigrés en France, a précisé dans une interview publiée par l'hebdomadaire *Tal e Qual* que ces immeubles aux allures classiques abriteront, après d'importants travaux de réparation, des bureaux et des appartements de haut standing. Selon lui, il n'y a plus d'investisseurs portugais dans le secteur, surtout lorsqu'il s'agit de grosses opérations dans les quartiers nobles de la ville. « Tout est réservé à des étrangers qui achètent, qui vendent et qui échangent entre eux », souligne-t-il.

Résultat : le marché de l'immobilier a absorbé en 1989 un quart de l'investissement étranger au

Portugal, les prévisions pour 1990 annonçant une proportion beaucoup plus importante. En outre, les prix flambent.

D'après la dernière étude effectuée par la société internationale de conseil Richard Ellis, portant sur les prix de location de bureaux dans les capitales des pays membres de la CEE, Lisbonne est encore très en dessous de Londres, de Paris ou de Madrid. Mais elle aurait déjà dépassé Bruxelles et Amsterdam.

Vieilles fermes à bas prix

La même fièvre de rénovation et de promotion immobilière domine les beaux sites qui entourent Lisbonne. A Sintra, la « ville enchantée » que Byron a exaltée dans ses écrits, les bonnes affaires deviennent rarissimes. Il n'y a pas si longtemps, les revues spécialisées américaines passaient des annonces proposant des vieilles fermes et des vieux châteaux, perdus au milieu d'une végétation luxuriante, à des prix dérisoires. Vendre, n'importe comment : telle était souvent la seule solution pour l'ancienne aristocratie en faillite ou pour des familles âgées, qui n'avaient plus la possibilité d'assurer l'entretien de leurs propriétés.

Mais certains investisseurs, comme le président du groupe japonais Aoki, découvrent le filon. Deux des plus belles fermes de Sintra sont tombées dans ses mains. A Penha-Longa, il se propose de construire un complexe touristique de luxe. Dans le cadre magnifique de Regaleira, il pense recevoir ses « hôtes », un euphémisme pour désigner, sans doute, ses clients. Du moins ceux qu'il faudra privilégier.

JOSÉ REBELO

COMMENT DIRE JONES LANG WOOTTON EN FRANÇAIS ?

Exactement comme vous le dites en anglais, en allemand, en néerlandais, en suédois et en italien : Jones Lang Wootton.

Jones Lang Wootton est aujourd'hui le premier conseil en immobilier d'entreprise en Europe et au Monde.

Nos cinq bureaux en France vous offrent des connaissances approfondies du marché local en même temps qu'une approche vraiment internationale. En tant que client de Jones Lang Wootton vous avez accès aux statistiques, analyses et conseils d'une équipe de recherche paneuropéenne des plus sophistiquées qui vous aide à identifier et à saisir les meilleures opportunités en immobilier d'entreprise.

On parle beaucoup de langues différentes dans les bureaux de Jones Lang Wootton en France et à travers l'Europe. Mais il n'y a qu'un seul nom, Jones Lang Wootton, et une seule philosophie : fournir des services de la plus haute qualité à tous nos clients, quelle que soit leur nationalité.

Paris Etoile : 80 av. Marceau 75008 PARIS

Contacteur Robert Waterland au 47 23 54 06

Paris Défense : Tour Franklin Cedex 11 92081 PARIS LA DÉFENSE

Contacteur Françoise Vercaemer au 47 76 44 34

Paris Bercy : Tour Gamma A 193-197 Rue de Bercy 75012 PARIS

Contacteur Daniel Robin au 43 43 60 61

Lyon : 13 Rue Tronchet 69006 LYON

Contacteur Jean-François Prenot au 78 89 26 26

Grenoble : 12 Rue du Général Durand 76000 GRENOBLE

Contacteur Jean-Noël Balay au 76 44 43 44

Jones Lang Wootton

Londres, Glasgow, Edimbourg, Dublin, Barcelone, Francfort, Hambourg, Dusseldorf, Munich, Berlin, Wiesbaden, Bruxelles, Anvers, Luxembourg, Paris, Amsterdam, Rotterdam, La Haye, Utrecht, Stockholm, Milan.

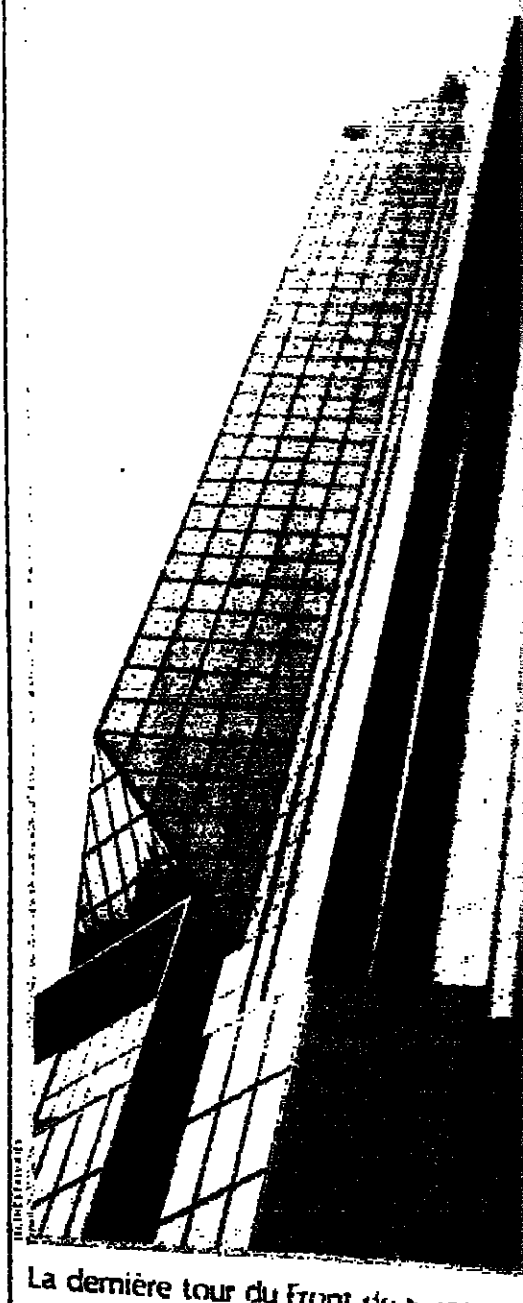
Le casse-tête

La fourmière de France Professionnels et consommateurs

L'IMMOBILIER est peut-être le secteur où la complexité de l'intégration économique entre les deux parties, Communauté européenne et mesure le plus assément. L'acte unique et relatif dans ce domaine, des compétences nationales. Mais les dispositions générales en vigueur pour l'achèvement d'une branche de l'économie aux multiples facettes. Du début à la fin de la filière, divers opérateurs sont impliqués, divers par l'habitat, la réglementation de Bruxelles, un règlement spécifique se dégage par les instances communautaires.

Les architectes travaillent dans le cadre d'une directive du Conseil des ministres européens de 1985, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes et compétences des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement. Les constructeurs de logements bénéficient de toutes les mesures marquées conformes à des normes. Au stade de la vente, et de la suite, une pour celle-ci, les investisseurs visant à la protection du consommateur, leur intérêt en est. Mais l'habitat est très souvent intervenu, par exemple pour relancer la confiance au crédit, ou à la protection des valeurs immobilières.

L'impact des mesures générales pour l'économie de l'habitat est tant plus important que de garantir descriptifs existant entre les deux dans le domaine. Il ne s'agit pas de marchands de biens, mais de professionnels pour le ministère français de l'habitat et de l'équipement et de l'habitat et de l'équipement. La Commission européenne a, par exemple, des directives pour la promotion de la qualité et de la sécurité du consommateur, qui sont encore plus grandes. Bruxelles, en



La dernière tour du front de Seine

سكزا من لاصيل

IMMOBILIER SANS FRONTIÈRES

Le casse-tête européen

La fourmilière de Bruxelles planche sur l'habitat. Professionnels et consommateurs sont concernés

L'IMMOBILIER est peut-être le secteur où la complexité de l'intégration économique entre les douze pays de la Communauté européenne se mesure le plus aisément. L'habitat en tant que tel n'est pas concerné par l'acte unique et relève donc, en principe, des compétences nationales. Mais les dispositions générales en vigueur pour l'achèvement du marché intérieur s'appliquent à cette branche de l'économie aux multiples facettes. Du début à la fin de la filière, divers opérateurs sont visés : des titulaires divers par l'abondance réglementaire de Bruxelles, sans qu'un service spécifique ait été créé par les instances communautaires.

Les architectes travaillent dans le cadre d'une directive du conseil (des ministres européens) du 10 juin 1985, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement. Les constructeurs devront bientôt tenir compte de textes relativement abondants sur l'emploi des matériaux conformes à des normes. Au stade de la vente, et de la publicité pour celle-ci, les dispositions visant à la protection du consommateur entrent en jeu. Mais bien d'autres éléments interviennent, par exemple ceux relatifs à la fiscalité et au crédit, ou à la protection des travailleurs saisonniers.

L'impact des mesures générales pour l'échéance de 1993 sera d'autant plus important que de grandes disparités existent entre les Douze dans ce domaine. Une étude sur les marchands de biens, réalisée récemment par un cabinet de consultants pour le ministère français de l'équipement et du logement, est fort instructive. Sa conclusion : « La libre circulation des personnes ne pose pas de problème. En revanche, l'harmonisation fiscale constituera un point épineux au vu des différents taux d'imposition pratiqués. » En matière de qualité et de protection du consommateur, les écarts sont encore plus grands. Bruxelles, « capi-

itale européenne » qui devrait être exemplaire, se distingue par l'impunité dont jouissent quelques agents spécialisés dans la « restauration » d'un parc immobilier abondant et ancien - donc bon marché - pour de fructueuses opérations avec la clientèle étrangère à la recherche de locations.

A l'abondance des services de la Commission européenne concernés par l'habitat, correspond une multitude égale d'organisations professionnelles, qui se posent en interlocuteurs des fonctionnaires concernés, parfois en rivalisant entre elles, soit pour du lobbying pur et simple, soit pour s'informer et informer. Les plus importantes ont une antenne à Bruxelles : d'autres se contentent d'agir depuis leurs sièges dans les différentes capitales concernées. Figurent par exemple, parmi les premières, le Comité européen des ingénieurs-conseils du Marché commun, le Comité de liaison des architectes de l'Europe mais l'Union internationale de la propriété immobilière, l'Union européenne des constructeurs de logements, la Fédération internationale européenne de la construction (FIEC).

Melleurs transparence des procédures

Conclusion d'Ulrich Paetzold, un Allemand directeur du bureau bruxellois de la FIEC : « Les fonctionnaires européens sont ouverts au dialogue et pleins de bonne volonté. Leurs idées ne sont pas mauvaises mais se révèlent souvent inadéquates par manque de connaissance des problèmes réels. A mon avis, il n'y aura pas d'harmonisation complète d'ici à 1993, mais les instances européennes pourront dire qu'elles auront étudié tous les problèmes avant cette échéance. Quant à une réglementation opérationnelle, c'est une autre question ! »

Une « unité construction » de treize personnes travaille à la « DG 3 » (direction générale n° 3 de la Commission, chargée du marché inté-

rieur) depuis 1977. Elle est chargée de la mise en œuvre des directives déjà adoptées par le Conseil et de l'étude de celles qui suivront. Le 18 juillet 1989, une « directive marchés publics de travaux » a prévu le renforcement des conditions de la concurrence par une procédure de pré-information et une meilleure transparence des procédures.

Il s'agit de mettre toutes les parties sur un pied d'égalité pour les appels d'offres, avec des règles du jeu bien établies. « De plus en plus souvent, observe un responsable de l'unité construction », Maurice Thomas, un projet immobilier mobilise des intervenants de nationalités différentes. Il importe que chacun sache à quel il s'engage quand il met les pieds à l'étranger. C'est essentiel pour les regroupements de la profession. »

Une autre directive du Conseil (quatre pages au Journal officiel des Communautés européennes du 11 février 1989, dix-huit considérants...) relative aux produits de construction, devrait avoir été transposée dans les réglementations nationales d'ici à quelques mois. Elle énumère six « exigences essentielles », notamment en matière de protection contre le bruit, scandaleusement négligée par la plupart des Etats membres.

La prochaine étape sera une directive sur l'harmonisation des systèmes nationaux en matière de responsabilité, de garantie et d'assurance. La Commission a confié à un Français, ingénieur général des Ponts et Chaussées, Claude Mathurin, la rédaction d'un rapport qui fait déjà autorité. Celui-ci a constaté bien des lacunes et anachronismes. « Au vu des insuffisances, dit-il, il est légitime de se poser deux grandes questions : celle du fonctionnement du marché communautaire de la construction dans un environnement législatif, réglementaire et administratif inadéquat ; celle de la protection de l'acheteur d'un logement neuf, trop souvent confronté à des « accidents » techniques et contractuels. »

JEAN-DE LA GUÉRIÈRE

Stratégies à la carte

Promoteurs, établissements financiers, cabinets de conseil exportent leur savoir-faire. Des réseaux se forment

L'est partout : à Rome, où il va rajouter un palais décapité pour le compte d'une grosse caisse de retraite du bâtiment, comme à Berlin, où il a acquis un immeuble à restructurer sur le Kurfürstendamm. Vous pourrez aussi lire son nom sur des immeubles à Francfort, Düsseldorf, Milan, Madrid, Bruxelles, Vienne. Pour le groupe français Pierre 1^{er}, spécialiste de la rénovation lourde d'immeubles prestigieux, l'Europe est une réalité quotidienne. L'étranger représente déjà plus de la moitié de son chiffre d'affaires ; tandis qu'un tiers des effectifs travaillent sur place, de façon autonome.

Pierre 1^{er} a pris quelques longueurs d'avance sur les autres promoteurs français, mais il est loin d'être le seul dans l'aventure. Depuis deux ans, le mouvement s'accroît même singulièrement. Pelège, Bouygues Immobilier, Dumez Iolien, SINTYM (Compagnie bancaire), les Nouveaux Constructeurs, GRC, COPRA, SCIC (Caisse des dépôts) ... De près ou de loin, tous les grands généralistes se lancent. Tous voient dans l'Europe une valeur sûre.

Après avoir mis le cap sur Madrid, Barcelone, et, dans une moindre mesure, Lisbonne et Bruxelles, ils convergent aujourd'hui vers les villes allemandes. Un terrain très protégé : seul Férinel (groupe George V), Ségimmo-La Hénin et Pierre 1^{er} sont passés à l'acte. France Construction (Bouygues Immobilier) et Arc union, associés à un pool d'investisseurs, viennent de passer le premier tour d'un concours pour la construction de 110 000 m² à Berlin-Est. S'ils le gagnent, le palmarès français s'étoffera sérieusement.

Sur certains marchés difficiles, les spécialistes ont leur carte à jouer. En Italie, par exemple, réputée pour ses négociations « spaghetti », quasiment tous les promoteurs de centres commerciaux font une percée. La SOFAP, leader français des résidences para-hôtelières, table de la même façon sur une politique de

produit : la chaîne des « Citadines » sera son « cheval de Troie ». Active à Barcelone, Lisbonne et Bruxelles, elle vient d'acquiescer à Madrid le célèbre immeuble des Galeries Preciados.

Quant aux marchés de l'Est, ils restent encore la chasse gardée des grands groupes de BTP, seuls capables de supporter, financièrement et techniquement, des chantiers associant infrastructures, immobilier et services.

Exporter un savoir-faire pointu et reconnu : tel est aussi le leitmotiv des établissements financiers spécialisés dans l'immobilier. Dès 1986, l'Union du crédit pour le bâtiment (UCB, groupe Compagnie bancaire), qui distribue des crédits aux accédants à la propriété par l'intermédiaire des professionnels, a fait découvrir les vertus des prix à taux fixe aux Britanniques. Vint ensuite le tour de l'Espagne (1988) puis de l'Italie (1990). « D'ici 1992, explique Henri Charrière, PDG de l'UCB, nous aurons trois pôles équivalents : la France, la Grande-Bretagne, et l'Europe du Sud. »

Marriages et unions libres

Même tiercé, mais dans un ordre différent, pour le Crédit foncier. Sa première implantation étrangère est l'Espagne, où, en joint venture avec un confrère, il finance tant les acquéreurs de logement que les promoteurs. « Lorsque j'ai un client qui s'appelle Pelège ou les Nouveaux Constructeurs, peu m'importe qu'il travaille à Paris ou à Madrid », insiste le sous-gouverneur Jean-Claude Colli. Le pragmatisme guide le Crédit foncier, dont les ambitions varient selon les destinations.

Pour les cabinets de conseil immobilier, il s'agit d'avoir des yeux et des oreilles partout pour accompagner, voire devancer leurs clients (investisseurs, promoteurs ou utilisateurs). Bref, il leur faut agrandir leurs réseaux. Plutôt que de s'étendre à la façon des Anglo-Saxons, les

Français ont choisi de s'allier avec leurs homologues étrangers, notamment des pays du Nord. Avec des variantes toutefois : Bourdais et Jean-Thouard préfèrent l'union libre (accords commerciaux) ; Auguste Thouard et SOPREC (groupe Caisse des dépôts) croient au mariage et à l'échange de participations.

« Edward Erdman est une société avec laquelle nous avons pris l'habitude de coopérer depuis une dizaine d'années », raconte Jean-Claude Saunier, directeur du secteur international chez « Auguste », à propos de son fiancé anglais. Après un échange de participations, les deux sociétés vont fusionner et auront deux filiales en Allemagne et en Belgique. Sachant que, depuis 1988, Auguste-Thouard a un enfant naturel en Espagne, fruit d'une liaison avec la Banco Bilbao Vizcaya. « Ensemble, pourrions-nous créer un réseau international, à l'image de ce que nous avons fait en France depuis les années 60... A cette différence près que nous n'avons pas quinze ans pour le faire. »

La formule choisie par Bourdais Real Estate Advisors (BREDA, filiale de Bourdais, et de la Compagnie financière internationale-Suez) est plus souple. BREDA entretient des relations commerciales privilégiées avec une dizaine de conseils immobiliers implantés sur toute l'Europe (le réseau ICPA) et dotés d'antennes aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est.

« La circulation de l'information est au moins aussi bonne qu'entre nos implantations nationales », estime Philippe Leclercq, chargé de l'international au cabinet Jean-Thouard. Rien de plus motivant que les relations de travail avec l'étranger, surtout lorsqu'elles sont directes, sans remonter au sommet des hiérarchies. Jean-Thouard a officielisé fin 1989 ses relations avec Debenham (Grande-Bretagne), Zadelhoff (Allemagne et Pays-Bas) et Winzinger (Belgique).

H. G.



La dernière tour du Front de Seine réalisée pour les A.G.E., en tant qu'investissement.

LES PLUS GRANDES SOCIÉTÉS CHOISISSENT COGEDIM POUR BÂTIR LEUR SIÈGE SOCIAL.

- CANAL+ • RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS • CETELEM/CORCA
- SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION (moteurs d'Ariane)
- FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES (FIMTM) • SOPAD (Nestlé)
- L'AGENCE DE PUBLICITÉ FCA...

et la nouvelle extension du MINISTÈRE DES FINANCES près du Pont de Bercy.

Cogedim,
1^{ère} marque de l'immobilier en France, a déjà réalisé
plus d'un million de m² de bureaux.

COGEDIM

21, rue d'Astorg, Paris 8^e. Tél. 40 07 34 56

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			2/3 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			73 m²		
4/5 PIÈCES	15, boulevard Bourdon	9 300	50 m², 4 ^e étage	4, rue de Puteaux	4 900	1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	6 247
110 m², 1 ^e ét.	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 900		GCI - 40-16-28-71	+ 671		4-S, av. de Brastville	+ 1 433
Possib. parking	Honoraires de location	6 966					SAGGEL - 47-42-44-44	4 445
7^e ARRONDISSEMENT							Frais de commission	8 760
STUDIO	222, bd. Saint-Germain	2 800					NEUILLY-SUR-SEINE	+ 1 218
22 m², 6 ^e ét.	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 271					41, bd. du Cdt-Charcot	8 236
4/5 PIÈCES	69-71, avenue de Suffren	17 600					SAGGEL - 47-42-44-44	16 465
134 m²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 217					Frais de commission	+ 1 100
6 ^e étage	Frais de commission	12 524					9-11, av. Sainte-Foy	11 716
8^e ARRONDISSEMENT							AGF - 48-24-45-45	8 000
2 PIÈCES	65-67, av. des Champs-Élysées	6 248					CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 050
20 m², 2 ^e étage	AGF - 48-24-45-45	+ 470					Honoraires de location	8 030
	Frais de commission	4 446					NEUILLY-SUR-SEINE	5 110
9^e ARRONDISSEMENT							109, rue Sadi-Carnot	+ 820
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000					SAGGEL - 47-42-44-44	3 636
109 m², 1 ^e étage	GCI - 40-16-28-71	+ 2 025						
11^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500						
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825						
2 PCES MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500						
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275						
14^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO	198-201, avenue du Maine	4 050						
Parking, 36 m²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295						
Rez-de-chaussée								
2 PIÈCES	198-201, avenue du Maine	5 692						
Parking, 48 m²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 389						
5 ^e étage								
15^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	12 937						
2 parkings, 106 m²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 820						
7 ^e étage, 1 balcon								
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	11 374						
2 parkings, 108 m²	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 920						
6 ^e étage, 1 balcon								
16^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES	3, rue Jacques-Offenbach	7 000						
82 m²	AGF - 48-24-45-45	+ 840						
Rez-de-chaussée	Frais de commission	4 981						
3 PIÈCES	4, rue Félicien-David	12 067						
Parking, 90 m²	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 081						
3 ^e étage	Frais de commission	9 450						
4 PIÈCES	11-13, rue Gros	7 200						
109 m²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 530						
9 ^e étage	Frais de commission	5 124						
19^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES	6-8, rue Adolphe-Mille	5 935						
Parking, imm. neuf	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 728						
73 m², 1 ^e étage	Frais de commission	4 223						
3/4 PIÈCES	34, rue du Plateau	5 500						
80 m², 7 ^e ét., balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 200						
Possibilité parking	Honoraires de location	4 230						
78 - YVELINES								
PAVILLON 5 PIÈCES	NOISY-LE-ROI	8 198						
111 m²	1, allée M.-R.-Delalande	+ 438						
Garage	AGIFRANCE - 47-42-17-61	5 833						
	Frais de commission	9 800						
MAISON 6 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	+ 1 010						
124 m²	20-22, rue Schnepfer	6 832						
Garage	SAGGEL - 47-78-15-85	8 750						
	Frais de commission	+ 1 405						
4 PIÈCES	VIROFLAY	6 570						
Parking, 106 m²	2, rue Joseph-Bertrand							
4 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89							
Balcon	Honoraires de location							
91 - ESSONNE								
MAISON	EVRY	6 739						
142 m²	46, rue de la Tour							
Garage	SOLVEG - 40-67-06-99							
92 - HAUTS-DE-SEINE								
4 PIÈCES	BOULOGNE	12 580						
2 parkings, 125 m²	33-35, rue Anne-Jacquin	+ 2 580						
3 ^e étage	AGF - 48-24-45-45	8 951						
	Frais de commission	4 800						
4 PIÈCES	COURBEVOIE	+ 1 311						
78 m²	81, galerie des Damiens	3 416						
1 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	4 650						
	Frais de commission	+ 750						
2 PIÈCES	ISSY-LES-MOULINEAUX	3 309						
Parking, 52 m²	15, avenue Jean-Monnet	6 888						
1 ^e étage	SAGGEL - 46-08-96-55	+ 1 000						
	46-08-95-70	4 548						
	Frais de commission	11 000						
3 PIÈCES	MEUDON	+ 1 139						
Imm. neuf, 72 m²	2, rue des Capucines	7 827						
3 ^e étage	SAGGEL - 46-08-96-55							
	46-08-95-70							
	Frais de commission							
4 PIÈCES	NEUILLY-SUR-SEINE							
97 m²	143, rue de Longchamp							
101 m² terrasse	AGIFRANCE - 47-42-17-61							
5 ^e étage	Frais de commission							
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
2 PIÈCES	PANTIN	3 305						
Parking, 53 m²	31, avenue Jean-Lolive	+ 540						
8 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84							
94 - VAL-DE-MARNE								
4 PIÈCES	CACHAN	5 120						
Parking, 86 m²	13, rue Guichard	+ 800						
1 ^e étage	SAGGEL - 46-08-96-55	3 643						
	46-08-95-70	6 100						
	Frais de commission	+ 1 116						
4 PIÈCES	CHARENTON	3 950						
Parking, 87 m²	21, rue de Valmy	+ 1 028						
1 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	3 232						
3 PIÈCES	KREMLIN-BICETRE	6 347						
Parking, 68 m²	1, rue René-Cassin	+ 848						
3 ^e étage, cave	AGIFRANCE - 47-42-19-61	5 181						
	Frais de commission	7 941						
3 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE	+ 1 068						
Parking, 69 m²	68, rue François-Rolland	6 366						
1 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	3 820						
	Frais de commission	+ 657						
4 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE	2 719						
Parking, 87 m²	68, rue François-Rolland	4 328						
1 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 510						
3 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE							
Parking, 64 m²	29, rue du Port							
2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44							
	Frais de commission							
2 PIÈCES	VINCENNES							
Parking, 51 m²	44, rue de Fontenay							
R.-de-ch., terrasse	LOC INTER - 47-45-15-84							
95 - VAL-D'OISE								
PAVILLON 5 PIÈCES	CERGY	5 778						
Duplex, 105 m²	7, allée de Charnac	+ 225						
Jardin 474 m²	AGIFRANCE - 47-42-17-61	4 315						
	Frais de commission							

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PRIXEX GESTION



RESIDENCES HOTELIÈRES HOME PLAZZA



Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION

appartements ventes

1^{er} arrdt

PARIS 1^{er} arrdt
20 m², 1^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

2^e arrdt

PARIS 2^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

3^e arrdt

PARIS 3^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

4^e arrdt

PARIS 4^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

5^e arrdt

PARIS 5^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

6^e arrdt

PARIS 6^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

7^e arrdt

PARIS 7^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

8^e arrdt

PARIS 8^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

9^e arrdt

PARIS 9^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

10^e arrdt

PARIS 10^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

11^e arrdt

PARIS 11^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

12^e arrdt

PARIS 12^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

13^e arrdt

PARIS 13^e arrdt
22 m², 6^e ét.
Possib. parking
Honoraires de location
2 800
+ 271
17 600
+ 2 217
12 524

14^e arrdt

MARCHÉS FINANCIERS

Le gouvernement britannique met fin au monopole de British Telecom et de Mercury

M. Peter Lilley, ministre britannique du commerce et de l'industrie, a annoncé le mardi 5 mars devant la Chambre des communes que le gouvernement allait ouvrir le marché du téléphone à une entière concurrence.

Cette décision, qui va priver British Telecom et Mercury du monopole dont elles bénéficiaient depuis 1982, va en revanche permettre à de nouveaux opérateurs d'accéder à ce marché. En particulier les compagnies de télévision par câble, qui convoitaient depuis longtemps ce secteur et qui ont été influencées dans ce but par plusieurs « Baby Bells », les compagnies régionales américaines. Dans les cinq années à venir, British Telecom, qui s'est engagée à réduire ses tarifs nationaux, devra offrir à chacun de ses abonnés un libre accès aux services de ses concurrents. Quant à Mercury, filiale du groupe Cable and Wireless et dont l'Etat possède 49 % du capital, elle devra se porter candidate à une nouvelle licence.

En point de la révolution des télécoms, les Britanniques ne sont cependant pas les moins chers. Une enquête publiée en février par l'OFTEL (office des télécommunications du Royaume-Uni) révèle que « la France figure toujours en tête avec des prix inférieurs tant pour les abonnés résidentiels que les abonnés d'affaires ».

Au classement 1991, pour une base tarifaire de 100 attribuée au Royaume-Uni, cette étude chiffre à 72 le prix d'une communication privée en France, contre 90 en Allemagne de l'Ouest et 100 en Italie. Pour les communications professionnelles, le classement est le suivant : France (76), Allemagne (98), Italie (97) pour une base 100 au Royaume-Uni.

Grand Metropolitan vend Perfect Pizza. — Le groupe britannique d'alimentation et de spiritueux Grand Metropolitan a annoncé, mardi 5 mars à Londres, la vente de ses cent cinquante restaurants Perfect Pizza à Scotts Hospitality, une société canadienne de Toronto. Le montant de la transaction n'a pas été précisé. Les mois derniers, Grand Metropolitan avait vendu cent trente-six restaurants Pizzaland et Pastificio à la société britannique Bright Reasons pour un montant estimé à 20 millions de livres (200 millions de francs). Grand Metropolitan, dont le principal intérêt dans la restauration est la chaîne Burger King, cherche encore des acquéreurs pour ses restaurants Wienerwald et Spaghetti Factory, acquis pour 20 millions de livres en 1988. — (AFP)

En raison de la fin de la guerre du Golfe

Les syndicats d'Air France demandent l'abandon du plan d'économies

Les élections aux comités d'établissement de la compagnie Air France ne sont pas étrangères à la nouvelle combativité des syndicats d'Air France, qui demandent, les uns après les autres, l'abandon des mesures d'économies décidées le 15 février par la direction pour faire face à la chute du trafic provoquée par la guerre du Golfe (le Monde daté 17-18 février).

Prénant prétexte de la fin des hostilités au Proche-Orient, ils anticipent sur la reprise du trafic et veulent que soient rapportées notamment les mesures de chômage partiel qui amputent de 6 % les revenus de l'ensemble des personnels de la compagnie, ainsi que le gel des salaires pour l'année 1991. La CGT estime qu'Air France « doit posséder tout son potentiel pour aborder la reprise » et exige l'annulation des accords de Bruxelles organisant l'arrivée de

concurrents sur les lignes de la compagnie nationale.

La CFDT souhaite le report du plan de rigueur et demande, pour le cas où celui-ci serait maintenu, « l'ouverture d'une négociation pour la mise en place d'une convention de type Fonds national de l'emploi » sur l'indemnisation du chômage partiel. Force ouvrière, enfin, le premier syndicat d'Air France (36,4 % des voix), estime que la reprise s'annonce et, par la voix de son secrétaire général national, M. Marc Blondel, que la compagnie « est en bonne santé ». Aussi FO prévoit-elle d'organiser un arrêt de travail et une manifestation devant le siège si la direction refuse d'annuler le plan d'économies, le 19 mars, à l'occasion du prochain comité central d'entreprise de la compagnie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CA CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

1990 : UNE BONNE ANNEE COMMERCIALE ET FINANCIERE POUR LE CREDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

Le ralentissement général observé au dernier trimestre 1990 dans les domaines bancaires et financiers n'a pas affecté la croissance du CREDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE, qui est restée très vive.

ENCOURS DE COLLECTE	75,5 MdsF	+ 13,1%
ENCOURS DE CREDIT	44,6 MdsF	+ 32,0%

La hausse sensible de ses résultats (403 MF, + 21%) lui permet de renforcer ses Fonds Propres qui, après affectation, atteignent près de 3 MdsF pour un total de bilan de 63 MdsF.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 15 avril 1991 de servir un dividende de 21 F aux porteurs de CCI, en hausse de plus de 13% sur le dividende 1989 ajusté, payable, au gré des porteurs, soit en nouveaux CCI, soit en numéraire.

en millions de Francs	1989	1990	Evolution
PRODUIT NET BANCAIRE	2 080	2 412	+ 16%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (avant dotation Amortissements & Provisions)	881	1 061	+ 20%
RESULTAT NET	332	403	+ 21%
FONDS PROPRES (après affectation proposée)	2 168	2 925	+ 35%
TOTAL BILAN	51 934	63 613	+ 22%

NEW-YORK, 5 mars ↑

Au voisinage des 3 000 points

Réamorcé en début de semaine, le mouvement de reprise s'est brutalement accéléré mardi à la Bourse de New-York. Sous la poussée des capitaux en quête de placement, le marché, après quelques balbutiements, s'est remis à grimper à toute allure. A la veille d'ouvrir son marché, l'indice Dow Jones avait un moment atteint le cours de 2 995,54, avant, finalement, de s'établir au dernier moment à 2 972,52 avec un gain de 58,41 points, soit une hausse de 2 %.

Le mouvement s'est poursuivi, d'abord en s'accroissant comme la veille, puis en se ralentissant avant de reprendre de l'ampleur sur les indications très encourageantes venues de New-York (voir ci-dessous). En début d'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrerait une avance de 0,85 %. En fin de journée à la clôture, il s'établissait à 1 922,52 au-dessus de son niveau précédent.

La forte résistance de Wall Street en début de semaine a été un motif d'encouragement. Mais l'optimisme manifesté par la Maison Blanche sur une restauration rapide de la confiance des consommateurs et, partant, sur un prochain redressement économique aux Etats-Unis, a fait une bonne impression sur les milieux boursiers. Et comme les bonnes prévisions arrivées, en particulier, l'hygiène par le centre d'observation économique (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de New-York, la France devrait enregistrer pour le premier semestre de 1991 une croissance modérée, en particulier, un raffermissement de la consommation des ménages. Le COE met une condition à cette amélioration : le retour de la confiance devra être rapide.

Malgré le climat de satisfaction ambiante, une certaine prudence n'a pas moins régné. Les investisseurs savent bien que si la reconstruction dans le Golfe a de bonnes chances de stimuler les marchés financiers, elle ne sera pas innocente sur un plan monétaire, avec le risque d'une hausse des taux et de la dette. Mais le sentiment restait généralement bon sous les lambris.

LONDRES, 5 mars ↑

Marché actif

Après un début de séance hésitant, la London Stock Exchange s'est nettement appréciée en milieu de séance, soutenu par l'ouverture en hausse de Wall Street et par un brusque regain d'optimisme sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt, de 0,5 %, à 12,5 %, avant la publication du budget de 1991. L'indice Footsie a franchi la barre des 2 400 et retrouvé un niveau sans précédent depuis le mois de juillet, à 2 401,1 points, soit une hausse absolue de 37,2 points (1,6 %) à 2 420,1 sur un marché actif. Les échanges ont porté sur 141,1 millions de titres, contre 49,17 millions la veille.

Les fonds d'Etat ont progressé avec la fermeté de la livre par rapport au dollar. La plupart des secteurs ont gagné du terrain, notamment les assurances, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les brasseries. Les banques ont été les plus faibles de début de séance et se sont démarquées à la hausse dans l'après-midi d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Mais la British Petroleum a été la seule à s'annoncer d'une réduction de son dividende lors de la publication de ses résultats.

FAITS ET RESULTATS

Crédit agricole d'Ile-de-France : résultat net en hausse de 21 %. — Le Crédit agricole d'Ile-de-France, la plus importante des caisses régionales, a enregistré en 1990 un résultat net de 403 millions de francs, en progression de 21 % par rapport à 1989. Le produit net bancaire du Crédit agricole d'Ile-de-France s'est établi à 2 412 millions de francs, en hausse de 16 % par rapport à 1989, traduisant, selon son directeur général, une « activité très soutenue », en hausse de l'ordre de 15 % en moyenne sur les trois dernières années. M. Douroux a souligné que le « bon niveau d'activité » de la banque avait été mis à profit pour « investir très fortement » dans l'ouverture d'agences (264 contre 252 en 1989), le recrutement (3 012 salariés contre 2 726 en 1989) et l'informatique.

Bridgeport : + 28 % de bénéfice en plus. — Bridgeport Corporation, premier fabricant japonais de pneumatiques et troisième mondial, annonce pour l'année 1990 une hausse de 28 % de son bénéfice net non consolidé, à 52,1 milliards de francs, soit 1,99 milliard de francs. Les ventes de la société mère ont aussi progressé de 4 % d'une année sur l'autre, pour atteindre 724,3 milliards de francs (274 milliards de francs). Le bénéfice avant impôt est de 94,6 milliards de francs (35,7 milliards de francs), soit + 10,7 %. Mais le bénéfice net consolidé du groupe, attendu fin mars, « pourrait être inférieur à celui de 1989 », a indiqué à l'AFP un porte-parole de la firme japonaise. Pour la société mère, Bridgeport explique les progrès annuels par la hausse de la demande sur le marché japonais, l'appréciation du dollar une grande partie de 1990 et le développement de nouvelles technologies. Sur l'année, les ventes de Bridgeport au Japon ont progressé de 7 %, mais les exportations ont baissé de 4 % en raison de la récession aux Etats-Unis, du développement de la production délocalisée à l'étranger et de l'effet de la crise du Golfe. Globalement, les ventes de pneumatiques (76 % du total) ont stagné tandis

PARIS, 5 mars ↑

La hausse s'accroît

Deuxième séance de hausse, mardi à la Bourse de Paris. Réamorcé dès l'ouverture (+ 0,32 %), le mouvement s'est poursuivi, d'abord en s'accroissant comme la veille, puis en se ralentissant avant de reprendre de l'ampleur sur les indications très encourageantes venues de New-York (voir ci-dessus). En début d'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrerait une avance de 0,85 %. En fin de journée à la clôture, il s'établissait à 1 922,52 au-dessus de son niveau précédent.

La forte résistance de Wall Street en début de semaine a été un motif d'encouragement. Mais l'optimisme manifesté par la Maison Blanche sur une restauration rapide de la confiance des consommateurs et, partant, sur un prochain redressement économique aux Etats-Unis, a fait une bonne impression sur les milieux boursiers. Et comme les bonnes prévisions arrivées, en particulier, l'hygiène par le centre d'observation économique (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de New-York, la France devrait enregistrer pour le premier semestre de 1991 une croissance modérée, en particulier, un raffermissement de la consommation des ménages. Le COE met une condition à cette amélioration : le retour de la confiance devra être rapide.

Malgré le climat de satisfaction ambiante, une certaine prudence n'a pas moins régné. Les investisseurs savent bien que si la reconstruction dans le Golfe a de bonnes chances de stimuler les marchés financiers, elle ne sera pas innocente sur un plan monétaire, avec le risque d'une hausse des taux et de la dette. Mais le sentiment restait généralement bon sous les lambris.

TOKYO, 5 mars ↑

Plus 1,8 %

Wall Street fait des émules. A l'exemple du grand marché américain, le Kabuto-Cho a, lui aussi, fait mercredi des émules. Les investisseurs ont bien compris que la Bourse japonaise a fait encore mieux en chemin et, à la clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à 26 382,99 avec un gain de 489,51 points (+ 1,81 %).

Les valeurs technologiques de haut de gamme ont conduit le mouvement de hausse, à savoir Sony, TDK, Pioneer, Nec, Hitachi. Les valeurs pharmaceutiques ont également été très fermes. Selon les spécialistes, et en l'absence d'éléments nouveaux, le marché nippon s'est borné à s'aligner sur la Bourse new-yorkaise, moins beaucoup à Tokyo pensant qu'elle est capable dans les prochaines heures de casser ses plus hauts niveaux historiques.

L'activité, bien qu'en augmentation, n'a pas été aussi importante avec 650 millions de titres échangés contre 850 millions la veille.

VALEURS	Cours de 5 mars	Cours de 6 mars
Alcatel	748	778
Alcatel	1 110	1 130
Canon	2 550	2 640
Fujitsu	1 420	1 530
Hitachi	1 820	1 860
Motorola	810	795
Sony Corp.	6 850	7 010
Toshiba	1 850	1 910

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3540	3540	Galatée	1025	1025
Amstel Associates	288	288	L.C.C.	250	251
Anytel	105	105	KIA	300	298
B.A.C.	170	174	Kidman	795	795
Banque Paribas	846	848	Kidman-Holdings	100	100
Bolton (Ly.)	387	382	Locam	278 80	278 80
Boussac (Ly.)	205	205	Locam	53	53
CAL-de-Fr. (E.C.I.)	1018	1011	Mars Comex	145 10	146 80
Celso	407 80	407 80	Molins	118	118
Cedex	540	540	Offert Logis	580	589
C.E.G.P.	175	175	Offert Logis	80	76 80
C.F.P.I.	313 80	311	Offert Logis	405	417
CAUM.	885	886	Offert Logis	637	718
Codis	286	280	Offert Logis	288	288
Comptex	880	880	Offert Logis	170	171 50
Credac	270	270	Offert Logis	90 30	90 30
Daphin	418	462	Offert Logis	445	445
Delaunay	840	855	Offert Logis	189	187
Delaunay Worme Co.	400	400	Offert Logis	220	220
Delaunay et Gr.	277 50	281	Offert Logis	288 90	288 90
Delaunay	1058	1058	Offert Logis	175	175
Delaunay	408	399	Offert Logis	110	112
Delaunay	149	149	Offert Logis	785	787
Edisons Bedford	248	248			
Europ. Population	365	365			
Financ.	128	128			
Financ.	186 40	186			
G.F. (group. fin.)	285	285			
Grand Uva	388	388			
Gowagroup	216	217			
Groupes Origine	605	621			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 mars 1991

Nombre de contrats : 78 770.

COURS	Mars 91	Jun 91	Sept 91
Dernier	104,88	105,44	105,96
Précédent	104,48	105,06	105,56

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 7 567.			
COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 813	1 824	1 886
Précédent	1 780	1 776	1 788

CAC 40 A TERME

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 813	1 824	1 888
Précédent	1 780	1 776	1 788

CHANGES

Dollar : 5,26 ↑

Le dollar s'échangeait en nette hausse mercredi 6 mars, à 5,26 francs à Paris contre 5,2025 francs mardi à la cotation officielle. D'importants rachats de découvertes sont intervenus la veille en fin de journée à New-York. Le marché était toujours stable à Paris, à 3,4080 contre 3,4062 mardi au fixing.

FRANCFORT	5 mars	6 mars
Dollar (en DM)...	1,5277	1,5440
TOKYO	5 mars	6 mars
Dollar (en yens)	134,88	136,55

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (6 mars) : 9,516-7/16
New-York (5 mars) : 6 %

BOURSES

PARIS (MISE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 116,28
Valeurs étrangères : 107,89
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général : 488,81
(SBF, base 100 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 766,74 1 808,63

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 914,11 2 972,52

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 382,99 2 420,10

30 valeurs : 1 918,10 1 946

Mines d'or : 143

Fonds d'Etat : 84,61 84,74

FRANCFORT

Dax : 1 530,86 1 540,26

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 25 913,48 26 382,99

Indice général : 1 728,98 1 938,21

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS	100	100	100	100	100	100	100
S.E.U.	5,2640	5,2640	+ 113	+ 123	+ 230	+ 250	+ 725
S.E.U.	4,5418	4,5418	+ 32	+ 33	+ 57	+ 57	+ 16
Yen (100)	3,8522	3,8565	+ 21	+ 45	+ 67	+ 98	+ 281
DM	3,4040	3,4069	+ 1	+ 18	+ 19	+ 34	+ 39
Florin	3,0201	3,0238	+ 1	+ 15	+ 9	+ 31	+ 28
FB (100)	16,5223	16,5389	+ 34	+ 75	+ 4	+ 161	+ 69
PS	3,9894	3,9918	+ 32	+ 48	+ 69	+ 95	+ 244
L (1 000)	4,5576	4,5633	+ 142	+ 91	+ 233	+ 185	+ 651
£	9,9384	9,9475	+ 375	+ 280	+ 565	+ 496	+ 1269

TAUX DES EUROMONNAIES

6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16	6 9/16
Yen	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16
DM	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Flarin	8 15/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16
FB (100)	9	9 3/8	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 3/16
PS	7 3/4	8	8	8	8	8	8
L (1 000)	11 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
£	12 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
£	9 1/4	9 1/2	9 5/16	9 7/16	9 7/16	9 3/8	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 6 mars
En raison d'une soirée football, il n'y aura pas d'émission.

Jeudi 7 mars
Hervé Courtaigne, PDG de SPS.
Le Monde dans 8 mars publie dans ses pages « Affaires » un portrait du patron de SPS.

BOURSE DU 6

COMPAGNIE	VALEURS	Cours actual	Précédent cours	Différence
ALCATEL	3540	3540	3540	0
AMSTEL ASSOCIATES	288	288	288	0
ANYTEL	105	105	105	0
B.A.C.	170	174	174	+ 4
BANQUE PARIBAS	846	848	848	+ 2
BOLTON (LY.)	387	382	382	- 5
BOUSSAC (LY.)	205	205	205	0
CAL-DE-FR. (E.C.I.)	1018	1011	1011	- 7
CELSE	407 80	407 80	407 80	0
CEDUX	540	540	540	0
C.E.G.P.	175	175	175	0
C.F.P.I.	313 80	311	311	- 28
CAUM.	885	886	886	+ 1
CODIS	286	280	280	- 6
COMPTEX	880	880	880	0
CREDAC	270	270	270	0
DAPHIN	418	462	462	+ 44
DELAUNAY	840	855	855	+ 15
DELAUNAY WORME CO.	400	400	400	0
DELAUNAY ET GR.	277 50	281	281	+ 3
DELAUNAY	1058	1058	1058	0
DELAUNAY	408	399	399	- 9
DELAUNAY	149	149	149	0
EDISONS BEDFORD	248	248	248	0
EUROP. POPULATION	365	365	365	0
FINANC.	128	128	128	0
FINANC.	186 40	18	18	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - ● : prix précédent - ■ : marché continu

